

MÉMOIRES POUR SERVIR À L'HISTOIRE DE LA GUERRE DE 1914-1918

FERDINAND FOCH

AVANT-PROPOS

PRÉFACE

LE VINGTIÈME CORPS

Chapitre premier — Le 20e corps en couverture, 25 juillet – 13 août 1914.

Chapitre II — Le 20e corps dans l'offensive de Lorraine. La bataille de Morhange, 14-20 août 1914.

Chapitre III — Le 20e corps pendant la retraite de la Meurthe et la contre-offensive, 21-28 août 1914.

LA 9e ARMÉE, 19 AOÛT - 4 OCTOBRE 1914

Chapitre premier — La retraite.

Chapitre II — La bataille de la Marne.

Chapitre III — La fin de la bataille et la poursuite. 10-12 septembre.

Chapitre IV — L'arrêt.

LA BATAILLE DES FLANDRES - OCTOBRE 1914 - AVRIL 1915

Chapitre premier — La manœuvre du nord.

Chapitre II — La bataille de l'Yser.

Chapitre III — La bataille d'Ypres.

Chapitre IV — Les événements sur le reste du front des armées du nord. 17 octobre-20 novembre.

Chapitre V — Coup d'oeil d'ensemble sur la bataille des Flandres.

Chapitre VI — Premières tentatives alliées contre le front fortifié allemand. — Regroupement des forces alliées dans les Flandres. Décembre 1914-avril 1915.

DE MARS 1918 À LA FIN DE LA GUERRE

Chapitre premier — L'offensive allemande du 21 mars et l'accord de Doullens.

Chapitre II — Les premiers actes du commandement.

Chapitre III — L'accord de Beauvais.

Chapitre IV — Le rétablissement de la situation alliée à la Somme et l'effort allemand dans les Flandres.

Chapitre V — La question des effectifs des armées alliées en France.

Chapitre VI — L'attaque allemande de Reims à Montdidier (27 mai-13 juin).

Chapitre VII — Dans l'attente (13 juin-15 juillet).

Chapitre VIII — La deuxième bataille de la Marne.

Chapitre IX — Le mémoire du 24 juillet.

Chapitre X — Offensives partielles des alliés (août-septembre 1918).

Chapitre XI — L'offensive générale des armées alliées, du 26 septembre au 15 octobre. Enlèvement de la position Hindenburg.

Chapitre XII — Le problème des effectifs, des fabrications de guerre et des communications à l'automne de 1918.

Chapitre XIII — L'offensive générale des armées alliées du 15 octobre au 11 novembre 1918.

Chapitre XIV — L'armistice.

Chapitre XV — La marche au Rhin.

AVANT-PROPOS.

Au cours de la dernière guerre, mes fonctions m'ont successivement appelé à différents postes, d'abord à la tête du 20^e corps, et ce sont alors les opérations de Lorraine jusqu'à la fin d'août 1914. Puis je commande la 9^e armée, et c'est la bataille de la Marne. Après cela, comme adjoint au général commandant en chef, je suis chargé de coordonner dans le nord les actions des troupes françaises avec les troupes alliées, britanniques et belges ; ce sont alors les batailles de l'Yser, d'Ypres, les attaques d'Artois et la bataille de la Somme, qui nous mènent à la fin de 1916.

Comme chef d'état-major général de l'armée en 1917, je fonctionne à titre de conseiller militaire du gouvernement français. Il a en effet décidé de prendre part à la conduite de la guerre. J'assure, entre autres entreprises, notre coopération en Italie dès le mois d'avril. Je la dirige personnellement à la fin d'octobre et pendant le mois de novembre de la même année. Enfin je participe à l'installation de l'armée américaine en France. En 1918, comme président du comité militaire exécutif de Versailles, puis comme commandant en chef des armées alliées, je prépare et conduis l'ensemble des forces alliées du front d'Occident.

Aujourd'hui, en toute sincérité, j'écris mes souvenirs. Ils ne forment pas une histoire de la guerre, mais seulement le récit des événements auxquels j'ai pris part. Comme on vient de le voir, c'est seulement dans la dernière année que ce récit peut porter sur l'ensemble du front d'Occident. Il a été écrit d'après les impressions que nous éprouvions au moment de l'action, comme aussi d'après les renseignements que nous avions ou les hypothèses que nous faisons sur l'ennemi, à ce moment toujours plein d'incertitudes.

Pour saisir comment j'ai vu et interprété les événements, peut-être n'est-il pas inutile au lecteur de remonter plus haut, de connaître sommairement le passé de celui qui a écrit. Les manières de voir et de faire d'un homme d'un certain âge proviennent en effet d'une formation qui les explique naturellement quand on la connaît, comme aussi de certaines circonstances particulières qui ont marqué dans sa vie, au point d'en orienter et d'en fixer constamment la conduite.

Né à Tarbes, au pied des Pyrénées, en octobre 1851, d'une famille entièrement pyrénéenne, j'avais fait mes études successivement au lycée de Tarbes, au lycée de Rodez, au petit séminaire de Polignan, dans la Haute-Garonne, puis au collège des jésuites de Saint-Michel à Saint-étienne, partout où la carrière de fonctionnaire de mon père avait entraîné ma famille. À Saint-étienne s'étaient terminées mes études préparatoires au baccalauréat ès lettres, à côté du futur maréchal Fayolle. Bien que j'aie pu songer de bonne heure à l'école polytechnique comme l'illustre camarade que je viens de citer, nos familles et nos maîtres n'avaient pas cru avantageux de nous épargner le circuit littéraire qui allait évidemment retarder le commencement de notre préparation à l'école. C'est ainsi qu'après la classe de philosophie nous passons notre baccalauréat ès lettres avant d'aborder les études scientifiques. Si le propre de ces dernières, de la formation mathématique notamment, est d'habituer l'esprit à considérer des grandeurs et des formes matériellement définies, comme aussi à préciser des idées sur ces sujets, à les enchaîner par un raisonnement implacable et à façonner ainsi cet esprit à une méthode de raisonnement des plus rigoureuses,

le propre des études de lettres, de philosophie et d'histoire, est avant tout, en quittant le monde de l'observation, de faire naître et de créer des idées sur le monde vivant, par là d'assouplir et d'élargir l'intelligence, au total de la maintenir en éveil, active et féconde, en présence du domaine de l'indéfini qu'ouvre la vie. Devant ce vaste horizon qui est pourtant une réalité, il faut bien, pour avancer, tout d'abord voir large, percevoir clairement, puis, un but étant choisi, y marcher résolument par des moyens d'approche et de conquête d'une efficacité bien assurée.

C'est ainsi que la double préparation de connaissances générales et d'études spéciales se montre avantageuse, semble-t-il, pour qui veut, non seulement connaître un métier, mais aussi le faire au besoin évoluer et l'appliquer successivement à de nouveaux buts, d'une nature souvent différente. L'avenir ne fera sans doute qu'accentuer, pour l'officier notamment, cette nécessité de la culture générale à côté du savoir professionnel. à mesure que s'étend le domaine de la guerre, l'esprit de ceux qui la font doit s'élargir. L'officier de réelle valeur ne peut plus se contenter d'un savoir professionnel, de la connaissance de la conduite des troupes et de la satisfaction de leurs besoins, ni se borner à vivre dans un monde à part. Les troupes sont en temps de paix la partie jeune et virile de la nation, en temps de guerre la nation armée. Comment, sans une constante communication avec l'esprit qui anime le pays, pourrait-il exploiter de pareilles ressources ? Comment pourrait-il présider aux phénomènes sociaux, caractéristiques des guerres nationales, sans un certain savoir moral et politique, sans des connaissances historiques lui expliquant la vie des nations dans le passé et dans le présent ?

Une fois de plus, la technicité ne lui suffira plus. Il lui faut doublée d'une grande somme d'autres facultés. Facilement il comprendra d'ailleurs que son esprit et son caractère se préparent mieux pour la guerre à venir, et que la carrière se fait plus docilement dans la paix, si, dans un entier sentiment de discipline, il se maintient constamment par une intelligence largement en éveil à la hauteur des circonstances et des problèmes qui se présenteront sur sa route, plutôt qu'en vivant uniquement de la vie de garnison et en se laissant obséder par l'idée de gravir les échelons de la hiérarchie, sans justifier de capacités grandissantes.

À défaut de cette conception, l'officier de carrière risque de se voir préférer, au jour de la guerre, l'officier de complément muni certainement du savoir indispensable, mais que le train d'une vie plus productive a maintenu dans une plus féconde activité.

En tout cas, après avoir terminé mes études littéraires au collège saint-Michel, j'allais à Metz, en 1869, poursuivre au collège Saint Clément ma préparation à l'école polytechnique. C'était un établissement très bien dirigé, en plein développement, principalement recruté en Alsace et en Lorraine, préparant de nombreux candidats aux écoles de l'état : polytechnique, Saint-Cyr et forestière, dans des cours remarquablement faits. Deux hommes notamment, le père Saussier et le père Causson, y tenaient une grande place par leur savoir et par leur dévouement absolu à la formation de leurs élèves. Un patriotisme ardent les animait sur cette frontière toujours menacée. Ils le communiquaient à leurs disciples, ils en poursuivaient un premier couronnement dans le succès de leurs élèves aux concours d'admission aux écoles.

Les événements de 1870 nous trouvaient dans cette excitation laborieuse. Ils allaient nous laisser des souvenirs profonds. C'est, dès la fin de juillet 1870, une importante partie de l'armée française se réunissant autour de Metz dans un

excellent esprit mais avec un manque d'organisation impressionnant. C'est, par un soir déclinant, l'empereur Napoléon III arrivant pour prendre le commandement en chef et remontant la rue Serpenoise, affalé dans sa voiture découverte, accompagné du prince impérial au regard inquiet et interrogateur, escorté des magnifiques cent-gardes, au milieu d'une population anxieuse et troublée à la vue de ce tableau de lassitude.

C'est l'installation à la préfecture du quartier général de l'empereur et de sa suite, aux grands noms et aux splendides uniformes. Puis, dans les journées des 4, 5, 6 août, pendant que s'effondrent les destinées de la France en des rencontres significatives, ce sont nos compositions d'admission à l'école polytechnique faites au lycée de Metz, toutes fenêtres ouvertes, au bruit lointain du canon, et dont la dernière, la composition française, pouvait donner à rêver aux candidats par son fond prophétique : développer cette pensée de Kléber : [il faut que la jeunesse prépare ses facultés](#).

C'est le 7 août, un dimanche, l'empereur, commandant en chef, allant à la gare de Metz prendre le train pour Forbach, apprenant par le chef de gare que les trains n'allaient plus jusqu'à Forbach évacué la veille, à la suite d'une bataille perdue, et rentrant à la préfecture immédiatement fermée pour prendre l'aspect d'un quartier général en désastre. C'est la population messine agitée, voyant partout des espions qu'elle veut jeter à la Moselle. C'est ensuite la première proclamation de l'empereur annonçant à la France ses défaites, trois batailles perdues, et dénaturant la vérité par sa ponctuation : [le maréchal de Mac-Mahon me télégraphie qu'il a perdu une grande bataille sur la Sarre. Frossard attaqué par des forces supérieures...](#) au lieu de : [le maréchal De Mac-Mahon me télégraphie qu'il a perdu une grande bataille. Sur la Sarre, Frossard attaqué par des forces supérieures...](#), c'est la consternation partout. L'après-midi, ce sont les populations des campagnes envahies ou menacées refluant vers la ville et l'arrière, la première vision des conséquences de la défaite, l'exode lamentable des familles chassées de leur foyer, emportant, dans le désarroi d'un départ imprévu et les fatigues d'une marche sans abri et à l'aventure, les vieillards, les femmes, les enfants, une faible partie de leur avoir, bétail ou mobilier, avec le désespoir dans l'âme et la misère en perspective.

Nous-mêmes, les élèves de Saint Clément, nous quitions Metz quelques jours après pour rentrer dans nos familles. Sur la ligne de Metz à Paris, ce sont des mouvements en tous sens de trains de troupes du 6e corps envoyés de Châlons à Metz et refoulés en cours de route sur Châlons par crainte d'interruption de la voie ferrée aux approches de Metz. Aux abords de Paris passent ensuite les troupes du 7e corps, rappelées de Belfort, puis celles du 1er corps ramenées de Charmes, après Froeschwiller, vers le camp de Châlons. Et quelque temps après, ce sont les trains des pompiers des communes de France arrivant avec leurs casques légendaires et leurs fusils à pierre à l'appel du gouvernement, pour assurer la défense de la capitale. à la vue de leur organisation disparate et archaïque, le gouvernement se rendait bientôt compte de leur inaptitude à la tâche envisagée et rendait à leurs communes ces dévoués citoyens nullement préparés à la guerre. Partout, on le voit, régnait cet esprit de désordre et d'erreur [de la chute des rois funeste avant-coureur](#).

L'état s'effondrait, dont le gouvernement, endormant le pays dans une paix de prospérité, de bien-être et de luxe, avait détourné les regards de la nation de l'approche du danger, sans pourvoir lui-même aux précautions indispensables ni assurer l'entretien moral et matériel de l'armée qu'il avait, et qui eût pu,

soigneusement et intelligemment administrée, retarder pour le moins et réduire le désastre. Comme on peut le penser, cette traversée au milieu des symptômes d'un effondrement, comme précédemment cette vue des premiers effets de la défaite, ne pouvait être qu'une sérieuse leçon pour de jeunes esprits. De mon côté, par la suite, je m'engageais pour la durée de la guerre au 4^e régiment d'infanterie ; la lutte se terminait sans que j'y eusse pris une part active. Libéré au mois de mars 1871, je reprenais la route de Metz pour aller y retrouver, en une année scolaire fortement écourtée, un cours de mathématiques spéciales déjà vu, avec le même professeur, le père Saussié, et tâcher d'aboutir, cette même année, à l'école polytechnique.

Au collège Saint Clément, nous partagions l'habitation avec des troupes allemandes de passage, et en permanence avec un bataillon du 37^e régiment poméranien. Ce voisinage ne manquait pas de créer de nombreux incidents, car ceux qui le constituaient tenaient à nous faire sentir le poids de leur victoire, et, dans des assauts pleins de violence et de brutalité, à affirmer à tout propos et sans plus de prétexte le droit de tout faire qu'elle créait à leurs yeux. De là, nous allions à Nancy subir à trois époques de l'été 1871 les épreuves écrites, puis les examens oraux d'admissibilité et d'admission à l'école polytechnique. Le général De Manteuffel gouvernait la Lorraine occupée et commandait l'armée d'occupation. Il résidait sur la place Carrière, dans le palais du gouvernement où la déclaration de guerre de 1914 devait me trouver commandant le 20^e corps d'armée. Il y recevait à leur passage de nombreux hôtes allemands de marque, princes, généraux, ou grands états-majors, et c'était chaque fois de bruyantes manifestations d'enthousiasme, des parades et des retraites militaires importantes en l'honneur des personnalités qui avaient mené les armées à la victoire ou qui par le traité de paix avaient, malgré les unanimes protestations des populations, violemment arraché à la France l'Alsace et la Lorraine. Après avoir été plusieurs fois le témoin de ces scènes, c'est de là que je partais pour entrer, en octobre 1871, à l'école polytechnique, dans un Paris tout fumant encore des incendies et des ravages de la commune. Ici le pays était à refaire.

Quand il avait été question de mon entrée à l'école polytechnique, c'est surtout les carrières civiles, dont elle ouvre les portes, que ma famille avait envisagées. Mais, après la fin de la guerre malheureuse dont nous sortions, une première tâche s'imposait à tous, à la jeunesse notamment, de travailler au relèvement de la patrie dès à présent démembrée et constamment menacée d'une destruction totale. Aussi je n'hésitais pas à me ranger parmi les volontaires pour l'artillerie, désignés sous le nom de **petits chapeaux**, appelés à entrer à l'école d'application de Fontainebleau après quinze mois d'école polytechnique, et à en sortir au mois de septembre 1874 pour arriver comme officiers dans les régiments.

Au lendemain de nos désastres et malgré une indemnité considérable payée au vainqueur, la France, entièrement désarmée par l'effet des capitulations qui avaient livré son matériel à l'ennemi, refaisait rapidement ses institutions militaires, comme aussi son armement. Elle se mettait à la hâte en état de tenir tête en cas de besoin à un adversaire toujours menaçant, étrangement surpris de la voir se relever rapidement, et sur le point, pour achever sa destruction, de recommencer la guerre, en 1875 notamment.

C'est dans cette période de réorganisation hâtive et de moyens encore insuffisants que je débutais dans l'artillerie, au 24^e régiment, à Tarbes. Il y régnait heureusement un noble élan de tous et une fiévreuse activité. Et ce train des débuts de la paix devait longtemps se maintenir. On ne saura jamais assez

célébrer le noble effort dont furent capables, dans l'armée, les vaincus de 1870 et les générations qui les suivirent, pour refaire nos troupes et les préparer à la bataille, comme aussi pour étudier et comprendre la grande guerre, dont l'armée du second empire avait perdu la notion, à la suite d'expéditions heureuses hors d'Europe et après une facile campagne d'Italie à buts et à moyens restreints.

Chacune des écoles militaires par lesquelles je passais : école polytechnique, écoles d'application d'artillerie, puis de cavalerie, nous fournissait un puissant enseignement, un développement progressif de nos facultés, comme aussi de réels sujets de réflexion ; mais l'école supérieure de guerre, où j'entrais en 1885, me fut une véritable révélation. Dans des enseignements plus ou moins théoriques, établis sur les leçons de l'histoire, elle formait un esprit moyen, usant des dons naturels et des connaissances acquises, à pouvoir rationnellement aborder les problèmes de la grande guerre, les raisonner, les discuter, en avancer la solution sur des bases solides.

Elle comprenait, il est vrai, une réunion d'hommes supérieurs : les Cardot, les Maillard, les Millet, les Langlois, les Cherfils notamment, remarquables par leur conscience passionnée, leur expérience, leur jugement. En partant d'études historiques minutieusement fouillées, ils parvenaient à définir et à embrasser à la fois le domaine moral illimité de la guerre, et à fixer, en les raisonnant, les moyens matériels par lesquels on devait le traiter. Par là, ils nous fournissaient, en même temps qu'un enseignement établi, une méthode de travail applicable aux problèmes de l'avenir.

De ces professeurs de l'école de guerre, l'un, le commandant Millet, appelé à tenir par la suite les plus hauts grades dans notre armée, voulut bien me suivre et s'intéresser à moi tout le long de ma carrière. C'est ainsi que plus tard je remplis auprès de lui les fonctions de chef d'état-major de corps d'armée, puis d'armée. Il avait exercé une grande influence sur ma manière de voir la lutte prochaine, en me communiquant constamment les réflexions que lui dictaient son expérience de la guerre de 1870 et sa recherche constante de la conduite à donner dans l'avenir à une action de guerre. Pour lui, et depuis 1870, la puissance des feux dominait et maîtrisait le champ de bataille, au point d'y briser l'élan de toute troupe qui n'avait pas une indiscutable supériorité de feux. Avec le perfectionnement de l'armement, cette puissance devait se révéler encore plus absolue dans la prochaine guerre. Il fallait à tout prix se préoccuper du traitement à lui assurer, en cherchant à la prendre à son actif par un matériel plus puissant et à se soustraire à ses effets par des moyens à trouver, car ceux que nous pratiquions, tels que nos formations d'infanterie, étaient notoirement insuffisants. Ils ne pouvaient que mener à la ruine de la troupe. à cette action d'un feu supérieur devait succéder bien entendu l'assaut pour enlever la position ennemie, mais là n'était qu'une partie de la bataille. Le renversement de l'ennemi, obtenu de la sorte sur un point, allait quand même être coûteux et limité. Il devait, sous peine de rester stérile, être immédiatement agrandi et exploité par une action montée en vitesse et avec une certaine puissance, capable ainsi d'utiliser dans le temps et par les moyens préparés à l'avance le désarroi causé dans les organisations de l'ennemi, d'y semer la destruction et d'y répandre le désordre, d'y réaliser au total les bénéfices d'un effort victorieux, mais coûteux.

C'était dire que, tout en préparant avec le plus de soins possible le commencement d'une action, le chef d'une troupe importante devait, bien loin de s'arrêter aux premiers résultats tactiques, avoir étudié le développement de

l'action, comme aussi avoir préparé les moyens et avancé les éléments qui y seront nécessaires ; à un puissant effort de départ, garantir une continuité certaine sinon par le nombre et la violence des coups, du moins par la rapidité et la précision des nouveaux coups. Seule, l'extension immédiate d'un succès partiel demandée à la continuation de l'attaque et à la répétition précipitée de nouveaux coups, au total une seconde manœuvre tenue en réserve, mais préparée fortement, pouvait empêcher le rétablissement de l'adversaire que facilitait l'armement actuel. Seule elle rendrait le succès obtenu non seulement définitif, mais assez étendu pour amener une désorganisation profonde de l'ennemi et par là faire la victoire. Mon passage, pendant trois ans, au 3^e bureau de l'état-major de l'armée (alors dirigé par le général De Miribel) m'avait amené à connaître les dispositions prises par notre état-major pour mobiliser, concentrer, approvisionner les armées françaises dans la guerre, comme aussi les idées qui constituaient alors notre doctrine de guerre.

Devant une armée allemande supérieure par le nombre, par l'entraînement et par l'armement, le général De Miribel avait cherché, dans une étude approfondie de nos terrains de l'est, à trouver de longues positions défensives sur lesquelles on briserait tout d'abord le flot très étendu, prévoyait-il, de l'invasion. Il avait donné à ses études une ampleur et une portée d'une valeur indiscutable. Mais, comme toute stratégie uniquement défensive, cet art de parer ou de retarder les coups par l'utilisation du terrain ne comportait pas d'indication de riposte. Il était alors réservé au généralissime des armées françaises de fixer, pensait-on, le lieu et le moment où s'exécuterait cette contre-offensive, comme si un pareil renversement de l'attitude tenue devant l'ennemi ne comportait pas la décision la plus difficile à prendre judicieusement, la plus difficile à faire exécuter par les masses qui forment les armées modernes, au total n'exigeait pas les plus sérieux préparatifs avant de pouvoir être réalisée et d'aboutir à la reprise du mouvement en avant sans laquelle il n'y a pas de victoire. Le chef d'état-major mourait avant d'avoir pu aborder le problème de la contre-offensive et l'emploi des troupes qui devaient y correspondre. C'était d'ailleurs l'époque où l'état-major allemand renforçait ses armées de campagne d'une artillerie lourde jusqu'alors réservée à la guerre de siège.

C'est simplement pourvu des notions fondamentales du général Millet que j'abordais ainsi, à la fin de 1895, l'enseignement de la tactique générale à l'école supérieure de guerre, pour lequel j'avais été désigné. Pendant six ans d'un travail opiniâtre, je devais les approfondir et chercher à les compléter. Quand on s'est consacré à la recherche de la vérité guerrière, peut-on trouver un excitant plus fort que d'avoir à l'enseigner à ceux qui la pratiqueront sur les champs de bataille, où se jouent, avec la vie de leurs soldats, les destinées de leur pays ? Et pour en imprégner des esprits ouverts, mais que la pratique de la vie militaire a parfois rendus sceptiques sur les études d'école, ne faut-il pas la poursuivre ardemment jusqu'à la tenir solidement ? En réalité, l'obligation de fournir un haut enseignement militaire amène à se poser bien des questions concernant la guerre, dans ses origines comme dans ses fins, et à envisager les événements qui accompagnent les grands conflits. C'est ainsi qu'un esprit, qui ne se borne pas à la simple pédagogie du métier des armes, est naturellement entraîné à embrasser la philosophie de la guerre et à chercher à quels besoins ou à quelles aspirations elle répond dans la vie des peuples ; de quel prix et de quels sacrifices ces peuples l'accompagnent ; comment le développement de la civilisation dans la paix, de l'instruction et de l'industrie notamment, met chaque jour à la disposition de la guerre des moyens nouveaux susceptibles d'entraîner,

au jour de la lutte, de profondes transformations dans l'art de la pratiquer. Napoléon disait qu'une armée devait changer de tactique tous les dix ans. Trente ou quarante ans après 1870, quels changements ne devions-nous pas attendre de la part d'un adversaire à l'esprit toujours tendu, depuis Frédéric II, vers le perfectionnement de la guerre, dont l'essor industriel se montrait prodigieux et qui avait exalté au plus haut point le sentiment national d'un peuple en plein développement ? Ses écrivains militaires, les Farkenhausen, les Bernhardi, pour n'en citer que deux, ne laissaient pas ignorer d'ailleurs les proportions qu'allaient atteindre des organisations d'un nouveau modèle, ni l'extension que devait recevoir l'application aux peuples ennemis des lois de la guerre, c'est-à-dire de la loi du plus fort.

Aussi n'est-il pas étonnant que l'école de guerre, foyer d'études, ait, devant cet avenir inquiétant, fourni, avec son personnel d'instructeurs choisis dans toutes les armes et déjà éprouvés, un grand nombre des chefs appelés à se distinguer dans la grande guerre, sans parler d'un remarquable état-major. Tels les Pétain, les Fayolle, les Maistre, les Debenev, les De Maud'huy.

Quand, poursuivi par une politique qui coupait la France en deux partis pour assurer d'abord les carrières des officiers soi-disant dévoués à cette politique, je rentrais dans un régiment, les années d'école de guerre avaient fortement marqué leur empreinte dans mon esprit. J'avais appris à envisager les problèmes de la lutte de demain, à les discuter froidement dans leur ensemble, à leur donner une solution.

La vie régimentaire, en sous-ordre d'abord comme lieutenant-colonel du 29^e d'artillerie sous un colonel particulièrement soigneux, comme chef de corps ensuite au 35^e d'artillerie, me mettait aux prises pendant plus de quatre ans avec les difficultés d'assurer la réalisation d'un plan, d'une idée plus ou moins théorique. L'exercice du commandement est certainement la plus grande jouissance de la vie militaire, mais surtout dans le grade de capitaine par l'influence qu'on exerce de toute façon sur l'homme de troupe intelligent, dévoué, actif, qu'est le soldat français, et dans le grade de colonel, chef de corps, par celle qu'on exerce sur un corps d'officiers plein des plus nobles sentiments, d'un grand savoir et d'un dévouement à toutes épreuves, et, par ce corps d'officiers, sur tout un régiment qui est bientôt l'image de son chef.

Mais encore, ce corps d'officiers, faut-il l'instruire de sa tâche devant l'ennemi, à l'égard de ses subordonnés, de ses égaux et de ses supérieurs, en ce jour de la bataille où s'obscurcit l'horizon contre lequel il faut énergiquement travailler cependant, et où les communications deviennent de plus en plus difficiles entre tous les grades.

Chaque gradé a actuellement son rôle indispensable dans l'action ; il ne suffit plus qu'il soit tenu par un vaillant soldat parfaitement discipliné, il faut qu'il le soit par un chef sachant son métier, et capable d'initiative.

En tout cas, de mon commandement de régiment j'emportais l'impression que notre jeune armée était capable des plus grands efforts, et qu'elle devait aboutir à la victoire si on l'engageait dans des voies praticables avec un matériel de combat suffisant ; affaire du haut commandement, affaire d'organisation.

Car, depuis 1890 notamment, nos voisins d'outre-Rhin donnaient à leur armement un développement inusité par le nombre et la variété des calibres d'artillerie qu'ils destinaient à la guerre de campagne. Ils perfectionnaient avec le plus grand soin leurs moyens d'observation et de communications. Nous

pouvions être en retard. C'est dans cet état d'esprit, et sans y apporter de modifications profondes, que, continuant ma carrière, j'exerçais ensuite les fonctions de chef d'état-major d'un corps d'armée, puis de commandant de l'artillerie de ce corps d'armée.

En 1908, j'étais appelé à commander l'école supérieure de guerre. Mon passage dans ce foyer de science m'amenait à proposer une troisième année d'étude pour certains officiers, en présence des lacunes que l'ampleur prise dans tous les sens par l'art de la guerre laissait encore dans leur savoir après les deux seules années d'école.

En 1911, je prenais le commandement de la 14^e division, troupe des plus solides, préparée pour la couverture de la concentration ; en 1912, celui du 8^e corps d'armée, et, au mois d'août 1913, celui du 20^e corps à Nancy. Nos corps d'armée à cette époque, avec l'administration des régions correspondantes, représentaient par le personnel de leurs troupes et services, comme aussi par leurs nombreux établissements, de vastes domaines, dont la direction et la connaissance exigeaient une très grande activité. À peine en possession du 8^e corps, il me fallait passer au 20^e. Il comprenait deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie, toutes, trois à effectifs renforcés en vue d'une prompte mise sur pied de guerre. Au moment où j'y arrivais, il allait comprendre dans ses différentes unités trois classes au lieu de deux, par suite du vote de la loi qui portait à trois ans la durée du service. Il y avait à construire les casernements correspondant à cette augmentation d'effectifs, à étendre en proportion les hôpitaux et autres services militaires. Nous entreprenions en même temps la construction des ouvrages fortifiés autour de Nancy, et il fallait la hâter de toute façon. C'est dire que dans les dernières années avant la guerre et par suite de mes changements de position successifs, j'avais dû me soumettre à un train de plus en plus fort pour remplir entièrement ma tâche, entraînant des troupes, organisations de toutes natures, et cela sans perdre de temps, car l'adversaire devenait chaque jour plus menaçant et plus puissant. Après avoir largement dépassé l'âge de soixante ans, au lieu de pouvoir songer au repos, il fallait se préparer à fournir toute l'énergie et toute l'activité possibles. La guerre s'avavançait.

D'autre part, au cours de mon commandement de l'école de guerre, j'étais entré en relations avec des notabilités importantes de plusieurs armées étrangères. Dans l'armée britannique, je m'étais lié particulièrement avec le commandant de l'école d'état-major de Camberley, alors brigadier général. Il allait devenir par la suite un des esprits les plus actifs de l'état-major impérial, puis le chef de cet état-major, c'était le field-marshal Wilson. Nous allions, pendant de longues années, notamment durant la guerre, travailler ensemble. Par sa grande intelligence, son inlassable activité, sa droiture à toute épreuve, il devait être un des grands animateurs des organisations anglaises et un des serviteurs les plus heureux de la cause commune. J'avais également reçu à plusieurs reprises une mission russe de l'académie Nicolas, conduite par le commandant de cette académie, le général Tcherbatcheff ; ceci m'avait valu d'être invité par l'empereur Nicolas à ses manœuvres de 1910. Sans parler des relations de cordialité nouées de la sorte dans les deux armées, mes visites m'avaient largement éclairé sur les moyens que nos futurs alliés pourraient apporter dans une guerre contre l'Allemagne, si les gouvernements marchaient d'accord.

Lors de mon voyage en 1910, la Russie m'était apparue comme un empire aux dimensions gigantesques, aux assises sociales encore informes, avec son

gouvernement concentré, même dans le domaine spirituel, entre les mains d'un seul homme, le tsar. Facilement l'inquiétude naissait, quand on mesurait la tâche du souverain et les capacités extraordinaires qu'il lui eût fallu pour tenir son peuple dans la voie du progrès à remplir un pareil rôle, un Pierre Le Grand n'était-il pas nécessaire ? Et si, à ces difficultés naturelles résultant de l'organisation du pouvoir, venaient s'ajouter les secousses d'une grande guerre, toujours susceptibles de mettre la solidité de l'état en cause, de quelles résistances seraient capables un semblable pouvoir comme aussi une nation tenue systématiquement à l'écart de la gestion de ses affaires, et si peu préparée à l'assurer ? La Russie, encore dépourvue des principes sociaux et des forces morales que représentaient les organisations nationales de l'occident et du centre de l'Europe, ne devait-elle pas dans une grande lutte accuser quelques faiblesses, tel un colosse aux pieds d'argile ?

En tout cas, et heureusement pour l'alliance française, le tsar Nicolas II était un souverain d'une droiture à toute épreuve ; nous n'avions pas à douter du sens dans lequel il pousserait et maintiendrait les armées dont il disposerait, et elles étaient considérables. C'était là l'impression très nette que j'avais emportée de mes nombreux entretiens avec l'empereur. Pendant toute la durée des manoeuvres, il m'avait personnellement attaché à sa personne et les journées de manoeuvres, toujours longues pour ceux qui n'y sont que spectateurs, comme c'était mon cas, avaient permis ces nombreux entretiens. Mais, en même temps, je n'avais pas pu ne pas être frappé de la sombre inquiétude avec laquelle l'empereur envisageait l'avenir et la gravité des événements réservés sans doute à son vaste empire. Par là fallait-il sans doute placer les résultats à attendre au-dessous des intentions affirmées.

PRÉFACE.

L'Allemagne de 1914, lancée dans la weltpolitik, n'eût jamais déclaré la guerre si elle avait posément compris son intérêt. Elle pouvait, sans faire appel aux armes, poursuivre dans le monde son développement économique. Qui eût osé se mettre en travers ? Formidable déjà, et soutenu d'ailleurs par une active propagande comme aussi par une puissance militaire reconnue sur terre et sur mer, qui garantissait à ses voyageurs de commerce comme à ses ingénieurs en quête de concessions à l'étranger un accueil des plus avantageux et par là une capacité de pénétration et d'acquisition incomparable, le développement allemand dans une marche constante distançait grandement celui des autres nations. Sans faire de guerre nouvelle, l'Allemagne conquérait progressivement le monde. Le jour où l'humanité se serait réveillée de ses vieilles habitudes pour mesurer la réduction de ses libertés et de ses possibilités, elle se serait trouvée tenue par les éléments allemands établis dans les différents pays sous toutes les formes mais restés toujours citoyens allemands grâce à leur double nationalité, et recevant le mot d'ordre de Berlin. D'ailleurs, pas un gouvernement, surtout d'essence démocratique, n'aurait pris la décision, devant cette hégémonie allemande en marche, et en vue d'éviter le désastre final, la domination de son pays par l'élément allemand, de prendre des dispositions particulières de protection. Il aurait reculé devant la discussion et la lutte à entreprendre avec un état si fortement armé que l'Allemagne. Loin de paraître chercher la guerre, encore plus éloigné de la déclarer, il aurait même craint de la provoquer, tant il eût redouté de déchaîner les horreurs qu'allait entraîner un conflit moderne entre de grandes nations. En quelque vingt ans de paix le monde se fût trouvé germanisé, l'humanité ligotée. Mais le gouvernement de Berlin, grisé par sa puissance et emporté par un parti pangermaniste aveugle, pleinement confiant d'ailleurs en son armée supérieure à toute autre, ne craignait pas de recourir aux armes et d'ouvrir une ère de lourdes hécatombes et de redoutables aventures pour hâter cette domination du monde qui lui était réservée, à son sens. L'Allemagne de 1914 a d'ailleurs couru avec élan aux armes, pour appuyer ses grandioses et folles aspirations et sans mesurer la grandeur des crimes qu'elle assumait devant l'humanité. Elle était bien devenue une grande Prusse. De tout temps, la Prusse, foyer de hobereaux et berceau du militarisme comme aussi d'une philosophie fortement positive, avait entretenu une industrie nationale, la guerre. Dirigée par une politique particulièrement chère aux Hohenzollern, cette industrie avait fait de l'électorat de Brandebourg l'empire allemand.

Après avoir écarté de l'Allemagne l'Autriche qui eût pu lui tenir tête et représenter un autre idéal, la Prusse avait fait l'unité à son profit. Elle y avait absorbé quantité de populations au génie pacifique et à la morale purement chrétienne, telles que les populations rhénanes. Mais progressivement sa main de fer, s'exerçant dans le domaine spirituel comme dans le domaine matériel, par une administration d'essence ou de facture prussienne, fonctionnaires, instituteurs, officiers, avait plié ces populations aux idées et institutions des provinces orientales. Elle leur avait d'ailleurs apporté, par son prestige militaire étendu sur le monde, un développement économique et par là une prospérité matérielle inconnue jusqu'alors. En 1914, l'Allemagne est entièrement prussifiée. Chez elle, aux yeux de tous, la force crée le droit. Et comme, d'autre part, les organisations militaires, base de l'édifice, ont été soigneusement et richement

entretenues, qu'elles ont marché de pair dans leur développement avec l'essor économique, c'est une armée supérieure à toute autre par ses effectifs, son armement, son instruction, que l'Allemagne peut rapidement mettre sur pied pour réaliser et justifier le rôle qui lui est assigné dans le monde par la supériorité de sa race. D'ailleurs, l'appel à la force est un argument qui ne peut que faciliter sa marche à l'hégémonie mondiale.

Il aura l'avantage de précipiter le cours des événements, comme aussi d'en étendre et d'en consolider les résultats. Une Allemagne victorieuse des grandes puissances de l'Europe maîtrisera incontestablement tout l'ancien continent. Largement établie sur la mer du Nord et sur la Manche, elle tiendra sous sa main la puissance navale par excellence, l'Angleterre, et par là l'empire des mers. Quel ne sera pas son pouvoir dans le monde ? N'est-ce pas l'avenir désormais assuré de la *weltpolitik* ? Les flots de sang que la guerre peut coûter à l'humanité ne sont pas à mettre en comparaison avec les bénéfices qui en résulteront pour l'Allemagne. C'est par l'effusion du sang que la Prusse a fait l'Allemagne, l'a grandie, et doit la grandir encore. Telle est la philosophie du hobereau vainqueur, adoptée désormais par tous les fidèles sujets allemands. Qu'importent les atteintes portées au droit et à la vie des autres peuples ? La victoire qui est certaine les légitimera pleinement. La morale ne peut dérailler, qui a la force pour elle. Et, conduite par la férule prussienne, l'Allemagne aveuglée part en guerre dans un enthousiasme général. *Deutschland über alles !*

La France de 1914, loin de désirer la guerre, à plus forte raison de la rechercher, ne la voulait pas. Quand la lutte parut imminente à la fin de juillet, le gouvernement français consacra tous ses efforts à la conjurer. Mais pour faire honneur à sa signature, si les alliés étaient attaqués, il marcherait. C'était la politique que la république n'avait cessé de pratiquer depuis plus de quarante ans. Sans jamais oublier les provinces perdues, tout en cherchant à cicatriser la plaie toujours saignante qu'avait causée leur arrachement, la France avait répondu par une attitude pleine de dignité et de résignation aux virulentes provocations des incidents de Schnoebelé, de Tanger, d'Agadir, de Saverne et autres. Elle avait successivement réduit la durée de son service militaire de cinq ans à trois ans, puis de trois ans à deux ans, et ce n'est que sous la menace des continuel renforcements allemands et sous l'empire des plus légitimes inquiétudes et d'une évidente menace, qu'elle était revenue hâtivement en 1913 au service de trois ans. Il en était grand temps. Elle était bien résolue à ne recourir à la force que le jour où son existence et sa liberté seraient mises en péril par une agression allemande. Seul un pareil danger pouvait décider à la guerre un gouvernement démocratique, assez éclairé pour mesurer la grandeur des sacrifices et l'ampleur du cataclysme qu'une guerre européenne devait entraîner dans la vie des peuples. Au mois de juillet de cette année 1914, si le ciel franco-allemand continuait de rester chargé de nuages, la France toujours forte de sa sagesse croyait l'orage si peu prochain que le président de la république et le président du conseil des ministres partaient, au lendemain de la fête nationale, pour la Russie, en un voyage de plusieurs semaines. Pour un grand nombre d'autorités, pour le parlement, commençait la saison des vacances. Moi-même je partais de Nancy le 18 juillet avec l'intention de passer quinze jours de congé en Bretagne.

Brusquement, le 23 juillet, l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, par ses conditions inacceptables, semblait-il, apportait dans le ciel politique une formidable décharge électrique. Et comme, néanmoins, la Serbie les acceptait avec deux faibles réserves tendant à s'en remettre au jugement des grandes

puissances et du tribunal de La Haye, le représentant de l'Autriche à Belgrade quittait sa résidence, en rompant les relations et en déclarant la réponse insuffisante. Par là s'affirmait le parti pris bien arrêté de l'Autriche de prendre les armes sans plus d'examen. D'autre part, l'alliance étroite qui unissait les deux empires centraux laissait craindre que l'engagement du fidèle second fût le simple prélude de l'entrée en action déjà décidée de l'Allemagne, que le conflit cherché en Orient fût l'avant-coureur de celui poursuivi en Occident. Le rapide développement des faits ne tardait pas à l'établir.

Le 28 juillet, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie ; le 29, elle bombarde sa capitale, Belgrade ; le 31, elle ordonne la mobilisation générale de ses troupes. En vain le gouvernement de Londres a-t-il proposé de soumettre le litige à un arbitrage de quatre grandes puissances désintéressées, France, Angleterre, Allemagne, Italie ; en vain la Russie a-t-elle souscrit à cette proposition, l'Allemagne s'est dérobée à ces tentatives d'apaisement. Dès le 26, elle a menacé la Russie de mobiliser son armée, et par mobilisation il fallait entendre guerre, ajoute son ambassadeur à Petrograd. En fait, à la mobilisation autrichienne du 31, la Russie répond par une mesure du même ordre. L'empereur d'Allemagne proclame le *kriegsgefahrzustand*, qui comporte la majeure partie des dispositions de mise sur pied de guerre de l'armée allemande. En même temps, il demandait au gouvernement français une déclaration de neutralité de garantie par la livraison de Toul et de Verdun aux troupes allemandes pour la durée de la guerre.

Et tandis que, dans cette même journée, l'Autriche témoignait d'un certain désir de détente, l'Allemagne adressait un ultimatum à la Russie, et, dès le 1er août, elle prescrivait le complément des mesures de la mobilisation générale destinées à grouper ses forces sur les deux fronts de l'est et de l'ouest. Elle déclarait la guerre à la Russie ; la France y répondait en décrétant la mobilisation générale.

Dès à présent, retenons que le conflit engagé, comme on l'a vu, par les empires centraux, contre une nation slave allait entraîner l'entrée en action de toutes les forces russes amenées au plus tôt à la guerre. Un débat soulevé par ces empires sur la question d'Occident eût pu déterminer un départ moins résolu des forces du vaste empire moscovite, et par là réduire pour quelque temps l'aide qu'il allait apporter à la France. Le gouvernement de l'Allemagne ne regardait pas de si près aux détails de sa politique. Le triomphe de ses armes ne faisait aucun doute à ses yeux, à la condition d'agir avec résolution et rapidité. Sa confiance était absolue dans un outil militaire supérieur à tout ce qui avait été vu jusqu'alors par le nombre des unités mobilisées, le degré de leur instruction, la puissance de leur armement, la préparation de leurs opérations, l'esprit qui les animait, le savoir qui les guidait.

Dans la même absolue confiance, au mépris du droit le plus élémentaire, un ultimatum était adressé, dès le 2 août, à la Belgique d'avoir à laisser passer librement sur son territoire les armées allemandes, qui d'ailleurs violaient la neutralité du Luxembourg sans plus d'égards. Et ces décisions avaient pour conséquence de vaincre les dernières hésitations du gouvernement de Londres et de jeter dans les rangs alliés les armées britannique et belge. Que les gouvernants allemands aient commis là une méprise, ou éprouvé une surprise, il leur importait peu. Une large offensive, rapidement exécutée, suivant un plan soigneusement réglé, n'aurait-elle pas raison même d'une coalition qui était encore en voie de formation et qui se montrait retenue d'ailleurs par des sentiments d'honneur ou par des scrupules de conscience ? Avec ses faiblesses

ou ses délicatesses pourrait-elle arrêter dans sa marche la plus formidable machine de guerre qui ait jamais existé et qui se trouvait déjà lancée en pleine opération ? Et d'autre part, si les gouvernements alliés tentaient de résister à la politique allemande, l'armée n'était-elle pas en état de briser la volonté des peuples, en semant la terreur dans les pays envahis, par des procédés que les nécessités de la guerre seraient censées justifier ? Un mot d'ordre, *c'est la guerre*, dans la bouche du général comme dans celle du soldat, n'allait-il pas légitimer les plus inutiles atrocités et les plus violentes atteintes aux droits de l'humanité ? Une fois de plus, la victoire, qui devait justifier tous les procédés et régler tous les différends, était certaine au prix d'une offensive immédiate et audacieuse, dégagée de tout scrupule, dût-elle même étendre et redoubler les rigueurs de la guerre sur des populations inoffensives. Il n'y avait qu'à marcher résolument et rapidement, en se faisant précéder de la terreur et accompagner de la dévastation.

La lutte qui allait s'engager trouvait l'armée française dans le même état moral que la nation entière. Cette armée de la république, reconstituée au lendemain de nos désastres de 1870, la première qui ait connu le service personnel obligatoire, avait produit un extraordinaire effort de régénération. Si, au cours de cette période de temps, la nation avait affirmé, par ses sacrifices, sa volonté de vivre et de tenir son rang en Europe, l'armée, dans un admirable labeur, avait recherché avec acharnement la manière de résister victorieusement à une nouvelle agression de son puissant voisin. Elle poursuivait pour cela l'étude et la préparation de la grande guerre, dont la notion avait été perdue par l'armée impériale ainsi qu'en témoignaient deux désastres sans précédent : Metz et Sedan. elle préparait ensuite les forces d'où sort la victoire. Elle développait dans les troupes la valeur morale, le savoir professionnel et l'entraînement physique, pour faire avant tout de ces troupes un excellent outil de guerre. Dans les manoeuvres de toutes sortes, répétées et prolongées au mépris de sérieuses fatigues, on pouvait toujours remarquer, au-dessus de l'excellent esprit de tous, leur ardent désir de s'instruire, comme aussi une endurance et une discipline que les anciennes armées n'avaient pas connues. Progressivement les exercices d'automne, auxquels prenaient part certaines classes de réservistes, avaient permis de réunir et de faire opérer, dans un ordre et une régularité parfaits, de grandes unités : divisions, corps d'armée, armées.

L'emploi aisé de ces forces et des nombreux services qu'elles comportent, combiné avec une large utilisation des chemins de fer, était devenu familier au commandement, et cette facilité de maniement répandait une entière confiance dans tous les rangs de l'armée. Les réservistes, momentanément arrachés à la vie civile, venaient couramment reprendre, avec leur place dans le régiment, l'excellent esprit de leur corps. Les officiers de complément, de la réserve et de la territoriale, sérieusement recrutés et éprouvés, assuraient de précieuses ressources pour l'avenir. Le regard toujours tourné vers la frontière, sans se laisser détourner de sa tâche patriotique, le corps d'officiers de l'active avait traversé, impassible mais non sans éprouver des pertes, les crises de la politique, époques de patriotisme réduit, de pacifisme voulu ou de sectarisme officiel, sorte d'abdication nationale exploitée en tout cas par certains partis au profit d'intérêts personnels et non de personnalités marquantes, au total au détriment de la valeur militaire du corps d'officiers. Malgré tout, il avait conservé son armée à la France. En définitive et notamment pour qui a connu les armées du second empire, l'armée de la république était devenue, par un travail opiniâtre de tous, un supérieur instrument de guerre, animée au plus haut degré

du sentiment du devoir, résolue à assurer à tout prix le salut du pays. En 1914, il lui restait à affronter l'épreuve du champ de bataille. On ne pouvait douter des moyens moraux qu'elle allait y apporter. L'existence du pays était alors en jeu ; pour la sauver, elle ne reculerait devant aucun effort ni aucun sacrifice ; du chef le plus élevé au soldat le plus modeste, ce serait un continuel assaut d'abnégation et de dévouement ; seules des capacités ouvriraient des titres aux différents emplois. En présence de l'armement moderne, ces vertus suffiraient-elles ?

Le commandement des armées avec leurs états-majors et leurs services avait été méthodiquement organisé de longue date. Il comportait de hautes personnalités militaires, avec des sous-ordres parfaitement entraînés à leurs fonctions. Le commandement des unités moindres, corps d'armée, divisions, brigades, se ressentait encore des ingérences de la politique dans l'avancement des officiers, sous certains ministères. La présence à la tête de l'armée, depuis 1911, d'un généralissime hautement doué et soutenu de la confiance du gouvernement de la république avait permis de réduire, mais non de supprimer, le nombre des chefs d'une valeur insuffisante que leurs opinions avaient fait parvenir à certains commandements. Le mal n'était pas entièrement réparé.

Constatons-le au passage, la situation de l'officier lui interdit de se mêler aux luttes de la politique, en paix comme en guerre, de prendre parti dans ses querelles. Sa valeur professionnelle ne se montre que sur le terrain d'action, devant ses seuls congénères, pairs ou supérieurs ; elle échappe de la sorte au jugement des hommes politiques, et quand ceux-ci se voient entourer de clients militaires, avec un peu de discernement et de sincérité ils n'y trouveront généralement que des disgraciés du terrain de manoeuvre, de simples adorateurs du pouvoir, invoquant au prix de leur droiture, c'est-à-dire au prix de leur caractère désormais affaibli, des idées dites philosophiques ou de prétendues opinions politiques, pour motiver une ambition militaire qui n'est pas justifiée par ailleurs. C'est ainsi que la politique n'apporte guère dans le choix de l'officier que l'erreur et l'injustice, deux causes d'affaiblissement du corps d'officiers.

Prise dans son ensemble, notre armée de 1914 a les défauts de ses qualités ; par-dessus tout, un esprit d'offensive qui, à force d'être accentué et généralisé, va devenir exclusif et conduire trop souvent à une tactique aveugle et brutale, par là dangereuse, comme aussi à une stratégie simple et uniforme, facilement stérile, impuissante et coûteuse. Au total, d'une doctrine par trop sommaire, on peut attendre des surprises aux premières rencontres. Cette armée sort d'une période de quarante ans de paix. Pendant ce temps, les exercices qu'elle a faits n'ont pu lui donner l'idée des rigueurs du champ de bataille moderne ni de la violence des feux qui le dominent.

Une étude établie sur les faits de guerre de 1870 notamment, et consacrée par nos règlements, eût pu lui faire saisir la puissance destructive de l'armement actuel et le compte à en tenir. En fait, les considérations et recommandations développées dans le règlement de 1875 étaient déjà lointaines et bien perdues de vue. Beaucoup de nos officiers, depuis ce temps, avaient pris part à des conquêtes coloniales, mais ils n'avaient pas rencontré là cet armement redoutable aux mains d'un adversaire averti. C'est ainsi que des grandes manoeuvres et des expéditions coloniales, on avait rapporté comme formule du succès, comme doctrine de combat, la toute-puissance d'une offensive faite de la volonté bien arrêtée de marcher résolument à l'ennemi pour le joindre. On avait

préconisé des formations d'attaque capables de nourrir immédiatement le combat. Pour le général et l'officier de troupe, comme pour le simple soldat, on a brodé tous les thèmes sur le canevas des forces morales, et surtout de sa volonté de vaincre, sans plus de ménagement ni de discernement. Dès lors, le jour venu, l'engagement se développe rapidement et en forces, mais souvent dans l'inconnu, sans une préparation suffisante par les feux, notamment d'artillerie plus longue à asseoir. Les forces largement dépensées, faiblement appuyées par le canon, principalement préoccupées du besoin d'aller vite et avec ensemble, se trouvent bientôt désarmées, exposées et éprouvées devant les invisibles armes qui se dressent, qui les frappent de toutes parts.

Malgré toute leur énergie, elles ne peuvent parvenir à joindre l'adversaire. Il faut reprendre le combat par les feux ; elles s'arrêtent épuisées et éprouvées dans des formations relativement serrées. Dans cette situation avancée et en un groupement trop dense, elles doivent attendre que l'artillerie encore à distance ait battu les obstacles ou les pièces qui les arrêtent. Les pertes s'élèvent, et c'est ainsi que l'impuissance et l'échec, en tout cas des pertes sérieuses, sortiront souvent d'une entreprise incomplètement préparée, quoique largement dotée et vigoureusement menée par une infanterie qui croyait pouvoir par sa seule valeur briser l'obstacle brusquement dressé devant elle de la mitrailleuse ou du canon ennemi.

Si l'idée de l'offensive par-dessus tout, de la marche résolue en avant, suffit à la rigueur de catéchisme au soldat, au simple combattant, elle ne peut suffire en effet, comme on l'a vu, au chef chargé de mener une troupe. Dès que celle-ci présente un certain effectif, il lui faut faire précéder et accompagner sa marche en avant d'éclaircissements et de précautions comme d'aides diverses.

Il lui faut, sans supprimer le principe indispensable du mouvement, ne l'appliquer qu'à la lumière des éclaircissements recherchés, à l'abri de certaines sauvegardes et de liaisons préalablement assurées, avec des forces progressivement engagées et avancées, ne se regroupant en formation d'attaque qu'au moment voulu, devant les objectifs indiqués, les obstacles reconnus et abattus par le canon.

S'agit-il d'unités importantes, l'instruction provisoire, puis le règlement sur la conduite des grandes unités avaient, en 1912 et en 1913, posé sans plus de réserve le dogme de l'offensive comme ligne de conduite : [les enseignements du passé ont porté leurs fruits](#), y était-il écrit, [l'armée française revenue à ses traditions n'admet plus dans la conduite des opérations d'autre loi que l'offensive](#). En 1870, notre commandement avait péri de son attachement à la défensive et à la défensive passive. En 1914, il allait éprouver d'inutiles échecs et des pertes cruelles, conséquences de sa passion exclusive de l'offensive et de sa seule connaissance des procédés qu'elle comporte, systématiquement appliqués en toute circonstance. En réalité, et en tout temps, il doit savoir à fond la force et les faiblesses de l'offensive comme de la défensive ainsi que leurs conditions de possibilité, car c'est seulement d'une judicieuse combinaison et application des deux systèmes qu'il fera sortir une puissante action offensive au point voulu. Cette obligation grandit avec le nombre des troupes engagées.

Moins que tout autre, le chef d'une grande unité ne peut se contenter d'être un grand soldat, se bornant à ordonner l'attaque, à appliquer uniformément des dispositions indiquées à la troupe pour des unités moindres. Il ne peut en fait monter l'offensive, avec chance de succès d'atteindre l'ennemi, que sur les terrains praticables à une forte infanterie et favorables à une forte artillerie.

Partout ailleurs, c'est la démonstration ou même la défensive que le terrain lui impose. Il doit se limiter dans ses vues. Aussi, tout commandant de division, à plus forte raison de corps d'armée et bien plus le généralissime des armées, doit-il tenir compte du terrain dans l'emploi qu'il fait de ses forces, la tâche qu'il leur assigne, le mode d'action qu'il en attend. Il doit simultanément jouer de l'offensive en certains points, de la défensive et de la démonstration dans d'autres, constamment combiner ces différents termes, bien loin de ne connaître qu'un esprit d'offensive devenant aveugle et par là dangereux, à force d'être systématisé et généralisé. À différentes reprises nous aurons à souffrir de cet abus d'une idée juste, celle de l'offensive, appliquée sans plus de discernement.

En même temps qu'on surexcitait et qu'on étudiait, comme nous l'avons vu, ces idées d'offensive dominant toute autre considération et reposant sur une appréciation insuffisante de la puissance prise par les feux, on avait attaché à l'armement une trop faible importance. Ainsi notre infanterie était moins bien dotée en mitrailleuses que l'infanterie allemande.

Notre corps d'armée ne comprenait que 120 canons, tous de 75, tandis que le corps d'armée allemand, moins riche en infanterie cependant, comprenait 160 pièces dont un certain nombre sont des obusiers de 105 mm. Et de 15 cm. Il en était de même de notre artillerie lourde d'armée, notablement inférieure, par le nombre et le calibre des pièces, à l'artillerie lourde allemande. Malgré toutes ses vertus, notre excellent 75 ne pourra compenser, notamment dans l'offensive, ces insuffisances de chiffres, de calibres, et son incapacité de tir courbe. Dans la défensive, par ses puissants tirs de barrage, il nous rendra les plus grands services, en brisant implacablement de formidables attaques de l'ennemi ; mais faudrait-il, pour pouvoir soutenir avantageusement cette tactique, qu'il ait derrière lui de sérieux approvisionnements de munitions. Il ne dépassait pas en fait 1500 coups par pièce et les fabrications de gargousses étaient très faiblement préparées. Nos services de l'aviation, des communications, présentaient également de notables insuffisances. Si le discours de M. Charles Humbert, dans l'été de 1914, avait donné le coup d'alarme, il arrivait trop tard pour pouvoir être suivi d'une amélioration de notre côté, et il pouvait être pour l'ennemi un précieux avertissement.

C'est qu'en réalité un gouvernement bien décidé à ne vouloir que la paix, et n'envisageant que la nécessité de se défendre, avait longtemps résisté aux dépenses militaires et, par là, restreint les moyens matériels de plus en plus indispensables à une armée pour mener à bien une attaque, avec l'importance que l'armement prenait dans la lutte.

Dès lors, l'offensive comme forme générale de notre action allait rencontrer de réelles difficultés d'exécution. Tant il est vrai que la politique et la conduite de la guerre se trouvent étroitement liées, que celle-ci ne peut être tout d'abord que le prolongement de celle-là. Pour si ardent qu'il soit et si désireux d'aboutir à la victoire par l'offensive qui seule la fournit, le chef de la guerre est obligé souvent, par la situation que la politique lui a créée, d'envisager tout d'abord la défensive.

Plus il est réduit dans son armement d'attaque, plus sa stratégie en doit tenir compte pour préparer la défensive et l'organiser sur des parties de son front de plus en plus larges, afin de pouvoir concentrer les moyens d'attaque limités dont il dispose sur les autres parties où il peut alors attaquer en bonne forme. Une fois de plus constatons que l'idée, la technique et la pratique de la défensive doivent être également familières au commandement, aux différents degrés. De

tout temps n'a-t-il pas fallu savoir parer et attaquer pour avoir raison d'un adversaire sérieux ?

Décidément la doctrine sommaire de l'offensive, qui allait entraîner nos troupes dans une attaque brutale et aveugle, ne pouvait davantage suffire au haut commandement. Elle devait le conduire tout d'abord, et comme on vient de le voir, à une impuissante stratégie, à moins qu'il ne disposât d'effectifs supérieurs, assez forts et assez manoeuvriers pour produire l'enveloppement de l'ennemi à l'une au moins de ses ailes, après avoir paré celui de l'ennemi. Les effectifs français de 1914, même renforcés de l'armée britannique encore peu nombreuse au début de la guerre, ne permettaient pas d'envisager une telle entreprise.

Notre doctrine de la guerre était donc trop courte, en se limitant pour tous à une magnifique formule d'offensive par trop exclusive. Pour compenser ces faiblesses doctrinales, nous avons un état-major de premier ordre, parfaitement rompu à son métier propre et comprenant en outre des esprits d'une grande valeur.

L'école supérieure de guerre et le cours des hautes études militaires avaient en effet développé le goût du travail chez beaucoup d'officiers, comme aussi entretenu et étendu leurs facultés. Les natures bien douées allaient profiter du savoir acquis comme aussi de leurs capacités largement agrandies et fortement assouplies. Elles allaient pouvoir rendre pendant la guerre les meilleurs services en s'adaptant aux circonstances, si nouvelles fussent-elles. Mais encore fallait-il les diriger, car en majorité ils étaient de jeunes officiers, et par suite manquaient de maturité, c'est-à-dire de l'expérience qui seule donne au jugement tout son développement, et de l'autorité qui seule garantit au commandement le calme et l'aplomb des justes et fortes décisions.

En tout cas, et dès le début, toutes les opérations de réquisition, mobilisation, transports de concentration ou de ravitaillement, et l'ensemble des services de l'arrière aux proportions extraordinaires, s'exécuteront avec une parfaite précision.

La déclaration de guerre me trouvait placé depuis un an à la tête du 20e corps. La ville de Nancy et la Lorraine avec elle respiraient à un degré particulièrement élevé les sentiments patriotiques qui animaient la France entière. Pendant plus de quarante ans, elles ont tendu les bras par-dessus la frontière à leurs soeurs captives de Metz et de Lorraine annexée.

Le jour approche-t-il enfin où leurs destinées seront de nouveau confondues ? Dans le calme, l'ordre le plus absolu, avec une froide résolution de faire face à toutes les éventualités, on reçoit les nouvelles signalant successivement les dispositions prises par les allemands à leur frontière : arrêt des communications, de la circulation des trains, du passage de tous les voyageurs ; on apprend les décisions du gouvernement français. On commence et on poursuit la mobilisation, la réquisition des chevaux et des voitures.

Nulle part il n'y a de méfaits, ni de traces de défaillance. Dans quelques jours peut-être la bataille sera aux portes de la ville, personne ne songe à partir, tant sont grandes la confiance de chacun en son droit, l'unanime volonté d'être à la hauteur de toutes les circonstances, la foi entière en la valeur des troupes. Ici, c'est le 20e corps, avec ses deux divisions d'infanterie, 11e et 39e, avec sa 2e division de cavalerie, son artillerie modèle. On ne peut voir de plus belles troupes. Quelle ardeur concentrée chaque régiment n'a-t-il pas entretenue, le long de cette frontière qui marquait un arrachement à la France ?

Quel entraînement, quelle instruction n'a-t-il pas développés pour vaincre dans la grande rencontre ? Quel entrain et quelle allure n'a-t-il pas préparés pour ce jour-là ? Quel esprit de corps n'a-t-il pas nourri pour que son numéro en sorte le plus glorieux ? En fait, il avait par là créé de si fortes traditions qu'elles se maintiendront au travers de toutes les épreuves de la guerre, si cruelles soient-elles, et que chacun de ses régiments se montrera encore, en 1918, un des mieux trempés de l'armée, bien qu'il ait perdu tous les éléments de 1914. Dès le temps de paix, les satisfactions du commandement étaient particulièrement grandes dans ces troupes ; pour cette raison, elles étaient fort recherchées des officiers travailleurs et ardents, notamment des chefs de corps.

C'est ainsi que les influences régionales et les attractions de carrière s'étaient ajoutées pour réunir des troupes et un corps d'officiers magnifiques, et donner au 20e corps une valeur, un savoir et un mordant de tout premier ordre. Le désir est si grand de marcher à l'ennemi et de se mesurer avec lui, il est accompagné d'un tel mépris du danger, qu'on peut seulement redouter de le voir l'affronter parfois d'une façon inconsidérée. Dans mon commandement d'avant guerre, mes efforts avaient uniquement tendu à éclairer encore et à raisonner dans le corps d'officiers cette magnifique ardeur, source de toutes les énergies et par là de tous les espoirs. Il était inutile de l'exciter. Mais il y avait lieu de le mettre en garde devant la difficulté de la tâche, contre la précipitation ou le manque d'ensemble dans l'action des armes. Heureux les chefs qui n'ont qu'à guider des volontés si ardentes !

LE VINGTIÈME CORPS

Chapitre premier — Le 20e corps en couverture, 25 juillet – 13 août 1914.

Premières dispositions, 26-31 juillet. – la mobilisation générale, 1er août. – le 20e corps assure seul la couverture de la 2e armée, 1er au 10 août. – le général commandant la 2e armée prend son commandement, 6 août. – constitution progressive de la 2e armée : entrée en ligne des 15e et 16e corps, 10 août ; du 9e corps, 12 août.

Rappelé le 26 juillet de ma permission en Bretagne par des événements de plus en plus graves, je me trouvais au siège de mon commandement le 27 juillet au matin. Le même jour, par ordre du ministre, tous les permissionnaires, officiers et hommes de troupe, rentraient à leurs corps et nous mettions en application le **dispositif restreint de sécurité** en ce qui concernait la population civile.

Le 28, entraient en vigueur les mesures prises pour la surveillance de la frontière, et, le 29, nous commençons à l'est de Nancy les travaux de campagne prévus au plan de défense de la ville. Ces travaux de campagne avaient pour objet de compléter le système des ouvrages de fortification établis à la Rochette, au grand mont d'Amance, au Rambétant, dont la construction avait été commencée dans l'hiver 1913-1914, mais restait inachevée en juillet 1914.

La première tâche qui incombait au 20e corps, à deux pas de la frontière, était de former la sentinelle vigilante qui observe l'ennemi pendant la période de tension politique, et de continuer ensuite, dans le secteur de la basse-Meurthe, la couverture à l'abri de laquelle la 2e armée française poursuivait sa mobilisation et sa concentration, si les événements entraînaient ces premières dispositions de la guerre.

Le 30, dans la soirée, le 20e corps d'armée est alerté et les troupes de couverture, faisant mouvement par voie de terre, gagnent les emplacements assignés pour le cas d'attaque brusquée ; il est spécifié toutefois qu'aucun élément ou patrouille ne dépassera une ligne dont le tracé, indiqué avec précision par l'ordre ministériel, se trouve à dix kilomètres en moyenne en deçà de la frontière.

En somme, le gouvernement vient de décider la prise d'un dispositif de couverture restreint dans sa portée, puisque l'avance des troupes est strictement limitée sur le terrain, et restreint également dans son importance, puisqu'il est prescrit qu'aucun appel de réservistes ne sera fait jusqu'à nouvel ordre.

Les nouvelles que l'on a de l'activité qui règne de l'autre côté de la frontière justifient pleinement la décision du gouvernement. à Nancy, en particulier, on sait que la place de Metz est en partie mobilisée et mise en état de défense ; ses forts sont solidement occupés. Si aucune classe entière de la réserve n'a été convoquée, des appels individuels de réservistes ont permis de grossir les unités. Les dispositions de couverture sont prises sur toute la frontière d'Alsace et de Lorraine ; les routes qui la traversent sont barrées et gardées militairement. Des débarquements de troupes s'effectuent au nord de Metz.

On peut donc redouter d'un moment à l'autre une attaque brusquée en forces de la part de l'ennemi. Le 20e corps d'armée est prêt à la recevoir. Aux termes du plan établi par l'état-major de l'armée, le 20e corps ne devait disposer que de la valeur d'une division pour réaliser les opérations de sûreté qui lui avaient été prescrites. Mais en constituant ces effectifs de première ligne avec des régiments pris à la 11e division de Nancy et à la 39e division de Toul, comme aussi en maintenant le reste de ces divisions en deuxième ligne, à Nancy et aux environs de cette ville, nous aurons l'avantage, sans dépasser les effectifs permis, d'avancer sur la première ligne les têtes de la 39e division qui eussent été fortement en arrière sans cela, comme celles de la 11e division, dont le gros maintenu à Nancy conservera à la ville la plus grande partie de sa garnison et son aspect habituel. En même temps tout le corps d'armée sera réuni dans la main de son chef. Par application de ces mesures, le 31 à cinq heures du matin, la 39e division quitte Toul et vient s'établir dans l'après-midi du même jour dans la région sud de Nancy. La 11e division occupe les hauteurs nord et nord-est du Grand-Couronné. Elle procède activement à l'exécution des travaux défensifs qui ont déjà été étudiés et ébauchés dans les journées précédentes.

Les premières dispositions ainsi prises vont être rapidement complétées à la suite de la marche des événements politiques. Le 31 juillet, en effet, vers 18 heures, parvient de Paris l'ordre de [faire partir les troupes de couverture](#), l'obligation étant maintenue de ne pas dépasser la ligne prescrite par le télégramme de la veille. Lorsqu'une heure plus tard, les 11e et 39e divisions ont connaissance de cette décision, elles sont déjà à pied d'oeuvre. Il ne leur reste plus qu'à attendre leurs réservistes, et au commandant du 20e corps qu'à donner ses instructions de détail relatives à la couverture, en y comprenant la 2e division de cavalerie, placée sous ses ordres.

Le 1er août parvient à Nancy l'ordre de mobilisation générale expédié de Paris, le même jour, à 15 heures 55. Peu après, je reçois un télégramme du ministre de la guerre renouvelant la prescription de ne pas dépasser, sauf en cas d'attaque caractérisée, la ligne fixée le 30 juillet.

Or j'avais déjà prescrit à mon corps d'armée, dès le 31 juillet, d'établir ses éléments avancés sur une ligne située en avant de celle-là et couvrant des positions de première importance, comme le mont Saint-Jean, les hauteurs de La Rochette, le mont d'Amance, véritables clefs de Nancy. En nous établissant sur une ligne tracée plus en arrière, nous abandonnerions, et par suite livrerions sans aucune défense, ces positions à la moindre incursion ennemie. Il ne peut en être question. Aussi j'obtiens le 1er août que les troupes soient maintenues sur l'emplacement que j'ai fixé.

Dès le 2 août après-midi, en présence de nombreuses violations de notre frontière par des partis allemands, le gouvernement lève d'ailleurs l'interdiction concernant la ligne des dix kilomètres, et laisse au général commandant en chef les armées françaises [liberté absolue de mouvement](#).

Le général Joffre transmet cette décision aux commandants des secteurs de couverture, par message téléphoné du 2 août, 17 h. 30, tout en ajoutant que [pour des raisons nationales d'ordre moral et des raisons impérieuses d'ordre diplomatique](#) il est indispensable de [laisser aux allemands l'entière responsabilité des hostilités](#). Par suite, on doit à tout prix s'abstenir de franchir la frontière, et se borner à repousser énergiquement toute attaque ennemie sans jamais la provoquer.

Peu après ce message, je reçois à 17 h. 30, par télégramme chiffré, l'instruction générale et secrète pour la couverture, du général commandant en chef, contenant en particulier les directives suivantes :

L'intention du commandant en chef est de ne passer à l'offensive générale que quand ses forces seront réunies. En vue du développement ultérieur du plan d'opérations, les divers éléments de la couverture, en dehors de leur protection de la mobilisation et de la concentration, se conformeront aux directives ci-après :

c) 20e corps d'armée - accélérer la constitution de la place du moment en voie d'organisation à l'est de Nancy pour assurer le débouché de la Meurthe.

Le g. Q. G. Fonctionnera à Vitry Le François à partir du 5 août, 6 heures.

Les instructions que j'ai déjà données répondent entièrement aux vues du général en chef.

La mobilisation du 20e corps se poursuit dans d'excellentes conditions d'ordre et de rapidité. En première ligne, les divisions travaillent avec acharnement ; la pluie qui tombe dans l'après-midi du 2 août ne ralentit pas leur ardeur. Il faut arriver à assurer avec le minimum de forces l'occupation du front fixé, et c'est dans ce sens que tendent les efforts de tout le monde. Le moral des troupes est excellent, elles paraissent pleines de confiance et brûlent d'aller de l'avant. Mais les prescriptions données antérieurement sont formelles, le général en chef les répète à nouveau par message téléphoné, le 3 août à 10 h. 30, insistant sur l'impérieuse obligation de ne pas dépasser la frontière. Les troupes de première ligne ont toutefois été autorisées à pousser des reconnaissances jusqu'à deux kilomètres au delà des fronts précédemment fixés.

Les renseignements que nous recevons sur les allemands indiquent de grosses concentrations de troupes dans la région de Metz et au nord, et des débarquements importants sur la ligne du chemin de fer de Metz à Sarrebourg. La ligne frontière est fortement occupée et des travaux de campagne y sont signalés.

Des partis de cavalerie ennemie continuent à pénétrer sur le sol français, obligeant parfois à la retraite certains de nos postes de douaniers ; ils provoquent quelques escarmouches et se reportent, le soir venu, au delà de la frontière. Une alerte plus importante se produit dans la nuit du 3 au 4 dans la région de Nomeny, et même un renseignement digne de foi annonce la menace d'une attaque ennemie sur tout le front.

Ainsi le contact avec l'adversaire devient à chaque instant plus pressant. Il commence à entraîner des fatigues sérieuses pour les troupes continuellement sur le qui-vive, dormant peu et exposées en outre à de fréquentes averses. Par ailleurs, on apprend que, le 2 août, les allemands ont envahi le grand-duché de Luxembourg, et, le 4, violé la neutralité de la Belgique. Cette dernière nouvelle ne précède que de peu l'annonce de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Les troupes du 20e corps en sont aussitôt avisées.

Le 5 août, le général commandant la 2e armée, de son quartier général de Neufchâteau, me fait connaître qu'il prendra le 6 août le commandement de la 2e armée et du secteur de couverture de la basse-Meurthe. Toutefois, je continuerai à disposer jusqu'à nouvel ordre de tous les éléments affectés jusqu'à ce jour à la

couverture du secteur de la basse-Meurthe, notamment de la 2e division de cavalerie.

D'autre part, la guerre étant déclarée, il n'y a plus de restriction aux opérations de couverture [qui peuvent s'exécuter telles qu'elles résultent des missions attribuées aux différents secteurs](#). Cette levée d'interdiction se traduit immédiatement au 20e corps par l'envoi en avant de la cavalerie sur la Seille, et de reconnaissances d'aviation sur le front Delme, Château-Salins, Dieuze. Cette découverte ne signale aucun rassemblement important et on a l'impression que l'ennemi, restant sur l'expectative devant le 20e corps, n'a en réalité en première ligne que des fractions d'infanterie relativement peu nombreuses et dispersées.

Néanmoins, en vue de consolider mon dispositif de couverture, je décide de porter le 6 août, jusqu'à la Seille, des détachements de toutes armes, qui ne rencontrent dans leur mouvement en avant que de faibles éléments de cavalerie et de cyclistes, et les repoussent aisément. Par contre, à Vic et Moyenvic, nos détachements de cavalerie doivent se replier devant de l'infanterie et de l'artillerie allemandes.

Le lendemain, une fausse alerte dans cette région fait apparaître la nécessité de renforcer aux ailes le dispositif de couverture. Je prescris, dans ce but, l'envoi d'un fort détachement de toutes armes dans la région du mont Saint-Jean, avec mission de couvrir la gauche du corps d'armée, tandis qu'à droite, la 10e division de cavalerie, mise à ma disposition, vient renforcer la 2e division de cavalerie dans son secteur de couverture.

Mais, en fait, l'ennemi ne manifeste plus que très peu d'activité. D'après l'ensemble des renseignements reçus, il est très occupé à remettre de l'ordre dans les troupes qu'il a, au premier instant, après une mobilisation hâtive, échelonnées le long de la frontière, comme aussi à compléter leur organisation. Pour gagner le temps nécessaire à ces opérations, il renforce sa défensive en rompant la digue de l'étang de Lindre et en provoquant l'inondation de la vallée de la Seille, inondation qui s'étend déjà jusqu'à Moyenvic. Par contre, pour se ménager la possibilité de reprendre l'offensive, il laisse intacts les points de passage sur la rivière. Il semble donc avoir été devancé par la rapidité de notre mobilisation et de notre concentration. Les troupes du 20e corps sont depuis dix jours sur le qui-vive. L'arrivée en Lorraine, à partir du 8 août, des 16e et 15e corps d'armée va peu à peu les soulager et permettre de leur accorder quelque repos. Le commandant de la 2e armée prescrit le partage du secteur de couverture de la basse-Meurthe en trois zones : le 20e corps à gauche, le 15e au centre, le 16e à droite. À partir du 12 août, le 9e corps débarque à son tour, et permet une nouvelle réduction du front à tenir par le 20e, qui a désormais une situation parfaitement assise.

Ainsi se termine la période d'attente. Au 20e corps d'armée, nous avons eu à couvrir la formation de la 2e armée. De là une série de mesures visant, tant que l'armée n'était pas réunie, à interdire toute action de l'ennemi sur notre territoire, sans chercher à en engager ni à en provoquer aucune, même pour nous renseigner sur la situation de l'ennemi. Pendant les deux semaines écoulées, le voisinage de masses opposées, le contact direct avec les détachements ennemis, pouvaient, de la friction des troupes surexcitées, faire naître de fâcheux et de graves incidents. La vigilance et la maîtrise de tous s'étaient attachées à éviter toute surprise et à limiter un engagement qui eût été prématuré, car il aurait été contraire aux projets du haut commandement. Ce résultat obtenu, le 20e corps va constituer une des grandes unités de la 2e

armée, au même titre que les autres corps, 9e, 15e, 16e, 18e, et va opérer d'après ses ordres.

Cette armée se dispose pour l'attaque. Il reste à en déterminer les objectifs.

Chapitre II — Le 20e corps dans l'offensive de Lorraine. La bataille de Morhange, 14-20 août 1914.

Considérations sur une offensive d'importance en Lorraine. – attaque de la droite du 20e corps à l'appui de l'offensive des 15e et 16e corps ; premiers engagements ; l'artillerie allemande, 14 août. – large repli allemand, 16 août. – redressement de la 2e armée et préparation de l'offensive face au nord, 17 et 18 août. – la bataille de Morhange, 19 et 20 août.

Une large offensive française en Lorraine pouvait se justifier comme une démonstration destinée à immobiliser dans cette région les importantes forces allemandes qui s'y trouvaient. L'invasion du Luxembourg et celle de la Belgique, aujourd'hui poursuivies, allaient entraîner et maintenir dans les régions du nord la partie de beaucoup la plus forte des armées ennemies. L'offensive en Lorraine ne pouvait aspirer à poursuivre, dans cette direction distincte et séparée du théâtre principal des opérations, des succès de nature à modifier les conséquences de la grande rencontre, qui allait mettre aux prises le gros de nos forces avec la principale masse ennemie, dans une région forcément éloignée.

Elle devait en outre présenter de sérieuses difficultés et de réels dangers. La Lorraine était, en effet, un théâtre d'opérations isolé, fermé sauf à l'entrée, d'une structure spéciale et que l'art avait particulièrement renforcé. Il se présentait sous la forme d'un triangle allongé, dont la base, qui formait la frontière commune, était ouverte, et dont les deux côtés étaient la Moselle à l'ouest et la Sarre à l'est, deux obstacles sérieux.

La Moselle le séparait du théâtre de la rencontre du gros des forces, et cette rivière était commandée par la place de Metz Thionville, qui en protégeait les rives à une grande distance. Par là était augmentée la valeur déjà considérable de la barrière existant entre la Lorraine et le théâtre d'opérations du nord. Cette rivière fournissait également, avec la fortification étendue qui l'appuyait, une magnifique base de contre-attaque pour les nombreuses réserves que l'ennemi pouvait à un moment donné prélever sur la masse de ses armées en opérations, et qu'il avait la facilité de transporter rapidement en utilisant les nombreux chemins de fer convergeant sur Metz et Thionville, comme aussi de réunir dans une région entièrement abritée sous le canon de ces places. De là il lui était facile de les lancer dans la bataille de Lorraine, s'il y avait un avantage.

La Sarre, à l'est et au nord, constituait de même une ligne d'arrêt de valeur, soutenue, en arrière et au sud, par la place de Strasbourg et la ligne de la Bruche avec la fortification de Molsheim. Elle pouvait recevoir facilement les réserves d'une grande partie de l'Allemagne dans des conditions d'indiscutable sûreté. Elle formait ainsi une autre ligne de manoeuvre pouvant servir de base de départ à des contre-offensives puissantes.

Entre les deux rivières, vers le centre du triangle, la ligne de la Rotte-Albe, prolongeant celle de la Nied allemande, était depuis plusieurs années organisée et rattachée par la fortification à Thionville. Elle fournissait une solide transversale, autre ligne d'arrêt et de manoeuvre facilement et avantageusement utilisable en combinaison avec les deux premières.

De la côte de Delme, qui marquait l'extrémité des organisations avancées de Metz, jusqu'à la Sarre de Sarrebourg se présentait, sur une étendue de 45

kilomètres, le terrain disponible pour une offensive française. De ce terrain, une grande partie (Sarrebouurg-Dieuze, 25 kilomètres) était, sans parler de vastes bois, fortement enchevêtrée de canaux et de grands étangs ; elle était par là d'une défense très facile à l'ennemi. Sur une autre partie (Dieuze-Delme, 20 kilomètres environ), relativement plus découverte, se montraient de nombreux pylônes, établis depuis quelques années, et répartis, depuis la frontière, sur plusieurs kilomètres de profondeur ; c'était là l'indice d'une préparation spéciale de la lutte d'artillerie sur ce terrain.

Comme on le voit, le théâtre d'opérations de Lorraine, étroit par lui-même et hérissé d'obstacles naturels, se montrait réduit par le développement de la fortification. Avec ses positions de flanc et ses lignes de défense transversales qu'appuyaient les vastes places de Strasbourg et de Metz-Thionville, disposant d'un puissant réseau ferré, il constituait, aux mains du commandement allemand, un champ de bataille admirablement préparé pour arrêter l'adversaire avec peu de forces, et au besoin pour lui infliger un échec retentissant par la combinaison d'arrêts de front et de contre-attaques de flanc. Il lui fournissait également et à bon compte un robuste pivot pour la manoeuvre beaucoup plus large de ses armées à la recherche de la grande bataille, dans les plaines relativement ouvertes du nord de la France. Il ne semblait pas indiqué pour le commandement d'en faire la base de départ d'une grosse offensive, car elle aurait à aborder une région particulièrement difficile, et sans chance d'atteindre un objectif décisif.

D'autre part, l'offensive française à la recherche d'une bataille en Lorraine ne pouvait qu'être pleine de réserve. Elle ne trouvait guère, comme terrain praticable à ses opérations, que l'intervalle Delme-Dieuze, d'une vingtaine de kilomètres ; encore fallait-il tenir compte de ses mystérieux pylônes. à l'est de Dieuze, c'étaient la forêt, les étangs, les canaux jusqu'à la Sarre. Elle avait par suite son flanc droit menacé par l'adversaire susceptible de déboucher de la haute-Sarre et de la Bruche. En continuant sa route dans le pays lorrain, elle avait son flanc gauche aux prises avec l'ennemi de la région de Metz et de la Moselle. Dans son étroite zone de marche, elle devait en outre s'attendre à rencontrer des barrières de nature à ralentir sa progression.

C'était une entreprise difficile à réussir, celle qui consistait à s'engager avec deux flancs constamment menacés, qui voyait grandir ce danger à mesure qu'elle progressait, et sans que l'on pût à l'avance prévoir où et quand le succès tactique pourrait mettre un terme au péril grandissant, et parvenir à retourner une situation stratégique allemande assez solidement nouée et assez profondément organisée pour pouvoir à chaque pas renverser nos premiers succès tactiques. En fait, la souricière allemande une fois tendue comme elle l'était en août 1914, pouvions-nous espérer dans un vigoureux élan l'enfoncer malgré sa profondeur de 60 kilomètres et passer au travers pour obtenir des résultats décisifs avant qu'elle ait eu le temps de jouer sur nous ? C'était plus que risqué. Mais il nous suffisait, par une offensive de démonstration à coups répétés, d'obliger l'adversaire à la maintenir tendue pour immobiliser les forces ennemies qu'elle renfermait, par là apporter notre aide à la grande bataille qui devait se livrer ailleurs.

Le 12 août, le général commandant la 2e armée fait parvenir ses ordres concernant les opérations qui doivent être entamées dans la journée du 14. La 2e armée, se couvrant face au nord, doit d'abord agir offensivement en s'étendant à l'est, vers la région d'Avricourt, pour se lier à la 1e armée, et

attaquer ensuite en direction du nord-est à la gauche de cette armée. Cette action doit être exécutée par les 16e, 15e corps et le gros du 20e, dans un dispositif échelonné la droite en avant, le reste de la 2^e armée couvrant l'attaque.

En particulier, le 20e corps aura à marcher contre la crête Donnelay-Juvelize. À sa droite, le 15e corps marchera en direction d'Hellocourt, le 16e corps sur Avricourt, tandis qu'à sa gauche le 9e corps couvrira l'attaque depuis Moncel jusqu'à la Moselle. Enfin, en arrière, le 2e groupe de divisions de réserve (59e et 68e), en cours de débarquement, s'établira, au fur et à mesure de l'arrivée de ses éléments, sur la position préparée à l'est de Nancy.

En exécution de ces instructions, mon corps d'armée débouchera à 7 heures, la 11e division à droite, la 39e à gauche. Il sera couvert par un détachement placé sous les ordres du général Wirbel, et opérant de part et d'autre de la route de Moncel, en liaison avec le 9e corps. Les renseignements recueillis par l'aviation montrent que les allemands poussent activement leurs travaux défensifs aux abords immédiats de la frontière, le long de la route de Metz à Sarrebourg, entre Delme et Maizières.

En fait, les difficultés précédemment exposées de l'offensive entreprise dans cette région n'ont pas échappé au général commandant la 2^e armée. Aussi appelle-t-il l'attention de ses commandants de corps d'armée sur la nécessité d'organiser méthodiquement les attaques en faisant préparer et soutenir chaque bond en avant de l'infanterie par une artillerie puissante. Il leur prescrit, en outre, une ligne à ne pas dépasser en fin de journée.

Le programme ordonné pour le 14 se réalise tout d'abord sans de réelles difficultés. Dans la matinée, les divisions du 20e corps occupent aisément les hauteurs qui dominent la crête frontière. Les avant-postes ennemis qui étaient sur ce front se sont repliés sans combattre. Autant le mouvement en avant du corps d'armée a été facile dans la matinée, autant il devient pénible dans l'après-midi. En se rapprochant de la crête, s'il ne rencontre qu'une infanterie très réservée, il se trouve soumis au feu d'une nombreuse artillerie comprenant beaucoup de pièces lourdes, dont le tir est parfaitement réglé sur les points principaux qui marquent la frontière. Ces pièces ont pu, grâce à leur portée, s'établir à une distance où nos canons de campagne sont impuissants à les atteindre.

Néanmoins, en dépit de ce feu et des pertes qui en résultent, le corps d'armée réussit à atteindre les objectifs qui lui sont assignés. Les éléments de première ligne, quoique canonnés pendant toute la journée, se retranchent sur leurs positions de façon à en assurer la possession contre toute contre-attaque, et à être prêts à en déboucher dans la journée du lendemain. Le quartier général du 20e corps est établi à Serres.

Ici se révèlent déjà la supériorité de l'armement de l'ennemi comme les avantages de l'organisation du terrain qu'il a réalisée sur son territoire. Sans parler du nombre de canons qu'il met en ligne, ses pièces de gros calibre, par une portée supérieure à celle de notre artillerie, commencent et soutiennent la lutte à une distance où elle nous est interdite, et leur tir réglé à l'avance sur des objectifs repérés se montre d'une incontestable justesse. Dès à présent, il apparaît que l'artillerie conditionne l'entrée du champ de bataille avant que toute intervention y soit possible à l'infanterie. Celle-ci n'y peut faire circuler que de faibles détachements. Sa volonté de joindre la ligne ennemie pour l'écraser de

ses feux et l'aborder dans l'assaut se trouve barrée, dès le début, par l'artillerie adverse. Il va falloir combattre cette artillerie avec la nôtre, avant de demander à celle-ci de préparer et d'appuyer l'attaque de notre infanterie. On pouvait s'étonner des révélations qu'allait apporter dans l'art de la guerre la rencontre de deux grandes armées après quarante ans de paix. Avec le temps, on redresserait et on compléterait notre tactique. Une première préoccupation de retenir des troupes par trop allantes et de leur faire préparer avec un grand soin leurs opérations ne pouvait dès à présent échapper au haut commandement. Le 15, l'offensive doit se poursuivre à partir de 4 heures.

Le 20e corps a plus particulièrement comme tâche de couvrir l'attaque du 15e sur Maizières, en maintenant inviolable le front face au nord, et en attaquant Donnelay avec ce qu'il lui restera de forces. Il doit attendre, pour déboucher, que le 15e corps soit parvenu à sa hauteur. Mais, en réalité, ce corps d'armée est immobilisé pour toute la journée. Très éprouvé la veille, obligé de faire relever sa division de première ligne, il rend compte, dans la matinée, qu'il ne sera en état de reprendre l'offensive que dans la journée du 16. C'est donc l'arrêt pour le 20e corps, immobilisation d'autant plus désagréable que l'artillerie allemande dirige sur lui un feu violent et bien réglé de gros calibre.

En dépit de la situation pénible qui résulte de cette attente et des pertes qu'elle entraîne, le 20e corps reste prêt à reprendre l'attaque le lendemain. Aux termes de l'ordre de la 2e armée, l'offensive doit continuer le 16 août sur tout son front.

D'autre part, les premiers enseignements tirés des combats des 14 et 15 août amènent le général commandant la 2e armée à adresser à ses commandants de corps d'armée une note [au sujet de l'attitude à tenir pour attaquer des organisations défensives](#). Il s'agit en l'espèce de conduire méthodiquement la poussée en avant [jusqu'au moment où la solide organisation du terrain conquis ainsi que la préparation minutieuse du tir de l'artillerie permettent de monter des attaques combinées d'infanterie et d'artillerie sur les points dont l'enlèvement a été décidé](#).

J'ai, de mon côté, signalé à mes troupes l'importance primordiale des actions d'artillerie et appelé là-dessus leur attention pour la journée du 16 août. Mais cette journée va avoir une allure toute différente de celle qui a caractérisé les journées précédentes.

Il est près de 7 heures quand la droite du 20e corps se porte en avant. Elle trouve le vide devant elle et s'avance sans recevoir ni un coup de fusil, ni un coup de canon. Les habitants rapportent que les allemands ont commencé à se replier, dès la matinée du 15, dans la direction de Dieuze et que leur mouvement de retraite s'est prolongé toute la nuit suivante. Les quelques prisonniers capturés reconnaissent unanimement les effets démoralisants de notre artillerie de 75. Fait plus étrange, on trouve par endroits des indices d'une retraite précipitée. C'est ainsi qu'une reconnaissance d'officier du 5e hussards signale de nombreux effets et obus abandonnés. Devant cette situation, je presse mes troupes de rechercher activement le contact sur tout le front et de mettre au plus tôt la main sur Donnelay-Juvelize. En fin de journée, le 20e corps est solidement installé sur ces points, sa gauche tenant la Seille dans la région de Château-Salins.

Le 17 août, la 2e armée entame un redressement face au nord en vue de l'offensive ultérieure dans cette direction. Le 20e corps d'armée n'a qu'à s'établir face au nord et à se resserrer sur sa gauche, la droite aux hauteurs sud de

Marsal. Les mouvements résultant de ces directives s'exécutent durant la journée. La pluie, qui n'a cessé de tomber depuis le 16, persiste toute la journée du 17 et rend très pénibles les déplacements des troupes. à la nuit tombante, les têtes du 20e corps, qui a dû se resserrer sur sa gauche, se présentaient face au nord sur les hauteurs sud de la Seille, entre Marsal et Chambrey. Pendant la journée, le 5e hussards, après un engagement avec un parti allemand, a occupé Morville-Lès-Vic et Château-Salins. Dans la journée du 18, la 2e armée achève son redressement et prépare son débouché vers le nord.

Ces dispositions préparatoires réalisées, l'offensive doit être reprise à partir du 19 août, et elle doit être reprise vigoureusement, en manière de poursuite, car, aux termes de l'instruction numéro 3 de l'armée en date du 18 août :

L'ennemi cède devant nous ; en particulier il a abandonné Sarrebourg et Château-Salins. dans l'intérêt général il faut le poursuivre avec toute la vigueur et la rapidité possibles. le général commandant la 2e armée compte sur l'énergie, sur l'élan de tous pour atteindre ce résultat. Il invite les commandants de corps d'armée à inspirer à leurs troupes cet état d'âme différent de l'esprit de méthode qui s'impose vis-à-vis d'organisations défensives préparées. dans le même ordre d'idées, les éléments lourds, qui retardent la marche, seront rejetés en queue des colonnes, jusqu'au moment où leur entrée en action deviendra nécessaire.

L'exécution est réglée par l'ordre du même jour :

Demain 19, l'armée poursuivra son offensive en vue d'atteindre le front Sarrebrück, Pont-à-Mousson. Les têtes des gros franchiront à 8 heures la ligne Seille, canal des salines, et ne dépasseront pas, en fin de journée, la ligne marquée par l'Albe en aval de Lening prolongée par la ligne Virmingen, Morhange, Baronville. Le 16e corps d'armée, tout en couvrant l'armée vers l'est, se portera en direction générale de Lening, Saint-Avold. Le 15e corps d'armée attaquera en direction générale de Rodalbe, Pont-Pierre. Le 20e corps d'armée débouchera à l'ouest de Marsal inclus en direction générale de Château-Salins, Faulquemont. Le groupe des divisions de réserve couvrira le flanc gauche de l'armée dans la direction générale de Metz. Au fur et à mesure de sa progression, il s'établira face au nord-ouest pour être en état de résister à toute offensive débouchant de Metz. Le 18e corps d'armée a cessé, à la date du 17, de faire partie de la 2e armée. Le 9e corps d'armée est mis à la disposition du commandant en chef.

La disparition de ces deux corps d'armée réduisait considérablement les forces, et par suite les possibilités de la 2e armée. Pour protéger son flanc gauche en particulier, elle ne disposait plus que du groupe de divisions de réserve appelé à s'étirer sur plus de cinquante kilomètres, suivant la progression de l'armée. C'était là une protection plus que précaire, inexistante en quelque sorte. Le haut commandement devait certainement avoir des renseignements très sérieux pour entreprendre dans de telles conditions une marche en avant qu'il cherchait à hâter, et à laquelle il donnait des objectifs aussi lointains que la route de Pont-à-Mousson à Sarrebrück.

C'était la première réflexion que m'inspirait la lecture de ces instructions. Les événements auxquels la 2e armée avait pris part jusqu'à présent ne constituaient

pas à mes yeux une importante rencontre avec l'ennemi, de nature à lui imposer une forte retraite, encore moins à entraîner sa désorganisation.

On n'avait eu que des engagements d'artillerie. Pour que la 2e armée, réduite comme elle venait de l'être, encore plus faiblement gardée vers Metz, entreprît, dans une région dont nous avons vu les dangers et sur des objectifs si lointains, la marche à vive allure recommandée le 18, il fallait évidemment, pensais-je, que l'on eût reçu en haut lieu des informations particulières de nature à justifier l'entreprise.

Quoi qu'il en soit, et conformément à ces instructions, je donne ordre au 20e corps de marcher contre le front Baronville, Morhange, la 11e division visant le front Morhange, signal de Baronville, la 39e division visant Baronville et le signal de Marthil. Le corps d'armée reste couvert à gauche par le détachement Wirbel assurant la liaison avec la 68e division de réserve.

Le 19, un peu après 8 heures, je suis installé à mon poste de commandement sur la route de Vic à Château-Salins. Dans la matinée, à droite, la 11e division ne rencontre d'autres difficultés que celles dues au terrain boisé qu'elle a devant elle, mais elle éprouve de ce fait un assez grand retard ; à gauche, la 39e division et le détachement Wirbel progressent beaucoup plus facilement. D'après les habitants, la région de Delme aurait été évacuée par l'ennemi, mais dans la région de Baronville il y aurait des forces plus importantes.

À 14 heures, au moment où la 11e division débouche de la petite-Seille, elle tombe sous un feu d'artillerie violent et bien réglé ainsi que sous des tirs de mitrailleuses ; elle subit des pertes assez sérieuses. Manoeuvrant alors par les fonds qui sont à sa gauche, elle réussit à pousser jusqu'à Pévange, où elle se retranche à la nuit tombante. Là s'arrêtent pour la journée ses progrès.

Pendant ce temps, la 39e division lance un régiment sur Baronville et un régiment sur Marthil et le signal de Marthil. Ces régiments ne tardent pas à être en butte à une très forte artillerie ennemie ; ils progressent néanmoins, et, à 16 h. 30, le 160e est au sud du signal de Baronville, tandis que le 153e a enlevé Marthil et le signal de Marthil ; le détachement Wirbel a largement dépassé la forêt de Château-Salins.

Il ne semble pas possible que les objectifs assignés au 20e corps puissent être entièrement atteints dans la journée. Les troupes d'infanterie ont été éprouvées par l'artillerie ennemie ; il sera nécessaire de les remettre en main avant d'aborder la forte position de Morhange, Baronville, comme aussi de faire une sérieuse préparation d'artillerie, toutes choses qui nécessitent un délai dont on ne disposerait pas dans la soirée. D'autre part, la 11e division, à qui reviendrait l'effort principal, est obligée de distraire une partie de ses forces pour couvrir son flanc droit encore découvert. Le 15e corps, en effet, est loin d'avoir réalisé la même avance que le 20e ; sa gauche en particulier n'a pu déboucher de la forêt de Bride et Koking.

Aussi, dès 16 h. 30, ai-je donné à la 11e division l'ordre d'assurer son flanc droit par une occupation solide du haut de Koking. Cette disposition répond d'ailleurs à l'ordre particulier que le général commandant la 2e armée m'adresse à 17 h. 20 :

Le général commandant l'armée prescrit au général commandant le 20e corps d'armée de faire appuyer la fraction de la 30e division engagée sur les débouchés nord de la forêt de Bride et Koking. Le 20e corps d'armée fera garder cette nuit la route de Conthil à Dieuze.

La journée se termine dans ces conditions. Avant de quitter mon poste de commandement de Burlioncourt, je donne les instructions nécessaires pour le stationnement de la soirée et la conduite à tenir jusqu'au lendemain. Puis je regagne mon quartier général établi à Château-Salins, tandis que les troupes s'organisent sur le terrain conquis. En résumé, le corps d'armée, après avoir exécuté sans difficulté une grande partie de sa marche, est parvenu à une vingtaine de kilomètres de sa base de départ, la Seille. Arrivé devant les hauteurs de Marthil, Baronville, Morhange, il a été accueilli par des feux violents d'artillerie et de mitrailleuses qui lui ont fait éprouver des pertes sans briser son élan, et sans l'empêcher d'occuper Marthil et le signal de Marthil.

Établi comme il l'est en fin de journée, disposant encore de six bataillons réservés, il se trouve en bonne situation pour aborder le lendemain les hauteurs qu'il a à conquérir, à la condition d'y associer puissamment son artillerie. Encore faut-il qu'il ait sa droite assurée par des progrès du 15e corps analogues aux siens, et son flanc gauche soigneusement gardé. Cette dernière tâche a été assignée au groupe des divisions de réserve qui ne relève pas de mon commandement, et dont la division la plus avancée se trouve sensiblement en arrière de l'aile gauche du 20e corps. Dans la soirée du 19 au 20, je ne reçois aucune instruction ni information de la 2e armée, et, ne voyant rien venir, je me borne à rester dans l'esprit de ses ordres du 18. C'est ainsi que j'ordonne de Château-Salins, à une heure avancée de la nuit, de reprendre l'attaque à 6 heures. Mais, quand cette heure viendra, des événements nouveaux auront déjà modifié la situation au point que l'attaque ne sera pas entreprise.

En réalité, au lieu d'une simple marche en avant, c'était une bataille générale que la 2e armée avait, dans la journée du 19, engagée sur tout son front contre un ennemi soigneusement établi. Les progrès à sa droite avaient été moins sensibles qu'au 20e corps. Le 16e corps s'était trouvé dans l'impossibilité de déboucher au nord du canal des salines, et, comme on l'a vu, la gauche du 15e était arrêtée dans la partie sud de la forêt de Koking. Ces deux corps d'armée étaient donc bien loin d'approcher des points qui marquaient, dans l'ordre du 18, les terminus de leur marche pour la journée du 19.

Aussi le commandant de la 2e armée avait-il établi pour le 20 un nouvel ordre prescrivant aux 15e et 16e corps de combiner étroitement leur action à partir de 5 heures, en vue de rejeter l'ennemi à la voie ferrée Bendsdorff-Sarrebouurg, et au 20e corps de s'installer sur le terrain conquis, tandis que le groupe de divisions de réserve aurait à assurer sa résistance face à Metz. Cette dernière tâche était incontestablement lourde et difficile pour des troupes de formations et de moyens réduits, en artillerie notamment. Ici commencent à s'accroître les dangers d'une marche à proximité de la place de Metz, sur un terrain méthodiquement organisé pour la défensive, abondamment pourvu de voies ferrées comme de quais de débarquement, et qui était d'un emploi familier à l'ennemi.

En tout cas, je rends compte, le 20 à 5 h. 15, au commandant de l'armée, que le 20e corps est resté dans la nuit sur ses emplacements, et qu'il compte reprendre ses attaques à 6 heures. Toujours soucieux de la sécurité de mon flanc droit et de l'aide à donner au 15e corps, je prescris à la 11e division, dès 6 heures, de renforcer l'occupation des hauteurs de Koking pour en assurer la possession indiscutable, ajoutant qu'une des missions essentielles du 20e corps est d'appuyer la gauche du 15e. Si dès maintenant ce détachement peut entrer en action, comme il est prescrit, il remplira efficacement sa mission en intervenant

par son feu dans la direction de Bourgaltroff. Mais à ce moment déjà se fait sentir l'influence des actions entreprises par l'ennemi. En réalité, toute la nuit, un important mouvement de trains s'était fait entendre dans la région de Han-Sur-Nied, indice d'arrivée de gros renforts ennemis ; cela allait être bientôt de leur part une attaque générale de front et de flanc.

Dans la matinée du 20, avant le lever du jour, de nombreux groupes ennemis, ayant refoulé les avant-postes du détachement Wirbel, attaquent ses positions. Une forte artillerie allemande vient joindre son action à celle des hauteurs de Marthil et de Baronville pour frapper de flanc et de front sur la tête de la 39e division. Sous cette action, le détachement Wirbel est rejeté sur les lisières de la forêt de Château-Salins. L'offensive allemande, précédée d'un fort bombardement d'artillerie, ne tarde pas d'ailleurs à embrasser le front de la 39e division, qui, soumise à de puissantes attaques débouchant vers 5 h. 30, se voit arracher Marthil et le Signal. Deux groupes de son artillerie sont mis hors de combat. La division doit se replier sur Château Bréhain, Bréhain.

La 11e division est par là enrayée dans ses projets d'offensive sur Morhange. Elle a d'ailleurs subi, dès le jour, de fortes attaques, dans lesquelles elle a perdu Conthil. Mais nos troupes se maintiennent, notre artillerie arrêtant le débouché de l'infanterie ennemie. Plus à droite, le détachement de Haut De Koking est également attaqué, depuis 5 heures, par des forces de toutes armes venant de l'est comme des lisières nord de la forêt de Bride et Koking. Il perd un peu de terrain, mais tient ferme.

En résumé, vers 7 heures du matin, l'ennemi a repoussé la 39e division qui a dû se replier pour s'établir à nouveau ; il a été contenu sur l'ensemble du front de la 11e division, dont la droite est en état d'intervenir au profit du 15 e corps. Ce dernier, contre-attaqué sur tout son front, est en effet dans une situation critique, et le général commandant la 2e armée m'adresse à 7 h. 15 l'ordre suivant :

Une forte offensive ennemie débouche de la forêt de Bride et Koking dans le flanc de la 30e division. Attaquez immédiatement vers Lidrezing pour enrayer cette offensive et dégager le 15e corps d'armée.

Dans ces conditions générales et pour répondre en outre à cette demande, je prescris à mes troupes de se maintenir solidement sur la défensive en leurs emplacements actuels, et je fais organiser en arrière une ligne de résistance passant par Château Bréhain, Dalhain, bois d'Haboudange, Haut De Koking, sur laquelle mes réserves sont acheminées. En même temps, le détachement de Haut De Koking renforcé reçoit l'ordre d'attaquer immédiatement au profit du 15e corps.

Cependant des événements dignes de retenir l'attention se produisent sur mon flanc gauche. L'ennemi a débordé la gauche du détachement Wirbel et pénétré dans le bois de Viviers. Vers 10 heures, il contraint la 68e division de réserve à abandonner à son tour Faxe et Viviers, et à se replier sur Laneuveville-En-Saulnois. Bientôt son attaque s'étend jusqu'à la route de Delme à Château-Salins, marchant vers cette dernière localité. De ce côté, non seulement le flanc, mais aussi les communications du 20e corps peuvent être menacés.

Des événements d'une plus grande portée se sont en même temps produits sur le front des 15e et 16e corps, à la suite de l'attaque générale entreprise par l'ennemi. Ils ont déterminé le commandant de l'armée à faire reculer, dès 7 h.

15, la division de queue du 16e corps d'armée. La gauche du 15e corps, abordée par une forte offensive ennemie débouchant de la forêt de Bride et Koking, a été rejetée, entraînant dans son recul sa droite et la gauche du 16e corps très éprouvée. Dans ces conditions, le commandant de la 2e armée ordonne, à 10 h. 10, un mouvement de retraite générale prescrivant :

Au 15e corps de venir s'établir sur le front Marsal, Marimont ; au 16e corps de prendre comme direction de repli Maizières et Réchicourt-Le-Château ; au 20e corps de refuser son aile droite pour s'appuyer sur la Seille à Marsal, et tenir le front Marsal, Hampont, Amelécourt, Fresnes-En-Saulnois, Jallaucourt.

Cet ordre, en me parvenant, me procure une entière surprise, car, si j'ignore à ce moment l'étendue des difficultés qu'ont rencontrées à ma droite les 16e et 15e corps, comme aussi l'avance à ma gauche de l'attaque allemande à la route de Delme, je sais qu'à la fin de la matinée mon 20e corps est solidement amarré aux lisières nord de la forêt de Château-Salins, qu'il soutient la lutte avantageusement au nord de la ligne de résistance occupée par ses réserves, qu'à sa droite il organise une offensive de dégagement au profit du 15e corps d'armée. Sur l'ensemble de son front, le tir de l'artillerie allemande, lourde et de campagne, établie sur les hauteurs de Morhange, Baronville, Marthil, a perdu beaucoup de son efficacité et de sa puissance par l'accroissement de la distance ; il est difficile à cette artillerie de descendre de ses positions. L'attaque de l'ennemi ne fait plus de progrès. On ne peut douter de maintenir le corps d'armée sur les emplacements qu'il occupe en ce moment, malgré leur étendue de plus de 15 kilomètres.

Mon intention était tout d'abord de consolider mes troupes dans leur situation présente, d'arrêter l'ennemi sur les positions dont on poursuit l'organisation méthodique, et d'y reprendre ensuite la lutte, après avoir assuré la liaison avec le 15e corps à ma droite et la sécurité sur mon flanc gauche, quand survient l'ordre du commandement, daté de Maizières, bientôt suivi d'une autre instruction, datée d'Arracourt 11 h. 45, et portant que :

Dans le cas où la 2e armée serait obligée de céder, elle se retirerait sur les directions suivantes : le 16e corps en direction générale de Lunéville en s'appuyant sur le fort de Manonviller et la forêt de Parroy ; le 15e corps en direction générale de Dombasle ; le 20e corps en direction générale de Saint-Nicolas, Laneuveville, le groupe des divisions de réserve occuperait les ouvrages fortifiés du Couronné de Nancy. Tous les trains, parcs ou convois seraient poussés sur la rive gauche de la Meurthe. Les deux instructions sont évidemment inspirées d'une connaissance plus complète de la situation générale de l'armée, notamment des corps d'armée autres que le 20e.

Ces corps ont eu à subir de très fortes attaques, qui ont déterminé un repli marqué au sud de la région des étangs. Pour me conformer à l'ordre de l'armée de 10 h. 10, j'ordonne, à 11 h. 45, le mouvement de mes divisions vers le front fixé. Au moment où cet ordre leur parvient, je reçois une nouvelle instruction de l'armée, portant :

La mission générale du 20e corps d'armée est de couvrir la retraite de la 2e armée en se maintenant le plus longtemps possible sur la tête de pont de Château-Salins. La 68e division de réserve est mise sous ses ordres.

Rien n'est à changer aux prescriptions données antérieurement au 20e corps et qui sont en voie d'exécution. Je les complète seulement en adressant un ordre particulier à la 68e division de réserve.

Grâce aux mesures de détail prises par les commandants de division, le repli par échelon des 11e et 39e divisions s'exécute sans difficultés et en bon ordre, toujours couvert à gauche par le détachement Wirbel.

Quant à la 68e division de réserve, elle sera remise, à 16 h. 50, par le commandant de l'armée à la disposition du groupe de divisions de réserve, pour être employée à la défense de la position fortifiée de Nancy.

Vers 14 heures, je transporte mon poste de commandement sur la crête du bois de la Géline, où j'ai établi l'artillerie lourde du corps d'armée dont je dispose. Je reste en ce point jusqu'à l'entrée de la nuit et je me rends alors à mon quartier général de Moyenvic, après avoir adressé les instructions suivantes aux troupes :

- i) le 20e corps d'armée doit tenir en fin de journée le front Marsal, Harraucourt-Sur-Seille, lisière nord du bois de la Géline, Château-Salins, Amelécourt, relié à droite avec le 15e corps d'armée qui tient Mulcey et à gauche avec la 68e division de réserve qui tient Fresnes-En-Saulnois et Jallaucourt.
- ii) dès ce soir on se protégera sur la ligne ci-dessus indiquée, de manière à en assurer ce soir et demain la possession contre toute attaque.

Ces prescriptions sont à peine établies et envoyées à mes troupes que me parvient l'instruction de l'armée, datée d'Arracourt, 16 heures, et portant :

Sous la protection d'arrière-gardes établies sur la ligne générale : Maizières, Marimont, Donnelay, Juvelize, Marsal, Hampont, Fresnes-En-Saulnois, la 2e armée se dérobera pendant la nuit pour reconstituer ses éléments les plus éprouvés. Chaque corps d'armée s'établira dans la zone indiquée par l'ordre 28 et s'organisera, prêt à recueillir ses arrière-gardes, sur la ligne : Moussesey, bois de la Garenne, bois du Haut-De-La-Croix, crête de Juvrecourt, lisière nord de la forêt de Bezange et cours de la Seille rive gauche. Le 20e corps d'armée fera sauter les ponts de la Seille dès que ses derniers éléments seront passés. Les gros reflueront : ceux du 16e corps d'armée dans la région du fort de Manonviller, Crion, Sionviller ; ceux du 15e corps, région de Harraucourt ; ceux du 20e corps sur la région de Cercueil, Pulnoy.

Rien ne fait prévoir au 20e corps d'armée la difficulté de maintenir les arrière-gardes et les avant-postes en place. La facilité même avec laquelle s'effectue le repli de nos troupes faiblement suivies témoigne que nous pourrions tenir toute la nuit et au besoin la journée du lendemain. Dans ces conditions, les troupes vont commencer leur établissement pour la nuit, en vue de rester dans la mission générale du 20e corps qui est de couvrir la retraite de la 2e armée, en se maintenant le plus longtemps possible sur la tête de pont de Château-Salins. Mais bientôt, de Nancy, où il a installé son quartier général, le commandant de la 2e armée me fait savoir, à 21 h. 45 :

Le 15e corps d'armée très éprouvé ne paraît pas en état de tenir à votre droite. En conséquence j'estime qu'il vaut mieux que vous profitiez de cette nuit pour vous dérober.

Comme on le voit, à mesure que le temps passe, le commandant de l'armée, mis au courant de la situation de certaines de ses troupes, accentue son idée de repliement général de l'armée. Les dangers et les difficultés que présentait une offensive française en Lorraine lui ont apparu dès la matinée du 20 août, quand il a vu la 2e armée incapable d'avancer et la 1ere armée arrêtée à Sarrebourg. Il a compris la nécessité de changer d'attitude, et d'envisager tout d'abord la défensive. Après avoir brusquement rompu l'action dans la matinée du 20, il va poursuivre l'idée d'établir son armée réorganisée derrière une solide ligne de défense. Il en repartira pour entreprendre une tâche dans ses moyens. Je prends alors mes dispositions pour ramener le 20e corps au sud de la Seille.

Les troupes du corps d'armée viennent à peine d'atteindre sur cette rivière les cantonnements qui leur ont été assignés dans l'après-midi du 20, quand ce dernier ordre les touche. Elles sont remises en mouvement aussitôt. Malgré une marche longue et pénible de nuit, succédant à deux journées de violente bataille, les gros parviennent au sud de la forêt de Bezange, au petit jour, le 21 vers 4 heures, et avant 5 heures les avant-postes sont de nouveau prêts à résister sur le front qui leur a été ordonné.

L'histoire écrite aujourd'hui du côté allemand établit que l'attaque du 2 août 1914 fut menée par : la garnison de Metz (33e division de réserve et 53e brigade de landwehr) en direction de Nomény ; la 10e division d'ersatz, marchant de Romilly sur la côte de Delme ; le IIIe corps d'armée bavarois, marchant de Han-Sur-Nied, Vatimont, Lesse (couvert par la 8e division de cavalerie et la division de cavalerie bavaroise), sur Hannocourt, Oron, Château-Bréhain ; le IIe corps d'armée bavarois, marchant de Baronville et Morhange, sur Hampont, Wuisse, qui avaient frappé sur le groupe de divisions de réserve et le 20e corps ; tandis que XXIe corps d'armée, marchant de Nesdorff sur Dieuze, Rohrbach, le Ier corps d'armée de réserve bavarois sur Bisping, le Ier corps d'armée bavarois sur Langatte, avaient frappé sur nos 15e et 16e corps d'armée.

La rencontre ne pouvait être que très rude pour la 2e armée lancée avec ses trois corps dans un pays difficile, fortement et défensivement organisé. Elle n'avait, face à Metz, qu'une simple flanc-garde empruntée à trois divisions de réserve, en partie immobilisées et déjà largement étendues. Dès la matinée du 20, le général commandant la 2e armée avait justement apprécié la situation, mesuré tout le danger. Il ne pouvait qu'arrêter l'offensive.

Chapitre III — Le 20e corps pendant la retraite de la Meurthe et la contre-offensive, 21-28 août 1914.

La retraite derrière la Meurthe, 21 au 23 août. – l'offensive du 20e corps au nord et au sud du Sanon, 24, 25 août. – l'attaque d'ensemble de la 2e armée sur les communications de l'adversaire, 26 août. – le général Foch quitte le 20e corps pour un autre commandement, 28 août. – conclusion sur les opérations en Lorraine.

La belle attitude du 20e corps d'armée à la bataille et durant la retraite de la veille me laisse toute confiance pour l'exécution de la mission dont j'ai la charge. D'ailleurs, non seulement l'ennemi n'a exécuté aucune poursuite dans la journée du 20, mais tout contact est perdu par nos arrière-gardes dans la matinée du 21. Cependant, le général commandant la 2e armée prend, dès la matinée du 21, la décision de replier les gros de son armée derrière la Meurthe ; les 16e et 15e corps d'armée en première ligne, avec leurs avant-gardes maintenues à l'est de la rivière ; le 20e corps d'armée formant réserve dans la région de Saint-Nicolas. L'armée sera protégée, à son aile gauche, par la position du Grand-Couronné, que tiendront les 59e et 70e divisions de réserve, renforcées par une partie du 9e corps d'armée.

Les allemands ne manifestant pas la moindre activité pour les retarder ni même les inquiéter, les mouvements s'effectuent avec le plus grand ordre et dans un calme absolu. Dans la soirée, je vois moi-même le commandant de l'armée à son quartier général de Nancy, et, après lui avoir témoigné de l'excellent moral de mon corps d'armée, je rentre à Saint-Nicolas.

Le 22 au matin, le 20e corps est réuni dans la région de la Meurthe, la 11e division d'infanterie à Saint-Nicolas, Varangéville, la 39e division à Art-Sur-Meurthe, Lenoncourt. Il ne doit pas, en principe, faire mouvement dans la journée du 22, mais, étant en réserve d'armée, il doit prendre ses dispositions pour satisfaire à tout ordre.

Or, dès 5 h. 30, le 15e corps d'armée ayant fait connaître qu'en raison de l'état de fatigue de ses troupes, il ne lui paraît pas possible de résister à une attaque ennemie sur la rive droite de la Meurthe, le général commandant la 2e armée invite le commandant du 20e corps à envoyer à Flainval et Anthelupt une avant-garde qui se substituera à celle du 15e corps.

En conséquence, je prescris à la 11e division d'y porter immédiatement une brigade et un groupe de son artillerie. Cette brigade occupe, un peu avant midi, la position prescrite. Dans la soirée, elle est attaquée par une brigade bavaroise, débouchant de Crévic, qui tente à quatre reprises de s'emparer des hauteurs de Flainval. Mais elle maintient l'occupation de sa ligne, permettant ainsi au 15e corps de retirer ses troupes.

À 23 heures, sa mission terminée, le commandant de la brigade reçoit l'ordre de se replier en faisant sauter les ponts de la Meurthe. Le général commandant la 2e armée a, en effet, résolu de reporter toutes ses forces sur la rive gauche de la Meurthe, et d'y prolonger le front de résistance du Grand-Couronné de Nancy. Le 23, à 3 heures, tous les éléments du 20e corps sont repassés à l'ouest de la rivière. Le quartier général est à Manoncourt-En-Vernois. La retraite de la 2e armée s'arrêtait à la Meurthe et aux positions du Grand-Couronné de Nancy. En arrière de cette ligne de résistance d'une valeur incontestable, les troupes

allaient pouvoir se réorganiser et se reposer sans doute. La 2e armée se voyait, en outre, renforcée de deux nouvelles divisions de réserve. D'ailleurs, en raison de notre prompt rupture du combat, dans la matinée du 20, et de l'absence de poursuite de l'ennemi dans cette journée comme dans celle du 21, il n'y a eu ni décision au profit de ce dernier, ni désorganisation à notre détriment. Par suite, les conséquences de notre échec sont réparables et nous pouvons envisager dans de bonnes conditions la reprise de nos opérations. La conduite de l'ennemi principalement va en fixer la nature comme le moment.

En face du 20e corps, l'ennemi atteint maintenant les hauteurs de la rive droite de la Meurthe. Dans la journée du 23, il s'emploie surtout à installer ses batteries, à creuser des retranchements, et ne manifeste son activité que par deux attaques partielles qui échouent sous les feux de l'artillerie du 20e corps.

La journée du 23 n'a pas été perdue par la 2e armée ; ses unités ont eu la possibilité de se reformer et de s'organiser sur leurs positions. Le général De Castelnau peut, par suite, disposer d'une masse de manoeuvre dont les circonstances vont bientôt fixer l'emploi. Le 23, dans la soirée, le général commandant la 2e armée prescrit à la gauche de son armée de se tenir prête à attaquer, si les circonstances le demandent.

Le 24, au milieu de la journée, ayant appris que des forces ennemies évaluées à deux corps d'armée au moins défilent du nord au sud en direction de Lunéville, prêtant ainsi le flanc droit à la direction de Nancy, il ordonne au groupe de divisions de réserve et au 20e corps d'attaquer en direction de l'est. L'attaque du 20e corps, bien appuyée par l'artillerie, progresse sans encombre et atteint, à 18 heures, les hauteurs de Flainval et du bois de Crévic sur lesquelles je l'arrête. La manoeuvre exécutée par l'ennemi dans la journée du 24 a dévoilé clairement ses intentions. Ayant poussé le gros de ses forces sur Lunéville, il a pris dès à présent comme direction la trouée de Charmes.

Pour déjouer ce plan, le général commandant la 2e armée décide, pour le 25, tout en maintenant l'ensemble de son front, d'attaquer violemment par sa gauche, pour atteindre la route Arracourt, Einville, Lunéville, qui paraît être la ligne de communication de l'ennemi. Sa droite agira en liaison avec la 1re armée. L'attaque de gauche incombe au 20e corps et au groupe de divisions de réserve. Dès les premières heures de la matinée, la 39e division, en liaison avec la 70e division de réserve, se porte à l'attaque au nord du Sanon et rejette l'ennemi des hauteurs à l'ouest du bois d'Einville. Vers midi, le 15e corps ayant progressé de façon sensible à sa droite, je donne l'ordre à la 11e division d'attaquer à son tour au sud du Sanon. La lutte est violente ; les quatre régiments de la division y sont engagés dans de durs combats et se rendent maîtres des hauteurs d'Anthelupt et de Vitrimont.

Pendant ce temps, l'ennemi accentue la résistance au nord du Sanon, où ses communications sont directement menacées. Il y accumule des troupes nombreuses. La lutte est des plus violentes pour la 39e division d'infanterie, à l'ouest du bois d'Einville. Sa droite est rejetée sur le bois de Crévic, qui devient le théâtre de combats acharnés et tombe vers 17 heures aux mains de l'ennemi. Sa gauche est dans une situation plus précaire encore du fait des épreuves infligées à la 70e division de réserve. Découverte à la fois sur sa droite par la perte du bois de Crévic, et sur sa gauche par le fléchissement de la 70e division de réserve, la 39e division exécute en bon ordre, à partir de 18 heures, un léger repli. En définitive, la journée du 25 août a été dure pour le 20e corps d'armée. Avec des alternatives variées il a livré une bataille des plus sérieuses et des plus

vives. Il a donné un violent coup de boutoir dans le travers des entreprises ennemies.

Si les progrès réalisés n'ont pas été sensibles sur tout son front, ce sont des forces très importantes de l'ennemi qu'il a appelées sur lui, et auxquelles il a tenu tête. N'auront-elles pas fait défaut là où il s'agissait de percer, sur la route de Charmes ? S'il n'a pas été obtenu de décision, sans doute l'on doit attendre de son action des conséquences sérieuses pour l'opération de l'armée, **à la condition que ses troupes maintiennent l'ennemi sous la menace d'une nouvelle attaque et restent prêtes à entamer immédiatement la poursuite déjà commencée par la droite de l'armée et le corps de cavalerie.** C'est ainsi que je m'exprimais au soir du 25 août, alors que je connaissais les résultats d'ensemble obtenus par la 2e armée, dont les corps de droite ont réalisé une avance importante.

Les dispositions ordonnées par la 2e armée, pour la journée du 26, visent l'exploitation du succès obtenu la veille par son aile droite. Le général De Castelnau donne l'ordre de poursuivre l'offensive et de la pousser jusqu'à l'extrême limite des forces. Le 20e corps d'armée a pour direction générale Valhey, Bezange-La-Petite. Ses troupes, **malgré le gros labeur déjà fourni et les pertes subies, sauront encore donner l'effort indispensable pour obtenir la victoire.** Le 26 à 5 h. 30, de mon poste de commandement, je donne à mes deux divisions d'infanterie l'ordre de se mettre en marche **dès que les possibilités de l'ennemi le permettront**, la 11e division sur Einville, la 39e division sur le bois de Crévic, Valhey.

À 7 heures, les divisions donnent l'ordre d'attaquer. La 11e division agira entre la route de Nancy et le Sanon, faisant son effort principal sur les hauteurs de Friscati qui dominent Lunéville. Par suite d'un retard dans la préparation d'artillerie, l'attaque ne peut être déclenchée qu'à 12 h. 15. Elle progresse d'abord favorablement, dépasse Vitrimont. Le 69e s'engage résolument vers le signal de Friscati et prend pied sur les pentes. Mais à ce moment, il est 13 h. 45, ce régiment, qui cherche à déboucher du signal, est pris à partie par un feu violent d'infanterie et d'artillerie, que l'artillerie de la 11e division ne parvient pas à maîtriser. Durant trois heures, toutes les troupes de la 11e division sont soumises au bombardement des batteries allemandes et ne gagnent que peu de terrain. Par suite, la situation du 69e sur le signal de Friscati ne laisse pas d'être précaire. Il réussit néanmoins à s'y maintenir.

Tandis que la 11e division livre ces combats au sud du Sanon, la 39e, dont les troupes sont très fatiguées par les journées précédentes, progresse lentement, et, à la nuit, elle n'a pas pu faire mieux que de s'installer à l'est du bois de Crévic, la droite au Sanon. De même, par suite de l'état de fatigue et des pertes subies précédemment, les 15e et 16e corps ne sont pas en état d'entamer une poursuite sévère. En fait, les efforts incessants et le manque de sommeil se font durement sentir. Néanmoins, en dépit d'une fatigue extrême, le moral du 20e corps demeure excellent, et son attitude sous le feu a été en tous points remarquable durant la journée du 26.

La bataille, qui dure depuis plusieurs jours, et la crise de l'offensive allemande marchant à la Moselle de Charmes ont atteint leur limite sur tout le front de la 2e armée ; la poussée de l'ennemi vers le sud est arrêtée, et il a dû engager une très forte action pour garder ses communications, en particulier la route de Lunéville à Einville, contre les vigoureuses attaques du 20e corps. Il s'agit, malgré la fatigue de nos troupes, d'accentuer le retournement de la fortune. Cela va être la tâche des jours suivants.

Toutefois, la situation avancée de la 2e armée par rapport à la gauche de la 1ère permet au général De Castelnau de marquer, pendant vingt-quatre heures, un temps d'arrêt dont les troupes vont profiter pour prendre quelque repos. Il prescrit, en conséquence, que la journée du 27 sera consacrée à s'établir solidement sur le terrain conquis et à reconstituer les unités en vue d'une offensive ultérieure.

Le 28 août, la 2e armée doit reprendre l'offensive en direction générale du nord. Le 20e corps a pour mission d'appuyer l'action du 15e qui attaque sur Lunéville et d'assurer son débouché au nord de cette ville. Dans ce but, la droite de la 11e division reçoit l'ordre d'attaquer à 8 heures sur les hauteurs de Friscati pour en rejeter l'ennemi vers le nord. Mais, par suite de retard au passage de la Meurthe, c'est à midi seulement que son attaque pourra avoir lieu. Le signal de Friscati sera pris dans la journée.

À ce moment j'aurai quitté le 20e corps d'armée, le général commandant en chef m'ayant donné l'ordre de me rendre au grand quartier général pour y recevoir un nouveau commandement. À mon poste de commandement d'Hudiviller, à 12 heures, je me sépare de mes troupes, laissant au commandant de la 11e division, le général Balfourier, le commandement du corps d'armée. J'emène avec moi le lieutenant-colonel Weygand, du 5e hussards. Il va me servir de chef d'état-major pendant toute la guerre, dans les commandements successifs que je serai appelé à exercer.

Ce n'est pas sans une émotion profonde que je m'éloigne des vaillants régiments du 20e corps d'armée. Dans mon ordre d'adieu, je leur rappelle les efforts glorieux des journées précédentes, et comment ils n'ont jamais battu en retraite que sur un ordre formel du haut commandement. J'arrive à Vitry-Le-François, à 18 heures, retrouver le général Joffre.

Les impressions que j'emportais des rencontres de Lorraine, après ce premier mois de guerre, étaient très nettes. Malgré une indiscutable supériorité d'effectifs et de matériel, notamment en artillerie lourde, le flot de l'invasion a été arrêté, obligé même à reculer. L'élan de l'offensive allemande a été brisé. Grâce à la valeur morale de notre soldat et de notre corps d'officiers, c'est toujours avec calme et résolution que nous avons partout affronté et sévèrement traité l'ennemi.

Si nous n'avons eu ni un Saalfeld ni un Iéna, nous avons évité les Wissembourg, les Froeschwiller, et commençons d'aller de l'avant. Si nous n'avons pas battu l'aile gauche des armées allemandes, nous l'avons réduite à l'impuissance et au repliement.

L'adversaire avait une avance redoutable dans les moyens de la guerre qu'il préparait depuis de nombreuses années. Sur le théâtre particulier de la Lorraine, il a vu son élan, malgré cela, rompu et sans qu'il ait obtenu aucune décision. Il n'a pu imprimer aux événements la marche rapide et victorieuse qu'il attendait d'une incontestable supériorité de moyens. Il a vu échouer ses entreprises, il a été contraint de se replier.

Sa victoire finale s'annonce aujourd'hui comme partie remise. L'exploitation judicieuse des qualités de l'armée française par notre haut commandement n'ouvre-t-elle pas, dès à présent, sur l'ensemble du front, la possibilité d'arrêter les tentatives ennemies et de lui disputer une victoire définitive qui ne peut sortir pour lui que de la supériorité momentanée de ses moyens, dans une offensive menée tout d'abord avec ensemble et en vitesse ? Déjà les renforcements

successifs que nous pouvons recevoir de nos réserves comme de notre industrie, sans parler de nos puissants alliés, ne permettent-ils pas d'entrevoir les jours où la fortune tournera définitivement à notre profit ?

Le haut commandement allemand a d'ailleurs montré une incontestable incertitude dans la conduite de la guerre en Lorraine. Malgré tous les préparatifs accumulés sur ce théâtre d'opérations et les forces supérieures dont il y disposait, il n'a pas essayé d'y livrer une bataille défensive à grand résultat, comme il aurait pu le faire en nous laissant nous engager dans le pays et en contre-attaquant seulement alors avec ses moyens réunis. À notre rapide décrochage du 20 août, il n'a fait suivre qu'une poursuite sans activité.

Et quand il s'est décidé à prendre résolument l'offensive, c'est au mépris de nos forces de la Meurthe et du Grand-Couronné qu'il a étroitement visé la percée de notre front à la trouée de Charmes. À la suite de notre attaque de flanc, il s'est trouvé dans l'impuissance de percer, même de maintenir son avance. Il s'est replié. Il a trouvé devant lui, toujours sous l'action de l'attaque de flanc un Morhange retourné.

D'une façon plus générale, on a pu constater qu'avec le nouvel armement, caractérisé par l'automatisme et la longue portée, la capacité de la défensive a tenu en échec la puissance de rupture de l'offensive, assez longtemps pour permettre et favoriser les interventions efficaces de la contre-offensive. Les poches, ces avances partielles sur le terrain, auxquelles a abouti une offensive en apparence heureuse et décisive, sont devenues, malgré des dispositions très coûteuses, bientôt inhabitables et impraticables à l'assaillant, en tout cas avant qu'il ait pu achever son succès et consacrer la rupture définitive de l'adversaire.

Si le front du défenseur a été contraint de plier devant une supériorité de moyens, il n'a pas été rompu, et ses contre-attaques de flanc ont absorbé les réserves de l'adversaire, et menacé ses communications, au point de mettre bientôt fin à son avance partielle et de déterminer sa retraite.

Il y a bien là de nouveaux sujets de réflexion sur les limites et les faiblesses d'une offensive tout d'abord tactiquement victorieuse, mais qui se

poursuit au mépris des principes que renforce l'armement nouveau. Plus que jamais s'imposent une juste appréciation des possibilités dans des circonstances déterminées, et une étude sérieuse de la situation du moment.

Pour nous avoir arrêtés à Morhange sans nous avoir battus et encore moins désorganisés, le commandement allemand, escomptant un succès qui n'était que négatif, s'est lancé dans l'offensive, a osé entreprendre la marche à la Moselle vers le sud, malgré la résistance de Nancy à l'ouest et celle des Vosges à l'est. Il a dû se replier avant d'avoir atteint la Moselle de Charmes.

La supériorité de ses moyens lui avait inspiré un mépris de l'adversaire et une confiance qu'elle n'avait pu soutenir jusqu'à la victoire. Ce début n'était-il pas le prélude de la bataille de la Marne ?

LA 9^e ARMÉE, 29 AOÛT - 4 OCTOBRE 1914

Chapitre premier — La retraite.

Arrivée au grand quartier général ; la situation de la Somme aux Vosges ; le général Foch reçoit du commandant en chef sa nouvelle mission (28-29 août). – prise de commandement du détachement d'armée (29-30 août). – retraite et regroupement sur la Retourne, sur la Suippe, et jusqu'à la hauteur de Reims (31 août-2 septembre) ; les troupes des divisions actives et de réserve. – continuation de la retraite ; le détachement d'armée renforcé devient la 9^e armée (3 septembre). – le demi-tour ; ordres et dispositions pour la bataille de la Marne (5 septembre). – le champ de bataille.

J'avais quitté le champ de bataille de Lorraine, accompagné du lieutenant-colonel Weygand, et n'avais pris le lieutenant-colonel Devaux à l'état-major de la 2^e armée, à mon passage à Neuves-Maisons. La traversée de la place de Toul avait demandé un temps assez long, par suite de la méfiance d'un certain nombre de postes qui avaient un mot d'ordre spécial.

Tandis que nous roulions sur la route du grand quartier général, nous ne connaissions encore le sort de nos armes qu'en Lorraine et il s'y montrait favorable depuis quelques jours. Nous n'avions aucune connaissance de la situation de nos affaires dans les autres armées. Elle se révéla brusquement à nos yeux à notre arrivée à Vitry.

C'est de la Somme aux Vosges, dit le communiqué de ce jour, que s'étend le front de l'invasion. Le territoire de la Belgique, comme le nord de la France jusqu'à cette rivière, était donc aux mains de l'ennemi. Sa marche vers Paris et le coeur du pays se poursuivait en outre à une allure vertigineuse. Nos armées du centre et de la gauche (3^e, 4^e, 5^e et britannique) étaient en pleine retraite ; une offensive générale engagée sur la frontière avait été un échec pour nos armes ; nos troupes se repliaient, violemment poursuivies par des masses lancées à une vitesse déconcertante ; elles étaient constamment menacées d'être débordées à l'ouest. La liaison entre elles était également compromise. Sur leur direction de retraite, elles ne pouvaient trouver que des tronçons de ligne à utiliser pour la résistance. Les vallées des rivières sont en effet pénétrantes et conduisent à la région parisienne, telles l'Oise et l'Aisne, plus à l'est, la Meuse. Où prendre une ligne continue, formant barrière à l'ennemi et permettant de rétablir notre vaste front face au nord, ne serait-ce que dans un arrêt de quelques jours, pour réunir nos forces et les remettre en ordre ? Où arrêter définitivement la retraite pour pouvoir les relancer à l'attaque en bonne forme ? La situation était certainement angoissante, encore pleine de périls et pour le moins d'incertitude. Le général commandant en chef gardait heureusement une admirable impassibilité.

En présence de l'amplitude et de l'importance du mouvement des armées allemandes à travers la Belgique, il avait décidé de ramener d'abord l'ensemble de ses forces en arrière, jusqu'à la ligne Verdun (3^e armée), cours de l'Aisne de Vouziers à Guignicourt (4^e armée), Craonne, Laon, La Fère (5^e armée), l'armée

britannique venant derrière la Somme de Ham à Bray. En même temps, il avait pris sans retard des dispositions de nature à faire échec aux progrès de l'ennemi, par la constitution aux environs d'Amiens d'une armée de manoeuvre, la 6e, qui était formée en dehors de l'aile ouest de son dispositif.

En arrière de la ligne précitée, le front de nos armées devait être reconstitué, et l'offensive en repartirait. Elle serait exécutée par la 5e armée, réunie au préalable à l'ouest de l'Oise, dans la région de Moy, Saint-Quentin, Vermand, par l'armée britannique réunie derrière la Somme de Ham à Bray, et par la 6e armée formée pour le 2 septembre dans la région d'Amiens. C'était le fond de l'instruction du général en chef, du 25 août, relativement à l'aile gauche de notre dispositif.

Le temps nécessaire à la réalisation de ce dispositif serait obtenu, pensait-il, par la résistance des arrière-gardes, utilisant tous les obstacles pour arrêter par des contre-attaques, courtes et violentes, dont l'élément principal serait l'artillerie, la marche de l'ennemi, ou tout au moins la retarder.

Le 28 août, au moment où j'arrive au grand quartier général, la directive ci-dessus du commandant en chef est déjà en cours. Mais l'exécution présente de réelles difficultés par suite de la rapidité qu'imprime aux événements la violente poursuite de l'ennemi.

La 5e armée, qui, le 25 août, était sur le front Rocroi, Chimay, Avesnes, s'est repliée vers le cours supérieur de l'Oise. Elle s'y trouve le 28. Dans la matinée du 29, elle va bien remporter un brillant succès à Guise, dégagant ainsi à sa gauche l'armée britannique assez éprouvée. Elle ne peut cependant rétablir la situation dans son ensemble.

L'armée britannique, en effet, a déjà quitté la Somme. Elle se trouve réunie derrière l'Oise, de Noyon à La Fère, ouvrant ainsi une brèche dans notre front.

Plus à l'ouest, les unités de la 6e armée, armée de manoeuvre, sont en cours de débarquement dans la région d'Amiens ; quelques-unes d'entre elles sont déjà engagées dans de durs combats entre Amiens et Péronne. L'ennemi a franchi la Somme. Cette armée aura-t-elle la possibilité de se former ?

À droite, les 3e et 4e armées se sont repliées, le 26, sur la rive gauche de la Meuse. Les 27 et 28, tandis que la 3e armée n'est pas inquiétée, la 4e réussit par de brillantes contre-attaques à maintenir l'ennemi sur la Meuse. Mais, pour ne pas compromettre la réalisation du plan poursuivi par le général en chef, elle continue son repli et reportera, le 29 au matin, ses gros sur les hauteurs au sud-ouest de la Meuse. Cette 4e armée, qui avait été puissamment constituée au début pour remplir sa mission particulièrement offensive, se montre actuellement trop lourde dans les mains d'un seul chef. Elle s'étend sur un trop vaste front pour prendre avantageusement sa place dans la nouvelle manoeuvre poursuivie. Il devient nécessaire d'en partager le commandement. Comme, d'autre part, le danger est tout entier pour elle à son aile gauche, qui a perdu toute liaison avec la 5e armée, il est indiqué d'y constituer un fort détachement chargé de veiller à sa sécurité vers l'ouest et de chercher en particulier à rétablir cette liaison.

La soirée du 28 s'était terminée cependant sans que le général en chef me fixât encore sur la mission à laquelle il me destinait. Mais elle m'avait permis de compléter mes renseignements sur la situation générale de nos forces, comme aussi de constituer un embryon d'état-major, en joignant aux deux lieutenants-

colonels et à l'officier d'ordonnance que j'avais emmenés de Lorraine, le commandant Naulin et l'officier interprète Tardieu.

Malgré la série des nouvelles fâcheuses parvenues, depuis le 20 août notamment, au siège du commandement en chef, on n'y sentait nulle trace d'agitation, de désarroi, encore moins d'affolement. L'ordre, le sang-froid, la décision y régnaient d'une façon absolue. C'est ce qu'avait pu constater le nouveau ministre de la guerre, M. Millerand, venu la veille et reparti dans la matinée du 28, en approuvant l'attitude et la ligne de conduite adoptées par le général commandant en chef. J'occupais, dans la nuit, le logement de cet auguste visiteur, et, dans la matinée du 29, le général commandant en chef, au moment où il partait pour rejoindre la 5e armée qui allait livrer la bataille de Guise, me donnait le commandement d'un détachement d'armée, formé à la gauche de la 4e. Il appelait mon attention sur les mouvements de l'ennemi pouvant venir de la direction Rocroi-Philippeville. J'avais à m'entendre, pour l'exécution de ma tâche, avec le général De Langle De Cary, commandant la 4e armée, à Machault.

Les troupes qui vont former le détachement d'armée sont : le 9e corps d'armée (division du Maroc et 17e division d'infanterie) , le 11e corps d'armée (21e et 22e divisions d'infanterie) , les 52e et 60e divisions de réserve, la 9e division de cavalerie, prélevés sur la 4e armée, et la 42e division d'infanterie, qui, venue de la 3e armée, opère ses débarquements dans la région de Guignicourt. Ma mission est de couvrir, avec ces troupes, le mouvement de la 4e armée contre les forces adverses qui déboucheraient de la région de Rocroi. Ma direction générale de repli est entre Saint-Erme et Guignicourt. Je relèverai du général commandant la 4e armée. La tâche et les pouvoirs étant précisés, muni des renseignements que j'ai recueillis tant sur les événements accomplis que sur la manœuvre d'ensemble envisagée pour les armées alliées, je me rends à Machault, quartier général de la 4e armée, où je vais entreprendre la constitution de mon détachement d'armée. Le lieutenant-colonel Weygand sera le chef de mon état-major, le lieutenant-colonel Devaux, le sous-chef. Le commandant Naulin et l'interprète de réserve Tardieu forment le noyau d'un état-major qui se constituera peu à peu dans les journées suivantes.

J'arrive à Machault vers 14 heures. Le général De Langle est en conférence avec le préfet des Ardennes. Celui-ci lui explique les besoins de la foule de réfugiés qui le suit. C'est un exode lamentable des populations nombreuses refoulées de la Belgique et des Ardennes par la marche des armées ennemies. En me recevant, le général m'accueille par ces mots : *c'est la providence qui vous envoie*. En fait, les grandes unités qui vont être placées sous mes ordres ont été fortement éprouvées dans les journées précédentes. à l'armée, on est sans renseignement précis sur leur situation, sans communications bien établies avec elles. Il importe qu'elles soient prises en main et actionnées de près et d'une façon suivie, que l'ordre y soit remis, si l'on veut en attendre une action efficace.

D'autre part, le commandant de la 4e armée me fait connaître son intention de suspendre, le lendemain 30 août, son mouvement de retraite pour être à même d'appuyer une attaque que la 3e armée compte prononcer à sa droite. Une pareille décision correspond bien à la mission retardatrice prescrite aux armées du centre ; elle se traduit par le maintien sur place, le 30 août, des arrières-gardes de la 4e armée. Je suis chargé d'en couvrir la gauche.

Or, dans la journée du 29, le 9e corps, qui forme la gauche du détachement d'armée, a été rejeté par l'ennemi au sud-est de la route de Mézières à Rethel.

Découverts, les ponts de Reithel sont à la merci de l'ennemi, péril d'autant plus grand que la 42e division d'infanterie est encore hors d'état d'intervenir de ce côté. Si la situation n'est pas rétablie, la sûreté de la 4e armée peut être des plus compromises. Pour parer à ce danger, ma première intention est de reconquérir les hauteurs au nord de l'Aisne, entre Attigny et Reithel, et d'y établir le détachement d'armée pour interdire à l'ennemi, dans la journée du 30, les routes de Mézières à Reithel et à Attigny. Je donne aussitôt mes ordres en conséquence.

Mais, au matin du 30, à mon poste de commandement de la mairie d'Attigny, j'apprends que, par suite de retards de transmission, ou de la pression de l'ennemi, ces ordres n'ont pu être exécutés, ce qui témoigne d'un certain désarroi dans le commandement de nos troupes, en même temps que d'une poursuite énergique de la part de l'ennemi.

Celui-ci ne tarde pas d'ailleurs à prononcer, sur les deux ailes du détachement d'armée, de très fortes attaques débordantes, dont les progrès m'obligent à prescrire, à 16 h. 30, le repli de toutes mes forces au sud de l'Aisne, entre Reithel et Attigny. Le mouvement s'exécute sans trop de difficultés, en dépit de la fatigue des troupes.

En fait, tandis que la 4e armée française, engagée et arrêtée les jours précédents, dans sa marche à travers l'Ardenne, par la 1ve armée allemande, s'était mise en retraite pour passer sur la rive gauche de la Meuse, puis s'était arrêtée pour en disputer à l'ennemi le passage, elle avait été débordée et manoeuvrée par une autre armée allemande, la IIIe, qui, après avoir franchi la Meuse à Dinant, avait attaqué sa gauche le 28 à Signy-L'Abbaye. Depuis plusieurs jours d'ailleurs, l'espace s'était agrandi entre la 4e armée française et la 5e armée manoeuvrant à sa gauche et se repliant derrière l'Oise. Il était de 30 à 40 kilomètres, le 29 août. Comme conséquence, la IIIe armée allemande n'avait pas rencontré d'obstacles à sa marche en avant, et, faisant preuve d'une incontestable activité, elle commençait à déborder largement la gauche de notre 4e armée.

C'est à ce danger que mon détachement d'armée devait faire face. Mais, pressé par la droite de la 1ve armée allemande qui avait débouché de Mézières, et devancé à Novion-Porcien par de forts détachements de la IIIe, il risquait d'être coupé de l'Aisne de Reithel.

C'est au milieu de ces difficultés que j'avais pris le commandement et que s'était constitué mon détachement d'armée, dans la journée du 30, sous le canon de l'ennemi. Il était parvenu à franchir l'Aisne dans la soirée, sans aucun désordre, mais non sans fatigues. à partir de ce moment, il était en bonne condition pour couvrir la gauche de notre 4e armée. Toutefois, séparé par plusieurs dizaines de kilomètres de notre 5e armée parvenue à l'Oise, il avait toujours à redouter de se voir débordé et tourné sur sa gauche. Une autre de mes préoccupations était de remettre de l'ordre et de la cohésion dans le détachement d'armée. Les régiments avaient perdu, dans les combats engagés, un grand nombre de leurs officiers, il fallait au plus tôt réorganiser le commandement, des compagnies notamment. Sans cela, de vaillants soldats, tels que les bretons du 11e corps en particulier, erraient à l'aventure, incapables de toute action, faute de direction.

En fait également, les divisions de réserve, brusquement engagées dans la bataille, avaient montré un manque de solidité dû à leur formation récente. Je décidais de les faire passer en réserve pour les soustraire aux émotions de la première ligne et leur fournir, par une surveillance des plus actives, les moyens

de se reconstituer en corps bien tenus, dans les marches, les cantonnements, comme pour l'alimentation et le ravitaillement. Avec la discipline, l'ordre, les soins matériels régulièrement pris, viendraient progressivement la cohésion, le sentiment de la force dans la troupe, l'habitude et l'autorité du commandement chez les chefs.

Je prenais en même temps, dans ce but et pour toutes les troupes, des mesures visant à régulariser les mouvements des colonnes de trains et des convois, comme aussi à ressaisir et à réunir les isolés par tous les moyens possibles. Dès le 30, j'invitais les commandants de corps d'armée et de divisions de réserve, placés sous mes ordres, à faire effectuer sans retard dans les localités situées sur leurs derrières, par la gendarmerie et par des pelotons de cavalerie ou des détachements bien en main, des recherches destinées à grouper les isolés et à les ramener à leurs corps avec la dernière énergie. Le général commandant la 4e armée, poursuivant son projet de battre les forces ennemies qui ont franchi la Meuse en aval de Stenay, compte, dans la journée du 31, reprendre l'offensive vers le nord avec le gros de ses forces, soutenu à sa droite par la 3e armée.

De mon côté, instruit par les événements de la veille et désireux de soustraire mon détachement d'armée à la pression des forces ennemies et à l'enveloppement, tout en continuant à couvrir le flanc gauche de la 4e armée, je décide de me replier au sud de la Retourne. Ce dispositif sera prolongé à gauche par l'entrée en ligne, aussi rapide que possible, de la 42e division d'infanterie. Il sera couvert vers l'Aisne par la 9e division de cavalerie. Dès le matin du 31, j'installe mon poste de commandement à Bétheniville. J'y apprendis que, pendant la nuit, a régné dans les troupes des 52e et 60e divisions de réserve une certaine confusion, due à un mélange d'hommes égarés, et je décide de ramener sans retard ces divisions derrière la Suippe pour être remises en main. Pendant la matinée, l'ennemi se montre peu pressant ; le répit ainsi gagné et la réunion prochaine de mon détachement dans la vallée de la Retourne me permettront d'organiser une certaine résistance sur la ligne de la Retourne. Dans l'après-midi, trois divisions allemandes prennent pied sur la rive sud de l'Aisne, sans inquiéter notre ligne de défense.

Mais, malgré ce calme sur son front, le détachement d'armée reste toujours menacé d'enveloppement sur sa gauche, où la liaison n'a pu encore être établie avec la 5e armée. Il risque également, à sa droite, d'être séparé de la 4e armée, si celle-ci s'attarde trop sur la rive est de l'Aisne. Le général en chef, se rendant compte de la situation difficile qui peut en résulter, téléphone à 18 h. 15 au commandant de la 4e armée :

Je désire avoir opinion personnelle du général Foch sur sa situation telle qu'elle lui paraît résulter de l'ensemble des dispositions de l'ennemi en face de lui. Peut-il tenir le coup et espérer succès ?

Transmettez-lui ce message, en le priant de répondre immédiatement.

Dès la communication de ce message, vers 19 h. 30, je me rendais au quartier général de la 4e armée, à Monthois, pour faire parvenir au général en chef mon avis sur la question posée. Il était formulé comme suit :

Le détachement d'armée aura de la peine à durer deux jours, à plus forte raison trois jours, en face de deux corps ennemis déjà reconnus et qui peuvent grossir :

1. En raison de la nature du terrain de Champagne, d'un parcours très facile, sans points d'appui sérieux, avec des bois perméables, sans lignes d'eau sérieuses ;
2. En raison de la faible artillerie du 9e corps ;
3. De la fatigue de la troupe. Il ne pourrait durer qu'en manoeuvrant en retraite sur un espace qui compromettrait sans doute la sûreté de la 4e armée.

Partageant cette manière de voir, le général en chef donne à la 4e armée l'ordre de se replier, couverte par le détachement d'armée. Il ajoute que :

Ce mouvement de repli prépare les opérations ultérieures ; il faut que tout le monde le sache et ne croie pas à une retraite forcée...

Je décide donc que, pour remplir sa mission, mon détachement d'armée tiendra fortement, dans la journée du 1er septembre, sur la ligne de la Retourne, et qu'une seconde position sera également organisée sur la ligne Arnes, Suippe, par les divisions de réserve.

La matinée du 1er septembre se passe dans un calme relatif. Aucune attaque sérieuse de l'ennemi ne s'est encore produite, lorsque arrive une communication de la 4e armée, faisant connaître que, suivant les instructions reçues du grand quartier général, cette armée continuera son mouvement de repli, après avoir franchi l'Aisne. Pour me conformer à ce mouvement, j'ordonne que le détachement d'armée viendra, en fin de journée, au sud de la ligne de l'Arnes et de la Suippe, les divisions de réserve au sud de la ligne Beine-Moronvilliers. La 9e division de cavalerie continuera à couvrir la gauche du détachement d'armée ; elle emploiera tous ses moyens pour retarder le mouvement des forces ennemies qui franchiraient l'Aisne dans la région de Neufchâtel.

Quand cet ordre parvient aux unités en ligne, le combat est engagé sur la Retourne. Néanmoins, le décrochage s'opère sans trop de difficultés, sous le couvert de fortes arrière-gardes, et, dans la nuit, le détachement d'armée a atteint ses nouvelles positions.

D'après les prisonniers capturés, les forces ennemies devant le détachement d'armée comprendraient les XIe et VIIIe corps d'armée prussiens, les XIXe et XIIe corps de réserve saxons, formant la IIIe armée sous les ordres du général Von Hausen. Mon quartier général vient à Sillery.

Le 2 septembre, la 4e armée, se bornant à réunir ses troupes en ordre en arrière du front Séchaut, Somme-Py, le détachement d'armée n'exécute que de faibles mouvements pour porter ses gros au sud de la ligne Moronvilliers, Reims. Il reprend sa liaison à gauche avec la 5e armée qui occupe le fort Saint-Thierry. Il est en communication avec les commandants des forts au nord de Reims, forts de Berru, de Fresnes et de Brimont, de manière à pouvoir, en cas de besoin, utiliser ces ouvrages avec des troupes et de l'artillerie de campagne. La 9e division de cavalerie, qui n'était plus utile à l'ouest, est reportée à l'est pour assurer la liaison avec la 4e armée.

Chaque jour écoulé m'avait permis de connaître davantage mes troupes et de comprendre leur état moral. Je n'avais pas assisté aux engagements auxquels elles avaient pris part en Belgique. Je commençais à saisir les impressions qu'elles en avaient rapportées.

Au 9e corps, la division marocaine avait été engagée plusieurs jours dans des combats particulièrement rudes. Elle y avait éprouvé des pertes sensibles, elle demandait surtout à être reconstituée. Elle avait toujours un admirable esprit militaire. La 17e division avait été moins éprouvée.

Au 11e corps, les épreuves violentes, de Maissin notamment, étaient encore présentes à l'esprit des soldats. Beaucoup d'officiers étaient restés sur le champ de bataille. Les troupes bretonnes demandaient constamment qu'on leur donnât au plus vite des chefs, pour les ramener au combat.

La 42e division, vigoureusement commandée, récemment arrivée d'ailleurs, et sans avoir eu à traverser d'aussi rudes épreuves, était en très bonne condition.

Les divisions de réserve, immédiatement engagées dans les difficultés et les émotions d'une action de plusieurs jours, avaient beaucoup peiné. Elles souffraient encore de l'inexpérience ou de l'âge avancé d'une partie de leurs officiers. Il y avait à les remonter comme à faire certains changements dans leur commandement.

Dans les derniers jours d'une retraite systématique, nous avons non seulement échappé aux étreintes de l'ennemi, mais nous avons entrepris de remettre de l'ordre dans les troupes, de resserrer les liens de la discipline. Après avoir reçu des renforts, nous nous étions efforcés de regrouper et de reconstituer les divisions de réserve en les tenant à distance des émotions de la première ligne. La situation tactique s'était en outre sensiblement améliorée grâce à la solidité et à la continuité rétablies dans notre front, grâce à la liaison maintenant assurée à gauche avec la 5e armée, comme à droite avec la 4e. Le sentiment général qui en résultait était celui de la confiance. Si la fatigue de tous était grande, causée par la sévérité des épreuves, des veilles et des marches, ou simplement par le sentiment toujours déprimant de la retraite, on pouvait déjà entrevoir qu'après quelques jours encore bien employés aux soins et à la remise en état des troupes, il serait possible de les relancer en bonne forme en avant par un demi-tour bien commandé et de tenter le sort des armes avec de sérieuses chances de succès. C'est dans ces conditions que nous trouvait le commencement de septembre.

Par contre, les espérances qu'on avait cru pouvoir former d'une reprise générale de l'offensive vers le 2 septembre avaient été renversées.

Le général en chef avait adressé, le 1er septembre, aux commandants d'armée les directives suivantes :

Malgré les succès tactiques obtenus par les 3e, 4e et 5e armées dans les régions de la Meuse et de Guise, le mouvement débordant effectué par l'ennemi sur l'aile gauche de la 5e armée, insuffisamment arrêté par les troupes anglaises et la 6e armée, oblige l'ensemble de notre dispositif à pivoter autour de sa droite. dès que la 5e armée aura échappé à la menace d'enveloppement prononcée sur sa gauche, l'ensemble des 3e, 4e et 5e armées reprendra l'offensive.

Le mouvement de repli peut conduire les armées à se retirer pendant un certain temps dans la direction générale nord-sud.

La 5e armée, à l'aile marchante, ne doit en aucun cas laisser l'ennemi saisir sa gauche ; les autres armées, moins pressées dans l'exécution de leur mouvement, pourront s'arrêter, faire face à l'ennemi et saisir toute occasion favorable pour lui infliger un échec. L'instruction indiquait ensuite la limite à

envisager pour le mouvement de recul, sans que cette indication impliquât que cette limite dût être forcément atteinte. C'était pour la 4e armée l'Ornain et l'Aube dans la région d'Arreis-Sur-Aube.

À la date du 1er septembre, le général en chef estimait donc encore nécessaire de continuer la retraite. Nous n'avions qu'à entrer dans ses vues, en profitant du répit qui nous était accordé pour préparer encore les troupes au combat. Dans les journées qui suivent, les mouvements de retraite vers le sud s'exécutent sans être inquiétés par l'ennemi.

En fin de journée du 3, le détachement d'armée a ses forces échelonnées entre la Marne et la Vesle, son quartier général à Tours-Sur-Marne. Le 4, il a ses gros de part et d'autre de la grand'route Châlons-Bergères-Étoges, son quartier général à Fère-Champenoise.

Dans la matinée, le mouvement des troupes et des convois a été considérablement entravé par les colonnes d'émigrants qui encombrant les routes et se grossissent, à mesure que nous reculons, des habitants des régions abandonnées. Pour éviter que de pareils faits se reproduisent à l'avenir, et pour permettre en outre le ravitaillement des troupes, je prescris, à mon passage à Vertus, vers 12 heures, que, sur le front de marche du détachement d'armée, les émigrants seront tenus hors des routes de marche, sauf de 15 heures à 24 heures, période pendant laquelle ils seront autorisés à les utiliser.

À partir du 5 septembre, le détachement ayant reçu les services d'armée, dont l'absence l'avait réduit jusqu'alors à dépendre de la 4e armée, est formé dorénavant en une armée autonome, la 9e, qui se renforce de la 18e division d'infanterie (du 9e corps d'armée) laissée provisoirement en Lorraine après le 20 août.

Le mouvement, prévu pour la 9e armée dans la journée du 5 septembre, devait amener les arrière-gardes dans le voisinage de la ligne Sommesous, Fère-Champenoise, Sézanne. Mais de nouvelles instructions ont été reçues du grand quartier général dès le matin. Le mouvement général de retraite sera arrêté, l'offensive reprise.

Le général en chef a écrit en effet :

Il convient de profiter de la situation aventureuse de la 9e armée allemande pour concentrer sur elle les efforts des armées alliées d'extrême gauche.

Toutes dispositions seront prises dans la journée du 5 septembre en vue de partir à l'attaque le 6. Le dispositif à réaliser pour le 5 septembre au soir serait :

c) la 5e armée, resserrant légèrement sur sa gauche, s'établira sur le front général Courtacon, Esternay, Sézanne, prête à attaquer en direction générale sud-nord

d) la 9e armée (général Foch) couvrira la droite de la 5e armée en tenant les débouchés sud des marais de Saint-Gond et en portant une partie de ses forces sur le plateau nord de Sézanne.

L'offensive sera prise par ces différentes armées le 6 septembre dès le matin.

Cette instruction me parvient dans la nuit du 4 au 5. Il s'agit dès lors pour moi d'arrêter au plus tôt la marche que la 9e armée devait exécuter le 5 dans le sens de la retraite, et d'éviter aux colonnes, par une trop grande avance vers le sud, de quitter le champ de bataille que nous avons intérêt à prendre. En conséquence, j'ordonne le 5 septembre à 5 heures :

Le 11e corps d'armée, se liant à gauche avec le 9e corps d'armée, dont les arrière-gardes seront sur la ligne Aulnay-Aux-Planches, Morains-Le-Petit, écury, arrêtera le gros de ses colonnes au sud de la Somme.

Le 9e corps d'armée limitera son mouvement de manière qu'aucun élément combattant ne dépasse au sud la ligne Connantre, Euvy. Il maintiendra ses arrière-gardes sur la ligne Aulnay-Aux-Planches, Morains-Le-Petit, Écury.

La 42e division d'infanterie arrêtera son mouvement de manière qu'aucun élément combattant ne se trouve au sud de la ligne Allemant, Fère-Champenoise. Elle tiendra les débouchés des marais de Saint-Gond entre Bannes et Oyes.

Les 52e et 60e divisions de réserve, respectivement rattachées aux 9e et 11e corps d'armée, seront maintenues en arrière. la 9e division de cavalerie couvrira à droite le dispositif de l'armée, dont le front sera sensiblement marqué par la ligne des marais de Saint-Gond et le cours de la Somme entre Écury et Sommesous.

Le mouvement de retraite prévu pour la journée du 5, s'il eût été pleinement exécuté, plaçait, le 6, la 9e armée dans une situation défavorable pour engager la bataille avec de simples avant-gardes à Sommesous, Fère-Champenoise et Sézanne, et après l'abandon des rares obstacles que lui fournissaient la Champagne, la Somme, les marais de Saint-Gond et la région boisée qui les prolonge. Dût-elle par le fait se trouver en avant des armées voisines, la 4e à sa droite, la 5e à sa gauche, il importait avant tout de l'accrocher aussi solidement que possible à ce terrain encore pourvu d'obstacles, d'arrêter par suite ses gros à proximité de ces obstacles : Somme, marais de Saint-Gond et région boisée à l'ouest. C'est à cela que tendaient mes instructions du 5, 5 heures. Elles étaient aussitôt portées aux corps d'armée et divisions par des officiers de liaison. Il s'agissait ensuite de compléter les dispositions ci-dessus, de préparer la bataille du lendemain, en particulier par des mesures qui permettraient, en entrant dans les vues du général en chef, d'appuyer efficacement une offensive heureuse de la 5e armée. Une avance de celle-ci au nord de Sézanne risquerait d'être mise en mauvaise posture par une artillerie ennemie en position sur les hauteurs nord des marais de Saint-Gond. Il convient donc, dans ce but, de rester maître de ces hauteurs. Aussi j'ordonnais à 9 h. 30 :

En vue de couvrir la droite de la 5e armée, dont le 10e corps d'armée attaquera demain en direction générale Sézanne, Montmirail et à l'ouest :

- la 42e division d'infanterie fera tenir ce soir par une forte avant-garde le front la Villeneuve-Les-Charleville, Soizy-Aux-Bois et disposera son stationnement de manière à pouvoir agir demain en direction La Villeneuve-Les-Charleville, Vauxchamp (l'avant-garde du 10e corps d'armée sera ce soir aux Essarts-Lez-Sézanne) ;

- le 9e corps d'armée fera occuper de même Congy et Toulon-La-Montagne, et disposera son stationnement en vue de pouvoir agir demain matin par Baye et par Étoges...

Après avoir donné ces ordres dans la matinée à Fère-Champenoise et y avoir vu le général commandant le 9e corps d'armée, je transportai mon quartier général à Plancy. Il s'agissait maintenant de prévoir et d'organiser la bataille qui allait résulter, le 6, pour la 9e armée, de l'instruction du général en chef. J'avais, avec la 9e armée, à couvrir la droite de la 5e armée lancée à l'attaque, et à tenir pour cela les débouchés sud des marais de Saint-Gond, comme aussi à porter une partie de mes forces sur le plateau de Sézanne.

Le terrain sur lequel la 9e armée allait se battre offre des caractères particuliers. C'est d'abord un obstacle de seize kilomètres de longueur, le marais de Saint-Gond, tendu de l'est à l'ouest. Sa largeur varie de un à quatre kilomètres. Il n'est guère franchissable en dehors des routes. Il y en a quatre qui le traversent du nord au sud. Sur la rive nord, le terrain se relève rapidement et fortement pour dominer le marais de cent cinquante mètres à Congy, de cent mètres à Toulon-La-Montagne. Sur la rive sud, il s'élève faiblement et beaucoup plus lentement, sauf au mont Août, sentinelle isolée, et vers l'extrémité ouest du marais, aux environs de Mondement et d'Allemant. Là, c'est la falaise de Sézanne, barrant la plaine champenoise du sud au nord, la dominant de quatre-vingts mètres environ et enserrant l'extrémité ouest du marais au point de n'en laisser couler les eaux que par l'étroite vallée du Petit-Morin. C'est une région tourmentée, couverte de grands bois, à vues limitées, sauf à Mondement, réduit et belvédère d'un ensemble favorable à la défensive. Par contre, tout le terrain enveloppant l'extrémité est du marais se présente très au loin avec les caractères bien connus de la Champagne Pouilleuse, de vastes plaines crayeuses, faiblement ondulées, aux horizons étendus, d'un parcours très facile, avec de maigres récoltes principalement d'avoine, des bois de pins clairsemés et peu élevés, des ruisseaux presque à sec, des villages en bois destinés à flamber facilement sous le feu de l'artillerie ; au total, un pays sans obstacles, sans abris, sans points d'appui pour les troupes, peu favorable par suite à la défensive que nous étions tenus d'y pratiquer. La ligne de la Somme-Soude, sur laquelle nous assoirons tout d'abord notre tactique défensive, n'évite pas les faiblesses signalées plus haut, et la ville de Fère-Champenoise, qui, par son étendue et la construction solide de ses habitations, offre plus de consistance que les autres localités de la région, est encore d'un abordage facile à l'assaillant. Faute de mieux, il faudra nous contenter de ces moyens précaires.

En définitive, la 9e armée, dans son rôle de protection de la 5e, dispose d'un terrain favorable à la défensive au centre de son front, correspondant aux marais de Saint-Gond ; j'y affecte le moins de monde possible, une partie du 9e corps, pour une étendue de quinze kilomètres environ, de Oyes à Bannes. Sa gauche doit appuyer et favoriser l'offensive de la 5e armée. Elle sera formée de la 42e division d'infanterie, des avant-gardes que le 9e corps a dû, par mon ordre de 9 h. 30, pousser le plus tôt possible sur les hauteurs au nord du marais, et des réserves qu'il doit préparer en vue d'agir par la route de Champaubert. Par contre, à la partie orientale du front, le terrain se présente sans valeur défensive, comme on l'a vu. Je suis amené à y consacrer beaucoup de forces. L'ensemble du 11e corps y sera affecté ; il aura à tenir le front de Morains-Le-Petit à Lenharrée, tout d'abord en s'établissant défensivement sur la ligne de la Somme. Telle était la disposition générale de mon armée sur un front qui allait dépasser trente-cinq kilomètres.

Après avoir pris ces dispositions, bien des inquiétudes me tenaient encore au sujet de ma droite arrêtée à Lenharrée et de son manque de liaison avec la 4e armée, dont la gauche se trouvait à Vitry-Le-François. De Lenharrée à Vitry-Le-François s'étendaient trente-six kilomètres de notre Champagne au parcours des plus faciles. La 9e division de cavalerie, qui me restait seule disponible, ne pouvait évidemment que surveiller cette vaste étendue et y ralentir les mouvements importants de l'ennemi, mais non les arrêter. C'était là un espace ouvert aux entreprises de l'adversaire et par lequel il pouvait en particulier déborder et envelopper mon aile droite.

La 4e armée française me faisait dire, d'ailleurs, le même soir **que, devant lier son action à celle de la 3e, il lui était impossible d'appuyer la droite de la 9e armée contre les forces ennemies pouvant déboucher de Châlons en direction d'Arcis**. Et le trou entre nos deux armées allait rester béant. Personne ne se dissimulait la gravité de l'action que nous engagions ainsi, dans des conditions encore incomplètement établies. La partie devait être décisive pour le salut du pays. De quels efforts et de quelle entente tous, chefs et soldats, n'allaient-ils pas se montrer capables dans le détail, pour assurer l'issue de la vaste entreprise, le succès de l'ensemble !

Chapitre II — La bataille de la Marne.

Journée du 6 septembre : de la gauche à la droite, la bataille s'engage sur tout le front de la 9e armée, qui maintient ses positions dans leur ensemble. – journée du 7 septembre : les attaques ennemies continuent ; la gauche et le centre tiennent, à droite le 11e corps fléchit. – journée du 8 septembre : les attaques redoublent de violence ; grave échec du 11e corps ; les autres tiennent ; la gauche gagne un peu de terrain. – journée du 9 septembre : concours de la 5e armée qui permet de relever la 42e division ; assauts violents et répétés des allemands ; la division marocaine perd et reprend Mondement ; manoeuvre de la 42e division ; fin victorieuse de la bataille.

Après avoir passé la nuit à Plancy, j'installe mon poste de commandement, dès la matinée du 6, à Pleurs. L'occupation des postes avancés sur la rive nord des marais de Saint-Gond, que j'avais ordonnée dans la matinée de la veille, a bien été réalisée à Toulon-La-Montagne et Vert-La-Gravelle par la 17e division. Mais la division marocaine, chargée d'occuper Congy, n'a pu mettre la main sur cette localité déjà tenue par l'ennemi, et quand, à trois heures du matin, elle a repris avec la brigade Blondlat l'attaque de ce village, l'ennemi y est déjà solidement retranché. Tout progrès lui est interdit. En réalité, des forces, appartenant à une armée allemande autre que celle qui me suivait directement, étaient entrées en scène. La IIe armée ennemie, marchant rapidement sur les traces de la 5e armée française, avait atteint la veille à midi la ligne Montmirail, Vertus. L'avance de son mouvement lui avait permis de prendre immédiatement possession, dès son arrivée, de certains points, notamment de Congy, que j'avais visés.

Mais en outre, et dès la matinée du 6, cette armée partait à l'attaque, s'engageant dans une offensive puissamment montée, que sa forte artillerie allait rendre particulièrement violente. Ma 9e armée recevait tout d'abord les effets de cette entreprise de la IIe armée allemande. La brigade Blondlat, après son échec sur Congy, essaie de se maintenir sur la rive nord des marais. Mais, devant la violence de l'attaque ennemie et la puissance de son canon, elle doit bientôt se replier et passer finalement au sud. Plus heureux, le 135e régiment d'infanterie de la 17e division a occupé Toulon-La-Montagne ; mais, bientôt découvert sur sa gauche par le repli de la brigade Blondlat, il est violemment abordé et rejeté également au sud des Marais. En vain le 77e régiment est-il lancé sur Toulon. Tombant sous de puissants barrages d'artillerie, il se heurte bientôt à un adversaire déjà solidement installé. Sa situation devient rapidement critique et il ne peut y échapper qu'en se retirant sur Bannes. Toute possibilité d'agir au nord des marais est interdite au 9e corps dès la fin de la matinée. Dans ces conditions, je le rappelle à midi à l'exécution de sa tâche fondamentale, lui écrivant :

Il faut que le 9e corps sache prendre une attitude et une position défensives indiscutables, dans la soirée d'aujourd'hui, qui arrêtent tous les progrès de l'ennemi devant lui vers le sud.

Il faut également qu'il maintienne une liaison étroite, absolue, indiscutable, avec la 42e division et avec le 11e corps.

La consommation et l'emploi des troupes doivent être réglés pour obtenir sans discussion des résultats ci-dessus.

Que le 9e corps prenne toutes les dispositions pour tenir sur la rive sud des marais de Saint-Gond contre un bombardement qui est à prévoir, dans la soirée, des hauteurs de Toulon et de Congy.

Le 9e corps s'établit en conséquence au sud des marais, sans pouvoir empêcher cependant l'adversaire, qui poursuit jusqu'au soir ses violents efforts, d'aborder Bannes. L'ennemi fait affluer à travers le marais d'importantes forces, notamment de la garde, mais il n'en peut déboucher, pris sous le tir précis des batteries de la 17e division. Notre 75, vigoureusement conduit, brisera dans cette région ses entreprises pendant plusieurs jours et jusqu'à la fin de la bataille. À la nuit tombante, les allemands sont donc sur la rive sud des marais. En face d'eux sont retranchés la 17e division et la division marocaine. La 52e division de réserve est en deuxième ligne dans la région mont-Août, Fère-Champenoise, tenant sous son feu les débouchés des marais. Pendant que ces événements se déroulent au centre, la gauche et la droite de la 9e armée ne sont pas moins violemment engagées. à gauche, la 42e division s'est établie, dans l'après-midi du 5, dans la région de Mondement et a poussé ses avant-postes sur la ligne La Villeneuve-Les-Charleville, Soizy-Aux-Bois, Saint-Prix, qu'il lui a fallu conquérir de haute lutte.

Le 6, dès les premières heures du jour, les reconnaissances font connaître que l'ennemi occupe en forces la région Baye, Saint-Prix, Corfélix. Son artillerie ne tarde pas à entrer en action ; elle canonne le plateau de la Villeneuve, et le bois des Grandes-Garennes que le 162e a occupé vers 8 heures. Bientôt les allemands passent à l'attaque sur tout le front de la 42e division. Des combats acharnés se livrent toute la journée autour du bois de La Branle et de La Villeneuve ; ce village est pris et repris trois fois. Au soir, l'action du 10e corps d'armée, droite de la 5e armée, qui s'empare de Charleville, dégage la gauche de la 42e division et lui permet d'assurer la possession de La Villeneuve.

Par sa droite, cette division est engagée dans une lutte non moins violente. Après avoir repoussé plusieurs attaques allemandes sur le bois des Grandes-Garennes, le 162e en est rejeté vers 11 heures, et, fortement éprouvé, se replie sur la lisière nord du bois de Saint-Gond, dont il entreprend la défense.

Pour rétablir la situation de ce côté, la division marocaine reçoit l'ordre du général Dubois, commandant le 9e corps, d'attaquer immédiatement sur Saint-Prix : deux bataillons de tirailleurs sont chargés de cette attaque. En liaison avec le 162e, ces bataillons, sous les feux violents de l'artillerie adverse, s'emparent de la ferme Montalard, mais ils ne peuvent pousser au delà. Vers 18 h. 30, le combat s'arrête sur le front de la 42e division. Au prix de pertes sérieuses et grâce à son héroïque résistance, cette division a brisé, dans l'ensemble, les efforts répétés et puissants de l'ennemi. à la nuit tombante, elle maintient l'occupation de sa ligne. à la droite de l'armée, le 11e corps a également affaire à forte partie. Établi sur la Somme, de Morains-Le-Petit à Lenharrée puis à Haussimont, il a à remplir un rôle important de protection. C'est le flanc droit de l'armée qu'il doit couvrir, en particulier contre les forces allemandes venant de la région de Châlons.

Ses 21e et 22e divisions sont établies sur la rivière, l'une entre Morains-Le-Petit et Normée, l'autre en amont de Normée. La 60e division de réserve est en deuxième ligne dans la région de Montépreux, Semoine, Herbisse.

Dès le matin, l'ennemi prend le contact de la ligne de défense de la Somme et en prépare l'attaque. à 10 heures, la canonnade est extrêmement violente dans la

région Morains, Écury, et elle gagne progressivement vers le sud. à 11 heures, tout le front du 11e corps est soumis à un bombardement intense. Vers midi, les allemands déclenchent les attaques d'infanterie. Ils s'emparent de Normée et d'Écury. Les défenseurs de Morains, se sentant isolés et menacés d'être tournés, perdent la localité. À droite, Vassimont et Haussimont tombent aux mains de l'ennemi. À 17 heures, la ligne de la Somme est perdue, sauf Lenharrée qui tient bon. Le commandant du 11e corps prescrit de la reconquérir par une offensive générale. Vassimont et Haussimont sont réoccupées, mais, à gauche, la 21e division exténuée est hors d'état de reprendre l'attaque. Normée, Écury, Morains, restent au pouvoir de l'ennemi, et on se borne de ce côté à lui en interdire les débouchés.

En résumé, au soir de la première journée de bataille, la 9e armée a été soumise sur tout son front à une violente attaque, dont le terrain découvert à l'est a facilité la marche. Malgré cela, à gauche, la liaison avec la 5e armée est bien assurée, et les efforts de l'ennemi ont été dans l'ensemble tenus en échec par la 42e division. Au centre, le 9e corps a perdu les postes avancés du nord des marais, mais il maintient solidement la ligne de résistance au sud. à droite, le 11e corps a subi un léger fléchissement, et sa situation mérite d'autant plus de retenir l'attention que le terrain lui offre peu de moyens de résistance ou de points d'appui, et que son flanc droit est complètement en l'air. Pour y porter remède, la 18e division, réunie aussitôt débarquée dans la région Semoine, Villiers-Herbisse, est mise à la disposition du général commandant le 11e corps. Elle constitue un appoint important qui peut lui permettre, non seulement de rétablir sa situation, mais encore de remplir la mission offensive à laquelle je la destine le lendemain. Quant à la 9e division de cavalerie, elle a dû se replier le soir vers Mailly.

La journée a été rude, mais la 9e armée a rempli sa tâche. Elle a subi une violente attaque, elle a eu sur les bras une grande partie de la IIe armée allemande, notamment le Xe corps dans la région de Saint-Prix, et le corps de la garde à Bannes, Morains-Le-Petit et Normée. Sur la Somme, de Normée, Lenharrée, à Sommesous, elle a reçu le choc de l'aile droite de la IIIe armée allemande, dont l'aile gauche compromet sa liaison avec la 4e armée française. Heureusement, les nouvelles parvenues des autres parties du front sont particulièrement réconfortantes. Dès 13 h. 30, le 10e corps de la 5e armée a fait connaître que cette armée n'avait plus d'ennemis devant elle et que les allemands se retiraient sur Montmirail. Dans la soirée, nous apprenons que les autres corps de la 5e armée poursuivent une offensive heureuse et que la 6e armée soutient, à l'ouest de l'Ourcq, une bataille dont l'issue est jusqu'à présent couronnée de succès.

Appuyer les progrès de la 5e armée en l'aidant d'une offensive à l'ouest des marais, en tout cas arrêter à tout prix l'adversaire en Champagne, dans les plaines de Fère-Champenoise, de Sommesous, de Sompuis, pour couvrir le flanc droit de nos armées de l'ouest lancées à l'attaque, comme aussi assurer la liaison avec nos armées de l'est, dont la gauche, 4e armée, s'appuyait à Vitry-Le-François, telle est la tâche de dévouement et de sacrifice que j'envisage pour mon armée, dans la journée du 7. Rentré à mon quartier général de Plancy, j'ordonne en conséquence que, dans la journée du 7, le front actuellement tenu continuera d'être défendu en tout état de cause :

Par le 9e corps sur la rive sud des marais de Saint-Gond ; par le 11e corps à Morains-Le-Petit et sur la vallée de la Somme, d'Écury-Le-

Repos à Haussimont. À la gauche de l'armée, la 42^e division attaquera en liaison avec le 10^e corps dans les mêmes conditions que la veille, tandis qu'à droite, le 11^e corps, après s'être emparé des hauteurs au sud de Clamanges et du village de Clamanges, se portera en direction de Pierre-Morains, Colligny, mont-Aimé, Le 9^e corps se tenant prêt à le soutenir en débouchant vers Aulnizeux et Vert-La-Gravelle. La 18^e division restera tout d'abord en réserve d'armée dans la région d'Euivy. La 9^e division de cavalerie couvrira la droite de la 9^e armée, en surveillant les directions de Vitry et de Châlons et en cherchant à se lier, par un détachement, dans le camp de Mailly, avec la gauche de la 4^e armée.

De ce côté se présente évidemment un point particulièrement dangereux. La 4^e armée est engagée dans une bataille défensive violente. Une brèche de trente kilomètres continue de rester ouverte entre sa gauche et la droite de la 9^e armée, et le général De Langle fait connaître que ce vide ne pourra être partiellement réduit que le 8, par l'entrée en ligne d'un nouveau corps d'armée, le 21^e. à quelles surprises devons-nous nous attendre ? Dans ces conditions il apparaît que la situation, particulièrement tendue déjà de la 9^e armée, doit être maintenue à tout prix. Ce résultat va exiger de la part des exécutants de l'énergie et de l'activité. J'y fais un pressant appel en vue **d'étendre et de maintenir d'une façon indiscutable les résultats obtenus sur un ennemi fortement éprouvé et aventuré.**

Afin d'assurer à notre action une durée qui peut comporter plusieurs jours, je prescris au commandement une conduite méthodique des attaques : engager l'infanterie en faible proportion, l'artillerie sans compter, et transformer immédiatement toute occupation en organisation défensive, est la tactique à pratiquer. De son côté, l'ennemi qui voit l'ensemble de ses forces arrêté, avec son aile droite en mauvaise posture sur l'Ourcq et son aile gauche immobilisée en Lorraine, est résolu à frapper un coup décisif par son centre. C'est la seule chance qui lui reste d'arracher une victoire, dont les probabilités se sont singulièrement éloignées pour lui depuis quarante-huit heures. Il y engage tout ce qu'il lui reste de forces dans la région. Le poids de son effort va porter sur les 4^e et 9^e armées françaises. Il entend les mettre définitivement hors de cause, ou au moins les séparer l'une de l'autre, et se précipiter par la brèche ainsi faite. Devant la 9^e armée, cet effort va se traduire par des offensives extrêmement violentes, menées de part et d'autre des marais de Saint-Gond, dans les directions même que j'ai assignées aux attaques des 42^e division et 11^e corps. Les journées des 7, 8 et 9 septembre vont témoigner de l'acharnement de la lutte, pour aboutir en fin de compte à la défaite allemande. Le 7, dès les premières heures, le combat reprend sur toute la ligne.

À gauche, la 42^e division, qui se porte en avant, et la division marocaine sont violemment attaquées sur tout leur front. La Villeneuve, enlevée par l'ennemi, est reprise peu après par le 151^e. Vers 10 h. 15, le 162^e est rejeté de Soizy et des bois de Saint-Gond jusqu'à hauteur de la route de Montgivroux. De son côté, la division marocaine, ayant perdu la ferme Montalard et Oyes, s'est repliée sur la crête au nord de Mondement. Pour répondre au danger qui en résulte, je multiplie mes appels au 9^e corps en lui rappelant que sa mission principale reste, de ce côté, la même : maintenir la liaison avec la 42^e division et arrêter à tout prix le débouché ennemi par Saint-Prix. J'appelle en même temps son attention sur la grande croupe en arrière de Mondement, qui devrait déjà être occupée par la division de réserve. D'autre part, le commandant de la 5^e armée, qui a déjà

fait connaître que les forces allemandes battent en retraite devant lui, donne à son 10e corps l'ordre de s'engager, de façon à enrayer l'offensive ennemie sur la gauche de la 9e armée. Vers 17 heures, la 42e division et la division marocaine, renforcées par des troupes réservées du 9e corps, repartent à l'attaque en vue de reconquérir Soizy, le bois de Saint-Gond et Saint-Prix. Cette attaque est accueillie par des feux violents partant des tranchées que l'ennemi a déjà établies entre le bois de Saint-Gond et Montgivroux. Un combat acharné se déroule, notamment à l'intérieur du bois de La Banle. S'il ne réussit pas à rétablir la situation, du moins arrête-t-il la progression ennemie sur cette partie du champ de bataille.

Vers 18 heures, à l'heure où cesse la lutte, nous tenons la partie sud du bois de la Branle et la route de Montgivroux, quelques éléments sont même dans le bois de Saint-Gond. Par contre, en fin de journée, La Villeneuve est de nouveau enlevée par l'ennemi. Au centre de l'armée, sur la rive sud des marais de Saint-Gond, on s'est tenu de part et d'autre sur la défensive, et la journée n'a été marquée de ce côté que par des actions d'artillerie parfois assez vives. À la droite, la lutte revêt dès le matin un caractère violent. À 8 heures, le 11e corps est violemment attaqué sur tout son front, en particulier vers Lenharrée. Peu après, des forces ennemies importantes débouchent de Morains-Le-Petit et d'Écurey-Le-Repos ; la 21e division se maintient avec peine sous le choc, malgré l'appui que lui prête l'artillerie de la 17e division. Cette situation critique peut devenir rapidement très grave. On sent qu'une défaillance est sur le point de se produire ; elle aurait des conséquences incalculables, à l'heure même où l'aile droite des armées allemandes cède sous les coups victorieux de nos armées d'aile gauche.

De même que, dans la région de Mondement, les efforts de l'ennemi ont été neutralisés par l'attitude agressive de la 42e division et de la division marocaine, de même ce n'est qu'en attaquant nous-mêmes sur le front de la Somme que nous pouvons avoir des chances d'enrayer les progrès des troupes allemandes devant le 11e corps. Pénétré de cette nécessité, et persuadé que seul un changement d'attitude du 11e corps rétablira la situation, je prescris :

Devant l'aile gauche de l'armée, l'ennemi semble céder. Le 11e corps, assurant l'occupation de la Somme à Écurey, Normée et Lenharrée, et disposant d'une brigade de la 18e division, attaquera de suite avec cette brigade de Normée sur Clamanges, et avec la 22e division le mamelon sud-est de Pierre-Morains et Pierre-Morains.

Cette nécessité de maintenir à tout prix la situation de ce côté, comme aussi d'arrêter les progrès de l'ennemi dans l'espace libre qui nous sépare de la 4e armée, répond entièrement à la conduite générale de la bataille que le général en chef fait connaître à nouveau par message téléphoné de 17 h. 15. Il faut tout au moins durer jusqu'à ce que la 4e armée puisse venir dégager la droite de la 9e, comme le général De Langle a été invité à le faire, lorsque le succès tactique à assurer tout d'abord, dans la région où son armée est engagée, aura été obtenu.

Cependant l'attaque prescrite au 11e corps n'a pas lieu en raison des actions ennemies très sérieuses sur Lenharrée et sur Vassimont, qui viennent d'être enlevés par les allemands. Le 11e corps se contente de maintenir la 21e et la 22e divisions sur leurs positions, jalonnées sensiblement par les bois au sud de Morains-Le-Petit et la voie ferrée de Sommesous, Fère-Champenoise. L'inexécution par le 11e corps de l'attaque prescrite aurait pu entraîner des

conséquences redoutables, si l'ennemi avait poursuivi ses entreprises. Mais il est arrêté par une intervention heureuse du 9e corps, qui vient à point dégager la gauche du 11e. C'est, vers 16 h. 30, un régiment de la 17e division, le 90e, qui contre-attaque en direction d'Aulnay-Aux-Planches et d'Aulnizeux et réussit à s'emparer de ce dernier village, que les allemands reprennent du reste peu après. Malgré tout, cette action opportune dégage la gauche du 11e corps et apporte, tout au moins momentanément, un soulagement indispensable à ce corps d'armée. À mon extrême droite, la 9e division de cavalerie, après avoir repris Sommesous un moment occupé par l'ennemi, peut tenir avec son gros dans la zone Mailly, Villiers-Herbisse.

La 18e division, y compris la brigade mise à la disposition du 11e corps, reste encore disponible en deuxième ligne, dans les bois de part et d'autre de la route de Normée, Fère-Champenoise. Quant à la 60e division de réserve, elle est installée en situation défensive sur le plateau de Montépreux. Le bilan de la journée du 7 ressemblait à celui de la veille. La gauche de la 9e armée, grâce à la ténacité de ses efforts, avait enrayé les progrès de l'adversaire ; le centre s'était maintenu sur ses positions ; la droite, de nouveau, avait fléchi et perdu définitivement la ligne de défense de la Somme. C'est dans cette situation branlante qu'il nous faut poursuivre la bataille et attendre une décision des progrès de notre 4e armée, dont l'aile gauche est encore à plusieurs dizaines de kilomètres de notre droite.

La tâche de la 9e armée reste donc la même pour la journée du lendemain 8, et, par suite, je maintiens les instructions déjà données. J'y ajoute [de faire dès la pointe du jour des reconnaissances sur tout le front en vue de déterminer les points encore occupés par l'ennemi](#). Les renseignements reçus montrent les allemands en pleine retraite devant les armées alliées de gauche, y compris la majeure partie de la 5e armée, et il est important de s'informer si leur mouvement de repli va s'étendre plus à l'est. En réalité, il n'en sera pas ainsi. Les journées des 8 et 9 septembre vont, au contraire, marquer le point culminant de la ruée adverse sur tout le front de la 9e armée.

Le 8, avant le lever du jour, le 11e corps subit une attaque des plus violentes. Profitant de la nuit pour s'approcher de nos lignes, sans subir le feu de notre artillerie, l'ennemi a formé ses masses d'attaque à quelques centaines de mètres de notre infanterie, et brusquement, à 4 h. 30, encore dans la nuit, sans préparation d'artillerie, il les lance au sud de Morains-Le-Petit et d'Écury-Le-Repos. La 21e division, gauche de notre 11e corps d'armée, reflue sur Fère-Champenoise, entraînant dans son mouvement désordonné une partie de la 52e division de réserve et de la 18e division. La 22e division lâche pied de son côté dans la région de Lenharrée. Le général commandant le corps d'armée s'efforce de rallier ses troupes, et ne parvient à les arrêter que sur les hauteurs au sud de Fère-Champenoise, tandis que la 18e division se reforme au sud de Connantray.

Informé à mon poste de commandement de Pleurs de ces graves événements, j'ordonne au 11e corps de réoccuper et de maintenir à tout prix Fère-Champenoise ; c'est le seul point d'appui sérieux que fournit la région, et, dans ce but, je mets toute la 18e division à sa disposition. à la condition d'agir sans retard avec une réserve intacte, et avant que l'ennemi ne l'ait organisé et occupé méthodiquement, nous pouvons le reprendre et y amarrer les lignes encore flottantes du 11e corps. J'ordonne en même temps au 9e corps de se lier avec lui vers cette localité, et d'entreprendre sans retard une action commune pour rejeter l'ennemi venant de Morains-Le-Petit. D'autre part, je fais appel aux

armées voisines. La 4e armée ne peut-elle aider la droite de la 9e, notamment par son 21e corps, dont l'intervention a été annoncée pour le 8 ? Le général De Langle répond que le 21e corps attaque dans la direction du nord et que l'intervalle entre les deux armées est trop grand pour qu'il puisse apporter son concours. Je me tourne alors vers la 5e armée et je téléphone :

La droite de la 9e armée (11e corps) est prise à partie par une action combinée du XIIe corps saxon et de la garde, sans pouvoir être soutenue par le gros de mes forces engagé dans un combat au centre (9e corps) ; elle ne peut davantage être soutenue directement par la 4e armée. En vue de la dégager, il est demandé à la 5e armée de reprendre, si cela lui est possible, en liaison avec la 42e division et avec la gauche du 9e corps, l'offensive contre le plateau ouest de Champaubert.

Le général D'Espérey répond aussitôt :

La mission primordiale du 10e corps reste celle indiquée dans l'ordre d'opérations, c'est-à-dire aider la gauche de la 9e armée à rejeter au nord des marais de Saint-Gond l'ennemi qui essaie d'en déboucher par Saint-Prix et Soizy-Aux-Bois.

J'ordonne en conséquence à la 42e division de poursuivre énergiquement ses attaques en liaison avec les 9e et 10e corps. Ayant ainsi soudé et accentué l'offensive à la gauche, je reporte toute mon attention sur la droite, où la situation, bien que paraissant rétablie pour le moment, n'en demeure pas moins particulièrement grave. Indépendamment de l'échec qu'elle a subi, ma ligne est en ce point menacée d'enveloppement. La 9e division de cavalerie a dû abandonner Sommesous. Par là, elle a découvert la route de Montépreux, et l'ennemi est en mesure de déborder le 11e corps avant que celui-ci puisse faire son effort sur Fère-Champenoise. Pour parer à ce danger, je prescris : au 11e corps, d'assurer un repli à la 9e division de cavalerie en faisant tenir Semoine par quelques compagnies, si ce n'est déjà fait, ainsi sera barrée la trouée de Montépreux ; et à la 9e division de cavalerie, de manoeuvrer sur la route Sommesous, Mailly, pour agir dans le flanc de l'attaque de Montépreux, éventer et ralentir les attaques enveloppantes de l'ennemi.

D'autre part, pour gagner, le cas échéant, le délai nécessaire à la mise en oeuvre de l'action projetée sur Fère-Champenoise, j'ordonne de préparer, avec les troupes de la 60e division de réserve, qui s'est repliée sur la région Semoine, Mailly, des contre-attaques ennemies qui pourraient sortir de la ligne de la Somme. Enfin, j'insiste auprès du général De Langle pour obtenir l'appui du 21e corps :

Il serait grandement à désirer que la 4e armée pût faire agir aujourd'hui le 21e corps dans la direction de Sommesous.

Malheureusement il n'y faut pas compter, car, contrairement aux prévisions de cette armée et par suite d'un retard inattendu, le 21e corps ne pourra pousser du monde sur Sommesous que le 9. Tandis que le 11e corps s'installe, comme on l'a vu, sur les hauteurs au sud de Fère-Champenoise, l'ennemi, qui semble avoir été sérieusement éprouvé dans son succès, l'inquiète peu au cours de la matinée. De son côté, le 9e corps consolide sa droite, mise en mauvaise posture par le recul du 11e aux premières heures de la journée. C'est ainsi qu'il établit la 52e division de réserve vers Connantre, en liaison avec la gauche du 11e corps, et qu'il

installe la 17e division sur le front mont-Août, ferme Sainte-Sophie qu'elle doit maintenir à tout prix.

À la gauche du 9e corps, la division marocaine a repris ses attaques en liaison avec la 42e division, aux premières heures du jour. Elle s'est emparée de la crête du Poirier et a, vers 7 heures, chassé les allemands de Oyes, tandis que la 42e division progresse sur Saint-Prix. Mais elle se trouve ensuite immobilisée par le feu d'une puissante artillerie lourde établie sur les hauteurs de Baye. Bientôt des renseignements parviennent, signalant des rassemblements ennemis importants dans la région Coizard, Courjeonnet, Villevenard. Malgré ces difficultés et les menaces d'attaque à l'extrémité ouest des marais, qui retiennent les disponibilités du 9e corps, j'adresse à son chef des instructions répétées, lui disant :

Pour votre corps d'armée, l'intérêt capital de la journée est à la droite, où il doit apporter au 11e corps tout son appui. Il portera donc de ce côté toutes ses forces disponibles, même celles du centre qui ne sont pas engagées.

Grâce aux dispositions prises en conséquence, vers midi, la droite et le centre de la 9e armée sont sur la défensive, dans un calme relatif, préparant leur attaque combinée sur Fère-Champenoise. La 42e division a, pendant ce temps, attaqué et progressé de façon sensible. Dès la pointe du jour, elle s'est portée à l'attaque sur tout son front. à 11 heures, elle est maîtresse du bois de Soizy-Aux-Bois et du plateau de La Villeneuve, en liaison avec le 10e corps qui marche sur Corfélix et Boissy. Vers midi, sa gauche atteint la région Les Culots, Corfélix, soutenue par la 51e division de réserve du 10e corps. Sa droite, par contre, progresse péniblement.

À 14 heures, les allemands déclenchent une violente canonnade sur le front Broussy-Le-Petit, Ménil-Broussy, Reuves, Oyes, Saint-Prix, et, une demi-heure plus tard, leur infanterie passe à l'attaque sur tout ce front. Débouchant à travers les marais de Saint-Gond, l'ennemi s'empare de Broussy-Le-Petit, de Ménil-Broussy, et, malgré les pertes que lui fait subir notre artillerie, oblige la division marocaine à se replier sur le front lisière est du bois de Saint-Gond, Montgivroux, Mondement, bois et croupe d'Allemant, où elle se retranche à la nuit tombante. Tandis que ces événements se déroulent à gauche, je m'emploie à lancer au plus tôt l'attaque sur Fère-Champenoise. Cette action est en effet essentielle pour arrêter la manœuvre d'enveloppement dont le 11e corps continue à être menacé, et elle est susceptible, en outre, d'apporter un soulagement à la division marocaine qui est alors vivement pressée.

D'une façon générale d'ailleurs, ce n'est que par l'offensive, en témoignant par des actes agressifs de notre volonté et de notre faculté d'agir, que nous pouvons espérer troubler les fortes entreprises dont l'ennemi a pris l'initiative à la première heure du 8, et qui, se développant librement dans un vaste pays au parcours facile, peuvent atteindre le point faible des armées françaises : l'espace de vingt à trente kilomètres entre la droite de notre 9e armée et la gauche de notre 4e.

C'est pourquoi je presse, à 15 h. 30, les 11e et 9e corps d'agir sans retard sur Fère-Champenoise. L'attaque est préparée par cinq groupes d'artillerie. Elle est exécutée par deux régiments de la 52e division de réserve, en direction de Fère-Champenoise. Elle est appuyée à droite par les unités des 21e et 18e divisions. La progression est lente, mais elle s'accuse néanmoins sur tout le front. Elle est

arrêtée par la nuit. Seuls quelques éléments de la 52e division de réserve pénètrent momentanément dans Fère-Champenoise. Si l'attaque n'a pas atteint ses objectifs, du moins a-t-elle obligé l'ennemi à un recul et, par là, elle a rempli son office.

La journée du 8 a été particulièrement dure pour la 9e armée. Depuis l'aurore jusqu'à la tombée de la nuit, elle a eu à subir des assauts violents et répétés. Sous les coups de l'ennemi, elle a dû céder quelque terrain, mais, et ce n'est pas là le moindre bénéfice de cette journée, son front reste soudé et la menace d'enveloppement qui avait plané sur elle durant de longues heures paraît au soir s'atténuer. En même temps, la tête du 21e corps est signalée à huit kilomètres au sud de Sompuis, et la 9e division de cavalerie, établie dans la région de Mailly, a pris contact avec elle.

Rentré à mon quartier général de Plancy dans la soirée, après avoir suivi les progrès de l'attaque vers Fère-Champenoise, je prescris que les 11e et 9e corps s'établiront solidement sur les positions conquises. Ces premières dispositions prises, je ne puis me dissimuler cependant que la situation reste grave, notamment dans la moitié droite de mon armée. Le 11e corps, après de très nombreuses épreuves, n'a plus que des troupes particulièrement fatiguées sur des positions sans solidité. La liaison avec la 4e armée est bien fragile, l'ennemi ayant occupé Sompuis dans la journée ; elle ne sera solidement établie que si le 21e corps, encore loin de la bataille, intervient à temps. À ma gauche, la 5e armée est heureusement en meilleure posture. Elle n'a cessé dans la journée de faire de sérieux progrès. À côté d'elle, ma 42e division a participé aux résultats qu'elle a obtenus.

Là se trouvent encore quelques forces victorieuses, mais surtout le terrain favorable de la falaise de Champagne nous permet d'y résister avantageusement, peut-être même d'y progresser en liaison avec le 10e corps, au total d'y trouver un solide pivot pour l'entreprise de notre rétablissement, et d'y puiser les renforts nécessaires à notre aile droite, actuellement emportée par l'attaque dans cette plaine champenoise sans obstacle et sans abri.

Malgré les vingt kilomètres qui séparent ces forces de la région de Fère-Champenoise où il faut rétablir le combat, il n'y a pas à hésiter, c'est à ma gauche en progrès qu'il faut puiser, pour renforcer et sauver à tout prix ma droite en sérieuse détresse. Ces concours arriveront-ils à temps ? Autre grave question. En tout cas, à 21 heures, je téléphone au général D'Espérey, commandant la 5e armée, de vouloir bien, aux premières heures de la journée du 9, faire relever par des troupes de son 10e corps la 42e division, que je compte réunir à Linthes et à Pleurs pour l'engager à la droite de la 9e armée. Il me répond, non seulement en consentant à cette relève, mais encore en mettant à ma disposition le 10e corps, fort de deux divisions et de son artillerie de corps. C'est ainsi que dans la soirée même du 8, je puis ordonner pour le 9 :

La 9e armée étant fortement engagée par sa droite vers Sommesous, et le 10e corps étant mis sous ses ordres, les dispositions suivantes seront prises, le 9 septembre, à la première heure :

Le 10e corps relèvera, vers 5 heures, la 42e division dans ses attaques contre le front Bannay-Baye, en particulier sur la route de Soizy-Aux-Bois à Baye, où il se liera avec la division marocaine qui tient le bois de Saint-Gond, Montgivroux et Mondement. Il aura en tout

cas à interdire à l'ennemi d'une façon indiscutable le plateau de La Villeneuve-Les-Charleville, Montgivroux, ainsi que ses abords nord.

La 42e division, à mesure qu'elle sera relevée de ses emplacements par le 10e corps, viendra se former par Broyes, Saint-Loup, en réserve d'armée, de Linthes à Pleurs, en prévenant de son mouvement la division marocaine. le poste de commandement sera à Plancy.

En fait, le 9 dès l'aube, et comme s'il avait pressenti mes intentions, l'ennemi redouble la violence de ses attaques.

À notre gauche d'abord, débouchant en forces, il bouscule les avant-postes de la division marocaine et pousse d'un trait jusqu'au village et au château de Mondement, dont il s'empare. Il est 6 heures environ. Le commandant du 9e corps met aussitôt à la disposition du général Humbert la seule réserve qui lui reste, le 77e régiment d'infanterie, mais ce régiment est à Saint-Loup, à deux lieues de là ; son secours se fera forcément attendre.

Pour gagner le temps nécessaire à son intervention, le général Humbert obtient du général Grossetti, dont les troupes sont en partie relevées par le 10e corps, la disposition de deux bataillons de chasseurs et de l'artillerie de la 42e division. Cet appoint, quelque limité qu'il soit, de troupes relativement fraîches procure un soulagement et un répit à la division marocaine, qui fortifie sa résistance dans les bois au sud de Mondement, et se maintient héroïquement sous un feu d'enfer, gagnant ainsi le temps nécessaire à l'entrée en ligne du 77e régiment d'infanterie.

Celui-ci apparaît enfin vers les 11 heures ; tout danger est désormais conjuré. à 14 heures, le 77e attaque sur Mondement avec les débris d'un régiment de zouaves. Son attaque échoue sous un feu violent de mitrailleuses partant de la grille et des fenêtres du château. On amène une pièce de 75 à quatre cents mètres de la grille ; une section d'artillerie est poussée à proximité de la partie sud du parc ; à 18 h. 30, le 77e se lance magnifiquement à l'assaut, débusque l'ennemi, et, à 19 heures, le colonel Lestoquoi, commandant le régiment, peut envoyer ce bref et éloquent compte-rendu : **je tiens le village et le château de Mondement, je m'y installe pour la nuit**. La valeureuse résistance de la division marocaine, pendant la journée du 9, était capitale pour le succès de nos armées. Elle permettait à la 42e division d'exécuter dans de bonnes conditions un mouvement de rocade toujours bien délicat, et qui, sans cela, eût été par trop ralenti, alors que le temps pressait. Plus encore, la perte des hauteurs de Mondement eût entraîné celle de l'éperon d'Allemant, et, ce dernier aux mains de l'ennemi, c'était la mise à sa discrétion de ce morceau de plaine champenoise auquel, depuis quatre jours, les troupes de la 9e armée se cramponnaient de toute leur énergie. Elle était, enfin, d'autant plus essentielle, que la droite et le centre de l'armée continuaient de fléchir sensiblement sous les coups redoublés de l'adversaire.

Nous avons laissé, le 8 au soir, le 11e corps sur les hauteurs au sud de Fère-Champenoise. Dès le matin du 9, les allemands canonnent violemment ces positions, et bientôt, poursuivant leur entreprise de la veille, ils dirigent sur le centre et la droite du corps d'armée de très fortes attaques d'infanterie. Les 18e et 22e divisions, qui occupent cette partie du front, sont rejetées vers le sud, et, avant 10 heures, elles repassent sur la rive gauche de la Maurienne, où elles se reconstituent et s'organisent.

Quant à la 21e division, gauche du 11e corps, elle a d'abord subi sans broncher le violent bombardement de l'artillerie allemande. Mais, fortement prise à partie, se trouvant isolée et en flèche, elle est à son tour rejetée de l'autre côté de la Maurienne.

Pendant ce temps, la droite et le centre du 9e corps ne sont guère en meilleure posture. Dès le lever du jour, la 103e brigade (52e division de réserve), qui, la veille au soir, était parvenue à mi-chemin de Connantre et de Fère-Champenoise, reprend ses attaques sur la station de Fère. Elle ne réussit pas à progresser sensiblement et la lutte d'artillerie se poursuit avec violence. Contre-attaquée peu après, elle est rejetée, et se replie, sous un feu meurtrier, vers Connantre. Le général Dubois prescrit à la 17e division de tenir coûte que coûte sur son front : mont-Août, ferme Nozet, ferme Sainte-Sophie, en liaison à droite avec la 52e division de réserve.

Cependant, la pression ennemie se fait sentir de plus en plus durement, l'artillerie allemande balaie toute la plaine, la situation peut devenir critique sans l'arrivée de nouveaux renforts sur la route de Fère-Champenoise. Aussi je ranime les courages en annonçant l'entrée en action prochaine de la 42e division et la reprise de l'offensive :

La 42e division va arriver sur le front Linthes-Pleurs. Quelle que soit la situation plus ou moins reculée du 11e corps, nous comptons reprendre l'offensive avec cette 42e division par Connantre et Euvy, offensive à laquelle le 9e corps aura à prendre part contre la route Morains, Fère-Champenoise.

La 42e division est en route depuis 8 h. 30. elle sera en mesure d'agir vers midi.

Le 10e corps a libéré la 42e division et est à notre disposition. Il reçoit l'ordre d'appuyer la division marocaine pour empêcher à tout prix la pénétration à l'ouest des marais de Saint-Gond.

Que de forces l'ennemi ne doit-il pas dépenser à ce jeu de violentes attaques répétées et sans profit appréciable jusqu'à présent ! Ces forces ne vont-elles pas lui faire défaut ailleurs ?

Comme on le voit, et depuis le commencement de la journée, il nous attaque fortement dans la région de Saint-Prix, Mondement, et plus fortement encore dans celle de Fère-Champenoise. En même temps, les nouvelles arrivées du grand quartier général indiquent des progrès notables de nos armées de l'ouest. Il importe donc au succès de la bataille engagée que notre 9e armée, malgré la rigueur de l'épreuve, fasse tête à l'ennemi jusqu'au moment où deviendront décisifs les progrès de notre aile gauche. Sa tâche reste nettement tracée. Pour si dure que soit cette tâche, la 9e armée doit contenir les forces ennemies qu'elle a devant elle, leur interdire toute rupture de notre front, et les maintenir tant qu'il sera nécessaire à l'obtention de la victoire. Encore une fois, je fais appel à l'énergie de tous en leur communiquant ma confiance inébranlable dans le succès et en leur donnant connaissance de la situation générale de l'ennemi :

Des renseignements recueillis au quartier général de la 9e armée, il résulte que l'armée allemande, après avoir marché sans relâche depuis le début de la campagne, en est arrivée à l'extrême limite de la fatigue.

Dans les différentes unités, les cadres n'existent plus, les régiments marchent mélangés les uns aux autres, le commandement est désorienté.

La vigoureuse offensive prise par nos troupes a jeté la surprise dans les rangs de l'ennemi qui était persuadé que nous n'offririons désormais aucune résistance.

Il importe au plus haut point de profiter des circonstances actuelles. à l'heure décisive où se jouent l'honneur et le salut de la patrie française, officiers et soldats puiseront dans l'énergie de notre race la force de tenir jusqu'au moment où, épuisé, l'ennemi va reculer.

Le désordre qui règne dans les troupes allemandes est le signe précurseur de la victoire ; en continuant avec la plus grande énergie l'effort commencé, notre armée est certaine d'arrêter la marche de l'ennemi et de la rejeter hors du sol de la patrie.

Mais il faut bien que chacun soit convaincu que le succès appartiendra à celui qui durera le plus.

Les nouvelles reçues du front sont d'ailleurs excellentes.

Entre temps, la violence des attaques ennemies a redoublé sur le centre de l'armée, les pertes sont élevées et le commandant du 9e corps n'a plus une compagnie disponible. À 13 h. 30, les unités de la 52e division de réserve qui occupaient le mont-Août se replient, entraînant dans leur recul toute la 17e division, qui vient se reformer sur le front cote 144 (trois kilomètres de Linthes), ferme Sainte-Sophie. La 17e division se cramponne à cette position, sur laquelle va se briser l'offensive de l'ennemi. Contre le 11e corps, l'attaque allemande s'étend de l'autre côté de la Vaure, dévale vers le ruisseau de Corroy, s'empare de Corroy et d'Ognes. Une partie de la 18e division est rejetée dans les bois sud de Gourgauçon. Seule, la 22e division ne semble être inquiétée que par l'artillerie adverse.

À l'extrême droite, la 9e division de cavalerie, menacée par une infiltration de la cavalerie allemande dans la vallée de l'Huitrelle, s'est reportée en arrière de la route Dosnon-Allibaudières. Heureusement, à ma gauche, la division marocaine continue de résister héroïquement sur les hauteurs de Mondement, et, au delà, le 10e corps qui est efficacement appuyé par le 1er corps, droite de la 5e armée, repousse l'ennemi et enlève la position Bannay, Baye.

Dans ces conditions, nous pouvons, au quartier général de la 9e armée, porter toute notre attention vers l'angle de Fère-Champenoise. Après y avoir subi les rudes assauts de l'adversaire, il y a lieu d'engager une action décisive ; elle sera marquée par l'entrée en ligne de la 42e division. Cette division s'est mise en marche, conformément aux ordres donnés, vers Linthes, Linthelles. Retardée en partie par l'aide qu'elle a été momentanément amenée à prêter à la division marocaine, c'est seulement à 11 h. 30 qu'elle a atteint la grand'route de Sézanne. Elle franchit la falaise de Champagne et descend dans la plaine, où elle s'avance à travers champs, en formations articulées, admirable d'ordre et d'allure. À 13 h. 45, je lui fais connaître de nouveau ce que j'attends d'elle, dès son arrivée à pied d'oeuvre :

Attaquer, en partant de Pleurs-Linthes, l'éperon qui de Pleurs se dirige au nord d'Euvy. Flanquée au nord par le 9e corps, qui attaquera contre la route Fère, Morains-Le-Petit. Au sud, par le 11e corps qui attaquera

l'éperon au sud d'Euivy, cotes 136, 160 et sur tout son front. Vers 4 heures (16 heures) aujourd'hui.

Puis je répète aux autres unités mes ordres précédents, qui comportent quoi qu'il arrive :

Au 11e corps d'attaquer contre le front Connantray, Montépreux, en liaison avec la 42e division ; au 9e corps de se préparer à exécuter l'offensive prescrite au nord de la 42e division et en liaison avec elle ; à la 51e division de réserve d'attaquer sur le front Saint-Prix, Baye ; au 10e corps de participer à l'offensive de la 51e division de réserve en attaquant au nord des marais de Saint-Gond, dans la direction ouest-est.

Je ne me contente pas d'envoyer ces ordres. L'action à mener sur Fère-Champenoise a une importance telle que tous les détails en doivent être réglés, et, comme ils ne peuvent l'être que sur place, je dépêche à Linthelles le colonel Weygand. Dans ce village a lieu, à 16 heures, un entretien auquel prennent part, outre le chef d'état-major de la 9e armée, le général Dubois et le général Grossetti. Les derniers détails de l'attaque sont arrêtés, les zones d'action respectives précisées.

Le 9e corps, avec ce qu'il pourra mettre en ligne de ses 17e et 52e divisions, reçoit pour objectif Fère-Champenoise, puis le front Morains-Le-Petit, Normée. La 42e division enlèvera la croupe Connantre-Connantray, puis le front Normée-Lenharrée. Le 11e corps doit atteindre le front Lenharrée-Haussimont. L'attaque partira à 17 h. 15. Puis, comme il est de toute importance que le flanc droit de la 42e division soit parfaitement appuyé et que, d'autre part, le 11e corps semble vouloir subordonner son action à celle de la 42e division, le colonel Weygand envoie directement à Linthelles, à 17 heures, l'ordre suivant à la 21e division :

La 42e division attaque à 17 h. 15, du front Linthes, Pleurs, sur Connantre, Moulin De Connantre (nord de Corroy). Le 11e corps a reçu l'ordre d'appuyer cette attaque à droite en attaquant sur tout son front. ordre à la 21e division d'attaquer immédiatement sur la crête nord-ouest d'Euivy.

Et, de mon côté, j'adresse un dernier appel à mes troupes, insistant de la façon la plus pressante pour que l'offensive prescrite soit conduite de la manière la plus énergique. C'est donc une vaste contre-attaque, menée de l'ouest à l'est sur Fère-Champenoise et ses abords, qui s'engage en cette soirée du 9 septembre. Pour si fatiguées que soient nos troupes, c'est leur volonté de vaincre bien affirmée par une reprise générale de l'offensive, concordant avec l'entrée en ligne de la 42e division, qui doit avoir raison d'une fraction des forces ennemies certainement épuisée par les violents efforts des jours précédents, et que ses succès mêmes ont poussée au sud dans une situation risquée, au moment où le système des forces allemandes est entièrement ébranlé et même en pièces à l'ouest des marais de Saint-Gond. Car, dans cette région, le 10e corps gagne rapidement du terrain, tandis que, plus au nord, le 1er corps atteint la route La Chapelle, Champaubert.

Il est 18 heures, la canonnade fait rage sur tout le front de l'armée. La nuit approche, le moment est venu, par plus d'énergie et d'agressivité, de faire pencher la balance de la fortune, en rompant l'équilibre forcément instable de forces aux nerfs tendus à l'extrême depuis plusieurs jours, aussi bien dans le commandement que dans les troupes des deux camps. Toutes les artilleries

disponibles ont été engagées. Les troupes du 9e corps se portent à l'attaque à gauche de la 42e division, progression lente et difficile à travers des boqueteaux qu'il faut nettoyer à la baïonnette et par-dessus les nombreux cadavres ou blessés de la garde prussienne, incontestable témoignage des pertes infligées par notre feu, notamment de 75. La nuit est bientôt venue, mais on avance ; des fractions ennemies se replient de bois en bois en tiraillant. La 42e division, partant du front Linthes, Linthelles, progresse à cheval sur la grand'route de Connantre à Fère-Champenoise.

À minuit, le commandant du 9e corps rend compte qu'il tient la ferme Nozet et les abords de la ferme Sainte-Sophie, que le moral de ses troupes est particulièrement exalté, que le mouvement en avant continue dans la nuit. Après avoir marqué un temps d'arrêt, on est en effet reparti, et l'aurore du 10 septembre trouve nos troupes du 9e corps occupant, dès 5 heures, Morains-Le-Petit et Fère-Champenoise, tandis que la 42e division se voit sur la croupe de Connantre à Connantray. Plus au sud, le 11e corps a suivi le mouvement, tandis qu'à la droite de l'armée la 9e division de cavalerie se reporte en avant vers Mailly et que le 21e corps de la 4e armée est à quatre kilomètres de Sompuis. Dès lors, toute la 9e armée est en route vers la Marne de la région de Châlons. Partout, sur les abords et les routes de Fère-Champenoise, on relève les indices des rudes épreuves subies par l'ennemi, les traces et les vestiges d'une retraite précipitée, et par là désordonnée. On fait de nombreux prisonniers, on ramène du matériel.

Chapitre III — La fin de la bataille et la poursuite. 10-12 septembre.

Arrivée du général Foch à Fère-Champenoise. – quelques résistances d'arrière-gardes ennemies, 10 septembre. – la marche à la Marne, le franchissement de la rivière, 11 et 12 septembre. – la fatigue des troupes et des cadres. – entrée du général Foch à Châlons, 12 septembre. – jugement d'ensemble sur la bataille de la Marne. – les deuils du général Foch.

Dans la soirée du 9, à mon quartier général de Plancy, sans connaître encore en détail les résultats de nos attaques perdues de vue dans la nuit, j'avais en effet prescrit de poursuivre avec la dernière énergie l'offensive entreprise : au 11e corps d'armée, contre le front Sommesous, Lenharrée, la 9e division de cavalerie sur Mailly ; à la 42e division d'infanterie, contre le front Lenharrée, Normée ; au 9e corps d'armée, contre le front Normée, Écury, Morains-Le-Petit ; le 10e corps d'armée, fermant le débouché de Montfort, avait à attaquer sur Étoges, Villevenard, en direction générale de Colligny, Bergères-Les-Vertus. Dans la matinée du 10, à 5 heures, heure prescrite pour le déclenchement des attaques, le 9e corps d'armée a déjà presque complètement réalisé, en ce qui le concerne, le programme ci-dessus. Également, les 11e corps d'armée, 42e division d'infanterie et 10e corps d'armée reprennent la marche en avant. Leur progression ne rencontre d'autres difficultés que celles dues à l'encombrement du matériel abandonné par l'ennemi ou à des obstacles dressés par lui en certains points. Quelques rares patrouilles de cavalerie allemande se replient sans combattre. Dès que je suis informé de la situation au lever du jour, et en particulier des progrès réalisés dans la région de Fère-Champenoise, je me mets en mesure de les exploiter en réitérant au 10e corps d'armée mes instructions de la veille :

Je demande au 10e corps d'armée, disposant de la 51e division de réserve, de mener aussi vivement et aussi violemment que possible les actions prescrites sur Étoges et Colligny, afin de permettre à la 9e armée, ainsi dégagée de toute préoccupation sur sa gauche aux marais de Saint-Gond, de prendre sans réserves une offensive qui par son centre et sa droite semble devoir être des plus fructueuses.

En prescrivant au 9e corps d'armée :

De se lier au 10e corps d'armée qui attaque au nord des marais de Saint-Gond sur Étoges et Colligny, et, à mesure des progrès de ce corps d'armée, d'abandonner les débouchés sud des marais en vue de reporter toutes ses forces disponibles à l'attaque qui sera menée aussi violemment que possible sur le front.

En exécution de ces ordres, toute l'armée est ainsi lancée dans une marche vers le nord-est, sa gauche longeant la falaise de Champagne. La plaine champenoise s'étend devant elle sur trente-cinq kilomètres jusqu'à la Marne, qu'il lui faut atteindre au plus tôt par une marche sans arrêt. Faute de renseignements précis sur ce qui se passe à la droite de mon armée et sur la liaison avec la 4e, j'invite la 9e division de cavalerie à me faire connaître sans retard ce qu'elle sait de l'ennemi, en particulier sur les directions de Châlons et Sompuis ; je prescris en outre au commandant de cette division de former, sur la route d'Arcis à Châlons, en un corps de cavalerie, sa 9e division et la 6e division qui vient d'arriver, pour en faire un sérieux instrument de poursuite.

À midi, je transporte mon quartier général à Fère-Champenoise. Les allemands ont complètement pillé la ville. Le spectacle est en outre caractérisé par les nombreux tessons de bouteilles qui encombrant les rues. Il est difficile d'y circuler à pied, à cheval, ou même en auto. Les allemands ont avec soin vidé les caves de cette riche petite ville de Champagne. On ramasse dans les maisons de nombreux prisonniers attardés. à la gare encore en flammes, je trouve le général commandant le 9e corps d'armée. De là, je prescris que les têtes de colonne devront être, dans la journée, poussées jusqu'à la Soude. La marche en avant continue sur tout le front, mais, vers la fin de l'après-midi, des engagements qui se produisent çà et là avec les arrière-gardes ennemies ne permettent pas une progression aussi rapide que dans la matinée. L'ennemi a, en effet, déployé à ses arrière-gardes une forte proportion d'artillerie. à la tombée de la nuit, l'armée a atteint la ligne générale Écureuil-Le-Repos, Lenharrée, Poivres-Sainte-Suzanne. À sa gauche, la droite de la 5e armée est sur la Marne à Dormans, sans être encore en contact avec la 9e armée. D'autre part, la gauche de la 4e armée (21e corps) est toujours vers Sompuis.

Conformément aux directives du grand quartier général, il s'agit pour le lendemain de continuer la poursuite dans la zone à l'ouest de la route incluse Sommesous, Châlons. Il nous faut en même temps envisager le passage de la Marne, tout d'abord courir au plus vite à la rivière, nous saisir des ponts intacts, reconnaître ceux qui sont détruits, en préparer la reconstruction, de manière à franchir la rivière au plus tôt sur les talons de l'ennemi en mauvaise posture, et à ne pas le lâcher.

C'est dans cet ordre d'idées que je donne mes instructions dans la soirée du 10. J'ajoute qu'en vue de hâter les événements, on cherchera surtout à déborder et à tourner les arrière-gardes ennemies plutôt qu'à les attaquer de front, à agir pour cela avec des formations largement déployées, ou à faire appel à des colonnes voisines avec lesquelles des liaisons étroites devront être établies. La marche reprendra à 5 heures pour toutes les colonnes de poursuite. Tandis que la 5e armée passera la Marne à Dormans avec son 1er corps, le 10e corps d'armée, maintenu le 11 à la 9e armée, assurera la liaison avec le 1er corps et marchera sur Épernay. Il importe, en effet, d'explorer et de nettoyer, en le tournant, le massif forestier situé entre les deux armées, comme aussi de reconnaître et de saisir sans retard l'important passage d'Épernay. Enfin, j'envisage l'intérêt que présente, pour le rendement de la bataille, l'action de mon armée sur les corps qui étaient opposés à la 4e armée. On s'est heurté aux arrière-gardes allemandes encore dans la soirée du 10 ; quelques-unes étaient bousculées dans la nuit à Clamanges et à Trécon. En tout cas, dans la matinée du 11, la route est libre et le mouvement de la 9e armée ne rencontre pour ainsi dire aucune résistance. Je presse les unités sous mes ordres d'atteindre au plus tôt la Marne, comme aussi de mettre la main, dans la journée, sur les points de passage dans leurs zones respectives : 9e corps d'armée, à Aulnay-Sur-Marne et en aval ; 42e division d'infanterie, à Matougues ; 11e corps d'armée, avec le corps de cavalerie, à Mairy, Sogny, Châlons.

En même temps, je réunis toutes les ressources possibles en camions à Fère-Champenoise, pour être à même, le cas échéant, de jeter rapidement des fusils sur les ponts signalés comme intacts ; mais aucune indication ne parviendra pour permettre de profiter de cette prévision. En fait, malgré l'absence de réaction ennemie, la marche des colonnes est assez ralentie. La fatigue des troupes est grande, elle est augmentée encore par la pluie qui tombe toute la journée et rend le terrain de Champagne difficilement praticable.

En fin de journée, à gauche de l'armée, le 10^e corps atteint Épernay et pousse ses éléments légers au nord de la Marne. Le 9^e corps d'armée atteint la vallée de la Marne à Pivrot et Athis. La 42^e division d'infanterie est dans la région boisée au nord de Germinon, Velye, avant-garde à Thibie. Le 11^e corps d'armée est sur la ligne Thibie, Écurey-Sur-Coole ; sa 18^e division a poussé même jusqu'à Châlons (faubourg de la Marne) des éléments qui seront repliés à la nuit sur le gros de la division. Le corps de cavalerie a envoyé des détachements sur les ponts de la Marne à Châlons et en amont. Les reconnaissances ont trouvé le pont de Châlons intact et barricadé. Les ponts de Sogny, Sarry, également intacts, ont été enlevés et occupés par un escadron. Sur le reste du front de l'armée, les passages de la Marne sont détruits.

Les renseignements ne parvenaient que le lendemain à mon quartier général, bien que le corps de cavalerie stationnât dans la région de Saint-Quentin-Sur-Coole, et que moi-même, désireux de connaître au plus tôt la situation sur la Marne, j'aie passé la nuit à la mairie de Fère-Champenoise, pour être plus près des renseignements et pouvoir prendre des décisions immédiates. Aucune indication ne me venait de toute la nuit. Dans ces conditions, le franchissement de la Marne allait s'effectuer lentement à la droite de l'armée, dans la matinée du 12. Pendant la journée du 11, l'ennemi s'est d'ailleurs mis en retraite sur tout le front de la 4^e armée. Le 21^e corps, gauche de cette armée, a pu, en fin de journée, porter son avant-garde sur la Marne vers Mairy. D'autre part, la 5^e armée a continué de progresser au nord de la rivière.

Entre temps est arrivée une nouvelle directive du grand quartier général. Le commandant de la 5^e armée a rendu compte à celui-ci, le 10 septembre, qu'il constatait la retraite rapide des allemands, partie vers le nord en direction de Soissons, partie vers Épernay et plus à l'est. La 5^e armée pénètre ainsi en coin dans le dispositif allemand, au point de séparation de deux groupements qui semblent se constituer, l'un à l'est d'Épernay et de Reims, l'autre au nord-ouest de Soissons. Entrant dans cet ordre d'idées, le grand quartier général envisage, le 11, l'action combinée de nos 9^e, 4^e, 3^e armées contre le groupe ennemi de l'est, et celle de la 6^e armée et des britanniques contre le groupe du nord-ouest, tandis que la 5^e armée continuera sa marche directement au nord et restera prête à appuyer l'un ou l'autre de nos groupes d'armées. Et il fixe ainsi qu'il suit les missions des 3^e, 4^e, 9^e et 5^e armées :

... les 9^e et 4^e armées auront à concentrer leurs efforts sur le groupement du centre et de l'aile gauche ennemi, en cherchant à le rejeter vers le nord-est, pendant que la 3^e armée, reprenant son offensive vers le nord, s'efforcera de couper ses communications. La 5^e armée, ayant un détachement à la droite de l'armée anglaise et un à la gauche de la 9^e armée, disposera le gros de ses forces de manière à agir, soit contre le groupement ennemi du nord-ouest, soit contre celui du nord-est, suivant la situation, le mouvement en avant des armées alliées se poursuivra en direction générale du nord, nord-est.

Le général en chef prescrit, d'autre part, au général d'Espérey d'assurer constamment, avec le 10^e corps d'armée, la liaison avec la 9^e armée et l'appui nécessaire à cette armée. Le commandant de la 5^e armée reprend, en conséquence, à la date du 12, le 10^e corps d'armée sous ses ordres. En portant cette décision à ma connaissance, il ajoute : vous pouvez compter sur moi, comme je vous l'ai prouvé les 8 et 9 septembre. En tout cas, et conformément à ces directives, la poursuite était reprise le 12, à partir de 5 heures, sur tout le

front de l'armée, et la Marne abordée entre Sarry et Condé. En vue d'atteindre les colonnes ennemies retraitant vers l'Argonne, le corps de cavalerie avait été invité à pousser vers Auve ; il devait être soutenu par une division d'infanterie du 11e corps d'armée portée à Lépine et Tilloy. Et j'ajoutais : ... [le programme de la journée continue à être le même : attaquer partout, passer partout...](#)

À 9 heures, mon poste de commandement est installé à Chaintrix-Bierges. Pendant toute la nuit, le 9e corps d'armée a travaillé à rétablir les passages sur la Marne, à Condé, Tours et Bisseuil, et, à partir de 9 heures, il commençait à franchir la rivière. La 42e division a jeté une passerelle d'infanterie à Matougues et y fait passer une de ses brigades. L'autre brigade et les voitures utiliseront le pont de Châlons, à la gauche du 11e corps d'armée, ce qui retardera sensiblement le mouvement de la division d'infanterie. Le 11e corps passe par Châlons avec ses trois divisions défilant en colonne double. La 18e, qui est en tête, a commencé le passage de la Marne à 5 heures. Elle a trouvé le dispositif de rupture du pont complètement chargé ; le temps a sans doute manqué aux allemands pour opérer la mise de feu. La 60e division de réserve emploie seule les ponts de Sogny et de Sarry. Et comme elle y a été devancée par le 21e corps d'armée, elle ne peut effectuer son passage qu'à partir de 9 h. 30, apportant ainsi un appui tardif au corps de cavalerie, s'il en a besoin. Celui-ci a franchi la Marne également par les ponts de Sogny et de Sarry, mais seulement après les troupes du 21e corps d'armée, qui s'y sont indûment présentées d'ailleurs. Son action en est sensiblement retardée. Il envoie en tout cas des éléments de la 9e division de cavalerie sur Lépine, Tilloy, Auve, de la 6e, vers Marson, Moivre, Herpont.

Au soir, la 6e division de cavalerie, après avoir canonné vers Poix une colonne allemande, atteint Herpont et Dommartin-Sur-Yèvre. La 9e est difficilement venue à bout d'une résistance organisée par une arrière-garde de l'ennemi à Lépine. Elle n'a pu pousser au delà de Tilloy par suite de retards successifs dans ses mouvements. Nous avons en partie manqué le but que visait le corps de cavalerie, attaquer en flanc les colonnes adverses remontant vers le nord. Elles ont pu se replier presque en toute sécurité. La cavalerie a dû se contenter de suivre les arrière-gardes de ces colonnes, quand elles ont eu fini de s'écouler. Comme elle risquait alors de gêner le mouvement en avant de la 4e armée, je lui prescrivais de ramener ses divisions dans la région de Bussy-Le-Château, La Chappe, d'où elle continuerait, le 13, sa mission de poursuite en liaison avec le 11e corps d'armée.

Une fois de plus il nous était donné de constater la lassitude des troupes comme aussi l'épuisement de certains officiers après les épreuves de la retraite, les angoisses d'une violente bataille de plusieurs jours et malgré la satisfaction du triomphe. Les troupes qui ont fait la victoire comprendraient et réaliseraient encore, cependant, en dépit de leur fatigue, toutes les espérances et les possibilités que son lendemain leur ouvre, si le commandement, de vaincu devenu vainqueur, ne se contentait pas de savourer ce retournement de la fortune, et cherchait, par plus d'activité et de décision, de prévoyance et d'aplomb, à agrandir, par des succès encore faciles, les résultats de sa dure victoire, à en étendre la portée au delà du présent, et à en accroître les bénéfices, au total à ménager le sang du soldat en lui évitant des sacrifices qui seront inévitables après quelques jours de répit laissé à l'ennemi.

En fin de journée, les têtes de colonnes de la 9e armée sont sur le front : Trépail, Les Grandes-Loges, Cuperly. À gauche, la 5e armée a atteint avec le 10e corps la

Vesle en amont de Reims. à droite, la 4^e armée tient avec le 21^e corps Bussy-Le-Château et Saint-Rémy-Sur-Bussy. À 13 heures, j'entre à Châlons et j'installe mon quartier général à la préfecture. Toute la journée, la ville est traversée, dans un ordre parfait, par les nombreuses colonnes du 11^e corps, comme aussi par les artilleries et les convois de la 42^e division d'infanterie et du 9^e corps d'armée, qui, ne pouvant sans danger pratiquer les passerelles ou ponts sommairement rétablis, viennent utiliser le passage intact de Châlons pour franchir la Marne. Les allemands ont entièrement vidé la ville de toutes les denrées comestibles ou ingrédients de propreté. Il nous faudra pourvoir à ses besoins pendant plusieurs jours. Beaucoup de ses habitants y sont restés pendant l'occupation allemande, les autres rentrent rapidement.

À l'hôtel de haute-mère-Dieu, où nous dînions le soir, en fournissant d'ailleurs les vivres et les cuisiniers, le personnel de l'hôtel avait servi, la nuit précédente, de plantureux repas aux grandes personnalités de l'armée saxonne, à commencer par le prince royal de Saxe. Nous étions sur les talons de l'ennemi. La bataille de la Marne se terminait ; c'était bien une grande victoire. Elle était l'oeuvre de celui qui l'avait préparée dès le 24 août et en avait poursuivi la réalisation jusqu'au bout, du général en chef Joffre. Au lendemain de nos échecs à la frontière, il a clairement perçu comment la partie a été mal engagée, et il a rompu le combat pour le reprendre énergiquement, dès qu'il aura réparé les faiblesses reconnues. En présence des intentions enfin dévoilées de l'ennemi, de sa puissante manoeuvre à travers la Belgique, comme aussi devant les insuffisances de certains chefs, il n'a pas hésité à répartir autrement ses forces, à se constituer à l'ouest une armée de manoeuvre, à réorganiser le commandement, à prolonger la retraite jusqu'au moment favorable, et, ce moment venu, à combiner judicieusement l'offensive et la défensive, après une volte-face énergiquement commandée. Dans un magnifique coup d'arrêt il a porté un coup mortel à l'invasion.

De l'Ourcq à la Lorraine, les exécutants ont tous marché à la bataille dans une étroite union, un ensemble parfait, une énergie farouche, sentant bien que le pays ne survivrait pas à la défaite que comportait une bataille d'une pareille ampleur. Dans le haut commandement on a rivalisé de discipline pour remplir pleinement sa tâche, d'esprit de camaraderie pour s'entraider mutuellement. Les troupes ont combattu jusqu'à l'épuisement. Une fois de plus, les grands sentiments d'une armée, reflétant le légitime état d'âme d'une nation en guerre, et judicieusement mis en oeuvre par le commandant en chef, avaient créé un événement historique. C'était la Marne. Paris, le coeur du pays, était sauvé par une victoire, à laquelle son gouverneur avait envoyé ses troupes, comprenant bien que, là, il réglait le sort de la capitale. Le plan de l'allemand s'effondrait et avec lui le prestige de ses armes. L'invasion rapide et violente, qui devait mettre la France hors de cause, était non seulement barrée, mais encore refoulée, en partie désorganisée. Dans quelles conditions l'ennemi allait-il se reconstituer, recommencer ses entreprises sur le front d'occident ? Pendant ce temps le front oriental ne pourrait-il pas faire sentir le poids de ses lourdes masses ? Les empires centraux auraient-ils un commandement de taille à mener sur les deux fronts une action désormais divisée, qui avait déjà échoué, concentrée sur un seul ? Le 28 août, à ma prise de commandement de la 9^e armée, le communiqué signalait : de la [Somme aux Vosges](#) l'invasion triomphante. Celui du 10 septembre portait : [la victoire française s'affirme...](#)

J'étais très heureux d'avoir pris une part sérieuse à ce renversement dans la fortune de nos armes. La 9^e armée avait eu à supporter le choc de la II^e armée

allemande (Xe corps, en partie sur 10e corps français, Xe réserve, garde) , et, d'une forte partie de la IIIe (XIIe corps, XIIe réserve) lancées dans une manoeuvre décisive qui devait rompre le centre du front français. À Châlons, au milieu du débrouillage d'affaires de toute nature, arrivaient, avec les heureuses nouvelles confirmant la grandeur du résultat obtenu, les tristes renseignements concernant les membres de ma famille aux armées, les pertes cruelles qu'elle avait éprouvées dès le 22 août, et que me faisait connaître le général Sarrail, commandant la 3e armée. Dans la préoccupation des intérêts de la patrie, on n'avait même pas le temps de pleurer la mort des siens. Mais ces sacrifices consentis ne devaient pas rester stériles ; il nous fallait exploiter au plus tôt la situation acquise.

Je recevais également les différentes personnalités marquantes de la région, d'abord le préfet de la Marne, M. Chapron. Je lui présentais mes excuses d'avoir envahi sa préfecture et je lui faisais espérer que nous allions y rester peu de temps sans doute. En fait, c'était pendant de longs mois qu'allait y demeurer un état-major d'armée. Puis c'était l'évêque de Châlons, Mgr Tissier, resté à son poste pendant l'occupation allemande. Il me contait les péripéties de cette occupation de quelques jours, et comment, par son intervention directe près du prince royal de Saxe, il avait pu préserver la ville de certaines grosses contributions. Enfin, arrivaient M. Bourgeois, sénateur, Mm. Monfeuillard et le docteur Péchadre, députés du département, et tous ensemble nous célébrions la grandeur et la force de la France, unie pour faire tête à l'ennemi dans le parfait oubli de ses querelles de parti.

Chapitre IV — L'arrêt.

La 9e armée sur la Suippe. – son mouvement vers l'Aisne se heurte à de très fortes résistances, 13 et 14 septembre. – attaques méthodiques, 15 septembre. – les allemands font tête, tentatives infructueuses pour rompre leur front fortifié, 16-25 septembre. – échec d'une violente offensive ennemie, 26 septembre. – la pénurie de munitions. – fin des opérations offensives en Champagne. – le général Foch reçoit une nouvelle mission, 4 octobre.

Le 13 septembre, la 9e armée continue la poursuite pour atteindre la ligne de la Py et de la Suippe. En avant, le corps de cavalerie atteint la Suippe, vers 9 heures et trouve Suippes et Somme-Suippe encore tenus par les allemands. À 14 heures, après l'arrivée et l'entrée en action de l'avant-garde de la 22e division d'infanterie, colonne de droite de la 9e armée, comme aussi de la colonne de gauche du 21e corps de la 4e armée, Suippes et Somme-Suippe sont enlevés, et le corps de cavalerie, reprenant son mouvement vers Souain, se heurte bientôt à une nouvelle résistance établie à la lisière des bois entre la Suippe et l'Ain. Ces résistances successives et rapprochées démontrent qu'il n'y a plus de place pour l'emploi d'une masse de cavalerie devant le front de l'armée. Aussi le corps de cavalerie est-il dissous ; il mettra une brigade à la disposition de chaque corps d'armée, et tiendra le restant de la 6e division à l'est, de la 9e division à l'ouest, pour déborder les résistances et assurer la liaison avec les armées voisines. Les premières reconnaissances font bientôt connaître qu'au delà de la ligne de la Suippe, des tranchées garnissent la voie romaine sur les hauteurs nord de la rivière.

Après des combats violents du 11e corps d'armée sur la Suippe, du 9e dans la région de Prosnès et des Marquises, la 9e armée se trouve arrêtée, en fin de journée du 13, sur la ligne générale Sillery, Suippes, à hauteur des armées voisines, sans qu'il soit possible de déterminer la valeur de la résistance rencontrée, arrière-gardes ou gros ennemis. Seules, les opérations ultérieures pourront en donner la mesure. Aussi bien, le général en chef, dans son instruction du 13 septembre, prescrit-il que la poursuite sera continuée énergiquement en direction générale du nord. Il décide, en outre, que le 21e corps d'armée passera, à partir du 14 septembre, à la 9e armée, dont la zone d'action est étendue. Conformément à ces directives et en vertu des ordres que je donne, la poursuite reprend le 14, en vue d'atteindre si possible le cours de l'Aisne. Mais les tirs de barrage d'une artillerie ennemie établie ne permettent que des progrès insignifiants. En réalité les allemands sont fortement installés dans des tranchées dont la ligne est approximativement marquée par la voie romaine, Souain, Perthes-Les-Hurlus.

Il est donc certain qu'on se trouve partout en présence d'un système défensif solidement organisé. La question est de savoir si ce système défensif est destiné à abriter le gros de l'armée allemande faisant front de nouveau, ou à asseoir une résistance prolongée de ses arrière-gardes, pour lui permettre d'opérer en toute sécurité une retraite générale ou de préparer une manœuvre dans une autre région. Dans cette incertitude le général commandant en chef prescrit que :

... les 4e et 9e armées doivent refouler l'ennemi jusqu'à la Meuse et la région difficile des Ardennes s'il (l'ennemi) continue à se replier, ou le contenir s'il tentait de faire face pour porter secours à son aile droite.

Ces deux armées effectueraient donc, dans l'ensemble, un mouvement de conversion vers le nord-est qui pourrait les amener sur le front Stenay, Rocroi..., la 9e armée en aval de Sedan...

Il insiste en même temps pour que l'on n'attaque pas de front les positions organisées par les arrière-gardes allemandes, mais qu'on les fasse tomber par débordement, pour que l'on ménage les forces des troupes en renforçant les avant-gardes en artillerie, ce qui permettrait aux gros des corps d'armée de marcher derrière avec plus de tranquillité et de rapidité. Enfin, il prescrit d'économiser les munitions, surtout les obus explosifs, et d'utiliser davantage l'obus à balles, dont l'efficacité, dans de nombreux cas, est supérieure à celle des obus explosifs.

Dans le but de rompre la ligne fortifiée, sur laquelle mes troupes se sont brisées la veille, je prescris de procéder, dans la journée du 15, à des attaques méthodiques, à l'enlèvement successif des points d'appui, et d'organiser avec soin le terrain conquis **tout en maintenant une attitude franchement agressive**. En exécution de ces ordres, le 21e corps d'armée attaque la position de Souain après une longue préparation d'artillerie de campagne. En fin de journée, il se rend maître du village, de la croupe nord-est ; plus à l'est, des bois au sud de la route Souain, Perthes-Les-Hurlus. Les autres troupes de l'armée n'ont pu progresser. Sur tout son front, aussi bien qu'aux 5e et 6e armées, on s'est heurté à des défenses très fortes, tranchées garnies de mitrailleuses et, en bien des points, protégées par des réseaux de fil de fer, nombreuse artillerie habilement masquée. Il est de toute évidence, cette fois, que l'on est en présence d'un adversaire résolu à tenir tête. Le général commandant en chef télégraphie en conséquence :

Il me semble que l'ennemi veuille accepter une nouvelle bataille sur des positions organisées au nord de l'Aisne, de la Vesle et de la Suippe, où ses arrière-gardes paraissent se renforcer. Il ne s'agit plus, par suite, d'appliquer les procédés de poursuite, mais de prendre des mesures méthodiques d'attaque avec tous nos moyens, en organisant progressivement le terrain conquis.

La poursuite a pris fin. Les journées qui vont suivre verront les tentatives faites de part et d'autre pour rompre le front adverse. Vaines tentatives, au bout desquelles le front se stabilisera pour de longs mois. Conformément aux directives du général en chef, des actions offensives, méthodiquement montées, allaient être entreprises à la 9e armée, visant à enlever à l'adversaire les points d'appui de sa résistance. Si on les exécutait promptement, on avait des chances de le trouver encore incomplètement organisé et installé, et par là d'en avoir plus facilement raison. En tout cas, notre activité agressive, maintenue de la sorte, devait le tenir sous la menace d'une attaque de rupture et lui interdire d'emporter ses réserves dans une autre région ; en outre, elle donnait au haut commandement français le temps de monter une manoeuvre dans une direction nouvelle, et de reprendre une offensive à grande portée en conservant l'initiative et la maîtrise des événements.

Il ne pouvait compter, en effet, qu'une victoire si importante soit-elle, comme celle de la Marne, suffirait à désorganiser entièrement une puissante armée comme l'armée allemande de 1914. Pour obtenir ce résultat, il faudrait sans retard répéter les coups sur l'adversaire, en profitant du trouble et de la perturbation apportés dans ses plans, et en les devançant par la vitesse dans la présentation d'événements imprévus auxquels il n'était pas encore en état de

répondre. Une pareille tactique ne semblait plus praticable en Champagne, où l'arrivée des disponibilités et l'organisation d'un terrain occupé depuis quelque temps permettaient à l'ennemi une solide résistance et arrêtaient bientôt l'exploitation de notre succès. Mais notre haut commandement pouvait la reprendre et la poursuivre, en déplaçant rapidement le terrain de ses attaques, en les portant dans une région plus libre, à l'aile gauche de nos armées, et en prenant, sur ce nouveau théâtre, l'initiative d'actions que l'ascendant moral de la victoire lui permettait de pousser hardiment. C'était pour lui une affaire de temps. Il fallait l'abréger le plus possible. Pour retenir devant elle les forces adverses, la 9e armée concentrait, les 16 et 17, ses efforts en vue de s'emparer du massif de Moronvilliers, mais on se heurtait sur tout le front à des tranchées solides, dont les abords étaient battus par des batteries défilées et des batteries d'artillerie lourde placées hors de portée. Dans ces conditions, les progrès réalisés étaient à peu près nuls.

En réalité, chez l'ennemi, une organisation défensive en voie de réalisation depuis plusieurs jours présentait déjà, grâce aux moyens modernes, une résistance supérieure et à nos moyens et à nos procédés d'attaque, uniquement inspirés de la guerre de campagne du passé. Des hommes abrités dans des tranchées, chaque jour plus profondes, pouvaient défilier les effets de notre artillerie de campagne, et, quand ils se voyaient abordés par notre infanterie, dont la marche naturellement interrompait le feu de cette artillerie, ils reprenaient avec la mitrailleuse, souvent bien abritée, une lutte par les feux, dans laquelle le fusil ne pouvait ouvrir la route à notre infanterie, si brave et si manoeuvrière fût-elle. La nécessité se montrait déjà de bouleverser par un tir d'artillerie lourde les défenses profondes de la position, faites d'abris et de mitrailleuses, avant de les rendre abordables à un assaut. Nous n'avions pas encore d'artillerie lourde dans nos corps d'armée. Nous n'avions pas beaucoup de munitions de campagne. Dans le courant de l'après-midi du 17, le général en chef prescrivait que la 9e armée étendrait son front vers l'ouest, en relevant le 10e corps, droite de la 5e armée. Cette mesure avait pour but de permettre l'emploi éventuel de ce corps d'armée à la gauche du général D'Espérey, qu'une concentration de forces ennemies vers Laon semblait menacer. En compensation je recevais le 12e corps de la 4e armée.

Je donnais immédiatement les ordres en conséquence, et la journée du 18 était employée à réaliser le dispositif prescrit, malgré une forte canonnade et de puissantes attaques de l'ennemi sur deux de nos divisions.

Le 19, tandis que l'armée fait des préparatifs pour reprendre ses actions vers le nord et faire tomber le massif de Moronvilliers, elle est devancée par l'ennemi.

Dans la matinée, les allemands s'emparent de Souain que nous reprenons par une contre-attaque. Au 9e corps d'armée, une reconnaissance poussée par la division marocaine au nord des Marquises ne rencontre devant elle que de faibles fractions et parvient à progresser d'un kilomètre. Elle se heurte alors à une seconde position très solidement organisée, et, cette constatation faite, elle rentre à la nuit dans ses tranchées de départ. La 52e division de réserve a dû abandonner Bétheny rendu intenable par l'artillerie ennemie. Celle-ci continue à bombarder Reims ; la cathédrale est en flammes. Pendant ce temps, la 5e armée a subi de violentes attaques au nord et au sud de l'Aisne, et le général en chef me prescrivait de l'appuyer par tous les moyens possibles. J'ordonnais immédiatement au 11e corps d'armée :

Tout en maintenant solidement et indiscutablement son front au sud-est de Reims et devant cette ville, où il prendra une attitude agressive, le 11e corps d'armée prendra ses dispositions pour attaquer au nord-ouest de Reims à l'appui de la droite de la 5e armée... exécution la plus vive possible.

Le 11e corps d'armée prépare, en exécution de ces ordres, une attaque de trois brigades, mais il ne peut la déclencher, la zone d'action qui lui est assignée n'étant pas encore dégagée par le 10e corps. Le commandant en chef insiste de nouveau pour une stricte économie de munitions. Il ajoute **que l'oubli de cette prescription pourrait conduire à une situation très grave**. Le repli ennemi, constaté le 19 devant la division marocaine, m'ayant incité à tirer la situation au clair, j'ai prescrit au 9e corps d'armée de reprendre le 20, à la première heure, ses attaques en direction de Nauroy et de Beine. La division marocaine réussit à gagner mille deux cents mètres au nord des Marquises en occupant le terrain que la reconnaissance de la veille avait elle-même parcouru. Elle s'y installe et s'y maintient malgré une assez vive contre-attaque, mais elle ne peut entamer le nouveau front allemand. Les efforts tentés depuis le 16 septembre par la 9e armée, et en particulier par le 9e corps d'armée devant Moronvilliers, pour rompre le front adverse, ont montré la valeur des organisations ennemies qui nous sont opposées, et amènent à penser que l'on ne peut espérer leur rupture que d'une action en force, puissamment constituée en artillerie lourde, et visant un point vital de la défense adverse. L'étude du terrain comme la situation tactique indiquent que c'est sur le massif de Nogent L'Abbesse, Berru, que se doivent concentrer les efforts ; c'est là que l'on va tenter de porter de nouveaux coups à l'adversaire. En attendant, on travaillera à renforcer sur tout le front les organisations défensives ; on reposera et on reconstituera les troupes non employées en première ligne.

Mais, sur ces entrefaites, le commandant en chef, par message téléphoné parvenu à Châlons, le 21 à 11 h. 30, fait connaître que le 11e corps d'armée, affecté par son ordre à la 6e armée, doit être mis en marche, dès le 21 au soir, vers la région sud de Soissons. Je constitue immédiatement un nouveau groupement comprenant : la 23e division d'infanterie (du 12e corps) qui est en réserve d'armée vers Mourmelon ; une brigade de la 42e division d'infanterie ; la division marocaine ; la 52e division de réserve ; la 9e division de cavalerie. Il est placé sous le commandement du général Humbert, commandant la division marocaine, et prend le nom de corps combiné. Il doit assurer la défense du front de Reims, entre La Neuville et Prunay. Il préparera en outre l'attaque du massif de Berru, dont le déclenchement aura lieu à une date ultérieure.

La relève des éléments en ligne du 11e corps d'armée s'opère sans incident pendant la nuit du 21 au 22, et les dernières unités quittent la région de Reims le 22 vers 7 heures. Le 23 au matin, le corps combiné est entièrement constitué et se prépare à attaquer à l'est de Reims. Cependant, un glissement des forces allemandes vers le nord-ouest ayant été signalé sur le front de la 5e armée, celle-ci, pour s'y opposer, attaque le 23 au matin vers le nord et le nord-est. Je prescris en conséquence au général Humbert d'appuyer cette attaque par son canon, puis, vers 15 heures, d'agir avec toutes ses forces disponibles. En exécution de ce dernier ordre, la division marocaine attaque sur le front la Pompelle, bois du Désert ; ses troupes progressent lentement, puis, violemment contre-attaquées, elles doivent céder le terrain conquis. Néanmoins le but était atteint ; le général Humbert avait attiré sur lui les forces ennemies situées dans son secteur d'attaque. Les reconnaissances d'aviation confirmaient, en effet,

l'entrée en ligne de troupes allemandes, signalées le matin même en position de rassemblement en face du corps combiné.

Dans les quatre journées suivantes des 24, 25, 26 et 27 septembre, la 9e armée va concentrer ses efforts en vue de conquérir le massif fortifié de Cernay-Lez-Reims, Nogent-L'Abbesse, Berru. L'opération principale, menée contre ce massif par le corps combiné, sera appuyée par les corps d'armée à sa droite. L'attaque part le 24 à 7 heures. Ce jour-là, j'installe mon poste de commandement à Verzenay. À gauche, la 52e division de réserve progresse d'environ un kilomètre en direction de Cernay-Lez-Reims. La 42e division d'infanterie s'empare du fort de La Pompelle et de la ferme d'Alger. La division marocaine gagne un peu de terrain vers le bois du Désert et au nord Des Marquises. Au centre, le 9e corps d'armée ne réussit pas à avancer. À droite, le 12e corps d'armée gagne environ cinq cents mètres en direction d'Aubérive, épine De Védegrange, tandis que le 21e corps d'armée prend pied à la cote 155 (ouest de Souain). Dans l'ensemble on a progressé et la situation, en particulier, paraît favorable devant le corps combiné. J'ordonne en conséquence, à midi, d'accentuer l'offensive et, après une soigneuse préparation d'artillerie, de reprendre l'attaque et de la poursuivre jusqu'à la nuit. J'appelle l'attention du 9e corps d'armée qui est particulièrement bien placé pour aider le corps combiné :

... en vue d'appuyer l'attaque en progrès des troupes du général Humbert, l'attaque sera reprise à 16 heures précises par l'infanterie du 9e corps d'armée (17e division d'infanterie en particulier). Le terrain conquis en fin de journée sera maintenu et fortement organisé. L'artillerie avancera des batteries sur la première ligne.

Mais, dans l'après-midi, l'ennemi tient tête partout, et les progrès de nos troupes, se heurtant à des tranchées renforcées de fils de fer, dont les abords sont battus par l'artillerie et les mitrailleuses, deviennent bientôt insignifiants. Quand le combat s'arrête à la tombée du jour, la 42e division d'infanterie seule a pu enregistrer un gain de terrain au nord et à l'est de la ferme d'Alger.

Le 25, l'attaque est reprise à la gauche de l'armée, la droite ne devant passer à l'offensive que lorsque l'ordre en sera donné. Le corps combiné fait encore quelques progrès à l'est de Reims et gagne environ un kilomètre entre Le Linguet et La Jouissance. Sur le reste du front, rien à signaler.

Le 26, la 9e armée doit persister dans l'attitude prescrite pour la journée précédente, mais elle est prévenue dans ses actions par une grande offensive ennemie, qu'un radiogramme intercepté a annoncée d'ailleurs quelques heures auparavant. Je le communique à mes troupes en disant :

Il résulte d'un radiotélégramme saisi que l'empereur aurait ordonné aux armées allemandes de livrer bataille aujourd'hui sur tout le front. Cet ordre arrive au moment précis où les armées alliées ont achevé leurs dispositions préparatoires à l'offensive par la gauche. Nous sommes donc dans des circonstances très favorables. Un sérieux effort doit suffire pour battre l'ennemi. Le général commandant la 9e armée compte sur l'énergie de tous pour que les positions soient maintenues inviolables et pour que toutes occasions favorables soient saisies pour passer à l'offensive...

De fait, après une préparation d'artillerie des plus violentes, les allemands passent à l'attaque sur tout le front ; leurs efforts se portent d'abord à l'est de Reims, sur Saint-Léonard, où une division de la garde réussit à refouler jusqu'au

pont du canal l'infanterie (23e division) qui occupe cette région. Le général Humbert prend immédiatement les dispositions voulues, mais ses réserves sont bientôt épuisées, et il demande **en face de l'ampleur de l'attaque allemande que les disponibilités, s'il en reste, soient acheminées vers sa zone**. Je prescris en conséquence au 9e corps d'armée d'envoyer d'urgence au corps combiné une brigade prise sur ses réserves. Quatre bataillons, qui constituent les seules troupes disponibles du 9e corps d'armée, sont aussitôt dirigés de Thuizy vers la région sud de Puisieulx. En compensation, le 9e corps d'armée recevra une brigade disponible du 21e.

De son côté, en effet, le 9e corps est très fortement engagé dans la région de Prosnes contre une attaque menée par une division d'infanterie saxonne. À gauche, cette attaque échoue complètement, mais au nord de Prosnes, l'ennemi parvient jusqu'à la Chaussée Romaine, et le combat se prolonge de ce côté pendant la soirée et une partie de la nuit suivante. Dans la région de Saint-Hilaire et de Souain, les efforts des allemands sont annihilés par la ferme résistance des 12e et 21e corps. En résumé, au soir de la journée du 26, on peut considérer que la grande offensive allemande a échoué devant le front de la 9e armée. Les quelques gains de terrain qu'elle a réalisés vont être, dès le lendemain, perdus pour elle.

Le 27, en effet, le 9e corps d'armée rétablit entièrement son front. De son côté, le corps combiné monte une attaque avec les 23e et 42e divisions d'infanterie sur les tranchées occupées par l'ennemi au nord du pont de Saint-Léonard. Cette action, très habilement appuyée par nos quelques pièces d'artillerie lourde, réussit entièrement. Le 27 au soir, la situation est complètement rétablie sur tout le front de la 9e armée. La puissante attaque allemande est définitivement un échec. Il n'en est pas encore ainsi à la 5e armée. On m'a signalé que le 3e corps, qui en forme la droite, est très fortement engagé, et j'ai été invité à me tenir prêt à intervenir éventuellement à la droite de la 5e armée pour le dégager. Mais une communication importante du général en chef va désormais fixer la conduite à tenir. Il faut savoir que le manque de munitions d'artillerie crée une situation critique qui peut même devenir tragique. Je ne recevrai plus d'obus de 75 avant deux ou trois semaines et j'ai à régler mes opérations en conséquence. Du reste, la manœuvre du général en chef se développe à présent au nord de l'Oise. Elle vise à déborder la droite allemande. La défensive est imposée aux armées alliées sur tout le front de l'Oise à la frontière suisse.

Dès ce moment, je prescris aux corps d'armée de se maintenir sur la défensive. Organiser fortement le terrain en y perfectionnant leurs installations, réorganiser, reconstituer, reposer les troupes, en leur communiquant les raisons qui commandent alors le changement d'attitude, telles sont les occupations auxquelles on a à se consacrer. J'ordonne en outre les mesures à prendre pour restreindre les consommations de munitions. L'ère des grandes opérations est close pour la 9e armée ; en face d'elle l'ennemi reste également sur la défensive. La période qui s'étend du 28 septembre au 4 octobre ne donnera donc lieu, devant la 9e armée, qu'à des événements de peu d'importance pour la situation générale.

Le 1er octobre, le 21e corps est enlevé à la 9e armée, pour être transporté dans la région du nord. En vue de répondre aux nouveaux besoins ainsi créés, j'adresse une instruction sur l'organisation défensive des fronts étendus ; la base de cette organisation doit être l'établissement d'un système de défense en profondeur **procurant à la fois une augmentation de résistance et une économie**

de forces. À partir du 4 octobre, sur le front de la 9e armée, les opérations semblent entrer dans une période de stagnation d'une certaine durée. L'adversaire est installé sur de fortes positions dominantes, armé d'une puissante artillerie de gros calibre ; il a organisé des lignes continues de tranchées profondes, avec mitrailleuses et pièces de flanquement en partie abritées. Le déloger de là n'est pas pour le moment à entreprendre. D'autre part, dans sa forte offensive du 26 septembre, il a complètement échoué. Nos organisations défensives s'améliorent chaque jour et rendent ses tentatives moins dangereuses. Dans ces conditions, on ne peut de longtemps prévoir d'événement décisif en Champagne.

Que se passait-il ailleurs, sur les autres parties de notre front, en particulier à l'aile gauche de nos armées ? Je ne le savais que vaguement par les communiqués journaliers, lorsque, dans l'après-midi du 4 octobre, le général en chef m'appela à son grand quartier général de Romilly-Sur-Seine, où je le trouvais vers 16 heures. L'ensemble des opérations qu'il poursuivait à l'aile ouest des armées alliées, me dit-il, avait tout d'abord pour objet d'envelopper l'aile correspondante des armées allemandes, et, en cas d'impossibilité, de s'opposer à l'enveloppement de notre aile gauche par l'ennemi. Dans ce but, il avait transporté à la gauche de la 6e armée, au nord de l'Oise et de la Somme, la 2e armée du général De Castelnau, dont le quartier général était à Breteuil, ainsi qu'un détachement d'armée sous le commandement du général De Maud'huy, dont le quartier général était à Saint-Pol, en route vers Arras. Ce détachement d'armée, grossi chaque jour et appelé à prendre une certaine indépendance, devait se transformer, le 5, en 10e armée. Entre ces deux armées, la liaison était faite par un groupe de divisions territoriales sous le commandement du général Brugère, dont le quartier général était à Doullens. En outre, l'armée britannique avait demandé et obtenu d'être transportée de l'Aisne à la gauche de nos armées. Son quartier général allait venir à Saint-Omer. Le mouvement serait très prochainement effectué. Enfin il y avait à entrevoir, pour un moment encore indéterminé, des ententes à établir avec l'armée belge, groupée actuellement autour d'Anvers. En présence de certaines hésitations ou incertitudes manifestées dans le commandement de quelques-unes de nos forces de cette région, comme aussi des accords à faire avec les alliés, il me chargeait d'aller dans le Nord prendre sans retard la direction de nos affaires et de coordonner nos opérations avec les armées alliées. J'aurai le titre d'adjoint au général en chef.

Je rentrais aussitôt à mon quartier général de Châlons ; il était 19 heures. Je constituais un état-major ; j'appelais le général Humbert, actuellement à la tête du corps combiné, et je lui passais le commandement de la 9e armée. Depuis le début de la guerre, ce jeune officier général avait donné les plus belles preuves de calme, de jugement, de décision et d'énergie. Avec lui je réglais les affaires pendantes ; je prenais ensuite un congé ému du préfet de la Marne, l'excellent M. Chapron, comme du restant de mon état-major qui devait me rejoindre dans quelques jours, et, à 22 heures, je quittais cette ville de Châlons, qui avait vu notre entrée victorieuse du 12 septembre, pour courir dans le Nord à de nouvelles destinées.

C'était d'abord un long voyage de nuit à faire en automobile, par des routes ruinées à la suite des opérations, encore encombrées de convois, des rivières à franchir sur des ponts détruits et sommairement réparés, à travers des localités aux profils déchiquetés par la bataille. Nous le commençons en traversant le champ de bataille de la Marne, par Montmirail, Meaux, où nous passons la

Marne, en traversant ensuite le champ de bataille de l'Ourcq par Senlis, Creil, où nous passions l'Oise ; nous le poursuivions par Clermont, Saint-Just-En-Chaussée, Breteuil, où nous arrivions le 5 octobre vers 4 heures et demie. Je faisais immédiatement prévenir de mon arrivée le général De Castelnau et je l'attendais couché sur un banc de l'école. Il arrivait peu de temps après, et je prenais la conduite de nos affaires dans le Nord.

LA BATAILLE DES FLANDRES — OCTOBRE 1914 - Avril 1915

Chapitre premier — La manoeuvre du nord.

Ce que fut en réalité la course à la mer. – la situation à la 2e et à la 10e armées françaises – premières dispositions au nord de la Lys. – chute d'Anvers, 8 octobre. – entrée en ligne de l'armée britannique, ses opérations jusqu'au 15 octobre. – arrivée de l'armée belge sur l'Yser ; entrevue de Furnes, 16 octobre. – ce que sera la bataille des Flandres.

Après les événements, on a baptisé cette seconde partie de la guerre qui a suivi la bataille de la Marne : la course à la mer. Le mot était d'un joli effet, il donnerait à lui seul une idée fautive de la manoeuvre qui était entreprise, il ne répond en rien à la pensée qui dirigeait les opérations militaires. C'est à l'ennemi que nous avons couru ; nous avons tenté de le déborder et d'envelopper son aile droite, ou, quand il prenait de l'avance, nous avons paré à son développement, car lui aussi cherchait par plus de vitesse à réussir une manoeuvre analogue de débordement. De là résultait une course à l'aile, à l'aile nord des armées opposées. Il nous fallait en même temps l'arrêter et l'immobiliser sur le reste du front qui s'allongeait de plus en plus. C'est cette manoeuvre symétrique qui a fait rapidement remonter cette aile, à une allure des plus accélérées, à travers l'Île-De-France, la Picardie, l'Artois, la Flandre, jusqu'à la mer du Nord. La mer en fut ainsi le terme sans jamais en avoir été le but. Tout le long de la route parcourue, le débordement poursuivi par chacun des deux adversaires avait abouti à un combat de front contre front, sans résultat décisif. Et quand, devant la mer, l'espace fit défaut, pour avoir une décision, on chercha de part et d'autre à briser dans un suprême effort des dispositions encore hâtives et improvisées, ce fut la bataille d'Ypres.

C'est ainsi qu'après un mois de course, les masses alliées, qui avaient à la Marne brisé l'invasion ennemie, allaient de nouveau, sur les bords de l'Yser, en arrêter la marche, et, en sauvant les ports de la Manche, renforcer la coalition et consolider l'union franco-britannique. Si elles n'y renvoyaient pas l'armée allemande dans une victoire décisive, elles culbutaient tous ses projets en fermant la dernière porte par laquelle ils pouvaient s'exécuter.

J'avais donc, dès mon arrivée à Breteuil, à coordonner les opérations dans le Nord, en commençant par notre 2e armée. Son chef, le général De Castelnau, m'exposa tout d'abord la situation de nos forces dans la région. Elles s'étendaient jusqu'au nord d'Arras, depuis Ribécourt sur l'Oise, où le 13e corps, aile droite de la 2e armée, avait été arrêté dans sa marche sur Noyon. Elles faisaient face à l'ennemi arrivé sur la ligne Lassigny, Roye, Chaulnes, Feuillères sur la Somme, Contal-Maison, Beaucourt. Plus au nord, le groupe de divisions territoriales du général Brugère, en retraite de la région de Bapaume, défendait les abords de la route d'Amiens à Arras, et maintenait une liaison, des plus précaires il est vrai, avec la 10e armée, en voie de formation autour d'Arras. Depuis plusieurs jours, la 2e armée avait à livrer des combats très durs et que l'étendue des fronts à défendre avait rendus particulièrement difficiles. La 10e armée lui avait fait

parvenir la veille des nouvelles alarmantes, qui faisaient redouter son enveloppement. Aussi le commandant de la 2e armée était-il amené, dans le compte rendu qu'il me faisait, à envisager l'éventualité du repliement d'une partie de ses forces, notamment de celles engagées au nord de la Somme, dans le but de les ramener au sud de cette rivière, sur la rive gauche.

Quelles que fussent les considérations pouvant expliquer une pareille détermination, les conséquences les plus graves allaient en résulter, me semblait-il, pour l'ensemble de la guerre. Elles en précipiteraient la marche dans un sens contraire à nos intérêts. C'était d'abord l'enveloppement par les armées françaises, entrepris par le général en chef, qui était arrêté dans son développement. C'était ensuite la porte ouverte à l'enveloppement par les allemands, à la gauche de notre 2e armée. C'était l'abandon de notre 10e armée à une fortune déjà sévère, qui pouvait lui devenir fatale.

En tout cas, si, en repliant la 2e armée, on l'établissait dans une situation plus forte, mieux protégée par la Somme, on compromettait le sort des provinces du nord de la France, des ports de la Manche, des communications avec la Grande-Bretagne, comme avec la Belgique. Sans regarder plus loin, malgré les rigueurs du moment présent et la noirceur du tableau qui m'était fait à la 2e armée, il fallait à tout prix éviter de pareilles conséquences, se raidir contre les événements, et, en tout cas, ne pas prendre l'initiative d'un mouvement de repliement que l'action de l'ennemi n'imposait pas encore d'une façon absolue. Au lieu de le préparer, on pouvait s'y opposer en maintenant énergiquement les troupes en place, tandis que nous poursuivrions plus au nord, avec les troupes anglaises en cours de transport, et celles qu'envoyait journellement le général en chef français, le développement de la manoeuvre décisive, appelée pour finir à soulager la 2e armée elle-même. C'est dans cet ordre d'idées que j'arrêtai la ligne de conduite à tenir à la 2e armée et que je lui demandai de se maintenir à tout prix sur les positions qu'elle occupait.

Les grandes guerres, surtout quand elles intéressent plusieurs nations alliées, comme les grandes batailles qu'elles comportent, ne peuvent en effet être envisagées au point de vue de chacun des groupes de forces qui y participent. Elles constituent un ensemble, un tout combiné d'actions solidaires, réparties certainement sur de grands espaces et de longues durées de temps, mais dont la concordance est indispensable à maintenir pour arriver à un résultat final avantageux. Que l'une de ces actions vienne à rester en souffrance, ou que l'un des groupes de forces soit particulièrement éprouvé, le commandement supérieur doit quand même et avant tout maintenir son plan d'ensemble, comme aussi relancer ou soutenir en même temps l'action défaillante, sans jamais admettre sa disparition, ni par là une modification ou un abandon de ce plan. Les épreuves, à un moment donné, d'un groupe de forces, même tel qu'une armée, seraient insuffisantes pour justifier une telle perturbation dans l'ensemble des opérations entreprises par les autres armées ou dans la sauvegarde des intérêts alliés. Une morale très saine se dégage alors pour le commandement à tous les degrés de la hiérarchie, à savoir que plus la situation de sa troupe est troublée et inquiétante, plus l'heure devient grave, plus le devoir lui incombe de pousser ou de maintenir à tout prix ses opérations propres dans le sens tracé au plan d'ensemble, sans se laisser impressionner par les brouillards ou les périls de sa situation particulière ; elle sera toujours rétablie par la réussite de l'ensemble. Il lui appartient par contre de trouver, dans son imagination et son esprit, les moyens de faire durer sa troupe jusqu'à la fin de la crise. La victoire de la Marne avait à mes yeux pleinement justifié cette doctrine. Il n'y avait qu'à la reprendre.

Dès lors, il est entendu, dans la matinée du 5 octobre, avec le commandant de la 2e armée que, quelles que soient les difficultés du moment, ses troupes auront à maintenir, par tous les moyens de résistance à leur disposition, le front qu'elles tiennent actuellement.

Après lui avoir annoncé mon retour à Breteuil dans la soirée même de ce jour, je le quitte vers 7 heures pour me rendre au quartier général de la 10e armée, à Saint-Pol. J'atteins le général de Maud'huy qui la commande, vers 10 heures, à son poste de commandement d'Aubigny, non loin d'Arras, mais à cent kilomètres de Breteuil. Une fois de plus, en cours de route, il nous fallut remonter la sombre et épaisse colonne des populations reculant devant l'ennemi. Ici ce sont les nombreuses familles d'ouvriers des pays de mines de la région de Lens. Elles fuient en masses humaines compactes, à la différence des populations agricoles suivies généralement de leur bétail, comme de charrettes chargées de leur avoir, et que nous avons vues en Lorraine et en Champagne.

Le général De Maud'huy, quand je le trouve à Aubigny, est dans un parfait état moral. C'est un beau soldat en pleine bataille. Lancé avec une cavalerie nombreuse à la recherche de l'enveloppement de l'aile nord allemande, il se trouve attaqué par des corps d'armée en marche sur Arras, et, le 5 octobre, au moment où je le rejoins, il est repoussé jusqu'aux abords de la ville. Il a été en effet devancé par les corps d'armée ennemis, et c'est sous leurs violentes attaques qu'il lui faut au plus tôt réunir ses éléments encore dispersés de la Lys, de Merville et d'Armentières, jusqu'au sud d'Arras. En attendant et en poursuivant leur réunion, il lui faut les diriger dans une combinaison de résistances improvisées, comme aussi faire cesser des incertitudes sur l'attitude à tenir qui règnent encore chez plusieurs de leurs chefs.

J'arrive sur ces entrefaites, et, d'accord avec le général De Maud'huy, nous convenons ensemble des dispositions tendant : 1. à arrêter d'abord la marche de l'ennemi sur Arras ; 2. à maintenir ferme sur place les troupes de première ligne engagées ; 3. à réunir au plus tôt les autres en arrière, en mettant en même temps la main sur certains points d'une importance tactique particulière, tels que Notre-Dame-De-Lorette ; 4. Enfin à poursuivre l'offensive à notre aile gauche, en vue toujours de l'enveloppement recherché, avec le 21e corps d'armée, qui porterait sa 43e division d'Aubigny sur Carency et sa 13e de la Bassée sur Loos et Lens, tandis qu'une partie de la cavalerie relierait ces deux divisions et qu'une autre les couvrirait à l'est. Les troupes disponibles pour cela sont : le 10e corps d'armée, le corps provisoire (70e et 77e divisions), le 21e corps d'armée, la 45e division, le corps de cavalerie Conneau (1ere, 3e, 10e divisions de cavalerie) et le corps de cavalerie de Mitry (4e, 5e, 6e divisions de cavalerie).

Après avoir arrêté ces directives avec le général de Maud'huy, je reprends dans l'après-midi la route d'Amiens, et j'arrive le soir à Breteuil, où la 2e armée me rend compte que la journée s'est écoulée sans incident particulier. Dans ces conditions, je passe la soirée avec le général De Castelnau, et la nuit dans son voisinage à Breteuil. Nous nous séparons le lendemain matin 6 octobre, en arrêtant de tenir la même ligne de conduite que la veille. Il y aura à faire carrément tête à l'ennemi sur le front de la 2e armée, comme des divisions territoriales, tandis que nous pousserons une offensive débordante à l'extrémité nord de la 10e armée, où je me porte près du général De Maud'huy.

Rendu de nouveau à Aubigny dans cette matinée du 6, je constate que l'offensive prescrite au 21e corps d'armée en direction de Lens se développe lentement en présence de résistances sérieuses. Malgré cela, nos cavaliers ont

pris pied sur le plateau de Notre-Dame-De-Lorette ; ils y seront relevés le lendemain par les troupes du 21e corps d'armée, dont les deux divisions, bien soudées, ont jeté une avant-garde à Pont-à-Vendin.

La journée, au total, sans donner de résultats importants, a bien engagé les opérations à la 10e armée. Dans ces conditions, je rentre à mon quartier général que j'ai fait porter à Doullens, à moitié distance de Breteuil et d'Aubigny, lorsqu'au téléphone de Doullens, le chef d'état-major de la 2e armée me fait savoir qu'une attaque violente s'est produite sur le front de cette armée et qu'il est à désirer que je puisse me rendre dans la soirée même à Breteuil. En fait, le 4e corps, devant les attaques allemandes sur le plateau du Santerre, a cédé du terrain et perdu Parvilliers, Damery, Andechy, Le Quesnoy. Le général commandant la 2e armée a l'impression que sa ligne va crever quelque part. Dans ces conditions, je repars pour Breteuil.

Avec le commandant de cette armée je fais le compte des réserves dont il dispose par lui-même, des secours que la 6e armée met à sa disposition, et de ceux (deux divisions) que la cavalerie anglaise du général Allembry, en route pour les Flandres et de passage à Montdidier, peut lui fournir. Nous décidons ensemble qu'il n'y a qu'à utiliser les renforts s'ils sont nécessaires, mais qu'il n'y a rien à changer dans la conduite à tenir à la 2e armée : faire partout tête à l'ennemi pour l'arrêter dans ses offensives, et pour cela organiser défensivement et au plus tôt notre front, en enfonçant nos troupes en terre. En fait, cette journée du 6 octobre va être pour assez longtemps la dernière épreuve sérieuse de la 2e armée. Les affaires réglées de la sorte à Breteuil, je rentre immédiatement à mon quartier général de Doullens à une heure avancée de la nuit. J'avais fait, jusqu'à ce moment, depuis mon départ du 4 octobre au soir, c'est-à-dire en cinquante-sept heures, plus de huit cent cinquante kilomètres en voiture, pour courir de Châlons aux deux batailles de la 2e armée à la Somme et de la 10e armée à Arras.

Notre installation à Doullens ne manquait pas d'ailleurs d'une certaine simplicité, car la ville était déjà occupée, c'est-à-dire remplie par le quartier général du groupe de divisions territoriales du général Brugère, avec ses deux cents automobiles des plus confortables et ses personnalités de marque.

La bataille de la 10e armée se continue le 7 avec les mêmes caractères renouvelés de la journée du 6. Mais, pendant ce temps, d'autres opérations appellent mon attention dans un pays où l'ennemi multiplie ses pénétrations. Nous avons poussé notre cavalerie (deux divisions) jusqu'à la Lys qu'elle surveille ; mais, plus au nord, dans cette partie des Flandres qui s'étend jusqu'à la mer, l'ennemi pourrait tourner nos entreprises de l'Artois, atteindre les ports de la Manche, et nous séparer de l'armée belge encore réunie autour d'Anvers. Il faut bien, au plus tôt, nous assurer la possession de cette région. De là les instructions immédiatement données pour la mise en état de défense de la place de Dunkerque, la réalisation des inondations d'eau douce, la préparation des inondations d'eau de mer.

Plus au sud de la Lys, il y a la ville de Lille, place forte déclassée, mais centre de population et d'industrie particulièrement important. Elle a été abandonnée par nos troupes lors du repli de nos armées à la Marne. M'étant mis en communication par téléphone avec le préfet et ayant eu confirmation de cet abandon de la grande ville au milieu des patrouilles de l'ennemi, je décide, dans la soirée du 9, de la faire réoccuper, et en réalité nous y faisons entrer un détachement comprenant trois bataillons de territoriaux, une batterie, trois

escadrons. Le 11, ils sont attaqués, ils résistent dans la citadelle. Nos efforts vont tendre à leur donner la main en portant jusque-là la manoeuvre enveloppante de nos armées.

L'armée britannique est en effet susceptible d'entrer en ligne. Elle arrive du front de l'Aisne. Dans l'esprit du commandant en chef, elle doit continuer la manoeuvre débordante entreprise à l'aile nord de nos armées. Tandis que deux divisions de cavalerie arrivent par voie de terre, deux corps d'armée ont commencé de débarquer, dans la nuit du 5 au 6, aux environs d'Abbeville et d'Étaples. L'armée britannique doit être portée le plus tôt possible vers la gauche française, d'où elle reprendra la liaison avec les forces anglaises et belges opérant en Belgique. Pour couvrir ces débarquements, j'envoie de Dunkerque une brigade territoriale avec de l'artillerie. Elle s'installe sur la ligne du canal de Watten, Saint-Omer, Aire, gardant les débouchés de la forêt de Clairmarais.

En même temps je fais avancer une autre brigade territoriale de Dunkerque sur Poperinghe, pour me permettre de porter les débarquements de l'armée britannique à Béthune et à Saint-Pol. Le maréchal French, ayant établi son quartier général à Abbeville, vient me trouver à Doullens le 8 octobre. Je suis particulièrement heureux de le revoir, ce qui ne nous est pas arrivé depuis le commencement de la campagne. Nous nous connaissons de longue date, et le parfait accueil que j'ai rencontré auprès de lui à différentes reprises en France ou en Angleterre, dans les années antérieures, ne me laisse aucun doute sur la franchise de nos relations dans la guerre. Il m'annonce, entre autres nouvelles, la capitulation d'Anvers, et, comme il me demande ce que nous pourrions faire pour répondre à un pareil événement qui met la Belgique aux mains des allemands, je lui réponds que nous sommes encore bien loin d'avoir rejoint l'armée belge et d'avoir atteint avec nos troupes les côtes de la mer du Nord. Arriverons-nous à temps pour réaliser ce double résultat ? La seule réponse possible à faire en ce jour, c'est que tous nos efforts vont tendre à l'obtenir, si nous ne parvenons pas à envelopper d'abord l'aile nord de l'ennemi. Avec le maréchal se trouve mon vieil ami, depuis field-marschal, sir H. Wilson. En termes émus, je lui dis ma satisfaction de le revoir et ma conviction que si l'armée britannique a été si rapidement et si complètement engagée dans la guerre, c'est bien aux dispositions et aux préparatifs arrêtés par lui à l'état-major britannique que nous le devons. Il s'était déjà montré le patriote vigilant et le chef prévoyant que la suite de sa carrière allait révéler.

De mon côté, la confiance restait entière, la situation ne me semblait pas mauvaise. J'avais vu l'ennemi échouer en Lorraine, nous l'avions battu à la Marne. Il tentait de rétablir ses affaires dans le Nord, nous lui tenions tête. Le coup de foudre par lequel il comptait mettre la France hors de cause était victorieusement paré, le poids de la Russie dans la balance ne pourrait pas ne pas se faire bientôt sentir. Bien plus, après les résultats déjà obtenus à nos 2^e et 10^e armées, et avec l'entrée en action très prochaine de l'armée britannique, la possibilité reparaisait de l'extension de notre manoeuvre par le nord, et j'écrivais le 10 octobre au général en chef :

Mon général,

Je crois notre situation très satisfaisante. Castelnau ne bouge pas. Ses territoriaux de même avec quelques incidents. Maud'huy attaque autour d'Arras avec des succès lents mais continus. Plus au nord, notre cavalerie vient d'être refoulée sur la ligne La Bassée, Béthune. Je n'y attache pas une grande importance parce que : aujourd'hui à midi

nous aurons le 2e corps d'armée anglais, à Béthune et Lillers, le corps de cavalerie anglais à Aire et à Guarbecque. les débarquements anglais se font aujourd'hui à Saint-Omer (que nous tenons toujours) et aux environs. Dans ces conditions une attaque allemande me semble peu redoutable.

La 2e armée reprend de l'aplomb. L'arrivée de Duchesne y produira un excellent effet. On n'y parle plus de retraite. Je l'avais d'ailleurs formellement interdit. C'est la cavalerie qui n'a pas encore l'aplomb suffisant.

Je rentrerai à Romilly quand vous le voudrez, mais je crois ma présence encore utile ici tant que nous ne sommes pas alignés, que la marche en avant n'est pas reprise, qu'il faut embrasser un vaste territoire allant de Dunkerque par Lille à Noyon, aux incidents les plus variés. recevez, mon général, l'assurance de mon très attaché respect.
signé : Foch.

p.-s : - mon idée serait, si vous l'approuvez et si le maréchal French s'y rallie, de porter la gauche de notre armée (10e) par Lille à l'Escaut de Tournai ou à Orchies, l'armée anglaise venant par Lille et plus au nord en se développant de Tournai par Courtrai, pour rallier par la rive gauche de l'Escaut ou celle de la Lys tous les détachements français, anglais, belges, sur la rive gauche de l'une de ces rivières, on verrait ensuite.

En tout cas, le maréchal French doit avoir, prêts à entrer en action le 10 octobre, un corps d'armée, le 2e, et deux divisions de cavalerie entre Béthune et Aire ; le 12, un corps d'armée, le 3e, et deux divisions de cavalerie entre Béthune et Saint-Omer. Nous arrêtons, le 10, les dispositions de nature à relancer l'attaque et à éclaircir au plus tôt notre situation d'après les considérations de la note suivante prise comme base :

Dans la situation actuelle des armées alliées, le premier soin paraît être d'opérer, dans des conditions de sûreté convenables, la réunion des forces éparses à la suite des derniers événements de la guerre, forces belges, anglaises, françaises.

La région nord et est de Lille, avec l'Escaut d'une part et la Lys de l'autre, semble constituer un terrain de réunion favorable. si demain 11, et après-demain 12, la gauche de la 10e armée française est appuyée par la droite de l'armée anglaise (2e corps et corps de cavalerie) agissant par le front Béthune-Merville, il est à présumer que la direction de Lille redeviendra libre. D'autre part, la région au nord de la ligne Merville, Hazebrouck, Cassel, que nous tenons, paraît n'être occupée que par de faibles forces. dans ces conditions, on estime que, dans la matinée du 13, la gauche de l'armée française pourrait se mettre en marche vers Lille, et, ultérieurement, Tournai ; la droite de l'armée anglaise vers la région au nord de Lille, et, ultérieurement, vers Templeuve ; le centre de l'armée anglaise marchant sur Courtrai.

En arrière de l'Escaut, ainsi tenu à Tournai, et de la Lys, tenue à Courtrai, pourraient se rallier les détachements anglais, français et belges. Si cette manière de voir est partagée par monsieur le maréchal commandant en chef l'armée britannique, l'armée française disposerait

pour ses mouvements de la route : Ostreville, Houdain, Verquigneul, La Bassée, Lille, Tournai, et des communications plus au sud. l'armée anglaise disposerait des communications plus au nord.

On a l'honneur de demander si elle est approuvée.

signé : Foch.

Le maréchal French s'engage à appuyer de toute façon et aussitôt que possible l'action des troupes françaises, mais par suite d'un retard dans les débarquements, le 3e corps d'armée britannique n'aura sa première division disponible que le 13 après-midi et ne sera en état de marcher en entier que le 15 au soir.

Pendant ce temps, la 2e armée française se maintient sur ses positions, mais l'aile nord de la 10e armée et les premiers éléments de l'armée britannique voient leur marche en direction de Lille arrêtée par les attaques répétées et de plus en plus fortes que l'ennemi développe au sud de la Lys.

Par l'arrivée et les progrès des forces britanniques sur la rive nord de la Lys, dans la journée du 15, nous commençons bien de réaliser le débordement et l'enveloppement de l'aile nord des armées allemandes qui opèrent en France, mais un nouvel orage se prépare.

C'est l'entrée en scène des forces ennemies qui opèrent en Belgique, sur cette même rive nord de la Lys, et que la reddition d'Anvers a rendues disponibles. Un couloir nouveau est ouvert à l'invasion, que nous parvenions avec peine à endiguer en Picardie, en Artois, dans la Flandre française, et à encercler à la Lys, d'Armentières à Menin. C'est un nouveau théâtre d'opérations à envisager, celui de la Belgique, une situation militaire de fait à prendre immédiatement en compte, car elle rouvre tous les dangers, menaçant les ports de la Manche et l'unité et la liaison des alliés.

C'est la marche [nach Calais](#) qu'il faut bien arrêter. C'est la Belgique, sinon à reconquérir, du moins à sauver en partie, pour maintenir son existence. Où allions-nous pouvoir effectuer la réunion des forces alliées dispersées dans la région, opération qui avait déjà été entrevue dans la note du 10 octobre, mais que la Lys et l'Escaut ne pouvaient plus couvrir ? Quelle était la valeur de ces forces ? Dans quelle mesure pourrions-nous les faire coopérer à nos opérations en cas de nécessité ? à l'abri de quel obstacle allions-nous pouvoir les reconstituer et former tout au moins une barrière aux entreprises de l'ennemi ?

En réalité, Anvers a été occupé par l'armée allemande le 9 octobre, et l'armée belge a entamé sa retraite dans la direction Ecloo, Bruges. Pour la secourir à Anvers, l'amirauté anglaise a envoyé, sous le général Rawlinson, la 7e division d'infanterie et la 3e division de cavalerie ; la France, une brigade de fusiliers marins sous l'amiral Ronarc'H. Ces détachements n'ont pu dépasser Gand. Ils se replient en couvrant la droite de l'armée belge.

L'armée belge gagne tout d'abord la région Ostende, Thourout, Dixmude, Furnes, où le général Pau, qui représente le haut commandement français auprès de cette armée, la trouve le 10 fortement éprouvée à la suite du siège d'Anvers et de la retraite qui en a été la conséquence. Son mouvement va se continuer vers Calais et Saint-Omer, quand le général Joffre tentait, en vain d'ailleurs, de l'attirer vers Ypres et Poperinghe pour se lier aux armées alliées et participer à leur mouvement débordant.

Avisé moi-même de ces intentions, je demande au général Pau d'obtenir que l'armée belge prenne sa ligne d'opérations et sa base sur Dunkerque, au lieu de Calais, afin de moins s'éloigner de la Belgique au moment où les armées alliées vont y pénétrer. C'est dans ces conditions qu'il est décidé le 11, à Ostende, de diriger sur Dunkerque les dépôts et les hommes non instruits, de réunir les six divisions qui forment l'armée belge dans la région Nieuport, Furnes, Dixmude, toujours couvertes à l'est par la division britannique du général Rawlinson et par la brigade française de fusiliers marins de l'amiral Ronarc'H ; elles ne se retireront pas si elles ne sont pas attaquées, et, dans le cas où elles seraient obligées à la retraite, elles s'établiraient et s'organiseraient défensivement, en dernière ligne, derrière l'Yser et le canal de Dixmude à Ypres, en se maintenant constamment en liaison avec cette ville.

De ce maintien de l'armée belge le long de la côte, il résulte pour elle un isolement qui peut lui être fatal, et un abandon du noeud de communications d'Ypres qui peut être mortel au plan des alliés. Aussi, dès le 12, je prescris que le général Bidon, gouverneur de Dunkerque, **prendra sous son commandement les 87e et 89e divisions territoriales. Il s'établira sur la route Poperinghe-Ypres, d'où il cherchera la liaison vers Zonnebeke et Roulers avec les forces alliées agissant à l'est (belges, anglaises, marins français), et manœuvrera pour se maintenir à droite en liaison avec les forces britanniques qui arrivent aujourd'hui à Eecke.** Il aura, en outre, à organiser à Ypres un fort point d'appui, pour barrer les offensives ennemies qui partiraient d'Armentières, de Comines ou de Menin. Par là, et dès le 14, nous aspirons à constituer sans retard, au milieu des éléments hétérogènes, inconsistants et mouvants, des forces alliées de la région, un centre de résistance et un solide point de réunion, autour duquel elles pourront nouer et appuyer leurs actions.

L'état de l'armée belge mérite d'ailleurs d'être pris en considération. Elle vient de subir, en deux mois, une série d'épreuves des plus sérieuses (Liège, Namur, Anvers), de bombardements des plus sévères. Elle y était moins préparée que toute autre. Jusqu'en 1914, elle n'a connu que la paix. La neutralité de la Belgique, garantie par les grandes puissances de l'Europe, était passée à l'état de dogme qui écartait de son armée toutes les menaces de la grande guerre, la limitait à un rôle de gardienne de l'ordre à l'intérieur, et, à l'extérieur, de protectrice contre l'envahisseur, jusqu'au jour où les puissances garantes de la neutralité prendraient en mains, avec leurs armées, son indépendance et sa défense. Le sentiment de l'honneur qui anime le roi et la nation l'a brusquement jetée dans les secousses d'une lutte formidable, soigneusement et puissamment préparée par un voisin redoutable. C'est devant une réalité si opposée à ses prévisions qu'elle doit faire tête, et tendre ses nerfs faiblement soutenus par l'armement entre ses mains.

En tout cas, dans l'incertitude de la situation qui règne encore sur le littoral de la mer du Nord et sur les résistances que nous pouvons y présenter à la marche de l'invasion, je vais faire, le 16, une excursion rapide dans cette région que je ne connais pas encore. Je suis accompagné du commandant Desticker et du lieutenant Tardieu. Je me rends, dans la matinée, d'abord à Saint-Omer où a été transporté le quartier général du maréchal French. Je lui demande de nous assurer la coopération des escadres britanniques contre la droite allemande dans la région d'Ostende ; d'agir en même temps avec le corps Rawlinson en partant d'Ypres dans la direction de Roulers, pour détourner de l'armée belge l'attaque ennemie. Je me rends ensuite à Dunkerque. Cette place contient des approvisionnements considérables, qu'il faut à tout prix tenir à l'abri d'un coup

de main ; j'y fais arriver une brigade de troupes territoriales et je m'assure avec le nouveau gouverneur, général Plantey, que la défense de la place est très avancée, l'inondation bien préparée. Celle d'eau douce est déjà tendue ; celle d'eau de mer peut l'être quand on le voudra, les canaux appelés à la fournir ayant été gonflés au niveau des hautes mers. Dans cette ville je rencontre également M. De Brocqueville, président du conseil des ministres de Belgique. Après nous être mutuellement renseignés sur la situation militaire de la région, comme aussi sur les intérêts politiques en jeu, nous décidons de nous rendre immédiatement au quartier général de l'armée belge, à Furnes, pour y trouver le roi.

Dans les heures graves que nous traversons, une décision suprême s'impose ; il ne faut pas que l'armée belge quitte la Belgique. Pour conjurer le désastre, il faut à tout prix arrêter sa retraite, la maintenir sur le sol national, si réduit soit-il. M. De Brocqueville est un homme d'état intelligent, clairvoyant et plein de décision, partageant ces idées. Il appuiera mes propositions.

Une fois de plus, sur la route de Dunkerque à Furnes, nous avons à remonter la lamentable cohue des populations fuyant devant l'invasion. C'est une masse des plus denses, surtout de femmes, d'enfants, de jeunes filles, de religieuses, de prêtres, de vieillards, se repliant dans le désarroi d'une fuite précipitée et les fatigues d'une marche sans arrêt, sans abri, après des nuits à la belle étoile, et sous la pluie d'octobre. Furnes est remplie de troupes belges, éprouvées par le rude bombardement d'Anvers et une retraite de huit jours. Le quartier général de l'armée, avec son chef, le roi, est installé à l'hôtel de ville, monument de style, dans l'angle d'une place au caractère artistique, et dont l'encombrement contraste avec le calme et la solitude habituels.

Accompagné du lieutenant-colonel Brécard, chef de notre mission, et précédé de M. De Brocqueville, je me rends au quartier général belge. J'y trouve le général Hanotaux, chef d'état-major, et le général Wielemans, sous-chef d'état-major. Ils sont encore dans la confusion et le trouble inséparables d'une longue et dure retraite. J'expose les raisons qui justifient l'arrêt de cette retraite, et les moyens qui permettent de tenir tête à l'ennemi. Les troupes allemandes que l'on a devant soi sont une deuxième levée, des corps de réserve. L'infanterie n'a pas la valeur de celle qui vient d'être arrêtée et refoulée en France, mais elle est certainement accompagnée d'une forte artillerie. En s'enterrant, l'armée belge parera ses coups et fournira la barrière que les troupes françaises viennent renforcer. Dixmude est déjà tenu par une brigade de fusiliers-marins d'une indiscutable solidité. C'est un point d'amarre robuste pour la résistance à organiser.

Le roi me reçoit quelques instants après. Il est dans la salle des échevins, vaste pièce d'une belle décoration, avec une grande cheminée où brille un feu que la température et l'humidité de la journée rendent particulièrement appréciable. C'est la première fois que je rencontre cette grande personnalité, noble figure de l'honneur et du devoir. Je ne l'aborde pas sans un certain embarras, bien résolu avant tout à défendre la cause commune du salut de la Belgique et de la bataille alliée alors en cours. L'écho de ces sentiments ne se fait pas attendre. La Belgique ne représente plus qu'un lambeau de territoire, sur lequel se sont réfugiés son gouvernement et son armée. S'ils reculent encore d'une vingtaine de kilomètres, l'adversaire aura raison de la Belgique et la tiendra tout entière en son pouvoir, il en disposera, elle sera rayée de la carte de l'Europe. Y renaîtra-t-elle au jour de la paix ? L'armée belge est certainement très épuisée, pense le

roi, mais à la voix de son chef elle retrouvera toute son énergie, pour défendre ce qui reste de patrie, s'accrocher à l'Yser, et donner aux troupes alliées le temps d'accourir. Ses décisions et ses dispositions vont en témoigner. L'armée belge s'organisera donc et défendra la ligne de l'Yser de Nieuport à Dixmude et à Boesinghe, où elle retrouvera l'appui des troupes françaises.

Le lendemain de cette entrevue, le roi visite toutes ses divisions, leur rappelle que l'armée belge dispute la dernière parcelle du territoire national, qu'elles doivent y mourir plutôt que de céder. Tout commandant de division qui reculera sans un ordre formel sera destitué.

Grâce à ces dispositions, il nous est possible, pensons-nous, d'arrêter l'invasion le long de la côte. On tiendra pour cela sur l'Yser, de la mer du Nord à Dixmude, avec l'armée belge rapidement reconstituée ; au point d'appui de Dixmude, avec la brigade de fusiliers-marins ; sur l'Yperlé, plus au sud, et jusqu'à Ypres avec les troupes territoriales qui s'y trouvent déjà et que je renforce rapidement de divisions de cavalerie. On attendra dans ces conditions l'arrivée des renforts français que le général en chef nous fait espérer. Dans cet ordre d'idées, et avant de quitter Furnes dans la soirée du 16, j'adresse à la hâte à l'amiral Ronarc'H une instruction lui fixant sa tâche à Dixmude :

Dans les circonstances où nous sommes, la tactique que vous avez à pratiquer ne comporte pas d'idée de manœuvre, mais simplement et au plus haut point, l'idée de résister là où vous êtes.

Dans ce but, il y a lieu de préparer sans aucune réserve la mise en oeuvre, dans une situation abritée, et de bonnes conditions, de tous vos moyens.

Quant à la conduite à tenir, elle consiste pour vous à arrêter net l'ennemi, par la puissance de vos feux en particulier.

C'est dire qu'elle est facile à tenir avec les effectifs et les moyens dont vous disposez, qu'elle vous permet d'occuper une grande étendue de terrain et que vous ne devez songer à évacuer la position que sur un ordre formel de vos supérieurs ou à la suite de l'enlèvement de toute la position par l'ennemi.

Inutile de dire que je compte entièrement sur votre dévouement pour remplir cette mission.

L'amiral va, avec ses marins, remplir cette tâche d'une façon des plus glorieuses.

Enfin, pour répondre à toute éventualité, je fais compléter la défense de Dunkerque par des inondations s'étendant jusqu'à une dizaine de kilomètres, et constituant le long de la côte un obstacle auprès duquel la résistance pourrait se réorganiser, si la ligne belge était emportée. Tel est le système défensif que nous avons pu reconstituer rapidement pour arrêter l'ennemi dans sa marche **nach Calais**, et pour briser son nouveau programme, qui ne vise plus Paris, mais les ports de la Manche. Nous devons ce résultat à l'intelligence et à la résolution du roi d'y consacrer entièrement son armée, comme il l'a affirmé dans cette journée du 16 octobre. Ces décisions contrastent avec les incertitudes de certains de ses subordonnés, car, au moment même où nous décidons ainsi à Furnes, M. Augagneur, alors ministre de la marine, revenant du grand quartier général belge qu'il a quitté la veille, passe à Doullens et demande à mon chef d'état-major, le colonel Weygand, de préparer aux environs de Calais des cantonnements pour abriter et refaire l'armée belge, qui, au dire de ses chefs, ne peut que se retirer

de la lutte. Dans la soirée, je rentre à mon quartier général de Doullens, à cent vingt et un kilomètres de Furnes, et je rends compte de la journée au général en chef :

Je rentre de Furnes, quartier général de l'armée belge. En y allant ce matin, je me suis arrêté à Saint-Omer, au quartier général du maréchal French et lui ai demandé :

1. D'inciter son gouvernement à faire agir leur escadre contre la droite allemande de la côte d'Ostende ;

2. D'agir en partant d'Ypres avec le corps Rawlinson dans la direction de Roulers pour détourner l'attaque des allemands de l'armée belge ; je suis ensuite allé à Dunkerque, j'ai vu le gouverneur. Il m'a dit et je crois la place en bon état de défense, même éloignée : l'inondation d'eau douce est tendue ; celle d'eau de mer va se tendre. La canalisation des émigrés de Belgique de toute nature s'y fait sans difficulté actuellement. Il en est de même à Calais. De là, je suis allé à Furnes ; l'armée belge est installée sur la ligne de l'Yser. Elle a reçu l'ordre d'y résister, de s'y organiser, de s'y défendre avec la dernière énergie. Le roi et le président du conseil paraissent décidés à pratiquer cette tactique, et à la faire pratiquer... l'armée anglaise continue son offensive sur Courtrai. Elle fait des progrès, aujourd'hui encore.

Bien respectueusement à vous.

signé : F. Foch.

Malgré tout, quand vous aurez une troupe de valeur sérieuse à mettre à la gauche du dispositif de l'armée belge, elle y fera très bien à tous les points de vue.

Mon expédition de la journée dans les Flandres m'a montré que, si notre extrême gauche confinante à la mer a pris une solidité relative, une porte s'ouvre encore de Boesinghe à la Lys, large d'une vingtaine de kilomètres et simplement tenue par quelques régiments territoriaux, de la cavalerie et des troupes anglaises encore éparses dans la région d'Ypres. Heureusement, à mon arrivée à Doullens, j'apprends du général Joffre que le 1er corps britannique aura terminé son débarquement à Hazebrouck le 19. Il sera suivi de la division de Lahore dans la même région, puis de la 42e division française à Dunkerque, puis du 9e corps français en un point à déterminer. Il m'appartient d'utiliser au mieux ces renforts, en les faisant arriver sous la protection des troupes diverses de la région d'Ypres, et en coordonnant leur action.

À mesure que la bataille se stabilise en Picardie et en Artois, une ère d'événements nouveaux commence au nord de la Lys. C'est le dernier terrain de rencontre que les allemands peuvent utiliser pour chercher à nous gagner de vitesse, pour espérer nous surprendre dans la préparation, nous écraser du poids de leurs masses puissamment armées ; gagner enfin la bataille d'occident qui jusqu'ici leur échappe, et réaliser leur plan de terminer victorieusement la guerre à l'ouest avant d'en poursuivre la fin à l'est. Il est à prévoir que, libres de leur action, ils déchaîneront des efforts d'une puissance particulière.

Aussi, une fois de plus, nous tenterons de les devancer dans l'initiative de leur mouvement. Nous n'y parviendrons pas, mais nous arrêterons net leur entreprise d'une façon définitive, et par là nous leur infligerons un sérieux échec. Le 17 octobre, je me rends au quartier général de la 10e armée à Saint-Pol pour régler

différents détails et surtout pour recevoir M. Lloyd George, ministre du trésor dans le cabinet anglais. Il fait une tournée sur notre front avec son ami lord Reading. C'est ma première rencontre avec cet homme d'état, devenu par la suite un des principaux acteurs de la guerre. Au premier abord, il témoigne d'une vivacité et d'une promptitude d'intelligence peu communes, il prolonge cette impression en l'agrandissant par l'étendue de ses vues, la variété des sujets qu'il aborde, la fécondité des solutions qu'il apporte. L'officier français, chargé de l'accompagner dans son voyage, l'avait perdu de vue dans la matinée, au cours d'un arrêt à Montdidier. Il l'avait retrouvé arrêté devant la statue de Parmentier, s'écriant à son approche : ça, c'était un grand homme. Naturellement, à Saint-Pol, nous causons de la situation de nos armées, de l'arrêt de l'invasion que nous avons dressé jusqu'à la Lys, et que les armées vont chercher à prolonger jusqu'à la mer. Je lui communique ma résolution, en enfonçant nos troupes dans des tranchées, de tenir tête à l'effort de l'ennemi malgré son formidable armement, jusqu'au jour où, nous-mêmes, munis de cet armement, pourrons entreprendre l'offensive qui seule donnera la victoire. Il m'a, depuis, rappelé souvent cette conversation qu'il appelait le programme de Saint-Pol et dont il a par la suite vu la réalisation.

C'est dans ces conditions que va se produire une des grandes rencontres de la guerre. Les alliés cherchent à profiter encore de l'initiative et de la liberté d'action que leur a ouvertes la victoire de la Marne, pour devancer l'ennemi dans son offensive, l'attaquer avant qu'il ait pu mettre à profit ses succès d'Anvers et engager les forces qui s'y trouvent libérées, qu'il ait réuni ses puissantes réserves ramenées d'Allemagne et qu'il ait monté son attaque en vue d'un suprême effort sur le dernier terrain disponible, pour gagner par la manoeuvre la partie d'occident. Mais aurons-nous le temps et la possibilité de réunir les troupes encore éparses et disparates de trois puissances alliées en nombre suffisant, et dans un effort commun assez solide pour renverser son plan, et de garder la direction des événements que la victoire nous a valu, ou tout au moins pour arrêter le développement de ce plan ? Là est la question qui va se résoudre dans un choc formidable, la bataille des Flandres. Elle comporte deux périodes :

1. L'attaque le long de la côte, ou bataille de l'Yser, du 17 octobre au 1er novembre ;
2. La bataille d'Ypres, au noeud principal des communications de la région des Flandres, du 21 octobre au 12 novembre.

Chapitre II — La bataille de l'Yser.

Le théâtre d'opérations. – premières attaques allemandes sur l'armée belge et les fusiliers-marins, 18-23 octobre. – arrivée de la 42e division. – la crise du 24 octobre ; l'Yser forcé ; rétablissement sur la voie ferrée et inondations. – échec final des allemands.

L'armée belge est établie depuis le 17 octobre derrière l'Yser, entre Nieuport et la partie nord de Boesinghe, sur une étendue de plus de trente kilomètres, avec quatre de ses divisions, tandis que deux autres sont maintenues en réserve en voie de reconstitution. Notre brigade de fusiliers-marins occupe Dixmude sur la rive droite, en avant de son centre. Une brigade territoriale (177e) est à sa droite à Boesinghe. En avant du front et au sud de Dixmude, la division de cavalerie belge et le 2e corps de cavalerie française tiennent les débouchés nord et est de la forêt d'Houthulst et explorent en direction de Roulers. Le théâtre des opérations est constitué par les pays bas, en grande partie conquis sur la mer. Il est d'un parcours facile, sans obstacles naturels et sans relief sérieux. De tout temps il fut la route d'invasion de l'Europe centrale en marche vers l'Occident, le terrain de rencontre où se jouèrent les destinées du vieux monde jusqu'à Waterloo. Une fois de plus, il allait fournir le terrain, le champ clos, où se fixeraient le sort et l'avenir de la civilisation.

Dans la partie qui nous occupe, l'Yser est un obstacle sans grande valeur, un fleuve d'une faible largeur aux eaux dormantes, aux rives basses, qui ressent les effets de la marée jusqu'au-dessus de Dixmude. Il traverse un terrain généralement plat, en grande partie conquis sur la mer, d'un niveau inférieur à celui des hautes mers. En creusant le sol, on y trouve l'eau à une profondeur de quelques dizaines de centimètres. La construction de tranchées va présenter toutes sortes de difficultés. Il en sera de même de l'abri à trouver pour les troupes, qui seront à maintenir, néanmoins, sous le feu d'une puissante artillerie.

Le 18 octobre, les avant-gardes allemandes attaquent les avant-postes belges sur le front de l'Yser, et la brigade de fusiliers-marins à Dixmude. Ces attaques échouent, sauf devant Keyem qui tombe aux mains de l'ennemi.

Le 19, l'attaque recommence, sans plus de résultat, entre Nieuport et Dixmude. Les monitors anglais et les contre-torpilleurs français, dont j'avais demandé l'intervention au large de Nieuport, gênent considérablement le développement de la manoeuvre ennemie. Le 20, les attaques allemandes prennent une violence particulière ; elles s'étendent au sud jusqu'à la région de Boesinghe. Partout elles échouent. Le 21, elles ne réussissent pas davantage. Mais, pour faire face à l'effort ennemi, l'armée belge a dû réduire son front en ramenant sa droite à Saint-Jacques-Capelle et engager toutes ses réserves. Heureusement arrive, dans la région de Furnes, la 42e division française, commandée par le général Grossetti. C'est une troupe et un chef de premier ordre, dont j'ai apprécié toute la valeur à la bataille de la Marne. Elle va nous aider à parer les violentes secousses des journées suivantes.

Le 22, en effet, tandis que les fusiliers-marins et la 89e division territoriale subissent à Dixmude et au sud un bombardement des plus violents, les belges, attaqués dans la région de Schorbake, sont obligés d'abandonner la boucle de Tervaete, qui fournit, sur la rive gauche de la rivière, une place de rassemblement à l'ennemi. Le 23, pour se conformer au mouvement offensif

entrepris au sud, les fusiliers-marins, les belges et la 42e division passent à l'attaque. Cette dernière réussit à s'avancer entre Lombartzyde et Westende. Mais nos efforts sur l'Yser sont arrêtés ; l'ennemi continue de passer la rivière et de réunir ses forces dans la boucle de Tervaëte.

Le 24, c'est une violente attaque de l'ennemi sur toute la ligne de l'Yser, tandis que le général Grossetti, tout en maintenant une brigade à l'occupation de Nieuport, tente avec l'autre de reconquérir la boucle de Tervaëte ; l'ennemi progresse également par le pont et la route de Saint-Georges. La ligne de l'Yser est décidément forcée et franchie sur plus de cinq kilomètres. L'obstacle du fleuve n'existe plus entre Nieuport et Dixmude.

Où et comment l'armée belge pourra-t-elle s'arrêter, se reprendre, organiser une résistance nouvelle ? C'est dans ces circonstances tragiques que j'accours de nouveau à Furnes.

À la violence des coups portés par les allemands on se rend compte de l'importance qu'ils attachent à obtenir sans retard un résultat décisif. Ils ont amené une très puissante artillerie, renforcée de pièces lourdes déjà utilisées devant Anvers, et d'un nombre très élevé de minenwerfer d'un transport et d'une installation plus faciles, mais d'un effet tout aussi redoutable aux petites distances. En arrière de ce bombardement de la ligne de l'Yser, en face de troupes que la nature du terrain interdit d'abriter en tranchées, c'est une nouvelle armée ennemie qui entre en scène, la 15e. Elle est constituée avec des corps d'armée de formation récente, encore intacts, réentraînés par deux mois d'instruction, recrutés principalement dans la jeunesse universitaire. La certitude de la victoire y est absolue, car l'esprit allemand y domine en maître, et l'on dispose d'un formidable matériel. Dans ces conditions, comment se laisserait-on arrêter par les débris de l'armée belge, sur la route de Calais où doit se régler la victoire allemande ?

Rendu à Furnes, je revois le roi, et je me mets avec l'état-major belge à l'étude d'une situation particulièrement grave. J'y rencontre l'écho des violentes secousses de l'armée belge, avec l'annonce de son repliement. L'Yser forcé, il nous faut tout d'abord et encore trouver un obstacle à opposer à l'invasion, car les forces des troupes sont à bout, leurs effectifs réduits, leur armement très inférieur à celui de l'ennemi, le terrain sans abri.

Nous ne disposons encore que d'une seule division française, la 42e ; le flot de l'attaque peut d'un moment à l'autre prendre une allure impétueuse, si nous ne parvenons à réunir, à regrouper, à reconstituer, sous la protection d'une barrière, les éléments encore capables de résistance des troupes belges fortement éprouvées. Or, dans la direction de Dunkerque, la carte ne montre ni hauteurs, ni bois, ni localités pouvant fournir des points d'appui de valeur, encore moins offrir une ligne à organiser, un cours d'eau à défendre. Malgré cela, comme la décision est à prendre sans retard, pour éviter un recul trop grand avec des conséquences décisives, c'est à la ligne du chemin de fer de Nieuport à Dixmude que se fixe ma pensée.

Une voie ferrée est en tout cas une ligne continue, effectivement tracée sur le terrain, que les troupes en retraite trouveront sur leur route et sur laquelle le commandement peut toujours les arrêter. C'est une base de ralliement facile, pour constituer une nouvelle ligne de combat. Elle est souvent en déblai ou en remblai ; en tout cas, serait-elle en plaine, que la hauteur de son ballast constitue déjà un abri pour les tireurs ; il est donc à présumer qu'elle pourra

abriter dans une certaine mesure les troupes qui s'y formeront. Fortement appuyée à ses deux extrémités, à Nieuport et à Dixmude, grosses localités, elle présente tout d'abord une indiscutable solidité.

Telles sont les réflexions sommaires mais capitales que nous faisons, sans en savoir plus long, avec l'état-major belge, et en vertu desquelles il est décidé que l'armée belge arrêtera sa retraite à cette ligne et s'y formera défensivement. Cette ligne sera fortement tenue au nord, à Nieuport, par une brigade de la 42^e division ; au centre, vers Pervyse, par l'autre brigade de cette division ; à Dixmude, par la brigade de fusiliers-marins. En fait, il se trouve que la voie ferrée domine la plaine de un mètre à un mètre trente de remblai, et alors pourquoi ne tenterait-on pas d'inonder les rives de l'Yser, comme nous avons réussi à le faire à l'ouest, autour de Dunkerque ? Par là, les deux ou trois kilomètres qui séparent l'Yser de la ligne de chemin de fer seraient rendus impraticables à l'ennemi, tandis que l'inondation viendrait s'arrêter au pied du remblai, constituant d'ailleurs un abri pour nos troupes. En tout cas, dans le désarroi qui accompagne toujours un mouvement en arrière accompagné d'un fort bombardement, ce qu'il importe de trouver, c'est une ligne continue tracée sur le terrain. Elle fournit une base sur laquelle les troupes viennent facilement se rallier et se regrouper. Elles s'y organisent volontiers pour peu que la disposition des lieux les favorisent. La voie ferrée allait nous rendre ce service, l'inondation allait le compléter. En fait, quand je quitte Furnes dans la soirée du 24, il est convenu avec l'état-major belge que la retraite s'arrêtera et que la résistance s'organisera sur cette voie ferrée.

Malgré les importants dégâts que l'eau de mer devait causer pour longtemps aux belles cultures du pays, il est également convenu que l'état-major belge poursuivra la réalisation de l'inondation. Quant au général Grossetti, de son poste de commandement de Pervyse, il m'a fait parvenir une communication très nette : *je ne sais*, me disait-il, *ce qui restera demain de la 42^e division, mais, tant qu'il restera un homme, l'allemand ne franchira pas la ligne du chemin de fer.*

Avec des troupes fortement éprouvées nous allons encore tenter la bataille et défendre la voie ferrée Nieuport-Dixmude. Elle est fortement consolidée, il est vrai, en ces deux localités, par les détachements français qui les tiennent, en son centre à Pervyse par le général Grossetti ; elle sera couverte, dès que possible, par l'inondation. Nous avons, en effet, les clés de cette inondation aux écluses de Nieuport, que nous tenons solidement, mais combien de temps demandera-t-elle pour être tendue, quel espace embrassera-t-elle ? Voilà des questions auxquelles ne permet pas de répondre l'expérience d'un système hydraulique organisé pour protéger le pays contre l'eau de mer, et auquel on va demander une rapide submersion de terrains étendus. Elles vont, jusqu'au dernier moment, maintenir l'incertitude du résultat poursuivi, et, par là, de la défense.

Le 25, l'armée belge est sur le remblai. Le 26, le bombardement allemand reprend avec une violence particulière. Il atteint la voie ferrée et jette à nouveau l'inquiétude dans l'âme des défenseurs, mais on compte sur l'inondation. Le soir du 25, l'état-major belge informe l'amiral Ronarc'H à Dixmude que toutes les dispositions sont prises *pour inonder la rive gauche de l'Yser entre le fleuve et la chaussée du chemin de fer de Dixmude à Nieuport* ; il faut prendre des précautions spéciales pour ne pas étendre l'inondation parmi nos troupes, pour boucher les aqueducs passant sous la voie ferrée, rendre celle-ci étanche, comme aussi pour ouvrir à l'eau les rives de certains canaux. Ce n'est que le 27

au soir que, tous ces travaux ayant été achevés, les écluses de Nieuport sont ouvertes à l'heure du flux ; elles sont ensuite fermées à la marée basse ; la même manoeuvre se répète chaque jour. Dès le 8, l'inondation atteint la voie ferrée dans la région de Pervyse ; elle s'étend vers le sud, sans arrêter cependant les progrès et les entreprises de l'ennemi. Ainsi, le 29, il exécute une série de violentes attaques en direction de Ramscapelle sans parvenir à y pénétrer. Le 30 au matin, sentant l'inondation gagner ses arrières, il réussit dans un effort suprême à conquérir Ramscapelle et par là à retrouver la terre ferme.

S'il se maintient dans cette localité et s'il en débouche, c'est le terrain abrité de l'inondation qu'il aborde ; c'est le remblai du chemin de fer et tout le système de défense qui sont tournés et emportés. Il nous faut à tout prix reprendre le village. Le général Grossetti le sent et ajoute : **je donne l'ordre de reprendre Ramscapelle aujourd'hui**. Et, dans un assaut de zouaves, de chasseurs à pied, de tirailleurs sénégalais et d'éléments belges, nous réoccupons Ramscapelle à l'entrée de la nuit.

Le lendemain 31, la ligne de défense se reconstitue intégralement sur la voie ferrée, tandis que l'inondation continue de monter, et que l'ennemi se replie, sauf en quelques points, au delà de l'Yser, à Nieuport, nous continuons de tenir solidement le système des écluses qui conditionne l'état de la contrée, à l'autre extrémité de la voie ferrée, à Dixmude, nos marins opposent une résistance énergique. Désormais la rive gauche de l'Yser, entre ces deux localités, est une zone interdite à l'armée allemande. La route de la côte vers Dunkerque et Calais lui est fermée.

Comme on l'a vu, la bataille a duré plus de dix jours. Elle a été d'une violence encore inconnue, de la part de l'artillerie allemande de tout calibre. Elle a été menée par une infanterie pleine d'enthousiasme. L'ennemi a lancé, sans parler de sa très puissante artillerie, le IIIe corps de réserve, le XXIIe corps de réserve, une division d'ersatz et une brigade de landwehr. L'armée belge y a engagé ses six divisions. Nous avons engagé à ses côtés notre 42e division, et notre brigade de fusiliers-marins. Les efforts allemands ont abouti à un échec complet.

Chapitre III — La bataille d'Ypres.

Le général Foch à Cassel ; formation de la 8e armée française. – apparition de la 1^{re} armée allemande ; genèse de la bataille d'Ypres. – les adversaires et le terrain. – première phase de la bataille, 21-30 octobre. – les journées des 30 et 31 octobre. – les premières journées de novembre ; la conférence de Dunkerque. – derniers efforts allemands sur Ypres. – l'ennemi s'organise sur ses positions.

Tandis que, sur la côte, l'invasion se voit ainsi enlisée dans les vases de l'Yser, une lutte acharnée est déjà engagée plus au sud, dans la région d'Ypres et de la Lys. Depuis le 24 octobre d'ailleurs, j'ai transporté mon quartier général de Doullens à Cassel, cette sentinelle des Flandres. Je me trouve ainsi en avant et à proximité du grand quartier général anglais établi à Saint-Omer. C'est qu'en effet, sur le front de notre 2^e armée, l'attaque est bien enrayée. Sur le front de notre 10^e, c'est au nord de La Bassée qu'elle reprend avec énergie ; mais là se trouvent engagés, avec l'aile gauche de notre 10^e armée, les corps d'armée anglais, 2^e, 3^e, puis le 1^{er}, dont le débarquement se poursuit à Hazebrouck, enfin les différents corps d'armée français que le grand quartier général français expédie par voie ferrée dans la région des Flandres.

Les troupes se forment successivement sous la protection de nos divisions territoriales poussées à Ypres dès le 14 octobre, et bientôt renforcées du 2^e corps de cavalerie, comme aussi sous la protection du 4^e corps britannique (général Rawlinson) réduit à la 7^e division et à la 3^e division de cavalerie britanniques, qui reviennent de l'entreprise d'Anvers.

Depuis le 20 octobre, le général D'Urbal, qui s'était distingué dans le commandement d'un corps d'armée autour d'Arras, a été appelé au commandement du détachement d'armée de Belgique, bientôt transformé en 8^e armée. Il établit son quartier général à Roussbrughe et prend sous ses ordres les forces françaises au nord de la Lys. C'est un nouveau commandement placé sous ma direction, et dont il faut coordonner au plus tôt l'action avec les autres forces alliées arrivant de différentes parties du front. Nous sommes en présence d'un adversaire qui, depuis la chute d'Anvers, a récupéré toute sa liberté d'action en Belgique. Il a concentré des forces importantes, encore intactes, et, depuis plus d'une semaine, reformé une armée toute neuve, la 1^{re}, à Gand. Il a en même temps formé un détachement d'armée (Fabek) à Lille.

C'est en vue de faire face à la porte d'Ypres, et de me rapprocher du grand quartier général anglais, que je m'étais établi à Cassel. Indépendamment d'un magnifique observatoire sur la plaine flamande, Cassel est un noeud de routes très importantes. Nos transports vont bientôt les pratiquer avec la dernière activité, au point de transformer la paisible cité en une fourmilière des plus agitées. Il importe de remonter au milieu d'octobre pour saisir la succession des événements qui vont se précipiter dans la trouée d'Ypres.

À ce moment, nous ne connaissons de l'ennemi que la présence du XIX^e corps sur la Lys, d'Armentières à Werwicq, et la présence, le long de la côte, des III^e corps de réserve et 1^{re} division d'ersatz, aux prises avec l'armée belge. Entre la Lys et la région de Thourout s'étendait un espace vide de troupes. Il nous offrait des conditions encore avantageuses pour le développement de la manoeuvre poursuivie, l'enveloppement de l'aile droite allemande au nord de la Lys. Aussi, dans une rencontre avec le maréchal French à Anvin, le 17 octobre, avons-nous

décidé d'agir dans ce sens en poussant les corps britanniques à la Lys jusqu'à Menin, en même temps que les divisions de cavalerie française, au nombre de quatre, marcheraient d'Ypres sur Roulers, soutenues par les divisions territoriales d'infanterie. En fait, les corps britanniques faisaient peu de progrès, tandis que le 2e corps de cavalerie français poussait plus hardiment, et s'avancait le 18 jusqu'à Roulers, Hooglède et Cortemark, mais en était repoussé le 19 par des forces très importantes. C'étaient les XXIIe, XXIIIe, XXVIe et XXVIIe corps de réserve, de nouvelle formation, qui entraient en scène. Ils s'avançaient entre Courtrai et Bruges, en direction d'Ypres.

Tels étaient les importants renseignements que notre cavalerie rapportait de sa reconnaissance sur Roulers. C'est au total, le 20 octobre, avec les troupes qui opèrent sur le bas Yser (IIIe corps de réserve et division d'ersatz) cinq corps ennemis allemands qui se déploient entre la Lys et la mer du Nord. Une partie d'entre eux, deux corps et demi (IIIe et XXIIe corps de réserve, 4e division d'ersatz) attaquent sur le front Nieuport-Dixmude et livrent jusqu'à la fin d'octobre la bataille de l'Yser, que nous avons vu se perdre dans l'inondation. Les trois autres se préparent à attaquer sur Ypres. En tout cas et dès à présent, le front allemand s'étend devant nous d'une façon continue jusqu'à la mer du Nord. Il ne peut plus être question, avant de l'avoir rompu, de déborder l'aile droite allemande. Il faut au préalable y faire une percée. En aurons-nous le temps et les moyens, avant que l'ennemi ait réalisé des organisations défensives devant lesquelles nous sommes en partie désarmés ? C'est la tentative que nous allons entreprendre pour exploiter les derniers vestiges de notre victoire de la Marne.

L'idée qui domine notre tactique est celle de notre impuissance, avec notre faible armement en mitrailleuses et en artillerie notamment, à rompre un front ennemi qui a eu le temps de s'installer sur le terrain, d'y faire des tranchées, de s'y couvrir de fils de fer. Nous cherchons, par suite, à le devancer dans ces préparatifs, à le saisir encore en cours de manoeuvre, à l'aborder, avec des troupes pleines de mordant, avant qu'il ait pu s'organiser défensivement, amener et installer son puissant matériel, devant lequel l'insuffisance de nos moyens rend impossible toute rupture.

Mais l'offensive entreprise dans ces conditions va se heurter dès le début à une action offensive de l'ennemi. Celui-ci vise à rompre le front allié à Ypres, porte de la Flandre française, et où aboutissent une grande partie des routes de la région qui conduisent aux ports de la Manche. Les efforts opposés des deux adversaires vont conduire à un choc d'une brutalité et d'une violence aveugles, comme aussi d'une extraordinaire durée. L'ennemi joue sa dernière carte et tente sa dernière manoeuvre sur le théâtre d'opérations d'occident.

En dépit d'une lutte acharnée de près d'un mois, ses efforts seront vains. Il restera sans décision dans sa marche sur Calais pour atteindre l'Angleterre, comme à la Marne il est resté sans décision dans sa marche sur Paris pour atteindre la France.

On a appelé cette grande rencontre, non sans raison, la mêlée des Flandres. La variété des nations, des races, l'enchevêtrement des éléments de toute sorte, le mélange des unités qui y prirent part, comme aussi leur arrivée successive, en empêcheront jusqu'au dernier jour une direction méthodique.

De leur côté, les allemands nous présentèrent tout d'abord des troupes intactes, parfaitement organisées en corps d'armée nouveaux dotés d'une formidable artillerie. Mais, quand leurs premiers efforts eurent été brisés, c'est dans toutes

leurs armées qu'ils puisèrent des divisions pour élever encore leurs effectifs engagés.

La nature du terrain devait également amener une grande confusion dans l'action. Ypres est le centre d'une riche région très bien cultivée, couverte de confortables habitations avec de nombreux parcs. Les parties pauvres de la région sont garnies de forêts. Le pays est par suite très couvert dans la plaine basse, généralement plate ; des haies élevées bordent les pâturages et achèvent de barrer les vues. Pour m'élever suffisamment et chercher une vue d'ensemble du champ de bataille, je montais dans les tours des halles d'Ypres. Devant moi s'étendait alors une mer de verdure, avec des îlots blancs qui constituaient de riches villages avec de belles églises aux élégantes flèches.

Impossible de voir dans aucune direction un terrain libre et simplement découvert. Trois légères rides du sol relèvent faiblement la plaine ; l'une, de quatre à six mètres, au nord-ouest d'Ypres, sur quatre kilomètres de longueur ; l'autre, d'une hauteur de dix à douze mètres, court à une dizaine de kilomètres à l'est d'Ypres, de Passchendaële à Zandvorde, sur douze kilomètres environ ; la troisième, la plus accentuée, s'étend au sud, de Wytschaete à Messines, sur cinq kilomètres environ. Le canal de l'Yperlé, qui part de l'Yser et se prolonge par le canal d'Ypres à Comines, recueille, par un système de canaux d'assèchement, beekes et watergangs, les eaux à fleur de terre de la région, et rend particulièrement difficiles les communications, notamment de l'ouest à l'est. Les routes, en chaussées pavées et surélevées pour être à l'abri de l'eau, sont en nombre limité et convergent la plupart sur Ypres.

Cet ensemble de circonstances constituait un champ de bataille compartimenté, à communications difficiles, impossible à embrasser, et entraînant forcément le morcellement de l'action, ralentie dès le début.

Pour saisir la succession des événements, il nous faut les reprendre au 21 octobre. Dès le 21, nous prenons l'offensive. Le 1er corps britannique, appuyé à gauche par notre 2e corps de cavalerie, marche sur Roulers. L'objectif final qu'il a reçu du maréchal est Bruges. Le 4e corps britannique marche sur Menin, tandis que, à leur droite, le 3e corps et le corps de cavalerie britanniques tiennent tête aux importantes forces allemandes, de la Lys au canal d'Ypres.

Le 1er corps britannique atteint la ligne Langemark-Zonnebeke, sans pouvoir la dépasser, devant le XXVIe corps de réserve allemand. Les autres corps anglais subissent de violentes attaques de la part de troupes où l'on relève la présence de quatre corps de cavalerie ennemis, ainsi que des XIXe corps d'armée et XXVIIe corps de réserve. Par là, l'attention du commandement britannique est appelée du côté de la Lys. Il demande à voir relever le plus tôt possible par des troupes françaises son 1er corps de la direction de Roulers, pour le porter à cheval sur la route de Menin. C'est pour répondre à ses vues que j'engage sans retard le 9e corps français, au fur et à mesure de son arrivée, à la place du 1er corps britannique. La relève des britanniques, effectuée dans ces conditions, présente de sérieux inconvénients, dont le moindre est de ralentir l'action entreprise, mais elle a pour avantage de rendre bientôt à chaque armée alliée une zone d'action distincte : britannique du canal de La Bassée à la route d'Ypres à Menin ; française, de cette route à Dixmude ; belge, de Dixmude à la mer.

Nous ne pouvons reprendre l'offensive que le 25. Nous nous battons sur un vaste demi-cercle de près de cinquante kilomètres d'étendue, qui s'avance en saillant d'une vingtaine de kilomètres vers l'est. Les forces dont nous disposons sont

malheureusement insuffisantes. Les britanniques ont toutes leurs troupes arrivées ; les français reçoivent lentement des renforts. Aussi les flancs ne sont gardés que par des troupes, principalement de cavalerie, étendues sur de grands espaces. Le 1er corps britannique ne réussit pas à vaincre la résistance allemande devant Becelaëre ; le 9e corps français, aux prises avec un adversaire renforcé et actif, ne progresse qu'au prix de grandes difficultés et ne gagne que peu de terrain vers Passchendaële.

Sur tout le front, et dès le 26, le choc est des plus violents, la lutte acharnée. En plusieurs points, des défenses en fil de fer sont déjà organisées par l'ennemi. Dans les trois journées suivantes, la bataille atteint le plus haut point de violence. Nuit et jour, animés d'un même esprit offensif, les deux adversaires se heurtent sans répit, dans une série d'attaques et de contre-attaques, sans qu'un résultat sensible puisse être enregistré. L'artillerie lourde allemande devient chaque jour de plus en plus nombreuse et nous ne parvenons pas à la contre combattre efficacement, faute de grosses pièces. Par contre, les allemands sont arrêtés par les tirs de barrage bien ajustés de nos canons de 75, mais encore nous faut-il ménager les munitions. Elles sont en quantité limitée.

En résumé, après cinq jours d'offensive ininterrompue, les troupes alliées voient leurs efforts annihilés par un effort comparable de l'ennemi ; le choc a été brutal, mais stérile. Les forces adverses se font aujourd'hui équilibre. Une rupture en notre faveur ne pourrait résulter que de la mise en oeuvre de nouveaux moyens plus puissants. L'inondation de l'Yser, arrêtant la bataille en aval de Dixmude, va nous permettre de consacrer le 32e corps français à la bataille d'Ypres ; le 16e corps français qui débarque va être prochainement complet. Mais ces renforts, quelque appréciables qu'ils soient, sont hors de proportion avec ceux que les allemands concentrent en même temps sur la Lys, et qui, dès le 30 octobre, vont faire sentir leur poids au front britannique, comme aussi avec ceux qu'ils amèneront du bas Yser, où la bataille est bien finie, et qu'ils appliqueront sur les corps français. C'est à un effort grandissant de l'ennemi qu'il va nous falloir tenir tête énergiquement pour l'arrêter dans sa marche sur Ypres, Dunkerque, Calais.

Notre offensive, décidément bloquée, doit se borner à disputer la position qu'elle tient. Mais, dans les terrains bas qui entourent Ypres, l'eau à fleur de terre empêche de construire des tranchées. Depuis la retraite de Charleroi, une grande partie de nos troupes manque d'ailleurs d'outils. L'organisation d'une défense continue est donc impossible ; elle comporterait en outre, par son étendue seule, des effectifs supérieurs à ceux que nous possédons. Enfin, une attitude passive de notre part témoignerait à l'ennemi d'un renoncement à l'action, d'un aveu d'impuissance qui ne pourrait que l'encourager à redoubler ses coups. C'est l'attitude offensive que nous maintiendrons ; nous nous défendons en attaquant, utilisant la nature couverte et compartimentée du pays pour disputer à l'ennemi, par des contre-attaques répétées, tous ses gains de terrain, et, par plus d'activité dans l'emploi des réserves du centre à la périphérie de notre position demi-circulaire, pour tenir en échec ses efforts et réduire ses avantages.

Nous ne pouvions néanmoins envisager l'avenir sans inquiétude, en présence de notre pénurie de moyens et d'une durée de la bataille qui pouvait dépasser la capacité de résistance de nos troupes, comme aussi avoir raison de toute leur énergie. C'est devant cet horizon chargé de nuages menaçants que, du côté britannique, on examinait la possibilité d'organiser à Boulogne une place pouvant abriter une centaine de mille hommes, malgré les susceptibilités qu'une si solide installation pouvait provoquer en France.

Le 30 octobre, dans la partie nord du saillant d'Ypres, devant nos troupes des 9e et 32e corps et du 2e corps de cavalerie, la journée se passe sans incident sérieux. Mais, sur la face sud, à la droite du 1er corps et à la gauche du corps de cavalerie britanniques, les allemands déclenchent une puissante offensive, à laquelle prennent part le XV^e corps, la 48^e division de réserve et la 26^e division d'infanterie, débouchant de la Lys entre Menin et Warneton.

Après avoir subi un feu d'artillerie d'une extrême violence, la cavalerie britannique (2^e et 3^e divisions), fortement étirée et dépourvue de soutien d'infanterie, est rejetée de Zanworde et d'Hollebeke sur Klein-Zillebeke et Saint-Éloi, à cinq kilomètres d'Ypres. En même temps, la 1^{ère} division de cavalerie britannique perd en partie Messines. L'accès sud-est d'Ypres est de ce fait sérieusement facilité à l'ennemi, et dès à présent le noeud des communications des armées alliées, qui se croisent dans la ville, est sous le canon allemand. Heureusement, le général commandant le 9^e corps français, mesurant la gravité de la situation, se porte au secours de son voisin et dirige immédiatement sur Zillebeke toutes ses forces disponibles, trois bataillons d'infanterie, qui arrivent étayer à la nuit le front anglais.

Vers la fin de l'après-midi, un premier compte rendu de ces événements m'est apporté à mon quartier général de Cassel par le capitaine de Bertier De Sauvigny, officier de liaison près du maréchal French, sans que j'en puisse même mesurer toute la portée. D'une façon générale, dans la bataille moderne, où l'on ne voit rien de jour, surtout en pays couvert, on ne connaît les résultats obtenus que par les comptes rendus indiquant les localités tenues par les troupes en fin de journée. Mais, dans le cas de rupture ou simplement de déplacement du front en arrière, les comptes rendus sont tardifs, incertains, incohérents, les troupes ayant peu de liaison entre elles. C'est au total dans les circonstances graves, que le commandement est le plus mal informé par les exécutants et qu'il risque de ne pas avoir le temps de réparer le mal subi, par des dispositions nouvelles. J'attendais le renseignement d'un officier de mon état-major, le capitaine Réquin, envoyé sur place dès le matin. Cet officier me faisait savoir, vers 22 heures, qu'il y avait certainement une solution de continuité dans le front de la cavalerie anglaise, qu'elle ne pourrait combler faute de moyen. Par cette brèche, si elle n'était rapidement fermée, c'est Ypres que l'on peut atteindre. Je demande aussitôt par téléphone au grand quartier général britannique à Saint-Omer si l'on a des renseignements précis sur la situation finale de la journée, en particulier dans la région d'Hollebeke et de Saint-Éloi, et comme on me répond que l'on ne sait rien de plus, je téléphone que je pars immédiatement pour Saint-Omer trouver le maréchal French. Il va être minuit. à attendre davantage, nous risquons de voir, dans la matinée du lendemain, l'ennemi foncer dans la trouée qu'il a ouverte, ou tout au moins s'installer solidement à faible distance d'Ypres, y interdire toute circulation, et par là imposer la retraite, sous son canon, de nos troupes qui combattent à l'est de la ville, c'est-à-dire de la majeure partie de l'armée. Ce serait le désastre presque consommé.

J'arrive à Saint-Omer à minuit et demi. Je vois mon ami le général Wilson et fais réveiller le maréchal French. Nous examinons ensemble la situation. Les britanniques n'ont aucune force disponible pour boucher le trou. De mon côté, dans la matinée du 31, j'aurai à Elverdinghe huit bataillons du 16^e corps débarqués. Un certain nombre s'y trouve déjà. Je propose au maréchal de les envoyer sans retard pour fermer la brèche de sa ligne anglaise, mais il n'y a pas une minute à perdre pour que leur transport puisse être effectué avant le jour. Le maréchal ému me témoigne chaleureusement sa reconnaissance. Rentré à

Cassel à 2 heures du matin, j'ordonne immédiatement que les bataillons de la 32e division, en cours de réunion à Elverdinghe, seront aussitôt, et à mesure de leur arrivée, transportés en automobile à Saint-Éloi et engagés en liaison avec les troupes britanniques. Nous avons ainsi réparé les effets d'une surprise sérieuse ; ils eussent pu être profonds.

Nous n'étions pas au bout de nos peines. Dès l'aube du 31, la lutte reprend sur tout le front avec la même intensité que la veille, sans grand événement sur la branche nord du saillant d'Ypres que tiennent les corps français, mais dans des conditions graves à la branche sud que tient l'armée britannique. Là, l'ennemi renforcé d'un nouveau corps d'armée, le IIe bavarois, et excité par son succès de la veille, multiplie ses attaques de Gheluwelt à Messines.

La 1ere division anglaise, malgré une très belle résistance, ne peut se maintenir dans Gheluwelt qui tombe au pouvoir des allemands. Brisée, la ligne anglaise reflue, au milieu de l'après-midi, dans les bois entre Veldhoek et Hooge. Le château d'Hooge est violemment bombardé. Les commandants des deux premières divisions anglaises, ainsi que plusieurs officiers de leurs états-majors, sont tués ou blessés. La situation est critique. Le commandement anglais la voit à ce point compromise qu'il envisage la retraite de tout le 1er corps britannique. Une pareille décision était l'aveu et le commencement d'une défaite, et d'une défaite qui pouvait se transformer en désastre, par la situation dans laquelle elle laissait les troupes de la branche nord du saillant, en grande partie coupées de leurs communications. Un hasard providentiel allait permettre de conjurer ce désastre.

À l'heure où le repli anglais va commencer, je me trouve à la mairie de Vlamertinghe avec les généraux D'Urbal, commandant l'armée, et Dubois, commandant le 9e corps, lorsque j'apprends par le commandant Jamet, officier de liaison français près du général Haig, commandant le 1er corps britannique, la gravité des événements survenus sur le front britannique. Au même moment, entre 15 et 16 heures, passe à Vlamertinghe le maréchal French. Il vient de quitter son 1er corps au château d'Hooge. Apprenant ma présence à la mairie, il m'y rejoint, et la conversation s'engage aussitôt sur la situation du moment et la décision de retraite qui va être exécutée. Il fait un tableau particulièrement noir de l'état du 1er corps d'armée. Les troupes sont en pleine retraite sur Ypres, l'artillerie lourde se retire au trot vers l'ouest, les routes sont encombrées et obstruées de voitures à munitions et de véhicules de toute sorte, comme aussi par la foule des blessés affluant vers Ypres. C'est le commencement de la défaite. Avec des troupes aussi éprouvées, impossibles à réunir et à reconstituer, la ligne anglaise est finalement brisée, et si on leur demande de continuer la bataille, le maréchal, dit-il, n'a plus qu'à aller se faire tuer avec le 1er corps britannique.

Sans méconnaître aucunement la violence de la crise que traverse le 1er corps britannique, j'envisage par-dessus tout la gravité des crises que sa retraite prépare aux armées alliées, engagées à plusieurs kilomètres autour d'Ypres et bientôt à leur cause. Devant le formidable assaut que nous subissons, tout mouvement de recul consenti de notre part appelle sur nous les flots d'une vaste attaque concentrique, que nous ne pouvons ni enrayer ni endiguer.

En arrière de notre ligne de combat, la nature ne nous offre aucun obstacle à utiliser ; nous n'avons pu, faute de temps, organiser une position de repli. Une retraite dans ces conditions, avec les effectifs relativement faibles que nous présentons, et dans le terrain vaste mais morcelé de la bataille, va promptement

se transformer en débâcle, surtout de jour, nous jeter désemparés et désorganisés dans la plaine flamande, pour être promptement emportés jusqu'à la côte. Mais, d'ailleurs, le 1er corps britannique est seul en retraite, nos autres corps tiennent toujours ; le 9e corps français peut mettre des réserves à sa disposition ; le lendemain doivent arriver de nouveaux renforts français. Pour le moment, je demande donc que le 1er corps britannique soit à tout prix maintenu sur place, et je vais faire attaquer, afin de le dégager le plus possible de l'étreinte de l'adversaire.

En même temps que je formule cette manière de voir, j'en écris les principes, en quelques lignes, sur une feuille de papier, tant pour bien fixer mes idées que pour les communiquer sous une forme définie et précise à mon interlocuteur. Ce papier assez informe est remis par moi séance tenante au maréchal French. Il porte :

Il est absolument indispensable de ne pas reculer, et pour cela de tenir, en s'enterrant, le terrain sur lequel on se trouve cela n'empêche pas de faire organiser une position en arrière qui se lierait à Zonnebeke à notre 9e corps.

Mais tout mouvement en arrière exécuté par un ensemble de troupes déterminerait une poussée de l'ennemi, et un désordre sans doute des troupes, qui doivent le faire écarter absolument.

La 2e division britannique en particulier semble devoir être maintenue aux environs de Zonnebeke en liaison avec le 9e corps français.

L'heure avancée de la journée permet cette organisation. Il est inutile de reculer, dangereux en plein jour de le faire.

Le maréchal a le bon sens et la droiture de le prendre. Il ajoute au verso quelques mots de sa main, exprimant qu'il se rallie entièrement à ma manière de voir, et l'envoie pour exécution au général Haig par son aide de camp, le commandant Barry, accompagné de son secrétaire particulier Fitz Gerald. Tout mouvement de retraite du 1er corps britannique est contremandé ; la bataille est à poursuivre sur les emplacements que l'on tient actuellement, sans reculer davantage. La valeur des troupes va se montrer à la hauteur de cette décision capitale. Le soir même, la défense anglaise est de nouveau établie sur ses positions. Le 1er corps britannique, si éprouvé ce jour-là, le sera encore fortement plusieurs jours de suite. Il ne quittera, malgré tout, la position qu'il a maintenue au prix de ses sacrifices, qu'après le 15 novembre, une fois la bataille complètement et heureusement terminée. Quels résultats n'a-t-il pas par là assurés à son pays ?

De part et d'autre du canal d'Ypres, l'intervention rapide des troupes françaises, dans la journée du 31, rétablit les affaires, en soulageant la droite du corps Haig et la gauche du corps de cavalerie Allenby.

Immédiatement au nord du canal, le général Moussy, qui a constitué un détachement avec les troupes françaises du 9e corps envoyées successivement depuis la veille à Zillebeke, attaque, conformément aux ordres qu'il a reçus, le parc et le château d'Hollebeke.

Après avoir gagné quelques centaines de mètres, il est en butte à une offensive puissante de l'ennemi, qui le cloue sur place. Toute progression lui devient impossible, mais il se maintient héroïquement sur ses positions, malgré un bombardement très violent et des pertes très sensibles.

Sur la rive sud du canal, précédées par de la cavalerie, les premières troupes du 16e corps, sous les ordres du colonel De Woillemont, attaquent en direction d'Houthem. Elles se heurtent bientôt à la 26e division allemande qui fait effort sur Saint-Éloi, et, de même que le détachement Moussy, elles ne peuvent mieux faire que de se maintenir sur place, où elles résistent à tous les assauts ennemis.

Plus à droite, le corps de cavalerie Allenby, après avoir été chassé de Messines dans la matinée, réoccupe au soir ce point d'appui.

En résumé, la journée du 31 octobre a été caractérisée par une lutte acharnée et sanglante. La retraite du 1er corps anglais vers Gheluwelt en a marqué la crise la plus grave ; malgré tout, nous sommes parvenus à mettre en échec les efforts de l'ennemi. Ceux-ci vont redoubler dans les journées suivantes.

Pour les déjouer, comme aussi pour soulager le 1er corps anglais, je prescris au général D'Urbal que, le 1er novembre, deux attaques seront effectuées de part et d'autre de ce corps d'armée. Elles vont viser à déborder et à envelopper les troupes allemandes qui l'attaquent de front. Rentré le soir à mon quartier général de Cassel, je rédige l'instruction suivante, qui résume cette décision et que j'adressai à la fois au général D'Urbal et au grand quartier général britannique :

Que le 1er corps anglais et la division Rawlinson tiennent et organisent solidement la position depuis la droite du 9e corps français jusqu'à Klein Zillebeke.

À sa gauche, le 9e corps français attaquera en prenant sa direction sur Bécelaère et à l'est.

Les troupes françaises du général D'Urbal attaqueront en partant du front Saint-Éloi, Wystchaète sur Hollebeke.

Des troupes françaises nouvelles arriveront dans la matinée en renfort.

Les bataillons du 9e corps déjà mis à la disposition du général Douglas Haig devront être lancés à l'attaque ou bien remis à la disposition du général D'Urbal.

Ce dernier paragraphe souligne une fois de plus l'idée bien arrêtée du haut commandement français que les renforts envoyés sur tel ou tel point menacé n'aillent pas se fondre dans la ligne de bataille, mais qu'au contraire leur entrée en ligne se manifeste toujours par un mouvement offensif, seul capable d'en imposer à l'ennemi.

La lutte reprend le 1er novembre, au point du jour, et se poursuit toute la journée avec la plus grande violence. La crise sur notre front va atteindre au degré le plus aigu sur la route de Menin, comme aussi vers Messines. Les troupes françaises de la branche nord du saillant d'Ypres poursuivent en vain leurs efforts pour progresser ; le 1er corps britannique maintient non sans peine ses positions et repousse tous les assauts ennemis, il a reçu deux bataillons de zouaves de la 42e division française.

Par contre, c'est la même impuissance dans les attaques que nous entreprenons, au 9e corps d'armée et au détachement Moussy, de part et d'autre du 1er corps d'armée britannique. Les attaques allemandes continuent également très violentes sur le corps de cavalerie Allenby, qui, manquant de soutien d'infanterie, se voit rejeter du point d'appui important de Messines. L'intervention des troupes de notre 32e division arrête à temps l'attaque ennemie de ce côté, et par là permet à la ligne anglaise de se rétablir. J'en apprends les nouvelles successives

à Vlamertinghe, au début de l'après-midi. Je demande aussitôt à voir le maréchal French, qui se trouve à son poste de commandement de Bailleul ; il accourt à Vlamertinghe, et j'insiste de nouveau auprès de lui pour que les positions anglaises soient maintenues à tout prix, reprenant les mêmes arguments que la veille.

Le maréchal French cependant continue à se montrer très inquiet et insiste sur l'état de fatigue de ses troupes. J'ordonne, pour rétablir la situation du côté de Messines, que le 1er corps de cavalerie français se porte dans la région sud-ouest de Poperinghe, et envoie d'urgence ses forces les plus proches en renfort au général Allenby. La journée du 1er novembre a été particulièrement dure et cela ne sera pas la dernière de cette rigueur. L'ennemi a tout fait pour la rendre décisive. Le commandement a monté au plus haut point le moral des troupes. Le duc de Wurtemberg, commandant la 1^{re} armée, le prince Rupprecht De Bavière, commandant la 2^e armée, le général von Diemling, commandant le 1^{er} corps, leur ont adressé des ordres significatifs. **La percée sur Ypres sera d'une importance décisive...** elles ont donné sans compter. Le kaiser devait entrer ce jour-là à Ypres. Dans la matinée, il était venu de Thielt à Menin. Il devait être à 15 heures à Gheluwe.

La résistance des troupes alliées avait une fois de plus ruiné les espoirs de l'ennemi. Entre temps, j'avais été convoqué à Dunkerque, pour recevoir à 16 heures le président de la république et un certain nombre de personnalités politiques. On arrivait de Paris, croyant la bataille beaucoup plus avancée et la victoire acquise ; nous en étions encore loin. Retenu par les événements de la bataille, je ne pus m'y trouver que vers 18 h. 30 ; mon chef d'état-major, le colonel Weygand, m'y avait précédé dès 16 heures pour expliquer mon retard. Avec le président se trouvaient M. Millerand, ministre de la guerre, le général Joffre, M. Ribot, ministre des finances, lord Kitchener, ministre de la guerre britannique, et M. Paul Cambon, ambassadeur à Londres. Ces deux derniers venaient de traverser la Manche. Le contrecoup de nos secousses des derniers jours s'était déjà fait sentir en Angleterre. Lord Kitchener en particulier était très inquiet et m'aborda en disant : **eh bien ! Nous sommes battus.** Je lui répondis que nous ne l'étions pas et que j'espérais bien que nous ne le serions pas. Je contais dans le détail les événements des trois dernières journées en particulier, qui avaient infligé des pertes sérieuses aux armées alliées, et comme je concluais que nous demandions au ministre de la guerre britannique de nous envoyer le plus tôt possible des renforts, lord Kitchener, en ce 1er novembre 1914, alors que les jours nous paraissaient longs comme des mois, me répondit : **le 1er juillet 1915, vous aurez en France un million de soldats anglais instruits. Avant cette date vous n'aurez rien ou à peu près.** Dans un ensemble parfait, nous reprenions : **nous ne demandons pas tant, mais nous le voudrions plus tôt et de suite,** et lui de répondre : **avant cette date ne comptez sur rien.** Il nous restait donc à passer encore, sans plus d'aide, bien des heures difficiles.

Néanmoins, dans sa conversation, j'avais été frappé de sa juste vision de la guerre, à laquelle il prévoyait une longue durée. C'est dans cet esprit d'ailleurs que ce puissant organisateur avait, dès le mois de septembre, au lendemain de la Marne, entrepris dans l'empire britannique la formation de considérables armées.

Après avoir terminé mon compte rendu sur le présent et fixé mes idées sur les renforts à recevoir, je prenais promptement congé du président de la république et de son entourage, pour rentrer à mon quartier général de Cassel connaître les

résultats définitifs de la journée, et arrêter les décisions à prendre pour le lendemain. Après une nuit agitée par la canonnade et la fusillade ininterrompues, la lutte reprend le 2 novembre sur tout le front.

Sur la branche nord, il ne se produit pas d'événement important, mais, au sud de la voie ferrée d'Ypres à Roulers, les allemands, renforcés d'une nouvelle division, attaquent et font sur certains points des efforts acharnés.

Dans le voisinage de la voie ferrée, en direction de Zonnebeke, ils sont arrêtés par une brigade de la 6e division de cavalerie et des troupes de la 18e division françaises. Plus au sud, ils réussissent à faire céder la ligne anglaise à l'est et au sud de Veldhoek, jusqu'à s'ouvrir ainsi de nouveau la route d'Ypres. Mais le danger est conjuré par l'intervention du général Vidal du 16e corps, qui jette ses troupes disponibles sur Veldhoek et enraye de ce côté l'attaque allemande.

Pendant ce temps, la situation est très critique au sud du canal, où un détachement, sous les ordres du colonel Olleris, assailli dès le point du jour, cède sous le choc et se trouve rejeté jusqu'à Saint-Éloi.

Pour le dégager, le détachement Moussy essaye en vain de déboucher au sud du canal, il ne parvient pas à développer son action. La situation reste des plus difficiles jusqu'à 17 heures, heure où notre artillerie reprenant le dessus fauche les rangs ennemis et les cloue sur place.

La journée du 2 novembre a été marquée encore par une lutte acharnée et sanglante. L'activité de nos détachements, intercalés dans le front, a paré à la particulière violence, sur certaines directions, de l'assaut général de l'ennemi.

L'épuisement des troupes commence à être grand. Le 1er corps britannique, en particulier, fort de trois divisions, ne présente plus que neuf mille fusils en ligne. On soupire après une détente et il y a heureusement des raisons très sérieuses de penser que la journée du 2 marquera la fin des attaques allemandes, sur le front anglais du moins. Les échecs subis par l'ennemi dans les dernières journées, ainsi que les pertes très sérieuses qu'il a ressenties, ne peuvent pas ne pas l'avoir éprouvé profondément.

Dans la matinée de ce même jour du 2 novembre, j'avais reçu de bonne heure, à mon quartier général de Cassel, la visite du président de la république. Il avait vu le roi des belges à Furnes, il était accompagné du général Joffre et de M. Millerand. L'hospitalité que j'offrais à [l'hôtel du sauvage](#) à ces hôtes illustres ne manquait pas de se ressentir de la sévérité des épreuves que nous traversions, mais elle était empreinte de la plus grande confiance et surtout d'une résolution bien ferme de tenir tête à l'invasion en l'arrêtant définitivement. La nuit du 2 au 3 se passe dans un calme relatif.

Dans la journée du 3, les allemands, se sentant réduits à l'impuissance, entreprennent, comme ils ont la coutume de le faire en pareil cas, un bombardement systématique d'Ypres. Ils ne procèdent par ailleurs qu'à des attaques partielles, sans résultat. Il en est de même dans la journée du 4. Au total, à cette date, la ruée concentrique sur Ypres a échoué. Malgré l'accumulation des effectifs et des moyens matériels mis en oeuvre, elle s'est brisée contre un mur d'airain formé de forces moindres, elle ne peut être prolongée. L'état-major allemand se voit contraint de réduire ses ambitions.

Impuissant, dans une attaque de masses, à renverser sur tout son pourtour la barrière des alliés et à enlever le centre d'Ypres qui lui ouvre la route de la côte,

il va essayer de faire sauter le saillant qu'elle constitue, en en attaquant les deux charnières, celle du nord et celle du sud d'Ypres.

À défaut du succès stratégique qui lui a échappé, il terminera du moins l'aventure des Flandres par un succès tactique, qui, en consolidant sa situation sur le front d'occident, lui permettra de se retourner plus librement contre la Russie. Ce résultat, il peut d'ailleurs l'obtenir sans même conquérir Ypres, car un progrès notable aux charnières du saillant lui permettrait, par son canon approché au sud et au nord, de gêner nos communications convergeant à Ypres, au point de nous obliger à replier nos troupes du demi-cercle. C'est ainsi que les intérêts des deux adversaires, après s'être rencontrés dans une lutte violente à l'est de cette ville, vont encore se heurter au nord et au sud.

Dès le 5, l'ennemi, renforcé d'une nouvelle division, attaque violemment au sud, dans la région de Wytschaëte, tandis que nous progressons vers Messines. En même temps, au nord, il engage avec succès le III^e corps de réserve, retiré du front inondé de l'Yser, sur Bixschoote et Langemarck. Partout ailleurs il reste sur la réserve.

Ces actions se poursuivent avec la plus grande violence dans la journée du 6, se concentrant au sud sur les deux rives du canal d'Ypres, où se produit pour nous une crise assez sérieuse, et au nord sur le front Bixschoote-Langemarck, où elles échouent avec des pertes sanglantes pour l'adversaire. Ce sont des journées coûteuses pour la jeunesse allemande.

La bataille reprend avec acharnement le 7, surtout au sud, où la crise s'accroît aux abords du canal. Nous perdons Klein-Zillebeke ; la situation n'est rétablie que dans la journée du 8, où nous rejetons l'ennemi à la voie ferrée d'Ypres à Comines. Après une journée du 9 sans événement capital, la lutte recommence énergique dans la journée du 10. L'effort allemand se porte principalement au nord d'Ypres. Définitivement immobilisé de Nieuport à Dixmude par l'inondation, il a pu récupérer sur le bas Yser des forces importantes ; il va les engager dans le terrain encore abordable qui commence à Dixmude et s'étend en amont. Dès le matin, il prononce une très grosse offensive sur tout le front de l'Yser, avec l'intention évidente de franchir le fleuve. Son effort se porte principalement sur Dixmude et Steenstraete.

Nos fusiliers-marins sont rejetés de Dixmude et contraints de repasser sur la rive gauche de l'Yser, où ils occupent une position précédemment organisée. Une partie de notre 32^e corps est également rejetée sur la rive gauche de l'Yser. Par là, nous perdons les débouchés sur la rive droite, et nous voyons se rétrécir le goulot d'Ypres.

Fait plus grave encore, l'ennemi parvient à franchir l'Yser à Poesele et à jeter quelques éléments sur la rive gauche du fleuve. Il y a là une menace des plus sérieuses ; nous ne parviendrons à la faire cesser, en rejetant l'ennemi sur la rive droite, que par l'entrée en ligne de forces nouvellement arrivées du 20^e corps.

Mais, le 11, les allemands, poursuivant leur entreprise, attaquent fortement au sud. Le bombardement d'Ypres a redoublé de violence dans la nuit, il se poursuit dans la matinée. L'attaque se développe ensuite avec de nouveaux moyens, dont une division de la garde, de Kapellerie à Veldhoek. En même temps, au nord, l'ennemi tente d'étendre son occupation sur la rive gauche de l'Yser. C'est une journée de sérieuse bataille encore. Malgré la violence de ses efforts, l'ennemi ne

peut enregistrer aucun succès important. Il est contenu sur tout le front et même, sur certains points, obligé de céder du terrain.

Le 12, la lutte se poursuit sans donner plus de résultats. Le 13, on ne se bat plus que dans la direction de Zonnebeke. Avec cette dernière tentative, prend fin la série des combats violents engagés devant Ypres. Par la suite, il y aura bien quelques combats encore assez vifs, ce ne seront que des actions locales. Le 13, la bataille d'Ypres s'éteint. Les tentatives allemandes pour faire sauter le saillant d'Ypres, en l'attaquant à la charnière nord et à la charnière sud, ont amené deux sérieuses batailles de plusieurs jours. Elles sont restées sans résultat. Le 18 novembre, les armées se trouvent entièrement stabilisées de part et d'autre.

Dès l'arrêt de la bataille, nous profitons du répit laissé par les événements pour reconstituer nos grandes unités et les faire reposer. L'arrivée des renforts envoyés par le général en chef facilite grandement ces opérations.

Beaucoup de nos troupes étaient à bout de forces ; leur relève s'imposait d'une façon urgente. J'avais entrepris avec le maréchal French des négociations sur le partage du front à tenir et sa répartition entre les forces alliées. Après plusieurs journées d'entretien très serré, car chaque armée était fortement épuisée, nous arrivions à une entente fixant les zones à tenir par chacune d'elles.

En définitive, à la date du 20 novembre, les forces alliées dans le nord de la France comportent :

1. Derrière l'Yser inondé, l'armée belge, encadrée à droite par la 89e division territoriale, à gauche par la 81e division territoriale, ces deux divisions renforcées d'éléments actifs ;
2. Sur le pourtour du saillant d'Ypres, s'étendant de Knocke à Wytschaète, la 8e armée française ; elle a en ligne, du nord au sud, les 32e et 20e, 9e et 16e corps ; elle dispose de la valeur d'une division et demie en réserve. Je garde en outre à ma disposition la brigade de fusiliers-marins, la 87e division territoriale, le 1er et le 2e corps de cavalerie.
3. De Wytschaète à Festubert, l'armée britannique, ayant en première ligne, de gauche à droite : les 2e, 3e, 4e corps et le corps indien. Le 1er corps et le corps de cavalerie sont en réserve.
4. De Festubert à Beaumetz-Les-Loges, la 10e armée française avec, en première ligne, du nord au sud, les 21e, 33e et 10e corps.

L'organisation des positions défensives de deuxième ligne est vivement poussée dans le secteur d'Ypres. Toujours incertains de la situation de l'adversaire, nous entreprenons en même temps des reconnaissances d'avions et de cavalerie, en vue de déterminer si des mouvements de retrait de troupes ennemies ne sont pas en cours, et nous demandons à la marine de Dunkerque de déterminer les emplacements des batteries allemandes de la côte, au nord de Nieupoort.

Ces reconnaissances constatent que les tranchées allemandes sont fortement occupées. Elles se heurtent partout à des coups de fusils et à des coups de canons. Celles de la marine ne peuvent s'aventurer dans les champs de mines semés contre les sous-marins au débouché des rades belges. Au total l'ennemi semble s'installer solidement sur ses positions.

Chapitre IV — Les événements sur le reste du front des armées du nord. 17 octobre-20 novembre.

Combats livrés sur le front des 2e et 3e corps britanniques, 17 octobre-9 novembre. – lutte autour d'Arras. – attaque de la 2e armée française. – offensive franco-belge de Nieuport, 7-12 novembre.

L'action ne s'était pas bornée à une lutte violente dans les Flandres et autour d'Ypres. Elle s'était étendue en même temps aux autres parties du front des armées du nord. Elle s'était accompagnée de : 1. Combats livrés sur le front des 2e et 3e corps britanniques, du 17 octobre au 9 novembre ; 2. Une lutte autour d'Arras, pendant la même période de temps ; 3. Une attaque entreprise par la 2e armée française, plus au sud, les 28 et 30 octobre ; 4. Une offensive franco-belge en avant de Nieuport, du 7 au 12 novembre.

1. Les combats livrés sur le front des 2e et 3e corps britanniques (17 octobre-9 novembre).

Poursuivant leur mission initiale d'offensive, les 2e et 3e corps britanniques, dont la liaison était assurée par le corps de cavalerie Conneau, avaient continué d'attaquer, du 17 au 20 octobre, entre Givenchy et Messines. Le 3e corps enlevait Armentières, le 2e échouait sur La Bassée. À partir du 21, l'ennemi renforcé passait à son tour à l'attaque. Dans une action de plusieurs jours, il refoulait légèrement le corps de cavalerie français, puis, lançant de violentes attaques sur les corps britanniques, il repoussait leurs lignes sur le front : Givenchy, Neuve-Chapelle, dont il s'emparait. Partout ailleurs, le front allié résistait avec succès. Après un dernier effort, le 2 novembre, dans la région de Neuve-Chapelle, où le 21e corps français venait soutenir le 2e corps britannique et arrêta tout progrès, l'ennemi impuissant abandonnait ses tentatives au sud de la Lys, pour reporter ses efforts dans la région au nord de la rivière, en union plus étroite avec les tentatives sur Ypres. De là, de violents combats sans résultats, les 7 et 8 novembre, à la liaison est du bois de Ploegsteert.

2. La lutte d'Arras (17 octobre-9 novembre).

Dans le même temps, on continuait à se battre sur le front Arras-La Bassée. Cherchant à améliorer ses positions, la 10e armée française luttait pour la possession de quelques points d'appui, comme Carency, Albain-Saint-Nazaire, Vermelles, où l'ennemi était solidement accroché. Cette lutte se poursuivait par tous les moyens durant la deuxième quinzaine d'octobre, sans modifier notablement la situation. De leur côté, les allemands s'acharnaient plus particulièrement contre les deux ailes de la 10e armée, au sud visant à Saint-Laurent le saillant d'Arras, au nord cherchant à progresser le long du canal de La Bassée. Du 22 octobre aux premiers jours de novembre, ils réussissaient, après des combats opiniâtres, à se rendre maîtres de Saint-Laurent, sans pouvoir étendre leur succès. La lutte s'éteignait alors progressivement de part et d'autre. À partir du 9 novembre, le front d'Artois ne donnait plus lieu à aucun incident notable.

3. Les attaques de la 2e armée française (28-30 octobre).

Se conformant aux directives du général commandant en chef, prescrivant des offensives en différents points du front pour rompre les lignes adverses, la 2e

armée avait entrepris, à partir du 28 octobre, des attaques au nord et au sud de la Somme. Ces attaques ne gagnaient que peu de terrain. Le 3 novembre, les combats prenaient fin de part et d'autre, et, le 4, la 2e armée cessait, par ordre du général en chef, de relever de mon commandement.

4. L'offensive alliée en avant de Nieuport (7-12 novembre).

Comme on l'a vu plus haut, dès les tout derniers jours d'octobre, l'inondation de la vallée de l'Yser avait obligé les allemands à se replier sur la rive droite du fleuve, ne laissant sur la rive gauche que quelques éléments d'avant-postes dans des fermes isolées. Des chaussées encore à fleur d'eau permettaient l'accès à ces fermes. D'autre part, l'inondation ne commençant qu'au sud de Nieuport, il restait une partie de terrain libre entre cette ville et l'embouchure de l'Yser. Les belges avaient même organisé en avant de Nieuport, sur la rive droite de la rivière, une solide tête de pont. J'avais décidé de mettre à profit cette situation pour lancer une attaque contre l'extrême droite allemande. Cette opération, outre qu'elle répondait aux intentions exprimées par le général en chef, était susceptible d'avoir une répercussion heureuse sur la bataille engagée devant Ypres. Les allemands avaient retiré du front de l'Yser leurs meilleures unités et nous pouvions, dans ces conditions, tenter l'entreprise, même avec des troupes incomplètement réorganisées. J'arrêtais avec le général Willemans, chef d'état-major de l'armée belge, dans une réunion tenue à Cassel le 6 novembre, les détails de l'attaque. Elle comportait une action de la 81e division territoriale, débouchant de Nieuport et attaquant sur Lombartzyde-Westende, et une action de l'armée belge, appuyée par de l'artillerie lourde française, visant à rejeter les détachements ennemis de la rive gauche de l'Yser. Les opérations se poursuivirent du 7 au 11 novembre, sans que des progrès appréciables pussent être réalisés. L'ennemi engageait dans la bataille une division de marine, fraîchement débarquée à Ostende... le 12, l'offensive était suspendue.

Comme on le voit, pendant que la lutte avait pris une activité des plus grandes autour d'Ypres, elle s'était étendue et entretenue avec une activité, variable il est vrai, sur un front de plus de cent cinquante kilomètres, de Nieuport à Roye. Cette étendue nous avait obligés tout d'abord à y consacrer toutes les forces dont nous disposions. Par là, nous avons été privés de toute réserve, et nous étions constamment menacés du danger de ne pouvoir faire face à une percée de l'ennemi, sur un point de ce vaste front de combat, que par des troupes déjà en ligne.

Chapitre V — Coup d'œil d'ensemble sur la bataille des Flandres.

L'action alliée faite de solidarité et d'activité. – la valeur des troupes. – les forces en présence. – les résultats obtenus. – puissance de la défensive ; importance du matériel. – programme d'avenir. – visite et mort de lord Roberts. – visite du roi Georges V. – l'exercice du commandement dans une coalition.

Pour mener aussi longtemps une action aussi étendue, que les circonstances avaient particulièrement enchevêtrée, avec des éléments hétérogènes, bientôt entremêlés, toujours en nombre réduit et d'une arrivée tardive, il nous avait fallu une étroite union d'abord du commandement, cherchant à connaître la situation réelle de cette bataille difficile à embrasser dans son ensemble. De là, un service de liaison très actif entre les combattants alliés, comme entre les commandants de leurs unités. De là, un admirable esprit de solidarité, une confraternité d'armes inoubliable, appelée à créer pour longtemps un solide lien d'amitié entre les nations alliées.

Les chefs alliés se voyaient fréquemment au cours de la journée. Mais, en fin de journée, pour aligner nos affaires et préparer les ordres pour le lendemain, je convoquais souvent à 20 heures, à Wormoudt, le général D'Urbal, dont le quartier général était à Rousbrugge, et presque chaque jour je recevais à 22 heures, à mon quartier général de Cassel, le général sir H. Wilson, m'apportant les renseignements et les intentions du grand quartier général britannique de Saint-Omer. Nous vivions de même dans une entière unité de vue avec le grand quartier général belge, toujours à Furnes. Jamais peut-être la devise de nos alliés l'union fait la force ne trouva une consécration mieux établie, en la prolongeant de l'application par tous de la plus grande activité. Quel faisceau de volontés s'éclairant mutuellement et se dépensant sans compter ne réunit pas cette bataille en commun ! C'est là certainement qu'il faut trouver l'explication de cette grande défense improvisée, capable de résister, victorieusement pour finir, à une formidable attaque, puissamment montée et obstinément répétée, et soutenue pendant près d'un mois.

J'étais, bien entendu, resté en relation étroite avec mon général en chef. Bien que je ne l'eusse pas vu depuis le 2 novembre, nos échanges de vues avaient été quotidiens. Sans méconnaître aucunement l'importance de l'action engagée dans les Flandres, il ne pouvait y consacrer immédiatement la totalité des forces qu'elle exigeait. Il était obligé, avec ses armées fortement éprouvées par deux mois de dure guerre, et faiblement approvisionnées en artillerie, en engins de toute nature, comme aussi en munitions, de pourvoir à la sécurité d'un front encore peu organisé et dont la longueur s'était rapidement élevée à près de six cents kilomètres, des Vosges à la Lys.

Quelle surprise l'ennemi ne pouvait-il pas effectuer sur une pareille étendue, où les deux partis étaient partout en contact étroit ? C'est ce qui explique l'arrivée en quelque sorte goutte à goutte de renforts, à la bataille d'Ypres, comme aussi la durée d'action qu'il a fallu demander aux troupes qui s'y trouvaient engagées dès le début. On était bien obligé de les y maintenir, puisqu'il n'y en avait pas d'autres pour les relever. Leur valeur a été à la hauteur de toutes les nécessités de la lutte. Pour n'en citer que deux exemples, rappelons le 1er corps britannique cruellement éprouvé dès le 31 octobre, et déjà sur la route de la retraite ce jour-là, mais reprenant aussitôt toute son ardeur à la bataille, subissant encore de

violentes attaques et ne quittant le terrain que le 18 novembre après l'arrêt définitif de l'ennemi. Citons également le 9e corps, la 42e division et les corps de cavalerie français, engagés sans discontinuer dans la bataille, du 23 octobre au 15 novembre, et relevés seulement quelques jours plus tard. Quelle ténacité et quelles fatigues représentaient de pareils efforts !

En définitive, la bataille d'Ypres s'est étendue sur un front de 45 kilomètres, depuis Nordschoote jusqu'à la Lys d'Armentières. Les allemands y ont engagé la valeur de quinze corps, les alliés la valeur de dix. Le 31 octobre, les français tenaient 25 kilomètres de ce front et les anglais, 20 ; le 5 novembre, les français en tenaient 30 et les anglais 15. Comme on le voit, les troupes françaises, par l'étendue du front qu'elles occupaient, et par leur nombre, ont entretenu et soutenu la majeure partie de la bataille. Aussi serait-il contraire à la vérité de faire de la bataille d'Ypres une bataille et une victoire exclusivement anglaises.

Dans les deux camps opposés, les pertes étaient très fortes. Pour avoir raison d'une résistance obstinée, les allemands avaient engagé une artillerie lourde très supérieure à celle des alliés et comprenant de nombreux canons de gros calibre, jusqu'au 380. Leurs troupes de réserve, particulièrement ardentes, mais surprises et déconcertées par la ténacité de l'adversaire, avaient été poussées dans les assauts violents et bruyants, en des formations massives d'où étaient résultées pour elles des hécatombes sérieuses. Leur moral en était atteint.

L'impression se transmettra profonde en Allemagne. Un an plus tard, le *lokal anzeiger* écrira : Jour de Langemarck : jamais les plaines des Flandres n'ont été arrosées de tant de sang, malheureusement du sang pur de notre jeunesse la plus fière et la plus belle. Aussi ne verra-t-on jamais autant de larmes en Allemagne que ce jour-là... et la *gazette de Francfort* : Ces régiments se sont jetés dans la mort. Des sacrifices immenses et irréparables ont été faits ce jour-là. Les jours brumeux de l'automne réveillent pour beaucoup d'entre nous des souvenirs effrayants, des douleurs vives et inconsolables.

Dès le 13, je pouvais adresser au général en chef un rapport d'ensemble dans lequel je résumais les événements, comme aussi les conséquences de nos grandes rencontres. En voici le début et la fin :

Mon général,

Les attaques de l'ennemi s'arrêtent. Il semble abandonner l'idée d'enlever Ypres – et par là renoncer à son plan débordement de notre gauche.

Les renforts que vous avez bien voulu m'envoyer sont en grande partie arrivés, ils continuent à débarquer sans interruption. Un certain nombre sont déjà en première ligne, relevant les troupes engagées ; les autres s'y portent.

Pendant ce temps, les compagnies du génie organisent ou renforcent des positions, avec tous les éléments disponibles. On regroupe nos unités mélangées.

Notre situation se consolide donc et s'améliore à chaque instant. Il en est de même de l'armée anglaise. Si donc l'ennemi reprend ses attaques, nous sommes en meilleure situation que jamais pour les repousser.

Là sans doute se bornera pour le moment notre avantage, parce qu'il nous faut encore du temps pour être en état de repartir, parce que l'encercllement devant nous semble très fort.

Mais par de petites actions bien combinées, nous pouvons espérer reprendre certains points qui pénètrent en avant dans nos lignes, en un mot redresser notre front. Cela va être entrepris. Je profite de l'accalmie momentanée pour résumer les faits accomplis et les résultats obtenus.

De notre côté, si nous avons réalisé la réunion de toutes les forces alliées et assuré nos bases maritimes, le résultat tactique que nous avons obtenu est encore purement négatif. Nous avons empêché l'ennemi de réaliser son plan, quels que soient les sacrifices qu'il ait faits pour y arriver.

Nous le maintiendrons.

Car de l'impuissance de l'adversaire peuvent sortir dans les circonstances actuelles d'importantes décisions à notre avantage. tel est le point auquel nous sommes arrivés, mon général.

La résistance de nos troupes a été à hauteur de toutes les nécessités ; nos pertes sont sérieuses. Celles de l'ennemi doivent l'être beaucoup plus, étant données les formations denses et profondes de ses attaques.

J'aurai prochainement l'honneur de vous adresser des propositions justifiées par la valeur qu'a déployée le commandement. recevez, mon général, l'assurance de mon bien attaché respect.

signé : Foch.

Aux termes de ce document, écrit sous l'impression encore présente des faits, nous n'avions pas remporté sur l'ennemi une grande victoire, mais nous la lui avons arrachée, et nous lui avons par là interdit des résultats considérables qu'il devait en faire sortir.

Par le développement successif de la manœuvre débordante, entreprise peu de jours après la victoire de la Marne, nous avons été amenés à étendre notre front de combat de la Suisse à la mer du Nord, sur une étendue de six cent quatre-vingts kilomètres, insoupçonnée jusqu'alors dans l'histoire, et à improviser à l'extrémité nord de ce front, six semaines après la Marne, une nouvelle bataille décisive. Que d'inquiétudes ne pouvait-on éprouver tout d'abord sur l'issue d'une pareille rencontre, si l'on considérait les formidables réserves d'hommes et de matériel préparés et organisés dans la paix par l'ennemi, et qui lui assuraient une avance redoutable ! Pénurie d'hommes, encore plus de matériel, encore plus de munitions, organisation à improviser avec les alliés, comme dans nos troupes, telles étaient les conditions dans lesquelles nous avons abordé la rencontre. L'union de tous avait pourvu aux difficultés, et par-dessus tout, la vigilance et la décision avec laquelle le général en chef français avait répondu au danger, sans craindre de prendre au compte des armées françaises la plus grande partie du front allié.

Le résultat était considérable. Par l'arrêt définitif que les armées alliées avaient infligé à l'ennemi sur les rives de l'Yser et à Ypres pour finir, elles avaient bien renversé son plan de battre les armées d'occident avant de s'attaquer à la Russie

; elles avaient sauvé de l'invasion et de l'occupation les provinces particulièrement riches du nord de la France, comme aussi les ports de la mer du Nord et de la Manche, c'est-à-dire les communications de la France et de l'Angleterre ; elles avaient protégé l'Angleterre contre une attaque allemande ; elles avaient conservé à la Belgique un lambeau de territoire qui lui gardera une place sur la carte de l'Europe, tandis que son gouvernement est hors des atteintes de l'ennemi. Les trois armées alliées avaient pris part à la bataille de plus d'un mois, et par leur union elles avaient fait la victoire. Comment le sang versé en commun, en pareilles circonstances, ne cimenterait-il pas une solide amitié des trois nations ? C'était bien là un avoir important acquis au profit de la coalition.

Les allemands s'étaient dédommagés de leur échec en redoublant la violence de leur bombardement sur Ypres. Le 22 novembre, ils avaient pris comme objectif de leurs obus incendiaires la cathédrale Saint-Pierre et les halles. Ces magnifiques monuments ne représentaient bientôt plus que des ruines lamentables.

Les luttes autour d'Ypres avaient montré une fois de plus la puissance que la défensive avait acquise par le développement des feux, l'emploi de la mitrailleuse en particulier. L'offensive n'avait pas encore grandi dans la même proportion. Il allait en résulter cette longue période de stagnation des armées l'une en face de l'autre, dans laquelle on a vu une nouvelle nature de la guerre, la guerre de position, opposée à la guerre dite de mouvement, tandis qu'elle n'était qu'un aveu d'impuissance, qu'une crise de l'activité guerrière, incapable de renverser, par une offensive convenablement armée, les moyens de résistance dont disposait la défensive. Il lui fallait trouver le moyen de briser l'obstacle et la cuirasse que la terre permet au soldat de dresser devant elle en tout point, et de combattre en l'abordant de près cet engin insaisissable, la mitrailleuse, qui, dans son tir souvent aveugle, fauche implacablement le champ de bataille. En résumé, le matériel avait pris dans la lutte une importance capitale. Nous avons échoué à Ypres, dans nos tentatives d'offensive, en particulier par insuffisance d'artillerie lourde. Les allemands en ont une plus puissante que la nôtre ; ils échouent également par insuffisance encore du nombre de pièces, comme aussi du mode d'emploi. En réalité, pour rendre à l'offensive tout son élan, il nous faudra plus que décupler le nombre de nos canons d'artillerie lourde et la quantité de nos munitions de tous calibres, systématiser les tirs de notre artillerie ; il nous faudra, avec des engins blindés, rechercher et détruire la mitrailleuse ennemie.

L'offensive richement dotée de la sorte ne connaîtra pas plus qu'au temps de Napoléon la guerre de position. Elle reprendra tout son mouvement qu'elle a perdu par anémie, par impuissance devant l'obstacle. Une fois de plus l'allure de la guerre résulte des engins et du matériel dont elle dispose. L'homme, si vaillant soit-il, ne peut à lui seul la modifier. Sans ce matériel, il est totalement impuissant. Et comme ce matériel augmente constamment, un des premiers rôles du soldat aux armées est d'animer, de servir ce matériel. Tels étaient déjà les enseignements de la fin de 1914.

Que n'y a-t-il pas à attendre dans les luttes de l'avenir du progrès de l'aviation et du développement de la guerre chimique ? Aussi, dans nos préparatifs militaires pour l'avenir, n'avons-nous pas d'abord à envisager le matériel formidable et varié à mettre en oeuvre dans la bataille, à le préparer en partie, et à rétablir en temps de paix une organisation de troupes qui garantisse le service de ce matériel à la guerre ? En tout cas, dès la fin de 1914, il était évident que nous ne

pourrions pas mener la lutte à destination, à la victoire, sans augmenter dans de considérables proportions notre matériel d'artillerie et de mitrailleuses, comme nos approvisionnements en munitions. Des fabrications de l'arrière pouvait seulement résulter le succès des armées. Une première tâche du commandement était d'éclairer entièrement le gouvernement sur cette inéluctable condition. Ce sont là des considérations que j'exposais au général en chef dans ma lettre ci-dessous du 19 novembre, en y joignant les perspectives sur lesquelles la guerre était à orienter dans l'avenir :

Mon général,

La situation se maintient la même ; on ne nous attaque plus sérieusement. Nous nous reconstituons.

Envisageant cette situation et celle de la frontière russe, je la résume comme il suit : le plan fondamental allemand consistait à détruire l'adversaire de l'ouest en débordant son aile gauche d'Ypres à la mer, avant de se retourner contre l'adversaire de l'est, l'armée russe. La première partie du programme est cassée. Les allemands n'ont pu ni tourner notre aile gauche, ni nous détruire. Bien mieux, nous sommes en parfaite condition matérielle et morale pour les attaquer.

Au total, après trois mois de campagne, ils aboutissent à une douloureuse impuissance à l'ouest. Ils ont tout à entreprendre à l'est avec une armée très affaiblie. Quel que soit le traitement qu'ils appliquent à la question est, - il y en a plusieurs en effet - ils ne peuvent pas ne pas retirer des troupes du front ouest, pour cela réduire leur front. Le premier front sérieux qu'ils vont nous opposer s'étendra sans doute de Strasbourg par Metz, la Meuse de Mézières, Namur, à Bruxelles et Anvers.

1. Nature de la guerre. - Avant de l'aborder, nous aurons sans doute d'autres lignes défensives à attaquer. Dans tous les cas, la guerre contre des positions fortifiées va devenir de plus en plus notre lot. L'organisation de cette guerre me semble devoir être prise de plus en plus en considération. Qu'exige-t-elle ? Une artillerie de siège, nombreuse, bien munitionnée, adéquate à la place visée. Il est évident qu'il ne faut pas le même matériel pour l'attaque de la fortification en terre et celle en béton. Il est également évident que dans la guerre de tranchées à l'ordre du jour, il faut pouvoir lancer des bombes, donc prévoir des mortiers ou autres engins, encore avec beaucoup de munitions, etc. indépendamment d'une artillerie de cette nature, il nous faut prévoir un génie fortement organisé pour travaux de sapes, pour la guerre de mine. Là je suis moins documenté. Mais une idée me travaille. Après la construction des puits artésiens, après les travaux souterrains du métro de Paris, du nord-sud (tubes Berlier) n'y aurait-il pas des moyens mécaniques, plus rapides que les anciens, de forer des galeries de mine, de les revêtir, pour permettre de porter de fortes charges d'explosif sous certains points de la résistance ennemie ?

2. Quant aux directions à donner à nos attaques, je dis : les destinées de l'Europe se sont toujours réglées en Belgique jusqu'à Waterloo. Il paraît difficile d'abandonner ce terrain. Nous y aurons toujours la collaboration des anglais et des Belges, à la condition de les entraîner. Ailleurs et sans cette condition elle peut rester improductive. Jusqu'à la

Meuse nous n'avons pas d'obstacle naturel sérieux. Les organisations défensives allemandes de cette région étant plus récentes peuvent être moins solides que dans d'autres régions. De cet ensemble de considérations, je conclus à la nécessité dans le nord d'une forte attaque visant l'intervalle Anvers-Namur qui sera sans doute complétée par une place du moment autour de Bruxelles ; visant ensuite la Meuse de Namur à Liège. Là, sans doute, notre offensive rencontrera de fortes résistances. Il en sera de même sans doute sur la Meuse de Namur à Mézières, Sedan, Mouzon... Nous ne pourrions vraisemblablement avoir raison de cette résistance que par une manœuvre sur la rive droite, partant de Verdun et de ses abords. Une forte attaque par notre gauche pour commencer, une forte attaque par notre droite pour finir, voilà le système auquel j'aboutis. Le centre de notre dispositif tendrait à avancer en profitant des résultats d'aile acquis et en condensant ses forces à mesure de leur resserrement, vers notre gauche d'abord, vers notre droite ensuite.

3. À tout ce système on peut opposer qu'il ne mettra pas en nos mains du premier coup les territoires que nous revendiquerons. Je reste fidèle à la théorie pure, de la destruction des forces ennemies qui règlera tout ; à l'idée que nos opérations sont à maintenir dans la direction la plus militaire ; que c'est la direction par laquelle nous gagnerons le plus de territoire et pourrons tenir le plus haut nos revendications, à la condition bien entendu de poursuivre notre effort militaire sans trêve ni merci.

4. Reprenant les prémices de tous mes raisonnements, je vois l'offensive allemande définitivement arrêtée à l'ouest. Les allemands ne peuvent recommencer, avec des forces de deuxième qualité, l'effort violent tenté sur Ypres, le 1er novembre ; s'ils le recommençaient, ils échoueraient. Ils sont forcément voués à la défensive sur le front ouest. ils ne peuvent plus manoeuvrer que sur le front est et encore ? La première chose à faire pour cela est de leur part d'y monter une manœuvre. Ils mettent à cette opération un temps et une indécision notables. Nous ayant arrêtés le 15 septembre sur tout le front actuel, c'est seulement le 1er novembre, un mois et demi après, qu'ils ont abouti à l'attaque d'Ypres. Ils nous auraient bien embarrassés, s'ils nous avaient servi le même effort, le 10 ou le 15 octobre, sur Arras, alors que les anglais n'étaient pas transportés... la morale que j'en tire est qu'il faut prévoir une grande lenteur dans leur retournement vers l'est, dans l'enlèvement de leurs forces de ce côté, dans la modification de leur façade devant nous, bien que par derrière ils me semblent enlever des unités, appeler des renforcements à celles qu'ils maintiennent ; appeler des meilleures garnisons (Metz et Strasbourg) à l'occupation des places qu'ils voient devenir de première ligne : Anvers, Bruxelles, Namur.

De tout cela je conclus encore la nécessité pour nous d'organiser l'offensive contre des positions fortifiées, c'est-à-dire d'une puissante guerre de siège.

Voilà, mon général, un certain nombre de réflexions que j'ai écrites à mesure qu'elles me venaient, dans des loisirs relatifs. Excusez le décousu qui peut y régner et croyez toujours à mon attaché respect.

signé : Foch.

Le 13 novembre, au lendemain de sérieuses affaires, j'avais la visite, à mon quartier général de Cassel, du maréchal Roberts, qu'accompagnait sa fille lady Edwina Roberts. C'était une admirable figure de soldat, de patriote, un grand anglais au sens le plus large du mot. Malgré ses quatre-vingts ans sonnés, il était encore d'une merveilleuse activité, en pleine possession de ses facultés. Il n'avait pu se désintéresser ni de la guerre qui mettait en question l'existence de nos deux pays, ni des soldats qui la faisaient. Je le connaissais depuis plusieurs années et j'étais plein d'admiration pour la clairvoyance de son esprit, la grandeur et la droiture de son caractère. Je l'avais vu cette année 1912, où dans des conférences inspirées par ses angoisses, il réclamait le service obligatoire de son pays endormi dans la paix.

Pendant une heure environ, nous causions de la bataille, je lui montrais nos cartes, tenues au jour le jour, sur lesquelles étaient portés les mouvements successifs de nos troupes, les positions occupées ou perdues, seul tableau possible de notre guerre enterrée, dans un terrain déjà très couvert par lui-même. Il voulut bien causer avec les officiers de mon état-major, entendre de leur bouche les incidents divers des dernières journées. Par la vivacité de son regard, l'activité de son esprit, il se montrait peut-être le plus jeune de nous tous. C'était néanmoins la dernière fois que je devais le voir. En nous quittant vers 14 heures, il se rendait près des troupes indoues, pour lesquelles il avait conservé une affection particulière. Elles venaient d'être retirées d'une sévère bataille et mises au repos. Toujours confiant dans sa verte jeunesse, et malgré la rigueur de la saison, il quittait son manteau pour les passer en revue. Un refroidissement qu'il prenait ainsi l'obligeait à se coucher en rentrant le soir à Saint-Omer. Le lendemain il était mort. Mais il avait vu victorieux ses fidèles soldats de l'Inde. Il avait parcouru le champ de bataille qu'ils avaient arrosé de leur sang, pour arrêter l'ennemi de la Grande-Bretagne. C'était bien là une fin digne de son glorieux passé.

De même que lord Kitchener, dont j'ai dit les angoisses le 1er novembre, le peuple britannique avait partagé l'anxiété de la longue bataille d'Ypres, qui avait menacé de porter la guerre dans son île. L'issue de la bataille avait été pour lui un véritable soulagement et le roi venait bientôt exprimer toute sa satisfaction à son armée. Le 2 décembre, accompagné des généraux sous mes ordres, D'Urbal, De Maud'huy, Conneau, De Mitry, Grossetti et Maistre, comme aussi d'une partie de mon état-major, j'allais le trouver au quartier général de Saint-Omer, où il m'avait donné rendez-vous. Parfaitement éclairé par le maréchal French sur les événements accomplis, il me recevait à part, et, en termes pleins de bienveillance, me remerciait de ce que j'avais fait pour son armée, de l'aide puissante et continuelle que j'avais donnée à ses troupes et qui nous avait assuré les grands résultats de la bataille d'Ypres. Je le félicitais à mon tour sur la vaillance de son armée, qui, exposée aux coups les plus violents, avait soutenu le choc pendant plus de trois semaines. Il terminait la visite en me remettant la grand'croix de l'ordre du bain, qu'il avait tenu à m'apporter, bien que cette dignité fût supérieure à celle que comportaient mes fonctions du moment, me dit-il. Après avoir reçu et décoré les généraux français, il voulut bien voir également et honorer de ses distinctions, comme de ses paroles aimables, les officiers de mon état-major, et en particulier le colonel Weygand, le commandant Desticker.

Nos relations, déjà très franches et cordiales avec l'armée britannique, s'étaient encore resserrées au cours de la bataille menée en commun et gagnée par notre entière union. Cette amitié parfaite du champ de bataille d'Ypres avait gagné les deux nations, comme le roi venait en témoigner. Elle ne fera que se consolider dans la suite de la guerre, pour aboutir à la victoire. Son maintien sera pour longtemps un gage de la paix du monde. Les deux batailles de l'Yser et d'Ypres avaient été gagnées par l'effort commun, étroitement resserré, des armées de trois nations, fortement éprouvées cependant, et dont les éléments s'étaient réunis à l'improviste, chacune avec son chef. C'étaient le roi des belges, le maréchal French et moi-même. Malgré tout, l'unité de volonté et d'action ne s'est jamais montrée plus entière, plus absolue, que dans cette réunion de forces, improvisée pour sauver la cause commune, en face d'un puissant adversaire jouant, avec des troupes fraîches et des ressources considérables, un de ses coups décisifs.

S'il m'a été donné de prendre aux deux batailles une part importante, d'inspirer certaines décisions et d'animer différents actes, à côté de ces chefs d'armée qui étaient un roi et un maréchal d'Angleterre ayant fait ses preuves, ce n'était pas d'un décret fixant un droit au commandement des alliés qu'a résulté pour moi une pareille situation, mais bien de la confiance que ces hautes autorités m'avaient témoignée, et par là de l'autorité qu'elles m'accordaient dans leurs conseils.

Il en est forcément ainsi entre les alliés dans toute coalition. Les armées sont de formation d'esprit différente ; chacune a son gouvernement à satisfaire, et celui-ci a des intérêts et des besoins particuliers. Elle a en outre son amour-propre. Elle évalue très haut le poids des charges que la guerre lui a apportées et monte au même degré son impossibilité de faire de nouveaux efforts, de subir de nouveaux sacrifices dans la bataille. De là résulte qu'une commune direction se crée et se maintient surtout par le crédit que les gouvernements et les généraux en chef alliés reconnaissent à une personne déterminée.

Ce que l'on a appelé par la suite le commandement unique donne une idée fautive du pouvoir de cette personnalité, si l'on y attache l'idée qu'elle peut commander au sens militaire du mot, comme elle le ferait dans l'armée française par exemple. Elle ne peut mener avec le même caractère d'absolutisme des troupes alliées, car ces troupes lui échappent, notamment dans les sanctions qui seraient à prendre au besoin. Mais par la persuasion elle entraîne ou retient leur commandement, elle fixe la ligne de conduite à tenir, et aboutit ainsi aux actions d'ensemble d'où sort la victoire, même avec des armées foncièrement différentes. Qu'une lettre de commandement fixe, un jour venu, aux yeux et à l'égard de tous les alliés, la situation de cette personnalité, rien n'est plus à désirer, à la condition toutefois que le chef ainsi désigné en justifie bientôt la concession, car la grandeur d'un titre ne le gardera pas longtemps des critiques, des résistances ou de la divergence de vues et d'efforts d'armées qui lui restent malgré tout étrangères, mais qui seront facilement maintenues par la reconnaissance de son autorité jugée à l'épreuve.

Un commandement étroit divise les efforts d'une coalition. La confiance les unit et les renforce. Ni à l'Yser ni à Ypres je n'avais de lettre de commandement.

Chapitre VI — Premières tentatives alliées contre le front fortifié allemand. – Regroupement des forces alliées dans les Flandres. Décembre 1914-avril 1915.

Pourquoi attaquer ? Programme d'offensive. – attaque de la 8e armée française dans la région d'Ypres. – attaque de la 10e armée française au nord d'Arras. – enseignements à en tirer. – attaque du 2e corps de cavalerie à Nieuport. – accident d'automobile du général Joffre. – relève de la 8e armée par les anglais. – dispositif général des forces alliées dans le Nord en avril 1915. – l'armée belge et son roi.)

Si l'offensive allemande était bien arrêtée sur le front de l'ouest et allait de ce fait y laisser aux armées alliées un repos relatif, elle devait, sous peine des dangers les plus graves, se déchaîner sur le front est, contre les armées russes dont les progrès étaient très inquiétants. Elle devait y appeler la plus grande quantité possible des forces allemandes de l'ouest, et par là reparaisait pour les alliés l'obligation d'agir en vue de maintenir sur le front ouest le plus grand nombre possible de ces forces. L'offensive à entreprendre dans ce but par les armées françaises devait se produire dans les secteurs présentant les conditions les plus favorables comme terrains d'attaque et comme possibilités d'exploitation. Pour disperser les efforts ennemis, elle s'étendrait sur un front aussi large que possible.

J'envisageais, en conséquence, les opérations suivantes : 1. à la 8e armée, une attaque dans la région sud-est d'Ypres, en liaison avec l'armée anglaise ; 2. à la 10e armée, une attaque importante au nord d'Arras, visant la crête de la Folie, entre Souchez et Givenchy-En-Gohelle. Dès la fin de novembre, les études étaient entamées et poursuivies avec activité dans ces armées. Le 6 décembre, je me rendais au grand quartier général à Chantilly, pour soumettre le programme au général en chef. Le 8 décembre, celui-ci adressait aux armées une instruction générale qui se résume ainsi :

Le moment est venu de reprendre l'offensive pour rejeter l'ennemi vers le nord-est et préparer une action ultérieure de notre part sur ses communications.

Dans ce but, des attaques principales seront exécutées.

1. L'une, partant de la région d'Arras, en direction de Cambrai et de Douai, sera conduite par la 10e armée renforcée ;
2. L'autre en Champagne, en direction d'Attigny, par la 4e armée.

Des actions secondaires auront lieu, en outre, sur diverses parties du front, notamment : à la 8e armée et à la gauche de l'armée britannique, attaquant concentriquement en direction de Wervicq. À la 2e armée, attaquant en direction de Comblès. Etc.

Attaque de la 10e armée.

La relève par les anglais de la droite de la 8e armée avait permis au général d'Urbal de retirer du front des forces assez importantes qui furent rendues à la 10e armée, d'où elles avaient été envoyées pendant la bataille d'Ypres. D'autre part, l'état-major belge ayant consenti à étendre son front vers le sud, il avait pu retirer de ce côté tout le 32e corps et le mettre en réserve. Dans ces conditions,

le général commandant la 8e armée pouvait préparer, pour la première quinzaine de décembre, l'exécution de l'offensive prescrite en liaison avec l'armée anglaise. Ses attaques, lancées les 14, 15 et 16 décembre, échouaient dans l'ensemble ou ne réalisaient que des progrès insuffisants. Non seulement on se heurta partout à un ennemi sur ses gardes et fortement organisé, mais bien plus encore aux difficultés résultant de l'état du terrain marécageux dans lequel les hommes enfonçaient jusqu'aux cuisses ; nos engins ne pouvaient quitter les routes.

Nos troupes entreprenaient alors, sur leur front d'attaque, des travaux de sape et mine, en vue de réduire les points essentiels de la défense ennemie. L'exécution en était très ralentie par les difficultés insurmontables du terrain détrempé.

Dans la partie nord du saillant d'Ypres nous avons rencontré les mêmes obstacles et n'avions réalisé que quelques légers progrès. Il en était de même des tentatives britanniques faites au sud, dont les résultats se limitaient à quelques avances locales. Dès le 19, en raison des difficultés du terrain, nous arrêtons l'action offensive. Le 24, n'ayant plus rien à attendre des attaques anglaises sur la Lys, nous réduisons la densité de nos forces en première ligne et nous reconstituons des disponibilités. C'est ainsi que nous reprenons une attitude défensive dans la région au nord de la Lys.

Dès la fin de novembre, la 10e armée avait envisagé des possibilités d'attaques menées de part et d'autre d'Arras. La réussite de ces attaques aurait au minimum pour avantage, pensait-on, de réduire le saillant d'Arras, par conséquent d'en rendre la défense plus facile et moins dispendieuse. Pour concentrer nos moyens, nous bornions toutefois nos vues à l'attaque du nord. Seule elle était susceptible de résultats importants et peut-être décisifs. La longue crête qui, de Souchez par la Folie et Thélus, va rejoindre le plateau du point du jour à l'est d'Arras, constitue une falaise qui domine presque à pic les villages de Givenchy-En-Gohelle, Vimy, Farbus, Bailleul, et commande la vaste plaine jusqu'à Douai. Se saisir de la crête, y installer de l'artillerie, des observatoires, c'était rendre impossible à l'ennemi toute installation sérieuse dans la plaine, c'était l'obliger à un recul important jusqu'à la ligne de la Sensée et de la haute Deule, et par là même à une rectification de front au bénéfice de nos armées.

Cette crête était l'objectif de l'attaque qui visait à briser la ligne allemande dans la région de Souchez et au sud, à s'emparer des hauteurs qui dominent Givenchy et Vimy, et à exploiter ces résultats. L'offensive devait être conduite par le 33e corps d'armée, commandé par le général Pétain, et le 21e corps commandé par le général Maistre, agissant concentriquement sur l'objectif. La date en était fixée entre le 16 et le 20 décembre. D'ici là on devait travailler à améliorer la situation de départ et à exécuter quelques opérations préliminaires, du 21e corps sur Notre-Dame-De-Lorette, du 33e sur Carency et La Targette, du 10e sur Saint-Laurent et Blangy. L'expérience nous avait montré la nécessité non pas d'aller vite, mais d'aller sûrement, de résultat en résultat, ce qui interdisait un programme entièrement réglé jusqu'à la fin. C'est ainsi que l'attaque principale du 33e corps ne pouvait être fixée à priori, le moment de son exécution dépendant de la réussite des attaques secondaires et d'une préparation complète par l'artillerie.

Dans cet ordre d'idées, le 21e corps attaquait le 17 sur le plateau de Lorette et réussissait à s'emparer de la première ligne allemande, entre le versant nord du plateau et la grand'route de Béthune à Arras. Mais la pluie rendait bientôt le

terrain impraticable, entravant la progression de l'infanterie, les ravitaillements et même l'installation sur le terrain conquis ; toute organisation en était impossible dans une mer de boue. Il fallait la valeur de l'infanterie du 21e corps pour maintenir l'occupation de la position qu'elle avait gagnée. Pendant ce temps, le 33e corps se trouvait aux prises avec de grandes difficultés. Dans ses deux attaques, l'une au nord sur Carency, l'autre au sud sur La Targette, il échouait devant des défenses sérieuses, une organisation solide de l'adversaire, dont ses moyens de destruction ne lui permettaient pas d'avoir raison. On différait donc l'attaque principale contre la crête de Vimy.

En résumé, à la date du 23 décembre, nos offensives dans le Nord avaient échoué ou donné des résultats insignifiants. C'étaient de nouveaux procédés d'attaque avec de puissants moyens de destruction qu'il fallait mettre en oeuvre. La défensive s'était dressée devant nous formidablement organisée. Dans la guerre de campagne, elle avait déjà témoigné d'une particulière solidité, en utilisant la puissance de feu de la mitrailleuse, comme aussi l'abri qu'elle trouvait en s'enterrant. Le temps lui avait permis de se renforcer de réseaux de fils de fer, d'abris bétonnés, occupés par des mitrailleuses ou des pièces de flanquement, de communications souterraines ou blindées, de sorte que les lieux habités notamment constituaient, pour la défense, de véritables citadelles, dont la destruction préalable s'imposait à l'offensive avant toute attaque de l'infanterie. Cette opération exigeait une forte artillerie, capable d'effets d'écrasement sur les abris et les tranchées, comme de destruction sur les réseaux de fils de fer. Le manque de matériel avait déjà brisé notre offensive dans la guerre de manoeuvre ; il se faisait sentir plus fortement encore dans la guerre de positions rapidement dressée. Nous ne pourrions à coups d'hommes enlever les organisations que les moyens modernes avaient permis d'installer ; il nous fallait au plus tôt demander à notre industrie le matériel pour les réduire ; les préoccupations du commandement devaient se reporter vers sa capacité de production. Là étaient les seules possibilités de relancer la guerre en avant, tout au moins sur le front d'occident.

Mais nous ne pouvions, pendant le temps nécessaire à cette évolution de notre tactique, oublier nos alliés du front d'orient, l'armée russe, qui, par son active intervention, avait détourné sur elle une partie importante des forces ennemies et nous avait ainsi permis de vaincre à la Marne. Il nous fallait, dans toute la mesure possible, lui venir en aide. De là, la nécessité des actions entreprises, malgré leur apparence improductive, de là l'obligation d'en entretenir d'analogues par la suite. à défaut de la victoire que nous ne pouvions encore faire, il nous fallait retenir sur le front d'occident toutes les forces que l'ennemi y avait accumulées, pour l'empêcher de les transporter sur le front d'orient et d'y monter une offensive décisive qui pourrait être le prélude de la victoire finale.

Mais, sur ce point de la corrélation à établir entre les opérations sur les deux fronts, je dépendais entièrement des directives du commandement en chef des armées françaises. Ce n'est donc pas mon initiative qui animait les offensives dans le Nord, si ce n'est pour maintenir l'exécution dans les vues du haut commandement et pour assurer toute la collaboration possible de nos alliés britanniques et belges. à la fin de cette année 1914, avait d'ailleurs commencé en Champagne une offensive dont les débuts (20 décembre) s'étaient montrés satisfaisants.

Ma formule du moment était : **de l'activité dans les états-majors, du repos dans les troupes, en attendant qu'une amélioration du temps permît de passer à**

[l'exécution avec chance de succès](#). Le général en chef approuvait ces dispositions et prescrivait de mettre au repos toutes les troupes qui n'étaient pas indispensables. Mais, comme la durée des opérations exécutées en Champagne exigeait la constitution de réserves importantes, les armées du nord étaient invitées à constituer des disponibilités.

À mesure que le temps passait et que l'opération de Champagne prenait de l'importance, le général en chef prescrivait, le 27 février, d'arrêter toutes les entreprises entrevues à la 10^e armée, tout en ordonnant d'en poursuivre les études activement, afin de pouvoir les lancer sans délai le moment venu. C'est ainsi que l'hiver se terminait sans actions nouvelles de notre part, sauf à Nieupoort. Beaucoup de nos troupes avaient été mises au repos ou même remises à la disposition du général en chef, et devaient quitter le Nord. J'avais profité de ces circonstances pour les voir les unes après les autres. Je ne manquais pas à cette occasion de réunir les officiers et de causer avec eux. Et je ne saurais assez dire le bel esprit qui les animait tous, officiers et soldats, après un hiver des plus rudes cependant. Ils se rendaient bien compte du résultat important qu'ils avaient obtenu en brisant une fois de plus les projets de l'ennemi, sur l'Yser et à Ypres. Ils ne doutaient pas d'en avoir bientôt raison dans des attaques à entreprendre. La confiance qui les tenait tous était impressionnante.

[Les attaques du 2^e corps de cavalerie à l'est de Nieupoort.](#)

La côte belge de la mer du Nord présentait pour l'ennemi un intérêt particulier, en raison des établissements qu'il pouvait y faire pour soutenir la lutte sous-marine contre l'Angleterre et gêner notamment les communications de la Manche. Ostende était le port le plus rapproché de nous qu'il possédât. Sa défense devait immobiliser d'importantes forces allemandes. De là, l'intérêt des attaques que nous entreprendrions dans cette direction. La côte même fournissait un terrain constitué par des dunes de sable assez élevées et qui échappaient aux inondations de l'Yser. Il y avait encore là quelques possibilités d'agir pour nous. Dès le commencement de décembre, j'avais fait étudier par le général De Mitry, commandant le 2^e corps de cavalerie, un projet d'offensive partant de Nieupoort. Le gouverneur de Dunkerque avait fait préparer les moyens de passage nécessaires pour franchir l'Yser en aval de Nieupoort. Enfin tout un matériel nautique, comprenant notamment des doris et des vedettes à moteur, était rassemblé à la disposition du général De Mitry. Mais nous n'étions pourvus que d'artillerie de campagne.

Le 15 décembre, l'attaque partait en direction générale de Westende-Ostende. Nous prenions pied dans les premières maisons de Lombartzyde et du Polder, sans pouvoir cependant progresser sensiblement le long même de la côte, en raison des puissantes installations faites par l'ennemi dans les dunes de sable ; et nous parvenions à six cents mètres de Saint-Georges, tandis que les marins français et les soldats belges en doris prenaient quelques fermes au sud-ouest de la localité. L'opération se poursuivait dans les journées suivantes. C'est en vain que l'ennemi lançait de vigoureuses contre-attaques, elles étaient toutes repoussées. En fait, le 19, nous avons conquis et organisé une solide tête de pont sur la rive droite de l'Yser. Nous installions en même temps de nombreux passages sur le fleuve.

Quand nous voulions repartir à l'attaque le 25, tous nos efforts se brisaient, de Lombartzyde à la mer, devant les défenses de l'ennemi, ses réseaux de fils de fer, que notre insuffisance en artillerie n'avaient pas permis de bouleverser. Le 28, nous enlevions Saint-Georges, pendant que la 5^e division belge, franchissant

l'Yser au sud de Dixmude, établissait une petite tête de pont sur la rive droite. Avant de procéder à de nouvelles attaques en forces, il importait de s'établir solidement ; cela demanda du temps, car ce ne furent pas des jours mais des semaines qu'exigea l'organisation du terrain, les circonstances atmosphériques étant un obstacle des plus sérieux. L'eau ou le sable envahissait tranchées et boyaux. De fréquentes tempêtes coupaient les communications. Le pont de tonneaux jeté à l'embouchure de l'Yser était sans cesse endommagé par l'artillerie allemande. En dépit de toutes ces difficultés, nos troupes firent preuve d'une activité remarquable. Pendant un mois, du 27 décembre au 27 janvier, elles luttèrent sans trêve pour préparer, par des travaux d'approche, la reprise de l'offensive qui devait se produire sur le polder et sur Lombartzyde.

Le 28 janvier, cette nouvelle attaque était déclenchée. Elle s'emparait de la première ligne allemande. Mais, à la tombée de la nuit, ayant subi des pertes sérieuses et en raison de l'eau qui, dans les tranchées conquises, empêchait tout travail de consolidation, nos troupes qui eussent été à la merci du moindre retour offensif rentraient dans leurs positions de départ. Tandis que cette opération se déroulait en face du polder, un coup de main tenté par une section de tirailleurs réussissait à enlever un fortin ennemi établi en avant de la Grande-Dune, mais, pris d'enfilade par le feu, contre-attaqué à la baïonnette, ce petit détachement était presque anéanti. Six hommes et un gradé résistèrent toute la journée et une partie de la nuit ; ils furent tués sur leur position.

Ces faits dénotaient incontestablement l'excellent esprit et l'ardeur qui animaient les troupes du détachement français de Nieuport. Mais, quelles que fussent leurs qualités, elles étaient impuissantes à surmonter les difficultés de toutes sortes accumulées par les éléments physiques. Elles n'en pouvaient humainement venir à bout, et c'eût été folie que de prolonger, en plein cœur de l'hiver, une offensive qui manifestement était vouée à un succès certain. La journée du 28 janvier marqua en réalité la fin de cette offensive.

C'est au courant du mois de janvier, le 17 de ce mois, que survenait au général Joffre un accident d'automobile qui eût pu avoir des conséquences graves. Nous voyagions dans la même voiture sur la route de Rousbrugge à Dunkerque, quand brusquement notre chemin se trouva barré par un camion dont la direction était brisée. Il en résulta entre les deux voitures une collision dont le général en chef sortit fortement contusionné, et assez blessé pour devoir interrompre la tournée qu'il comptait faire et rentrer directement par chemin de fer à son quartier général de Romilly. Je sortais indemne de l'aventure, mais non sans préoccupation sur ce qui attendait mon chef ; mon inquiétude augmentait après que je l'eus quitté à la gare de Dunkerque. Heureusement il se rétablissait entièrement en quelques jours. Peu de temps après, en raison de mes fonctions d'adjoint au général en chef, je demandais par écrit au ministre de la guerre ce que j'aurais dû faire dans le cas où le général Joffre aurait été, à la suite de son accident, dans l'impossibilité d'exercer le commandement, et quelle personnalité devait dans ce cas, aux armées, ordonner les dispositions pour parer aux surprises toujours possibles de la part de l'ennemi. On me fit savoir que je n'avais pas à me préoccuper, que le gouvernement avait pourvu à l'éventualité. En fait, le général Galliéni avait été désigné, dès le mois d'août, pour prendre en ce cas le commandement des armées. Malgré sa haute intelligence et son indiscutable valeur, il n'avait, en janvier 1915, encore pris qu'une faible part à la guerre, notamment à la bataille de tranchées. C'est trop facilement que les hommes de cabinet jugent les hommes de guerre. Ceux-ci ne valent et ne se mesurent que sur le champ de bataille, aux résultats qu'ils obtiennent.

Relève de la 8e armée française par les anglais.

Dès le commencement de décembre, le gouvernement britannique avait exposé au gouvernement français son désir de voir les forces britanniques remonter dans les Flandres, tenir une partie du front allié plus voisine de la côte et appuyer en particulier leur gauche à la mer. Ce serait là, pensait-il, une grande satisfaction donnée à l'opinion publique anglaise. De la côte belge d'Ostende et de Zeebrugge, l'ennemi constituait pour la Grande-Bretagne une menace continuelle, que l'attaque de l'armée anglaise le long de la côte pourrait faire cesser en se portant sur la base navale d'Ostende. Cette idée était particulièrement chère au ministre de la marine britannique, M. Winston Churchill. Elle l'était beaucoup moins au commandant en chef des armées britanniques, le maréchal French, et encore moins au commandant en chef des armées françaises. L'un et l'autre voyaient un grave inconvénient à consacrer le principal effort de l'armée britannique à un but qui n'intéressait que la lutte navale, et à le détourner de l'action sur terre, avec le principal adversaire de la coalition, l'armée allemande, de l'action qui devait fixer le sort de la guerre. Dans ces conditions et après de nombreux entretiens, il était convenu, dans les derniers jours de décembre, que l'armée britannique, tout en maintenant sa droite à La Bassée, relèverait successivement les corps de la 8e armée française, en profitant pour cela des renforts successifs qu'elle devait recevoir ; que l'armée française, maintenant à l'occupation de Nieuport les troupes qu'elle y avait, évacuerait progressivement la boucle d'Ypres, pour ne garder qu'un détachement à Elverdinghe, intercalé entre la gauche anglaise et la droite belge.

L'opération de relève préparée de la sorte allait subir en réalité de sérieux retards, tout d'abord du fait de la lente arrivée des renforts britanniques. Lord Kitchener, ministre de la guerre, tenait en effet à n'envoyer sur le continent que des troupes entièrement organisées et constituées en divisions ou corps d'armée, tandis que le maréchal French se serait contenté de les recevoir en bataillons. La pénurie de munitions gênait également ce dernier dans l'extension de son front, en lui causant de graves préoccupations, et la fabrication des munitions d'artillerie s'organisait très lentement en Angleterre.

En même temps, le ministre de la marine britannique tentait de faire reprendre son projet d'attaque sur Ostende, en offrant de fournir au détachement français de Nieuport un renfort de trois mille fusiliers-marins. Le haut commandement français s'en tenait à ses vues d'une bataille à fins terrestres, et maintenait au contraire que c'était à la gauche de notre 10e armée, dans la région de La Bassée, que l'armée britannique devait porter ses efforts. Il s'employait donc avec le maréchal French à réaliser la double entente nécessaire pour obtenir de celui-ci à la fois l'extension de son front et sa coopération active à nos attaques.

Comme on le voit, la guerre s'était arrêtée par insuffisance de moyens matériels du côté allié. Cet arrêt, en se prolongeant et en fournissant des sujets d'inquiétude à l'opinion publique, avait amené les membres de certain gouvernement à intervenir dans la direction des opérations, à les entraîner dans de fausses voies et à rendre ainsi plus difficile la tâche du commandement. Une fois de plus se manifestaient ici les conséquences de l'insuffisance de matériel. L'armement des troupes, le ravitaillement en munitions ont pris dans la lutte moderne une importance capitale et doivent être mis au premier rang des préoccupations du haut commandement, tant pour poursuivre ses opérations en face de l'ennemi que pour en maintenir la direction malgré les inquiétudes de l'arrière, opinion publique ou gouvernement.

Par suite de ces difficultés diverses, l'armée britannique n'avait relevé, à la fin de janvier, que le 16e corps français, contrairement aux prévisions faites dans un accord commun. Les 9e et 20e corps restaient encore à relever. Et cette situation se prolongeait sans modification sensible jusqu'au mois de mars. Mais, à cette date, les préparatifs d'attaque de la 1ere armée britannique s'achevaient dans la région de La Bassée. Les négociations en cours furent interrompues et ne purent être reprises que lorsque cette attaque eut produit ses résultats.

La 1ere armée britannique, commandée par le général Haig, était chargée de l'exécution de cette offensive. Les troupes partaient à l'attaque le 10 mars et obtenaient d'entrée de jeu des résultats qui ne purent être élargis ni même entièrement conservés dans les jours suivants.

Dans la nuit du 12 au 13, le général Haig donnait l'ordre de suspendre l'offensive et de s'établir solidement sur les positions conquises dans la journée du 10. La décision prise par le commandant de la 1ere armée britannique s'expliquait à la fois par la crainte de manquer de munitions et par les pertes subies.

Il fut alors possible de revenir au projet de relève des corps français autour d'Ypres. Dans une conférence à laquelle prirent part, à Chantilly, le maréchal French, lord Kitchener, le général Joffre et M. Millerand, il fut décidé que la 2e armée britannique relèverait avant le 20 avril les 9e et 20e corps français, que deux nouvelles divisions britanniques seraient envoyées en France et que l'offensive française en Artois serait exécutée à la fin du mois d'avril.

Les opérations de relève se poursuivirent activement. Le 7 avril, le 9e corps était entièrement retiré du front et acheminé vers la zone de la 10e armée. Le 19 avril, le 20e corps prenait la suite. à la fin d'avril 1915 nous aboutissions donc dans le nord à une nouvelle répartition des forces alliées. Les forces britanniques s'étendaient du canal de La Bassée à la route d'Ypres à Poëlcappelle. Elles étaient groupées en deux armées : au sud, la 1ere, sous les ordres du général sir D. Haig ; au nord, la 2e, sous les ordres du général Smith Dorrien. La 8e armée française, dissoute le 4 avril, était remplacée dans les Flandres par le détachement d'armée de Belgique aux ordres du général Pütz. Ce détachement comprenait deux groupements : celui d'Elverdinghe entre les belges et les anglais, celui de Nieuport à l'extrémité gauche du dispositif allié.

L'armée belge, qui avait sur ma demande consenti une nouvelle extension, s'étendait désormais entre Nieuport, tenu par un groupement français, et Strenstraete. Son état d'esprit n'avait cessé de s'améliorer depuis son arrivée sur l'Yser. Le roi était toujours animé des mêmes intentions, et, si l'on ne pouvait escompter de la part de ses troupes des opérations de grande envergure, du moins était-on en droit d'attendre d'elles une activité très profitable. Elles en faisaient preuve dès le mois de mars. Les divisions en ligne préparaient et exécutaient des opérations de détail qui se poursuivaient presque sans arrêt pendant un mois, du 11 mars au 11 avril. Si elles n'obtenaient pas des résultats d'importance, ces opérations développaient du moins chez le soldat belge le goût d'entreprise et témoignaient du désir qu'il avait de s'employer. Cette activité n'était pas du reste sans provoquer des ripostes assez vives de l'ennemi.

Nous avions noué avec les généraux belges, et à tous les grades avec les officiers belges, des relations de plus en plus fréquentes et étroites. Par là, l'esprit des armées se mettait à l'unisson, et la confraternité d'armes se resserrait pour créer, au jour du besoin, une camaraderie de combat des plus heureuses.

Le grand quartier général belge avait dû, au mois de janvier, évacuer la ville de Furnes fréquemment et fortement bombardée par l'ennemi. Il s'était établi dans une localité plus modeste, à Houthem. Le roi était installé, avec la reine et les princes, non loin de là dans une ville des bords de la mer, à La Panne. Il venait tous les jours au grand quartier général et s'établissait alors au presbytère de Houthem, où se trouvaient certains de ses bureaux. Le presbytère n'avait rien d'imposant ; c'était un solide bâtiment carré, entouré d'eau de tous côtés, qu'on abordait par un étroit pont en bois. Dans ce modeste réduit allait continuer de battre le coeur de la Belgique. Là était le foyer de l'énergie qui allait permettre de tenir tête pendant près de quatre ans à un formidable ennemi, et d'en repartir en 1918 à la conquête du sol natal. Il reste à mes yeux le monument le plus capable de témoigner devant les générations à venir de la grandeur d'un petit pays triomphant, sous la chevaleresque direction de son roi et par la vaillance de ses enfants, de la plus violente et de la plus inique des agressions.

DE MARS 1918 À LA FIN DE LA GUERRE

Chapitre premier — L'offensive allemande du 21 mars et l'accord de Doullens.

L'attaque allemande du 21 mars ; ses chefs, ses procédés, son but. – insuffisance des dispositions prises du côté allié ; la conférence de Londres du 15 mars. – enfoncement de la 5e armée anglaise ; décisions prises par les commandants en chef britannique et français ; démarches du général Foch à Paris et du maréchal Haig à Londres, 24 mars ; conférences de Compiègne et d'Abbeville, 25 mars, – conférence de Doullens, 26 mars.

Le 21 mars 1918, à 4 heures du matin, sur tout le front compris entre la vallée de la Scarpe et celle de l'Oise, l'artillerie allemande entra en soudainement et violemment en action à 9 heures, l'infanterie ennemie, à la faveur d'un épais brouillard, abordait les positions sur lesquelles, depuis le printemps de 1917, étaient établies les armées anglaises : au nord, 3e armée (général Byng), entre Arras et la région du Catelet ; au sud, 5e armée (général Gough), de la région du Catelet à Barisis-Aux-Bois. La 3e armée, sur son front de quarante kilomètres d'étendue, disposait de dix divisions en première ligne et de six en réserve. La 5e armée, pour défendre un front de soixante kilomètres, avait onze divisions en ligne, trois divisions d'infanterie et trois de cavalerie en réserve. En face d'elles, les masses allemandes d'attaque étaient groupées en trois armées : au nord, dans la région d'Arras, la XVIIe armée (Otto Von Below) ; au centre, entre Cambrai et le Catelet, la IIe armée (Von Der Marwitz) du groupe d'armées du kronprinz de Bavière ; au sud, appuyée à la vallée de l'Oise, la XVIIIe armée (Von Hutier) du groupe d'armées du kronprinz impérial.

Si, au moment où elles se lançaient à l'assaut des positions anglaises, on ignorait dans le camp allié la force exacte de leurs effectifs, on en avait pourtant une idée approximative. Une étude faite trois mois auparavant au grand quartier général français avait établi que les Allemands, soulagés par la défection russe, pourraient disposer sur le front occidental, vers le 1er mars 1918, d'environ deux cents divisions fournissant une masse offensive de quatre-vingts divisions avec un millier de batteries lourdes. Il était permis de supposer qu'une cinquantaine au moins de ces divisions seraient affectées d'emblée aux premières actions engagées, ce qui leur procurerait, dans le secteur d'attaque, une supériorité numérique du double au simple.

On connaissait également la valeur du commandement qui devait les diriger ; il avait fait ses preuves. Le général Von Below, dans les opérations menées contre le front italien au mois d'octobre 1917, s'était acquis une réputation solidement établie, et le général Von Hutier avait, vers la même époque, obtenu à Riga des résultats considérables par une attaque préparée dans le secret et menée avec vigueur et soudaineté. Les procédés qui avaient réussi à Caporetto et à Riga étaient ceux-là mêmes que le commandement allemand allait appliquer en France au printemps de 1918 ; on peut les résumer ainsi :

1. Recherche de la surprise par le transport secret de la masse de manoeuvre à pied d'oeuvre (mouvements effectués de nuit, absence de lumières dans les cantonnements et les camps, dissimulation aux investigations aériennes de l'adversaire, etc.), et la mise en place au dernier moment des unités d'attaque ;
2. Brutalité et brièveté de la préparation d'artillerie sur une profondeur de quatre à cinq kilomètres avec un large usage d'obus toxiques ; attaque de l'infanterie qui, pendant la préparation d'artillerie, s'est rassemblée à deux ou trois cents mètres des premières lignes à enlever ;
3. Rapidité d'exécution obtenue par la vitesse de marche de l'infanterie, protégée d'abord par le barrage roulant d'artillerie, puis par les batteries et les minenwerfer d'accompagnement, et surtout par les mitrailleuses légères ;
4. La brèche étant faite, chercher à l'élargir par des attaques dirigées sur les flancs ;
5. Recherche d'une pénétration rapide dans les positions ennemies (marche résolue des troupes sur des objectifs déterminés à l'avance et situés à grande distance, de manière à désorganiser la défense adverse en lui enlevant les points essentiels de son organisation) ;
6. Initiative des chefs : le rôle du commandement est décisif à tous les échelons et dans toutes les armes. Quand la bataille est commencée, les ordres particuliers n'atteignent plus les intéressés, chacun doit alors agir de sa propre initiative ;
7. Emploi des réserves, non pas contre des centres de résistance qui exigent des sacrifices inutiles, mais sur les points où l'attaque progresse et où son avance peut être facilitée.

Tels étaient les principes généraux à la pratique desquels les divisions allemandes avaient été entraînées dans des exercices répétés au cours des semaines précédant l'attaque. En fait, l'outil que les mains D'Hindenburg et de Ludendorff maniaient au printemps de 1918 apparaissait par son matériel et l'instruction de la troupe comme un instrument de combat dont la mise au point et la trempe ne laissaient rien à désirer. Chaque soldat allemand était convaincu qu'il allait livrer et gagner les grandes batailles pour la paix. Confiant dans cet outil excellent, la direction suprême allait l'appliquer à un but stratégique, dont elle espérait des résultats aussi rapides que décisifs. En visant le front allié dans une de ses parties les plus délicates, la jonction entre les armées britannique et française, elle pouvait séparer ces deux armées par une action fortement constituée et vigoureusement conduite en direction d'Amiens. En exploitant le succès initial et en élargissant la brèche faite de manière à rejeter les Anglais à la mer, les Français sur Paris, elle pouvait rompre la coalition, et mettre ses deux principaux adversaires hors de cause avant que le concours américain ait eu le temps d'intervenir efficacement. Telles étaient les possibilités qui s'offraient à la direction suprême allemande.

Dans la région du nord de la France, elle trouvait d'ailleurs des facilités de manoeuvre particulières dans un réseau ferré dense et bien orienté. Il menait vers un des points vitaux des communications alliées, Amiens. Sur la majeure partie du front d'attaque choisi, elle rencontrerait vraisemblablement une

résistance moins affirmée que partout ailleurs, car les alliés n'occupaient que depuis un an des positions qui leur avaient été volontairement cédées et qu'en arrière de ces positions, jusque vers Amiens, s'étendait un terrain rendu désertique, ici par les destructions systématiques opérées au printemps de 1917, là par les ravages de la bataille de la Somme à l'été de 1916. La direction suprême pensait donc avoir mis tous les atouts dans son jeu. Cependant, le haut commandement, tant britannique que français, n'était pas dans l'ignorance des projets de l'ennemi. Dès le mois de février, les renseignements qui lui étaient parvenus avaient montré comme zones d'attaques principales, celle de l'Oise à la Scarpe, et celle de Champagne de part et d'autre de Reims.

Mais, tandis que les Anglais estimaient que le gros effort de l'ennemi porterait en Champagne, le général Pétain pensait que cet effort serait dirigé sur le front anglais au nord de l'Oise. Dans cette dernière hypothèse, le point de jonction des forces britanniques et françaises lui était apparu inévitablement comme un point de moindre résistance, où il serait **plus difficile qu'ailleurs de conduire une bataille**. Le chef d'état-major général français et les représentants militaires de Versailles avaient bien, au cours de l'hiver, tenté de remédier à cet ensemble plein de faiblesse, mais leurs efforts étaient restés pratiquement stériles. Les 13, 14, 15 mars, les gouvernements alliés s'étaient réunis en conférence à Londres pour examiner notamment la formation de la réserve générale alliée, dont j'avais la charge comme président du comité exécutif de Versailles. Dans la séance du 14, le maréchal Haig, qui prenait part à la conférence, avait déclaré ne pouvoir assurer à cette réserve la participation qui lui était demandée et fournir le nombre de divisions qu'elle réclamait ; malgré mes observations, le gouvernement anglais s'était rallié à son opinion et le gouvernement français avait accepté sans réserve la proposition britannique.

Dans la séance du 15, cette solution des gouvernements m'inspirant toujours des inquiétudes, j'avais demandé la parole et insisté sur les lacunes que présentait l'organisation du commandement, au moment de livrer une bataille alliée défensive des plus sérieuses et des plus proches, semblait-il. L'expérience me permettait de le dire. Depuis le début de la guerre, nous avons livré de nombreuses batailles auxquelles avaient pris part les différentes armées alliées ; en 1914, à la Marne, à Arras, les Français et les Anglais ; sur l'Yser et à Ypres, les Français, les Anglais, les Belges ; sur le Piave en 1917, les Italiens, les Français, les Anglais. Aucune d'elles n'aurait pu aboutir sans un organe d'entente assurant par une action concertée la tâche de faire triompher la cause alliée, en faisant concorder et converger les efforts des armées de nationalité différente, forcément morcelés sans cela.

Dans les circonstances actuelles, cet organe aurait été le commandement de la réserve générale alliée, si elle avait été constituée. Mais, en l'absence de cet organisme allié, il était à redouter que chacune des deux armées, française et anglaise, sur lesquelles les coups de l'ennemi allaient porter, ne se laissât dominer par la considération de ses intérêts propres et des dangers qu'elle courait, et ne perdît de vue l'intérêt commun à assurer cependant tout d'abord. Au total, la bataille alliée pouvait être sérieusement compromise dans les conditions présentes par défaut d'unité de vues, de direction. Mes observations et prévisions figurent au procès-verbal de la conférence du 15 mars à Londres. Ces observations avaient bien frappé certain chef de gouvernement, M. Lloyd George, sans amener la conférence à modifier ses décisions du 14. Elles allaient recevoir six jours plus tard sur le champ de bataille une justification des plus établies. En tout cas, à la veille de la grande offensive allemande, les

gouvernements alliés avaient finalement décidé de s'en remettre au seul accord existant entre le maréchal Haig et le général Pétain du soin de faire face à une situation qui s'annonçait grosse de périls.

En fait, les deux commandants en chef avaient répondu au danger menaçant par des dispositions particulières : le général Pétain, en mettant en réserve à Clermont la 3^e armée (général Humbert), forte de cinq divisions d'infanterie, un corps de cavalerie, et trois régiments d'artillerie, destinés à intervenir en zone anglaise, soit entre l'Oise et la Somme, soit même au nord de la Somme ; le maréchal Haig, en s'engageant à envoyer, en cas d'attaque ennemie sur le front français, une armée forte de six à huit divisions, quatre à six groupes d'artillerie de campagne et deux groupes d'artillerie lourde, mais sous la réserve que cette intervention n'aurait lieu qu'autant que le front britannique ne serait pas englobé dans une offensive allemande de grande envergure. Ces dispositions, quelle que fût leur valeur, présentaient néanmoins des imperfections et des lacunes sérieuses pour répondre à une offensive capable de frapper en différents points et de poursuivre un succès dans une direction préalablement visée.

Les promesses d'appui mutuel des deux commandants en chef étaient d'ailleurs grevées de réserves, avouées de la part du maréchal Haig, mais également présentes dans l'esprit du général Pétain, car celui-ci, tout en regardant vers le front britannique, envisageait [les possibilités toujours plus grandes d'une offensive allemande affectant à la fois notre front en Champagne et le front anglais.](#)

Dans ces conditions, le jour de la bataille venu, avec ses brumes épaisses et menaçantes, étendues sur un vaste horizon, lequel des deux chefs oserait abandonner les réserves de ses engagements ? Que deviendraient d'ailleurs ces engagements en face de l'imprévu qui accompagne toujours dans la forme ou dans l'exécution une grande entreprise de l'adversaire, et qui dépasserait ou modifierait les conditions dans lesquelles avaient été établis les arrangements des deux chefs alliés ? Comment chacun d'eux, responsable d'ailleurs vis-à-vis de son gouvernement des intérêts propres de son pays, comme des renforts et des sacrifices à lui demander, oserait-il voir plus loin que le champ d'action limité de son armée ? Et à l'heure des graves décisions saurait-il s'abstraire de cette responsabilité, pour apporter au voisin en péril un secours approprié, prompt, puissant, à envoyer parfois à grande distance ? Du reste, l'eût-il voulu — car il s'agissait ici de livrer une bataille défensive d'une violence certaine et d'une étendue indéterminée — pourrait-il engager ses renforts rapidement, par une intervention heureuse, dans l'action de son voisin, alors que les états-majors et les exécutants étaient encore étrangers les uns aux autres dans la connaissance précise de leurs besoins, de leurs moyens, de leurs manières d'agir, et procédaient par conventions ou protocoles naturellement pleins de raideur ou du moins de lenteur ?

C'est par cela que l'accord intervenu entre les commandants en chef m'était apparu à Londres plein de faiblesse et absolument insuffisant, comme les événements allaient le prouver sans tarder. C'est par cela que les gouvernements alliés avaient encouru une lourde responsabilité, en n'hésitant pas à faire reposer leur confiance et leur quiétude sur ce simple accord de deux chefs à intérêts propres.

Le 21 mars, le plan de l'état-major allemand s'exécutait dans toute son ampleur. Les moyens matériels mis en oeuvre, cinquante divisions, l'étendue de l'attaque, quatre-vingts kilomètres, dépassaient de beaucoup ce que l'on avait vu depuis la

stabilisation des fronts sur le théâtre occidental. Les résultats obtenus n'étaient pas moindres. Au nord, la 3e armée anglaise maintenait dans l'ensemble ses positions, mais il n'en était pas de même à la 5e armée du général Gough, emportée sur presque tout son front, et dont la droite en particulier était rejetée à l'ouest de le lendemain 22, cette armée fortement ébranlée battait en retraite vers la Somme. Fait incompréhensible et inexplicable, si ce n'est par la contagion de l'émoi et du trouble qui emportent les troupes fortement attaquées sur la première ligne, la Somme, située à plusieurs kilomètres en arrière, était enlevée par l'ennemi, sans coup férir pour ainsi dire. La même observation, nous aurons à la faire pour l'Aisne, lors de l'attaque du 27 mai.

Malgré l'intervention des réserves britanniques, le mouvement général de repli de la 5e armée s'effectuait à une allure qui dénotait de sa part un pouvoir de résistance fortement amoindri. Inquiet, le maréchal Haig demandait au général Pétain de faire relever d'urgence par des troupes françaises les contingents britanniques échelonnés entre l'Oise et la Somme de Péronne. Mais le général Pétain n'était pas libéré de toute préoccupation pour son front de Champagne. Il ne pouvait faire plus pour le moment que de s'en tenir aux arrangements antérieurement conclus, à savoir l'intervention en zone britannique de la 3e armée française ; encore cette intervention, en raison des délais qu'elle exigeait, ne pourrait-elle se faire sentir pleinement qu'à partir du 27. Jusque-là, les Britanniques allaient être plus ou moins livrés à eux-mêmes.

Pour atténuer en partie la gravité de leur situation, le commandant en chef français décidait, d'accord avec le maréchal Haig, de confier au général Fayolle, commandant le groupe d'armées de réserve, la direction de la bataille entre Barisis-Aux-Bois et Péronne. Le général Fayolle aurait ainsi sous ses ordres les divisions anglaises combattant dans cette zone, comme aussi la 3e armée française lorsqu'elle serait arrivée, et ultérieurement la 1ere armée française, actuellement en voie de retrait de la région de Woëvre. Il lui était demandé de reconstituer à tout prix un front défensif solide sur la ligne Péronne, Guiscard, Chauny, Barisis-Aux-Bois ou au minimum sur la ligne Nesle, Noyon.

Cependant les événements se déroulaient avec une rapidité qui défiait les prévisions. Le 23 mars, les Allemands étendaient leur front d'attaque jusqu'à l'est d'Arras. La 3e armée britannique, sauf un léger recul à l'ouest de Croisilles, résistait victorieusement aux assauts de l'ennemi, mais, pour maintenir la liaison avec la 5e armée, elle devait replier sa droite en direction de Bapaume. La 5e armée britannique, en effet, poursuivait sa retraite d'une façon continue. Dans la journée du 23, elle abandonnait la tête de pont de Péronne, et, le lendemain 24, la ligne de la Somme entre Péronne et Ham. Vainement le 5e corps français (3e armée), s'engageant en hâte, essayait-il de défendre Noyon et le canal du Nord ; il était débordé, et, le 25, Noyon tombait au pouvoir des Allemands. C'est que la droite du général Gough, au lieu de se replier sur la direction Roye-Montdidier, qui l'aurait maintenue en liaison avec la gauche française, battait en retraite sur la direction Nesle-Amiens, qui l'en éloignait pour la rapprocher des bases anglaises.

Ainsi se créait, entre cette droite anglaise et cette gauche française, un trou de vingt kilomètres que notre 2e corps de cavalerie, malgré ses efforts, était impuissant à combler et dans lequel l'ennemi progressait avec rapidité. Le général Fayolle comptait bien y jeter les unités de la 3e armée, au fur et à mesure de leurs débarquements, mais en aurait-il le temps, et, si la dislocation de l'armée Gough continuait, n'était-il pas à craindre que les unités fussent elles-

mêmes emportées par la tourmente avant d'avoir pu rétablir la continuité du front ?

Le général en chef français, qui avait vu le maréchal Haig dans la journée du 23 à Dury et s'était déclaré d'accord avec lui sur la nécessité d'assurer une liaison étroite entre les armées britannique et française, doutait maintenant que cette liaison pût être rétablie. Devant la tournure prise le 24 par les événements, il désespérait d'une résistance britannique permettant aux divisions françaises d'intervenir dans de bonnes conditions à la droite de la 5e armée anglaise, et il jugeait que la situation comportait dès à présent de nouvelles dispositions. Il les faisait connaître le jour même, 24 mars, dans une instruction à ses commandants de groupe d'armées aux commandants de groupe d'armées : **il s'agit avant tout, leur écrivait-il, de maintenir solide l'armature de l'ensemble des armées françaises ; en particulier ne pas laisser couper le groupe d'armées de réserve du reste de nos forces. Ensuite, si possible, conserver la liaison avec les forces britanniques...**

C'était une grave décision ; elle semblait répondre imparfaitement aux intérêts des alliés et elle risquait en outre de porter un nouveau coup au moral déjà fortement atteint des troupes anglaises. Le lendemain 25 mars, le maréchal Haig remettait à son tour, à Abbeville, au général Weygand, une note précisant ses demandes et ses intentions. Ses demandes avaient pour objet la concentration immédiate **à cheval sur la Somme, à l'ouest d'Amiens, d'au moins vingt divisions françaises pour agir sur le flanc de l'attaque allemande contre l'armée anglaise.** C'était entrevoir déjà la résistance anglaise reportée par les événements à l'ouest d'Amiens. Quant à ses intentions, elles tenaient dans cette simple phrase : **l'armée anglaise devra combattre lentement en retraite en couvrant les ports du Pas-De-Calais.**

Comme on le voit, à l'heure de la crise violente et continue qui se précipitait, chacun des deux commandants en chef se trouvait en face de sa responsabilité propre devant son pays. Ce qui était à redouter se produisait. Chacun d'eux se préoccupait avant tout de maintenir et de conserver son armée, de l'orienter pour cela vers ses bases, dans la direction la plus propre à assurer la sauvegarde des intérêts de sa nation. C'étaient, pour les britanniques, les ports de la Manche, pour les Français, Paris et la France en arrière ; c'était la tâche qui paraissait essentielle à chacun d'eux. Il allait peut-être en résulter une manoeuvre divergente. L'aide au voisin n'était plus qu'une tâche éventuelle à remplir, s'il était possible.

En face d'une bataille allemande, se livraient du côté de l'entente deux batailles distinctes : une bataille britannique pour les ports et une bataille française pour Paris. Elles allaient se poursuivre distinctes et en s'éloignant l'une de l'autre. Par là, les commandants alliés tendaient à accentuer la séparation de leurs armées, but primordial des opérations allemandes. Ils risquaient de la rendre définitive. On courait alors à une défaite certaine, à moins que les gouvernements alliés, qui avaient la plus grosse part de responsabilité dans cet état de choses, n'intervinssent à temps par une décision rapide pour assurer le salut de la coalition, en affirmant l'unité de ses intérêts, et en instituant au-dessus des armées un organe supérieur, qui prendrait en main la sauvegarde de ces intérêts communs comme aussi l'emploi de l'ensemble des moyens de la coalition.

Dès le dimanche 24 mars, vers 15 heures, avant même que le général Pétain eût fait paraître l'instruction qui devait consacrer sa divergence de vues avec le maréchal Haig, j'avais de ma propre initiative demandé à voir M. Clemenceau,

président du conseil, et je lui avais remis une note écrite par laquelle j'appelais son attention sur l'évolution de la bataille en cours ; je lui exposais les dispositions militaires à prendre immédiatement, comme aussi la nécessité d'un organe directeur de la guerre, capable d'en donner les directives, et de veiller à leur exécution. Sans cela, on risquerait d'avoir, du côté de la coalition, une bataille à conséquences graves, insuffisamment préparée, insuffisamment montée, insuffisamment conduite. Ses premières paroles, après la remise de ma note, furent : Vous n'allez pas me lâcher, vous ! Je suis d'accord avec Haig et avec Pétain ; que peut-on faire de plus ? — Non, monsieur le président, lui répondis-je, je ne vous lâcherai pas, mais il faut que chacun prenne sans retard ses responsabilités, et c'est pour cela que je vous remets cette note.

Comme chef d'état-major de l'armée, j'étais le conseiller militaire du gouvernement français. A l'heure où des événements importants se passaient, je ne pouvais rester spectateur impassible devant l'imminence d'un désastre ; il importait que chacun prît ses responsabilités, et il fallait que le gouvernement français sût bien que l'ardeur patriotique de son président du conseil, son incomparable activité, et ses conversations répétées avec le général Pétain ou avec le maréchal Haig, ne pouvaient suffire à mener une grande, longue et dure bataille des armées alliées. Pour résoudre l'affaire, il fallait au plus tôt établir un organe directeur, entièrement et uniquement consacré à la conduite de la guerre alliée, choisi pour cela par les gouvernements alliés et responsable devant eux, ayant l'expérience, l'autorité, le savoir comme aussi les états-majors convenables, ou bien la lutte finissait dans la division des efforts, l'impuissance, le désastre. Ce ne pouvaient être ni le comité exécutif de Versailles, dépouillé le 14 mars de tout moyen et partant de toute autorité, ni à fortiori le conseil supérieur de guerre des gouvernements dont les décisions concertées ne manqueraient pas d'être toujours en retard sur les événements. Cette nécessité, le maréchal Haig la reconnaissait également le même jour.

Le 24 mars, en effet, vers 23 heures, alors qu'il ne pouvait plus douter des intentions qui guidaient le commandement français, il télégraphiait au chef d'état-major impérial à Londres de venir en France immédiatement, afin qu'un commandement suprême pour tout le front ouest fût nommé le plus tôt possible. Répondant à cet appel, le général Wilson débarquait à Boulogne dans la matinée du 25. Il avait été précédé dans son voyage par lord Milner, membre du cabinet de guerre britannique, arrivé la veille à Versailles, par ordre de M. Lloyd George, en vue d'adresser au cabinet un rapport personnel sur la situation. Profitant de la présence en France de ces deux personnalités anglaises, M. Clemenceau organisa une réunion au grand quartier général français à Compiègne, dans l'après-midi du 25. Malheureusement, ni le général Wilson, ni le maréchal Haig, retenus à Abbeville, ne purent s'y rendre, et il y eut, en réalité, ce jour-là, deux réunions : l'une à Compiègne, à laquelle j'assistai avec le président de la république, MM. Clemenceau et Loucheur, lord Milner, le général Pétain ; l'autre à Abbeville, entre le général Wilson, le maréchal Haig et mon chef d'état-major, le général Weygand.

À celle de Compiègne, le général Pétain exposa l'état de désorganisation profonde de la 5e armée britannique et les mesures qu'il avait prises pour venir à son secours : envoi de quinze divisions, dont six étaient déjà fortement engagées ; il déclara également que c'était tout ce qu'il pouvait faire pour l'instant, étant donné la nécessité où il se trouvait de défendre la route de Paris, menacée par la vallée de l'Oise et peut-être du côté de la Champagne. Invité de mon côté à faire connaître mon point de vue, je montrai, comme dans ma note de la veille, que le

danger pressant était du côté d'Amiens, où l'offensive allemande avait provoqué la rupture du front franco-britannique, effectué une large brèche, dont la séparation des armées britannique et française était la première conséquence, qu'il fallait rétablir à tout prix ce front et la liaison des deux armées, dût-on encourir certains risques par ailleurs. Amener le nombre de divisions nécessaires pour fermer la brèche et les amener vite, tels devaient être, à mon avis, la ligne de conduite à pratiquer et le but des efforts de tous.

Dans quelle mesure les Anglais étaient-ils en état de participer à cette tâche ? Lord Milner, en l'absence de ses conseillers militaires, ne put répondre à cette question posée par M. Clemenceau. Il proposa de tenir le lendemain 26 une nouvelle réunion avec les généraux anglais. On se séparait donc à Compiègne vers 17 heures, en fixant que cette réunion aurait lieu le lendemain à 11 heures à Dury. D'ailleurs, tandis que la conférence de Compiègne s'achevait sans qu'aucune décision n'ait été prise, le maréchal Haig s'entretenait à Abbeville avec le général Wilson, et, conscient du péril que courait l'entente du fait de la séparation des armées britannique et française, convaincu qu'il fallait à tout prix l'empêcher, il proposait au chef d'état-major impérial que le général Foch fût immédiatement nommé commandant en chef. Son avis n'était encore qu'en partie écouté.

Le général Wilson arrivait, en effet, dans la soirée même à Versailles, s'entretenait avec lord Milner, et venait ensuite me trouver à Paris vers 23 heures. Il me proposait de confier à M. Clemenceau, dont j'aurais été le conseiller technique, le soin d'assurer une coopération plus étroite des armées et la meilleure utilisation de toutes les réserves disponibles. Je n'eus pas de peine à lui faire observer combien la réalisation de ce projet serait peu souhaitable, car, bien loin de simplifier les choses, elle risquerait d'en rendre l'exécution plus difficile encore. Mes vues, développées dans cet entretien, ont été clairement résumées dans le mémorandum de lord Milner : **quant à lui, général Foch, il n'avait aucun désir de rien commander. Tout ce qu'il demandait, c'est d'être expressément autorisé par les deux gouvernements dans la mission d'assurer le maximum de coopération entre les deux commandants en chef. Il demandait, en d'autres termes, à occuper le même genre de situation que celle qu'il avait eue naguère, au moment de la bataille d'Ypres (en 1914), lorsque le maréchal Joffre l'avait chargé d'obtenir, si faire se pouvait, une collaboration plus étroite entre les Britanniques et les Français. Seulement il voulait aujourd'hui être placé dans cette situation en vertu d'une délégation spéciale et plus haute, celle des deux gouvernements alliés. Lord Milner et Wilson s'accordaient à penser que ce serait, dans le cas présent, la meilleure solution. Tel était à peu près l'état de la question, dans la matinée du 26 mars, au moment où s'ouvrait la conférence de Doullens.**

Quand j'arrivais dans cette ville, vers 11 heures et demie, le maréchal Haig recevait dans la salle de l'hôtel de ville le rapport de ses commandants d'armée auquel assistait bientôt lord Milner. La séance se prolongeait et les loisirs qu'elle fournissait me donnaient le temps de revoir les locaux modestes de l'école, où je m'étais installé avec mon état-major le 6 octobre 1914 pour poursuivre la manoeuvre qui emportait alors les armées opposées vers le nord. Elle avait abouti, comme on le sait, aux batailles de l'Yser et d'Ypres et à l'arrêt définitif de l'ennemi. Quand je me reportais à ces temps déjà vieux et que je comparais nos effectifs, nos organisations, notre armement et nos approvisionnements de 1918 à ceux de cette époque, je ne pouvais me résoudre à admettre que, puissamment renforcés comme nous l'étions en 1918, nous devions nous laisser

battre, là où dans une pénurie relative nous avons vaincu en 1914. C'était dans l'emploi combiné des moyens et dans l'application d'une solide morale que devait se trouver encore la formule du succès ; avec les moyens dont nous disposions, arrêter la marche de l'ennemi était d'abord une affaire de volonté du haut commandement. L'issue de l'entreprise n'était pas douteuse à mes yeux, à la condition de la dominer dans un esprit d'entente étroite et énergique des chefs alliés, vigoureusement orientés et entraînés sur chaque danger successif. Que n'avions-nous fait en 1914, à l'Yser et à Ypres, et dans quelles conditions ? Ces idées fondamentales, je les développais devant les membres du gouvernement français dans le jardin de l'hôtel de ville de Doullens, en attendant l'ouverture de la conférence alliée. Celle-ci commençait à 12 h. 45 à l'hôtel de ville. Y assistaient du côté français : le président de la république, MM. Clemenceau et Loucheur, les généraux Foch, Pétain, Weygand ; du côté anglais : lord Milner, le maréchal Haig, les généraux Wilson, Lawrence, Montgomery.

Dès l'abord, tout le monde fut unanime à reconnaître qu'Amiens devait être sauvé à tout prix et que le sort de la guerre s'y jouait. J'intervenais énergiquement dans ce sens. Notre front était déjà refoulé jusqu'à Bray-Sur-Somme, en arrière des lignes de 1916. Il fallait ne reculer à aucun prix. Ne pas céder sans combat un pouce de terrain, mais se maintenir coûte que coûte sur place, avec la dernière énergie, tel était le premier principe à bien fixer, à faire connaître à tous, et dont il y avait à assurer l'exécution au plus tôt, en particulier en activant l'arrivée des réserves, et en les appliquant à la soudure des armées alliées. Or les Anglais n'avaient plus de disponibilités à envoyer au sud de la Somme, à moins de les prendre dans le secteur d'Arras qui était fortement attaqué et qu'on ne pouvait songer à affaiblir. Le secours ne pouvait venir que de l'armée française.

Interrogé, le général Pétain exposa son programme. Il avait décidé d'augmenter le nombre des divisions à envoyer en Picardie ; au lieu des quinze indiquées la veille à la réunion de Compiègne, c'est vingt-quatre qu'il avait l'intention de diriger sur Montdidier. Il espérait ainsi, sans pouvoir l'affirmer, étendre son front jusqu'à la Somme ; mais cette extension ne serait que progressive et lente, parce que le transport des divisions, à raison de deux par jour, exigerait un délai assez long.

Lord Milner eut alors avec M. Clemenceau un entretien particulier, à la faveur duquel il lui proposa de me confier la direction des opérations. Le président du conseil se rallia à cette idée et élaborait de suite un texte aux termes duquel j'étais chargé de coordonner les opérations des forces alliées [autour d'Amiens](#). Le maréchal Haig, apercevant aussitôt l'étroitesse et la petitesse de la combinaison, déclarait qu'elle ne répondait pas au but qu'il poursuivait. Il demanda que celle-ci fût étendue aux forces britanniques et françaises opérant en France et en Belgique. Finalement, la formule fut encore élargie de manière à comprendre toutes les forces alliées opérant sur le front occidental, et on tomba d'accord sur le texte suivant qui fut signé par lord Milner et M. Clemenceau :

[Le général Foch est chargé par les gouvernements britannique et français de coordonner l'action des armées alliées sur le front ouest. Il s'entendra à cet effet avec les généraux en chef qui sont invités à lui fournir tous les renseignements nécessaires.](#)

À 14 h. 30, la conférence de Doullens prenait fin. Nous allions rapidement déjeuner à [l'hôtel des quatre-fils-Aymon](#) que je connaissais depuis 1914. Et c'est en nous mettant à table que M. Clemenceau m'abordait avec ces paroles : [Eh](#)

bien ! Vous l'avez votre situation si désirée ! je n'avais pas de peine à lui répondre, et M. Loucheur se joignait à moi, que prendre la direction d'une bataille grandement perdue sept jours de suite ne pouvait exciter de ma part aucun désir, mais constituait par ses risques un acte de dévouement et de sacrifice au service du pays.

Chapitre II — Les premiers actes du commandement.

Le général Foch va trouver immédiatement les chefs alliés engagés dans la bataille, 26 et 27 mars ; prise de Montdidier, 27 mars ; rétrécissement du front d'attaque allemand ; arrivée des divisions françaises. – la résistance des alliés s'affirme ; constitution de réserves françaises dans la région de Beauvais ; l'armée américaine offre sa participation à la bataille, 28 mars ; reconstitution de réserves anglaises ; installation du général Foch à Beauvais ; envoi d'une instruction générale, 29 mars ; derniers efforts allemands de part et d'autre de Montdidier, 30 mars-4 avril, et sur le canal de l'Ailette, 6 avril.

Journée du 26 mars.

Aussitôt investi de la mission qui m'était conférée par les deux gouvernements alliés, et m'inspirant de ce que j'avais déjà écrit l'avant-veille au président du conseil, je fixais mon programme d'action :

1. Les troupes françaises et britanniques resteront étroitement liées pour couvrir Amiens.
2. Dans ce but, les forces déjà engagées seront maintenues sur place à tout prix.
3. Sous leur protection les divisions françaises envoyée en renfort achèveront de débarquer et seront consacrées :
 - a) d'abord à consolider la 5. Armée britannique ;
 - b) ensuite à constituer une masse de manoeuvre dans des conditions qui seront précisées ultérieurement.

Au lieu d'une bataille anglaise pour couvrir les ports de la Manche et d'une bataille française pour couvrir Paris, nous aurons d'abord une bataille anglo-française pour couvrir avant tout Amiens, trait d'union des deux armées.

Dans ce cadre d'ensemble, j'arrêtais les mesures de détail, et, comme le temps pressait, j'allais les indiquer moi-même aux principaux intéressés. C'est ainsi qu'avant 16 heures j'étais à Dury auprès du général Gough, commandant la 5e armée britannique, et je lui prescrivais de se maintenir à tout prix sur le front qu'il occupait en y arrêtant ses troupes coûte que coûte jusqu'à ce que des forces françaises vinssent libérer une partie de son armée, en commençant par le sud. Au général Barthélemy, chef d'état-major du général Fayolle, commandant le groupe d'armées de réserve, que je rencontrais également à Dury, je remettais une instruction analogue en vue d'assurer à tout prix la protection d'Amiens. Je demandais au commandant Moyrand, officier de liaison du grand quartier général, de communiquer ces directives au général Pétain. Enfin, je téléphonais au général Debeney, commandant la 1^{ere} armée, mes instructions sur la conduite à tenir.

Le rôle de cette armée, encore en formation face à Montdidier, était particulièrement important. C'était d'elle que dépendait à l'heure actuelle le rétablissement d'un front franco-britannique continu. Aussi, ne me bornant pas à la communication téléphonique, je me rendais de Dury à Maignelay pour y voir le général Debeney lui-même et lui préciser à nouveau sa mission : engager sans

tarder les unités dont il disposait pour relever le 18e corps britannique sur les positions où il se trouvait et remettre les unités relevées de ce corps d'armée à la disposition du général Gough qui les utiliserait comme réserves ; tenir à tout prix sur la ligne où l'on se trouvait, en se reliant à gauche aux Anglais vers Rouvroy. Dans la soirée même du 26, j'avais ainsi orienté sur mes intentions tous les chefs qui avaient des troupes engagées. Ce soir-là, d'ailleurs, le général Pétain, annulant son instruction du 24 mars, ordonnait au général Fayolle de couvrir Amiens et de maintenir la liaison avec les forces du maréchal Haig. Il prescrivait, en outre, le transport vers le groupe d'armées de réserve de dix divisions et quatre régiments d'artillerie lourde prélevés sur d'autres groupes d'armées.

Journée du 27 mars.

Après avoir passé la nuit à Paris, et toujours accompagné du général Weygand et du colonel Desticker, je reprenais le 27 au matin le chemin du front. Avant mon départ, toutefois, j'avais écrit une lettre particulière au général Pétain pour insister sur le caractère à donner à nos actions et lui demander d'en faire comprendre la nécessité aux armées françaises. Inutile de dire que, de son côté, comme chez tous ses subordonnés, j'allais trouver une admirable résolution pour marcher dans la voie de la résistance que je traçais, et qu'il nous restait à organiser. Je me rendais d'abord à Clermont au quartier général du général Humbert, commandant la 3e armée. J'y rencontrai le général Fayolle. Je répétais mes instructions, toujours inspirées de la même idée : tenir à tout prix, s'organiser sur place, n'envisager de relève que lorsque ce premier résultat serait atteint. À midi trente, je partais pour Dury voir le général Gough. La liaison entre la droite britannique et la gauche française paraissait mal établie par suite du retrait trop hâtif de certains éléments du 18e corps britannique ; aussi, je prescrivais de nouvelles mesures au général Mesple, commandant le groupement de gauche de la 1ere armée française, et je demandais au général Gough de s'assurer personnellement de nos instructions et en assurer l'exécution.

Je me rendais de là à Beauquesne chez le général Byng, commandant la 3e armée britannique. Il m'exposait sa situation. Elle ne lui inspirait pas d'inquiétude pour le moment et il se déclarait parfaitement d'accord avec moi sur la nécessité de résister sur place, en y mettant tous les moyens disponibles. Il est évident qu'en l'absence d'une réserve générale dont l'intervention eût pu rétablir d'emblée la situation, la nécessité s'imposait de ressouder au plus tôt les fractions du front allié, qui avait été brisé par l'attaque allemande et qui se trouvait forcément allongé ; d'y faire coopérer sans aucun retard les troupes en retraite, comme les renforts qui arrivaient, quelle que fût leur nationalité, toute idée de relève étant momentanément écartée. Sans cela, on ne pouvait entrevoir de plusieurs jours l'arrêt de l'ennemi. Une prompte reconstitution du front dans ces conditions, comme aussi un changement d'attitude bien résolu et simultané de la part des deux armées alliées, ne pouvaient évidemment résulter que d'une intervention directe du haut commandement allié sur les points encore menacés.

En rentrant dans la soirée à Clermont, j'apprenais que les Allemands, après avoir débouché de Roye et s'être glissés entre les 1ere et 3e armées françaises, dont la soudure n'avait pu être encore solidement réalisée, s'étaient emparés de Montdidier. Quelle que fût son importance, cet événement fâcheux était heureusement compensé par certains résultats favorables, qui permettaient d'espérer que la journée du 27 mars marquerait le point culminant de la crise, et que le danger, qui depuis une semaine menaçait si gravement les alliés, ne tarderait pas à être conjuré. Le front d'attaque des Allemands, loin de s'étendre,

diminuait chaque jour d'étendue, grâce à la solidité de la 3e armée britannique accrochée au nord au point d'appui d'Arras et de la 3e armée française accrochée au sud au massif boisé de Ribécourt-Lassigny.

Entre ces deux mûles de résistance, la poussée ennemie vers l'ouest allait se rétrécissant et s'étirant. Elle était difficilement soutenue dans ses arrières. En réalité, le terrain où elle opérait était l'ancien champ de bataille de la Somme de 1916, terrain ravagé, cahoteux et désertique, dont les communications peu nombreuses venaient d'être définitivement mises hors de service par la dernière bataille. Une offensive anémiée par ce fait devait fatalement s'arrêter le jour où les alliés auraient rétabli en face d'elle un système de résistance organisé. Or ce jour approchait. D'ailleurs, les divisions françaises, envoyées en renfort, débarquaient aujourd'hui sans interruption. Tandis que les premières allaient à notre 1ere armée, les autres constitueront, dans la région de Beauvais, une masse de manoeuvre à la disposition du haut commandement. La 5e armée anglaise allait recevoir un nouveau chef, le général Rawlinson, soldat énergique et capable, qui lui rendra la confiance. Des effectifs importants (75.000 hommes) arrivaient d'Angleterre. Trois divisions britanniques, déjà reconstituées, avaient remplacé dans des secteurs calmes des divisions fraîches, qui allaient entrer dans la bataille. Une organisation méthodique succédait bientôt au désarroi du début.

Journée du 28 mars.

Dans la journée du 28 mars, l'effort principal de l'ennemi portait sur le plateau du Santerre, entre la vallée de la Somme et celle de l'Avre. Dans ce pays de parcours facile, les Allemands réussissaient à gagner du terrain vers Amiens, en refoulant la droite de la 5e armée britannique toujours chancelante. Le général Debeney n'avait pu encore amener les forces suffisantes pour l'étayer convenablement. L'avance profonde de l'ennemi sur Montdidier l'avait, en effet, obligé à diriger de ce côté ses premières disponibilités. Celles-ci étaient intervenues avec vigueur dans la bataille et avaient même repris à l'adversaire plusieurs localités : Mesnil-Saint-Georges, le Monchel, Assainvillers ; la lutte néanmoins restait vive et le péril n'était pas entièrement conjuré. Pour y faire face, le commandant de la 1ere armée devait ajourner la relève des forces britanniques au sud de la Somme ; la 5e armée britannique, au moins pour le moment, resterait en ligne et se reconstituerait sur place. Malgré tout, il fallait que la résistance s'affirmât sur toute notre ligne. Cela devait être un dogme absolu, et je ne cessais d'en pénétrer l'esprit de tous.

C'est ainsi que le général Gough, qui projetait de replier son quartier général, le maintenait en place. Le général Pétain, écartant toute idée d'une séparation possible des forces anglaises avec celles du groupe d'armées de réserve entraînant la perte d'Amiens, prescrivait à celui-ci **de tenir à tout prix sur les positions actuelles... de refouler dès que possible l'ennemi à distance de Montdidier et d'Amiens et, en tout cas, d'assurer la liaison avec les armées britanniques.** Enfin, le général Fayolle transportait son quartier général de Verberie à Beauvais pour se rapprocher du point sensible de la bataille, la gauche de la 1ere armée française, où se faisait la jonction avec les Britanniques.

Pendant ce temps, la constitution des réserves françaises se poursuivait à l'arrière dans la région de Beauvais ; il importait d'en assurer l'organisation et le commandement. Le général Pétain, dans ce but, avait déjà retiré du front de Champagne l'état-major de la 5e armée. Il était décidé de même, au cours d'une réunion qui se tenait à Clermont dans l'après-midi du 28, entre le général Pétain,

les ministres Clemenceau, Loucheur et moi-même, que l'état-major de la 10^e armée serait rappelé d'Italie. Quelques heures auparavant, le général Pershing était venu dans un élan magnifique m'offrir spontanément son concours direct en engageant immédiatement à la bataille les divisions américaines déjà instruites. Et le général Bliss, représentant américain au comité de Versailles, venait me dire dans le même sentiment : nous sommes ici pour nous faire tuer, qu'attendez-vous pour user de nous ?

Journée du 29 mars.

Dans la journée du 29, l'étendue des attaques allemandes se restreignait encore. Elle embrassait seulement la partie du front comprise entre Montdidier et la route Amiens-Péronne. Si, dans la région de Montdidier, elles échouaient à peu près complètement, ne gagnant un peu de terrain qu'au nord-ouest de la ville, elles accusaient des progrès plus sensibles entre l'Avre et la route Amiens-Péronne, où l'aile droite anglaise et le détachement Mesple étaient rejetés sur la ligne Marcelcave-Villers-Aux-Érables. Malgré ce recul, la situation des alliés n'en continuait pas moins à s'améliorer. Cinq divisions fraîches étaient arrivées à la 1^{ère} armée ; celle-ci avait déjà pu relever entièrement le 18^e corps britannique (droite de la 5^e armée) , et les éléments du 3^e corps britannique qui combattaient encore avec la 3^e armée française rejoignaient l'armée anglaise, à l'exception d'une division (la 58^e), maintenue provisoirement au sud de l'Oise. Le maréchal Haig se trouvait ainsi en mesure de reconstituer ses réserves et par conséquent de réorganiser sa 5^e armée tout en la maintenant en ligne. Et, après un entretien que nous avons eu ensemble à Abbeville sur l'importance capitale de ce dernier point, il était prescrit au général Rawlinson de maintenir à tout prix son front au sud de la Somme, ce qui ne pouvait présenter de difficulté, réduit comme il l'était actuellement. Dans la soirée du 29, j'établissais mon quartier général à Beauvais, où, depuis le matin, fonctionnait le quartier général du général Fayolle, et où le général Pétain lui-même installera un poste de commandement quatre jours après.

Fin de la bataille de Montdidier-Amiens.

Depuis la journée du 26 mars, mon activité s'était exercée au plus pressé, courant les quartiers généraux pour dicter à chacun la conduite du moment et reconstituer, en le réparant d'urgence, le front qui s'était trouvé disloqué. Aujourd'hui, une organisation méthodique pouvait présider à la résistance des forces alliées. Il y avait lieu de fixer les règles d'ensemble d'après lesquelles la bataille devait être conduite. Dans ce but, j'adressais aux commandants en chef une directive générale, synthèse des instructions de détail que j'avais données depuis le 26 mars. Le but essentiel assigné aux efforts communs restait toujours **une liaison étroite entre les armées britannique et française, notamment par la possession puis par la libre disposition d'Amiens.** Ce but était à poursuivre :

1. Par le maintien et l'organisation d'un front défensif solide sur les positions actuellement tenues ;
2. Par la constitution, au nord d'Amiens pour les forces anglaises, au nord-ouest de Beauvais pour les forces françaises, de fortes réserves de manœuvre destinées à répondre à l'attaque ennemie ou à prendre l'offensive.

Pour constituer cette masse de manœuvre aussi fortement et rapidement que possible, **les prélèvements devaient être faits résolument** sur les fronts non attaqués. Mais, à l'heure où cette directive parvenait à ses destinataires,

l'ennemi redoublait d'efforts. Le 30 mars, il reprenait et élargissait ses attaques en opérant de part et d'autre de Montdidier, sur le front compris entre la route Amiens-Péronne et Lassigny. C'était là une seconde bataille qu'il engageait, alors que nous n'étions pas encore bien solidement établis sur nos positions ; cependant, en dépit des effectifs et des moyens mis en oeuvre, il obtenait des résultats encore inférieurs à ceux de la veille. Il ne gagnait un peu de terrain que dans la vallée de l'Avre en direction de Moreuil, et, à l'est de Montdidier, dans la région de Rollot-Roye-Sur-Matz.

Le lendemain, 31 mars, il renouvelait ses actions, mais, cloué sur place par la résistance et les contre-attaques des troupes alliées, c'est à peine s'il pouvait enregistrer une légère avance dans la coupure de la Luce, entre Moreuil et Marcelcave. Cette avance, il est vrai, affectait un point particulièrement sensible, sur la direction même d'Amiens, à la liaison franco-britannique encore peu solide. Pour y remédier, on assurait la résistance à tout prix de la 5e armée britannique sur ses positions actuelles en lui donnant les forces suffisantes pour remplir sa mission. De plus, la 1ere armée française étendait son front jusqu'à Hangard. Quoiqu'il en fût, la bataille de Montdidier-Amiens paraissait bien toucher à sa fin. Le soir du 1er avril, je pouvais écrire au président du conseil : [les initiatives de l'ennemi semblent dès aujourd'hui enrayées et paralysées](#). En fait, l'ennemi, après un court répit, attaquait encore violemment dans la journée du 4 avril les positions des 4e armée britannique et 1ere armée française entre la Somme et Montdidier. Le centre de la 4e armée britannique était rejeté sur Villers-Bretonneux. La 1ere armée française marquait de son côté, sur le plateau de Rouvrel, un recul assez sérieux, qu'elle réparait en partie par des contre-attaques exécutées le lendemain 5 avril. Mais un fait capital s'était produit, la liaison des deux armées avait été solidement maintenue dans la région de Hangard, et, pour l'assurer définitivement, le général Rawlinson était invité à employer ses réserves et son artillerie disponibles à soutenir la gauche française. Dans un ordre d'idées analogue, pour bien affirmer notre volonté de ne pas céder de terrain, je demandais au maréchal Haig d'intervenir auprès de ce général pour l'empêcher de replier son quartier général comme il en avait exprimé l'intention. Dans cette journée, j'avais eu à Beauvais les visites de Clemenceau, de Loucheur, de Winston Churchill, puis du président de la république ; c'est dire l'anxiété qui régnait dans les gouvernements alliés. Désormais, les Allemands ne pouvaient plus espérer de résultats sérieux de la bataille en cours. En face du renforcement des alliés, leurs attaques devenaient de plus en plus difficiles et coûteuses, et ils se voyaient bientôt contraints de les arrêter sans avoir pu atteindre les buts stratégiques qu'ils s'étaient proposés. Ils ne sépareront pas l'armée française de l'armée anglaise.

Pour finir sur un succès facile, ils entreprenaient, le 6 avril, la conquête du coin de terrain que la 6e armée française occupait à l'ouest de la forêt de Saint-Gobain, entre l'Oise et le canal de l'Ailette. Cette action ennemie était, du reste, tellement prévue que la 6. Armée, très en flèche de ce côté, n'avait maintenu que de faibles avant-postes au nord du canal de l'Ailette. L'attaque allemande ne trouva devant elle que des éléments épars qui reculèrent en combattant ; elle avança néanmoins avec une grande circonspection et mit quatre jours pour arriver jusqu'à l'Ailette (6-9 avril).

Chapitre III — L'accord de Beauvais.

Insuffisance des pouvoirs conférés par l'accord de Doullens au général Foch ; l'accord de Beauvais lui confie la direction stratégique des opérations sur le front occidental, 3 avril. – l'Italie adhère à l'accord de Doullens, 2 mai ; le roi des Belges, lié par la constitution de son pays, se tient théoriquement en dehors des arrangements conclus, 3 juillet. – le général Foch est nommé commandant en chef des armées alliées, 14 mai.

Tenant compte de la situation qui résultait à la fois de l'arrêt momentané de l'offensive allemande, des renseignements recueillis sur l'ennemi et du renforcement des troupes alliées au sud de la Somme, les prévisions que j'établissais alors reposaient sur les bases suivantes :

1. L'ennemi, arrêté de l'Oise à Arras, pouvait reprendre ses attaques : difficilement au sud de la Somme, plus facilement au nord. Entre cette rivière et Arras, il fallait donc organiser une défense particulièrement solide, affaire du commandement britannique. Il fallait aussi que les réserves françaises, réunies dans la région de Beauvais, pussent intervenir au nord de la Somme et que leur transport fût préparé à l'avance, affaire du commandement français ;
2. Quelle que fût l'attitude des Allemands, il nous fallait agir au plus tôt au sud de la Somme, pour éloigner l'ennemi de la voie ferrée Paris-Amiens et du noeud de chemin de fer d'Amiens, indispensables à nos communications et à nos ravitaillements.

Dans ce but, les troupes françaises auraient à exécuter une offensive dans la région de Montdidier, en vue de rejeter l'ennemi sur Roye ; les troupes britanniques, une offensive de part et d'autre de la Somme, pour dégager Amiens. On était ainsi amené à envisager pour les armées alliées une action offensive, à concevoir pour elles non plus seulement l'attitude passive et de consolidation que les événements leur avaient imposée depuis le 21 mars, mais une conduite active. Or, pour créer l'action, la diriger, l'animer, la faire entretenir par les commandants en chef, comme aussi pour aboutir à une juste répartition des forces, les pouvoirs que je détenais de l'accord de Doullens devenaient nettement insuffisants. Ils l'étaient déjà pour le cadre cependant restreint des opérations actuellement défensives ; à fortiori le seraient-ils quand, dans un avenir plus ou moins rapproché, j'aurais à juger et à décider de l'emploi stratégique des forces alliées, rénovées et accrues par le concours américain, à discerner, suivant les circonstances, le point d'application de ces forces, à répartir entre elles les missions offensives et les missions défensives, à jouer peut-être d'échanges entre le front français et le front italien.

Le simple rôle de coordinateur ne pouvait satisfaire au programme élargi qui fatalement s'imposerait demain. Il donnait trop peu d'initiative au chef qui le détenait pour lui permettre de répondre rapidement et fortement aux éventualités que lui créait la bataille défensive, ou pour lui permettre d'organiser et de monter de sérieuses entreprises offensives. Il fallait transformer ce rôle en celui d'un organe de direction. Pour faire rendre à l'organe interallié, créé à Doullens par la confiance des gouvernements, tout ce qu'on attendait de lui, il était indispensable qu'on accrût dès à présent ses pouvoirs, qu'on lui conférât la direction stratégique de la guerre sur le front occidental, qu'on affirmât son

autorité sur les commandants en chef alliés, qu'on l'étendit aux commandants en chef alliés, qu'on l'étendît à toutes les troupes qui combattaient de la mer du nord à l'Adriatique.

Une expérience de quelques jours avait suffi pour démontrer l'insuffisance de l'accord de Doullens. L'intérêt présent, comme l'avenir de la coalition, exigeaient qu'il fût remanié sans retard. C'est dans cet esprit que je posais la question au président du conseil, et je lui demandais que la décision prise à mon égard le 26 mars par les gouvernements britannique et français fût complétée. M. Clemenceau, après m'en avoir parlé dans la journée du 1er avril, décidait de réunir une nouvelle conférence à laquelle il convoquait, outre les représentants anglais et français, les représentants américains. Cette conférence se tenait à l'hôtel de ville de Beauvais le surlendemain 3 avril, et aboutissait à la résolution suivante :

Le général Foch est chargé par les gouvernements britannique, français et américain de coordonner l'action des armées alliées sur le front occidental ; il lui est conféré à cet effet tous les pouvoirs nécessaires en vue d'une réalisation effective. Dans ce but, les gouvernements britannique, français et américain confient au général Foch la direction *stratégique* des opérations militaires, les commandants en chef des armées britannique, française et américaine exercent dans sa plénitude la conduite *tactique* de leur armée. Chaque commandant en chef aura le droit d'en appeler à son gouvernement si, dans son opinion, son armée se trouve mise en danger par toute instruction reçue du général Foch.

Pour cette conférence, M. Lloyd George était venu de Londres. Après avoir débarqué à Boulogne, en nous rejoignant par automobile à Beauvais, où se trouvait également M. Clemenceau, il avait coupé les routes par lesquelles se repliaient les troupes anglaises retirées de la bataille. Il est évident que l'ordre et l'état moral de ces éléments n'avaient pu lui fournir un tableau particulièrement avantageux de la situation. Indépendamment d'un retard notable dans son arrivée, il apportait à Beauvais de noires impressions. Dans cet état d'esprit, mais reprenant toujours cette énergie et cette vivacité qui le caractérisent, il avait déclaré, au cours de la conférence, à mon égard : **le peuple anglais a confiance en vous. Votre désignation comme commandant en chef des armées alliées n'a été nulle part aussi bien accueillie que dans mon pays.** Puis brusquement, au sortir de la conférence, avec son enjouement habituel : **et maintenant pour qui dois-je parier ? Pour Ludendorff ou pour Foch ?** et moi de lui répondre avec calme : **vous pouvez d'abord parier pour moi, vous gagnerez.** Pour Ludendorff, il s'agit de nous enfoncer, il n'y arrivera plus ; pour nous, il s'agit de l'arrêter, nous le ferons certainement. — **Quand il s'agira plus tard de l'enfoncer à notre tour, il y aura à réfléchir, on verra ce que nous pourrons faire.** Et là-dessus notre conversation prenait fin. Bien que ne répondant pas entièrement à mes propositions, puisqu'en réalité mon autorité ne s'exerçait ni sur l'ensemble du front occidental de la mer du nord à l'Adriatique, ni sur toutes les troupes alliées qui y combattaient, la décision de Beauvais contenait néanmoins l'essentiel de ce qui était nécessaire pour mener la bataille sur le front de France, théâtre principal d'opérations, avec les armées américaine, britannique et française. Assuré de l'adhésion des gouvernements britannique et américain à la nouvelle formule, M. Clemenceau avait sans doute voulu, pour gagner du temps, limiter tout d'abord à ce théâtre d'opérations et à ces armées le domaine du généralissime interallié ; ce résultat étant acquis, il se réservait de

poursuivre dans l'avenir l'extension de l'accord de Beauvais au théâtre d'opérations italien et à l'armée italienne d'une part, à l'armée belge d'autre part. En fait la question de l'Italie fut examinée par le conseil supérieur de guerre, le 2 mai, à Abbeville.

MM. Orlando et Sonnino, au nom du gouvernement italien, déclarèrent ne pouvoir adhérer sans réserve au texte de Beauvais et proposèrent une formule transactionnelle, qui établissait une distinction entre le front italien et le commandement de l'armée italienne. Cette formule, à laquelle les autres gouvernements allaient se ranger, était la suivante :

1. Le front italien était dès à présent soumis aux pouvoirs de coordination du général Foch, tels qu'ils étaient définis par l'accord de Doullens ;
2. Le commandement supérieur de l'armée italienne ne serait par contre attribué à ce général que le jour où les circonstances amèneraient la présence au delà des Alpes d'autres armées alliées y combattant sous ses ordres, dans les mêmes conditions qu'en France.

La restriction ainsi imposée par le gouvernement italien n'en laissait pas moins au commandement interallié un droit de regard sur le front italien et la possibilité, s'il le jugeait opportun, d'utiliser le théâtre d'opérations transalpin pour la réalisation de ses plans stratégiques. En ce qui concerne l'armée belge, la question fut discutée devant le conseil supérieur de guerre, le 3 juillet, à Versailles, au moment où les armées alliées se préparaient à reprendre l'offensive en France. Comme il était à prévoir que les divisions belges seraient appelées à participer activement à cette offensive, il eût été souhaitable qu'elles fussent, comme les autres divisions alliées, à ma disposition. Mais on ne put aboutir dans cette voie, le lieutenant général Gillain, chef d'état-major de l'armée belge, ayant invoqué la constitution de son pays pour y trouver une opposition formelle. En réalité, cette attitude, qui découlait surtout d'une intransigeance de principe, ne fut pas définitive, car, quelques semaines plus tard, on verra le roi des Belges accepter sans réserve de diriger, dans les Flandres, les opérations des troupes alliées belges, françaises, anglaises, américaines, d'après les directives du haut commandement allié. Pour en terminer avec cette question du commandement allié, il convient d'ajouter qu'une décision des gouvernements en date du 2 mai, supprima le comité exécutif créé trois mois auparavant et devenu désormais sans objet. Le 14 mai, je recevais le titre officiel de commandant en chef des armées alliées en France.

Mais tout cela n'était que les pièces d'une procédure, établissant des droits sur le papier. Il restait à voir à l'action le commandement allié ainsi créé. Une fois de plus, qu'il me soit permis de dire, comme je l'ai fait après Ypres, qu'il vivra et tirera uniquement sa force de la confiance que lui accorderont les différentes armées placées sous ses ordres, de l'entente qu'il maintiendra à tout prix avec elles et entre elles, qu'il resserrera et développera dans le seul but du triomphe de la cause commune. En tout cas, aux premiers jours d'avril 1918, il n'avait pas de temps à perdre pour améliorer, avec les troupes fortement éprouvées, une situation des plus précaires encore, sur un front qui s'était étendu par suite du succès de l'ennemi.

gauche du Rhin entre la tête de pont de Cologne et la frontière hollandaise, il était stipulé que, pour maintenir le caractère d'une occupation alliée, les garnisons seraient constituées avec des troupes appartenant à plusieurs nations alliées.

Au total, les armées alliées auraient initialement en Rhénanie, tant en première ligne qu'en réserve, 16 corps d'armée comprenant en tout 40 divisions et 5 divisions de cavalerie, dont l'entretien serait à la charge du gouvernement allemand. Dans la pratique, le caractère interallié de l'occupation des têtes de pont ne put être intégralement observé. C'est ainsi que la tête de pont de Cologne fut entièrement confiée aux Britanniques, la division française qui devait en faire partie ayant été affectée, par suite des nécessités du moment, à la zone belge d'Aix-La-Chapelle.

Le 1er décembre, les armées alliées entraient en Allemagne. Le 9, elles atteignaient le Rhin, le franchissaient le 13, et le 17 décembre les têtes de pont étaient entièrement occupées. À partir de cette date, les armées de l'entente montaient la garde au Rhin. De là, elles voyaient à leurs pieds l'Allemagne vaincue ; elles n'avaient qu'un mouvement à faire pour l'empêcher de se redresser, si elle en avait des velléités. De là, elles permettaient aux gouvernements alliés de dicter aux empires centraux la paix qu'ils jugeraient convenable de leur imposer. Elles avaient accompli toute leur tâche. Cependant, quelle que hâte que l'on eût d'en arriver à cette paix définitive dont le monde avait soif, les négociations qui en devaient amener la conclusion allaient être forcément longues.

L'arrivée tardive en France du président Wilson, l'ampleur des problèmes qui se posaient, la nécessité de réaliser sur toutes les questions l'accord préalable des alliés dont les opinions étaient souvent différentes, tout cela exigea des délais tels que, malgré la bonne volonté et l'extrême labeur des artisans du traité, il fallut quatre mois aux alliés pour édifier leur oeuvre et cinq pour qu'elle fût acceptée de l'Allemagne. Or l'armistice signé à Rethondes avait une durée de validité limitée à trente-six jours. Cette durée expirait le 17 décembre, date à laquelle les plénipotentiaires alliés pour la paix commençaient seulement d'arriver à Paris. Force fut donc de renouveler la convention du 11 novembre. Les négociations entreprises à cet effet eurent lieu à Trèves, toujours dans le wagon bureau du train du maréchal et entre mêmes délégués qu'à Rethondes, les 12 et 13 décembre 1918. Sans entrer dans les détails de ces négociations, il suffit de signaler qu'elles aboutirent aux résultats suivants :

1. La durée de l'armistice était prolongée d'un mois, c'est-à-dire jusqu'au 17 janvier 1919.
2. Le haut commandement allié se réservait d'occuper, quand il le jugerait convenable, à titre de nouvelle garantie, la zone neutre de la rive droite du Rhin, au nord de la tête de pont de Cologne et jusqu'à la frontière hollandaise.

On espérait que cette nouvelle convention permettrait d'atteindre le moment où seraient remis aux Allemands des préliminaires de paix, que nos ennemis eux-mêmes souhaitaient. C'était en effet la solution naturelle, si l'on voulait donner quelque détente à l'appareil militaire. Malheureusement, cette solution ne put intervenir à temps au conseil des quatre, et, les 15 et 16 janvier, je me rendais de nouveau à Trèves pour conclure avec les délégués allemands une deuxième prolongation de l'armistice, qui aboutit aux décisions principales suivantes :

1. Armistice prolongé d'un mois, jusqu'au 17 février ;
2. Fourniture par l'Allemagne de machines et instruments agricoles ;
3. Création à Berlin d'une commission alliée pour le contrôle des prisonniers de guerre russes en Allemagne ;
4. Dispositions de détail concernant l'exécution de certaines clauses de la convention du 11 novembre, relatives à la livraison des navires allemands et à la restitution du matériel enlevé en France et en Belgique ;
5. Pour assurer le ravitaillement en vivres de l'Allemagne et du reste de l'Europe, le gouvernement allemand mettait, pendant la durée de l'armistice, toute la flotte de commerce allemande sous le contrôle et sous pavillons des alliés ;
6. Le haut commandement se réservait d'occuper, quand il le jugerait convenable, à titre de nouvelle garantie, le secteur de la place de Strasbourg constitué par les forts de la rive droite du Rhin avec une bande de terrain de cinq à dix kilomètres en avant de ces forts. La deuxième prolongation de l'armistice avait été conclue comme la première dans l'espoir qu'elle pourrait être étendue jusqu'à la conclusion des préliminaires de paix. Ceux-ci n'ayant pu être élaborés et les gouvernements alliés ayant même renoncé à le faire, l'armistice fut renouvelé une troisième fois ; mais il fut alors entendu que cette prolongation serait la dernière et qu'aucune date d'expiration ne serait fixée, les puissances alliées se réservant simplement le droit d'y mettre fin sur un préavis de trois jours.

Il n'y eut pas de disposition nouvelle. La poursuite et l'achèvement des clauses incomplètement réalisés étaient confiés à la commission permanente d'armistice. D'autre part, les allemands étaient mis en demeure de renoncer immédiatement à toutes opérations offensives contre les polonais dans la région de Posen ou dans toute autre région, et une ligne de démarcation était tracée, que leurs troupes ne devaient pas franchir. Le 28 juin 1919, la paix était conclue et signée dans la galerie des glaces du palais de Versailles.

FIN DE L'OUVRAGE